

LA SITUATION ÉCONOMIQUE DE LA ROUMANIE ET SA CAPACITÉ DE PAIEMENT

BCU Cluj / Central University Library Cluj

MÉ MORANDUM

PRÉSENTÉ PAR M. VICTOR SLAVESCO MINISTRE DES FINANCES

**M. O., IMPRIMERIA CENTRALĂ
BUCUREȘTI**

1 9 3 4

3376

LA SITUATION ÉCONOMIQUE DE LA ROUMANIE ET SA CAPACITÉ DE PAIEMENT

BCU Cluj
MÉMEMORANDUM Mary Cluj

PRÉSENTÉ PAR M. VICTOR SLAVESCO MINISTRE DES FINANCES

M. O., IMPRIMERIA CENTRALĂ

BUCUREȘTI

1 9 3 4

LA SITUATION ÉCONOMIQUE GÉNÉRALE

La dépression économique générale, déclenchée au début de l'automne de l'année 1929 — caractérisée en Roumanie par une chute d'environ 60% des prix des principaux produits d'exportation (céréales, bois, pétrole) — a eu pour résultat une compression générale des valeurs de toute l'économie roumaine.

Cette compression se reflète aussi bien dans la diminution du revenu national total, que dans la diminution de la rentabilité des entreprises privées.

Les finances publiques, étant basées directement sur la rentabilité de ces entreprises et, indirectement, sur la valeur du revenu national, il est de même tout naturel qu'elles aient subi une compression correspondante.

En regard de cette compression générale, seules les charges fixes, non susceptibles—par leur rigidité même — de s'adapter automatiquement aux conditions du nouvel équilibre économique, ont résisté à la baisse.

Dans ces circonstances, leur poids devint chaque jour plus écrasant jusqu'à entraîner souvent l'impossibilité de les payer.

Parmi elles, il faut placer, d'une part, la charge financière des dettes privées et, dans une moindre mesure, celle des impôts directs, d'autre part, la charge de la dette publique.

La liquidation normale de ces charges étant impossible à cause du caractère général de la réduction de la capacité de paiement, une intervention politique est devenue nécessaire en vue de leur ajustement aux conditions du nouvel équilibre.

L'examen de la manière dont les faits se sont enchaînés permet de se rendre compte dans quelle mesure un ajustement de la dette publique est devenu, à l'heure actuelle, inévitable.

Les phases principales de la crise économique roumaine peuvent être résumées de la manière suivante :

Les branches de l'économie roumaine les plus affectées par la chute des prix ont été la production des céréales (automne 1929) et celle des matières premières d'exportation : bois et pétrole (printemps 1930).

En fait, pour ces deux derniers produits, la baisse des prix continuait un mouvement commencé dès l'année 1927.

Cette chute a provoqué une réduction correspondante de la valeur de la production et des revenus des entreprises.

L'agriculture et l'exploitation du bois et du pétrole, constituant les principales occupations économiques de la population roumaine, il en est résulté une réduction générale du pouvoir d'achat du pays.

Etant donné que la chute des prix des articles industriels et des produits d'importation a été bien moins accusée que celle des prix des produits agricoles et des matières premières d'exportation, la réduction du pouvoir d'achat de la population a déterminé une compression automatique correspondante des importations et de la production manufacturée indigène, par la restriction de leurs débouchés.

Ces faits ont entraîné une diminution de la rentabilité des entreprises industrielles et commerciales, dès la fin de 1930. Cette diminution, s'ajoutant à l'insolvabilité de l'agriculture, à certaines mesures de politique économique et financière et aux retraits de capitaux étrangers, commencés déjà dès l'automne de l'année 1929 et aggravés en 1931 par la crise bancaire de l'Europe Centrale, a provoqué une crise du crédit et des finances publiques (1931). Cette crise a été caractérisée par le retrait massif des dépôts en banques, par l'effondrement des cours des actions et des valeurs à revenu fixe et par la réduction des recettes budgétaires poursuivie jusqu'en 1932.

Par crainte d'une éventuelle dépréciation monétaire, une grande partie des capitaux thésaurisés est revenue sur le marché, où elle a alimenté une campagne de constructions et une reprise boursière des valeurs à revenus variables couvertes par des actifs

réels (1932—33). Celles-ci ont déterminé à leur tour, sous la protection des mesures de contingentement des importations introduites à la fin de l'année 1932, une reprise industrielle artificielle pendant l'été de l'année 1933.

A. L'agriculture.

On a vu que, au point de vue de la réduction de la capacité de paiement, l'influence de la dépression générale sur l'agriculture roumaine a été caractérisée, en dernière analyse, par une diminution de la valeur de la production.

La valeur de la production agricole dépend généralement de deux facteurs: a) *les prix*, b) *la production* quantitative.

Dans un pays exportateur, comme la Roumanie, *les prix dépendent d'ordinaire directement de l'influence du marché mondial*. Ce n'est que pendant les années à production déficitaire que les prix intérieurs dépassent les prix d'exportation; mais cette hausse ne signifie pas une amélioration réelle de la situation des agriculteurs, la hausse des prix étant annihilée par la diminution des quantités produites.

La production quantitative dépend, à son tour, de deux autres facteurs: a) *l'étendue des superficies cultivées* et b) *le rendement quantitatif à l'hectare*.

Dans les pays où prédomine la *grande exploitation* agricole mécanisée, le rendement, soustrait par les perfectionnements techniques aux variations du climat, est relativement constant, alors que les *variations des superficies cultivées* dépendent, en premier lieu, du rendement financier des exploitations, résultant de la différence entre les prix de vente et les frais de production, rapportée au capital investi.

Par contre, dans les pays où prédomine la *petite exploitation* paysanne, comme c'est le cas de la Roumanie, l'étendue des superficies cultivées est généralement très peu influencée par les facteurs financiers. Ces étendues varient lentement, surtout sous l'influence des facteurs naturels (accroissement de la population, amélioration du niveau d'existence, technique de la production). En échange, la production quantitative subit les contre-coups violents des variations du climat.

Ainsi, en dernière analyse, la *situation de l'agriculture roumaine dépend de l'influence conjuguée de deux éléments*: a) *les prix*, influencés par la *conjoncture mondiale*, b) *la production*, qui dépend de l'état *climatérique*.

Sous ce rapport, la situation de l'agriculture roumaine, pendant la crise mondiale, peut être considérée comme résultant de la *combinaison des effets d'un cycle climatologique*, commencé en 1929 et terminé en 1933, aux effets d'une *dépression constante des prix*, ayant au début, un caractère conjonctural, et transfor-

mée ensuite, — sous l'effet de la politique de retour à l'agriculture des Etats industriels — en une dépression structurale de longue durée.

1. Prix.

Il n'existe aucun doute que la situation actuelle de toute l'agriculture roumaine est dominée par la chute des prix des produits agricoles et, spécialement, par la baisse des prix des céréales, ces dernières constituant les principales plantes cultivées par l'agriculture roumaine.

La chute des prix des céréales roumaines est mise en évidence par le tableau suivant:

1. *Prix annuels moyens des céréales à Braïla*

A. *Chiffres absolus* (lei par 100 kgr.)

Années	Blé	Maïs	Orge	Avoine	Seigle	Moyenne pondérée
1929	746	621	469	477,5	455 ¹⁾	597
1930	468	285	236	216	259	322
1931	294	212	244	280	224	244
1932	405 ²⁾	188	247	255	283	237
1933	464 ³⁾	162	155	201	345	270,1

B. *Indices.* (base 1929)

1929	100	100	100	100	100 ¹⁾	100
1930	63	46	50	45	57	54
1931	39	34	52	59	49	41
1932	54 ²⁾	30	53	53	62	40
1933	64 ³⁾	26	33	42	75	45

Cette chute doit être attribuée au déséquilibre dans la structure économique mondiale de la production et de la consommation des produits agricoles. La persistance de ce déséquilibre maintient l'agriculture mondiale dans un état de dépression de longue durée, ressemblant, sous certains rapports, à celle qui suivit au siècle dernier, la période des guerres napoléoniennes.

Certaines des circonstances ayant entraîné ce déséquilibre

¹⁾ IV-e trimestre.

²⁾ Récolte de blé déficitaire.

³⁾ Prix soutenus artificiellement et répercussions du déficit de la récolte de maïs.

agissent dans le sens de l'accroissement constant de l'offre des céréales; certaines autres, dans le sens de la diminution permanente de la demande de ces produits.

Parmi ces circonstances il faut mentionner :

1. *L'augmentation des superficies cultivées.*

a) dans les pays transocéaniques, (Argentine, Australie, Canada), stimulés par la conjoncture favorable maintenue pendant la première décade d'après guerre.

b) en Russie. Ce pays, disparu après la guerre du groupe des pays exportateurs de céréales, reparait sur le marché mondial après 1929 et essaie de reconquérir son rang, à l'aide d'une politique de ventes à bas prix, rendue possible par la structure sociale de l'économie soviétique.

2. *L'accroissement du rendement quantitatif à l'hectare*, à la suite du développement technique, et, notamment, de la mécanisation des méthodes de culture agricole.

3. *La restriction des débouchés* pour les produits agricoles dans les Etats industriels importateurs, résultant de :

a) la diminution permanente de la consommation de céréales dans ces Etats, en faveur de la consommation d'autres produits alimentaires, sous l'influence de l'amélioration du niveau d'existence ;

b) la baisse des importations des céréales, causée par le développement de la base agraire des Etats industriels et par la politique intense de retour à l'agriculture pratiquée dans ces Etats.

4. *La politique de stockage*, pratiquée par les Etats transocéaniques, qui a maintenu quelque temps artificiellement les prix élevés, et a empêché ainsi l'ajustement de la production.

Il faut remarquer que la baisse des prix a été aggravée en Roumanie par le fait qu'au moment du déclenchement de la crise, les prix intérieurs roumains — influencés par la récolte déficitaire de maïs de l'année 1928, — se trouvaient au-dessus des prix mondiaux. Leur effondrement en fut donc encore plus sensible.

La hausse partielle du prix du blé et du seigle, à partir de l'été 1932, est due d'abord à la récolte déficitaire et ensuite aux mesures de protection artificielles.

La tendance générale des autres prix est demeurée, par contre, nettement à la dépression.

Il y a lieu d'ajouter, qu'à l'exception des années à récoltes déficitaires, les prix intérieurs ont été généralement inférieurs aux prix d'exportation (voir les annexes No. 1 et 2).

L'écart existant entre les prix intérieurs et les prix d'exportation s'explique par les frais intermédiaires (taxes de marché, timbres, transports combinés, manipulation, courtages de vente et d'achat, perte de poids, etc.).

D'après certains calculs, ces dépenses atteignaient, en 1915, 0,47 francs-or (0,67 francs avec le bénéfice de l'intermédiaire) par 100 kgr., ce qui fait, en lei actuels, 15,20 lei (respectivement 21,67 lei avec le bénéfice) par 100 kgr., soit environ 5% du prix.

En renouvelant ces calculs aux prix actuels, on est arrivé à 0,08 francs or, ou 36 lei, par 100 kgr., ce qui représente, au prix moyen de 330 lei les 100 kgr., environ 11 %.

D'autre part, la différence entre le prix du wagon à Braïla et les prix mondiaux est estimée par certains auteurs entre 4 et 5 pour cent (4 1/8% Loewe, 4 5/8% Răducanu), représentant l'assurance maritime, le courtage du vendeur, les taxes de sortie, les pertes, le bénéfice de l'exportateur.

Il résulte de ces calculs que la partie qui revient au producteur, par rapport au prix mondial, est tombée, entre 1912 et 1930, de 74 à 54,5 %.

2. Nature des dépenses	1912	1930
Frais de douane, transports, etc., jusqu'à la consommation	17,1 %	47,5 %
Frêt	8,1 %	14,6 %
Frais de vente	3,4 %	4,6 %
Frais d'achat et de transport à l'origine	13,5 %	19,1 %
Taxes de marché et frais divers	1, %	7,2 %
Part revenant au producteur	74, %	54,5 %
Total	100	100

Il faut remarquer que ces calculs se rapportent à la situation antérieure aux majorations successives des taxes de douane survenues depuis 1930.

2. Superficies.

Ainsi qu'on l'a indiqué plus haut, la baisse des prix n'a qu'une très légère influence sur l'étendue des superficies cultivées.

Grâce au régime dominant de la petite exploitation paysanne—basée, *a)* sur un aménagement plutôt traditionnel que rationnel de la production, dans lequel *b)* le facteur primordial est constitué par l'exploitation du travail propre du groupe familial, produisant avec *c)* un capital d'investissement très réduit et surtout *d)* en vue de couvrir les nécessités de consommation de la famille,—la rémunération de l'agriculteur n'a qu'une importance assez faible et sert plutôt à couvrir les charges fixes de l'exploitation, que les frais de production, ces derniers étant, dans la plupart des cas, soldés directement en nature par les agriculteurs.

En conséquence, la variation générale des superficies cultivées (dont l'étendue totale est comparativement égale à celle d'avant guerre) subit moins l'influence des oscillations de la rentabilité des cultures, que l'influence des variations du climat (hiver précoce ou rigoureux, empêchant ou compromettant les ensemencements d'automne et obligeant l'agriculteur à retourner ses semences gelées pour les remplacer par des cultures printanières; printemps tardif ou pluvieux, empêchant le développement normal des travaux agricoles, etc.).

3. *Superficies cultivées*

A. *Chiffres absolus* (milliers d'ha.)

Années	Céréales	Plantes alimentaires	Plantes industrielles	Prairies artificielles	TOTAL
1929	11.223	424,5	365,8	648	13.011
1930	11.036	416	399,5	658	12.857
1931	11.504	482	355	692	13.487
1932	10.664	466	315	670	12.660
1933	11.065	473	336	718	12.590

B. *Indices* (base 1929)

1929	100	100	100	100	100
1930	98,3	98	109,2	101,5	98,8
1931	102,5	113,5	97	106,8	103,7
1932	95	109,8	86,1	103,4	97,3
1933	98,6	111,4	91,9	110,8	96,8

En ce qui concerne spécialement les superficies cultivées en céréales, la situation se présente de la manière suivante :

4. *Superficies cultivées en céréales, des principales catégories*

A. *Chiffres absolus* (millions d'ha.)

Années	Blé	Maïs	Orge	Avoine	Seigle	Total
1929	2.74	4.80	2.05	1.21	0.31	11.11
1930	3.06	4.43	1.98	1.09	0.39	10.95
1931	3.47	4.75	1.92	0.87	0.41	11.42
1932	2.87	4.78	1.79	0.79	0.35	10.58
1933	3.12	4.83	1.81	0.83	0.39	10.98

B. *Indices* (base 1929)

1929	100	100	100	100	100	100
1930	112	92	97	90	126	98,6
1931	127	99	94	72	132	102,8
1932	105	100	87	65	113	95,2
1933	114	101	88	69	126	98,8

L'ampleur des variations des superficies cultivées est moins accentuée pour le maïs, principale plante alimentaire du paysan, et plus accentuée pour le blé, l'orge et l'avoine, produits surtout par la grande propriété en vue de la vente et influencés d'ailleurs par les variations de la rentabilité.

D'autre part, l'augmentation des superficies cultivées en plantes textiles, en 1930 et 1931, trouve son explication dans le développement de l'industrie ménagère, la classe paysanne, dépourvue d'argent, ayant été obligée de procéder, dès la seconde année de la crise, à la fabrication directe de ses vêtements.

5. *Superficies cultivées en plantes textiles*

A. *Chiffres absolus* (millions d'ha.)

Années	Chanvre	Lin
1929	36,9	17,3
1930	33,5	17,6
1931	48,7	27,7
1932	47,7	21,9
1933	47,9	18,8

B. *Indices* (base 1929)

1929	100	100
1930	91	102
1931	132	160
1932	129	127
1933	130	109

Les variations du reste des superficies cultivées ont une moindre importance.

3. *Rendement.*

Dans l'état actuel du développement technique de l'agriculture roumaine, l'autre facteur de variation de la production, à savoir la productivité matérielle, s'exprimant par le rendement quantitatif à l'hectare, se trouve à son tour puissamment influencée par les circonstances climatiques. Ses oscillations reflètent les variations de la température et des quantités de pluie, pendant les mois critiques (avril et juin pour les grains; mai et juillet pour le maïs).

6. *Production moyenne à l'hectare.*

A. *Chiffres absolus* (quintaux métriques)

Années	Blé	Maïs	Orge	Avoine	Seigle	Moyenne pondérée
1929	9,9	13,3	13,3	11,2	10,8	12,2
1930	11,6	10,2	12,0	10,6	11,9	11
1931	10,6	12,7	7,4	7,7	8,7	10,7
1932	5,3	11,2	8,2	8,1	7,6	9,3
1933	10,4	7,5	10,4	9,7	11,5	9,1

B. *Indices* (base 1929)

1929	100	100	100	100	100	100
1930	117	77	90	95	110	90
1931	107	96	56	69	81	88
1932	52	84	62	72	70	76
1933	105	56	78	87	107	75

Le rendement à l'hectare est en diminution générale par rapport à la situation d'avant guerre. Ce fait est dû principalement à la réforme agraire, qui a déterminé une régression des méthodes de culture. Les conséquences de cette réforme — nécessaire cependant pour des raisons sociales inéluctables — ne pourront disparaître qu'après un certain temps.

Cette interprétation est confirmée par le fait que la diminution du rendement est plus accentuée pour les plantes cultivées par la petite propriété (maïs, orge, avoine) que pour le blé, cultivé surtout par la grande propriété. Si l'on excepte les grandes sécheresses, la supériorité de la technique agricole rend la culture du blé moins sensible aux variations du climat.

La diminution plus accentuée du rendement en blé en 1932 est due aux pluies excessives du printemps de ladite année, celle du rendement en maïs, en 1933, à l'insuffisance de la température. La première a entraîné la rouille du blé et la seconde la maturation insuffisante du maïs, qui ont été les causes de ces diminutions.

Il faut remarquer que les deux années successives (1932 et 1933), de faible récolte, rappellent singulièrement la situation des années 1927—1928. Elles semblent donc représenter les deux années extrêmes de ce qu'on a appelé les *cycles majeurs* de l'agriculture roumaine, cycles dont la périodicité moyenne est de cinq à sept ans et qui sont généralement, séparés par deux années consécutives de faible productivité. Chacun de ces cycles majeurs comprendrait deux sous-cycles mineurs, à durée moyenne de trois à quatre ans, séparés parfois par une année de dépression de moindre importance.

4. Production.

Les variations de la production traduisent l'influence conjuguée des variations des superficies cultivées et des variations de la productivité quantitative, que le tableau suivant met en évidence:

7. Production des principales catégories de céréales

A. Chiffres absolus (millions de quintaux métriques)

Années	Blé	Maïs	Orge	Avoine	Seigle	Total
1929	27,1	63,9	27,4	13,6	3,4	135,4
1930	35,6	45,2	23,7	11,6	4,6	120,7
1931	36,8	60,6	14,1	6,7	3,5	121,8
1932	15,1	59,9	14,7	6,4	2,7	98,8
1933	32,4	36	18,8	8,1	4,5	99,8

B. Indices (base 1929)

1929	100	100	100	100	100	100
1930	131	71	87	85	135	89
1931	136	95	52	49	103	90
1932	56	94	54	47	79	73
1933	120	56	69	60	132	74

5. Valeur de la production.

En ce qui concerne la valeur de la production agricole roumaine, elle ressort clairement des chiffres suivants:

Cette valeur a été calculée par le Ministère de l'Agriculture en multipliant le volume de la production par les prix moyens enregistrés sur le marché intérieur pendant le quatrième trimestre de l'année respective, qui représente la période des ventes maxima des produits agricoles. On a procédé de même pour toutes les années, à l'exception de la première (1929), pour laquelle, par suite de l'abstention des producteurs survenue en automne, on a multiplié par le prix du premier trimestre de l'année suivante (1930), où les ventes furent réellement effectuées.

8. Valeur de la production agricole

A. Chiffres absolus (millions de lei)

Années	Céréales	Plantes alimentaires	Plantes industrielles	Fourrages	Arbres fruitiers	Vignes	Total
1929	59.187	11.761	4.001	7.310	2 194	12.112	96.565
1930	31.336	7.694	2.384	6.204	1.527	6.976	56.021
1931	25.507	6.887	1.830	5.539	2.237	4.374	46.374
1932	25.362	5.945	1.928	4.590	1.018	8.987	47.829
1933	23.510 ¹⁾	—	—	—	—	—	—

B. Indices (base 1929)

1929	100	100	100	100	100	100	100
1930	53	65	60	85	58	58	58
1931	43	59	46	76	102	36	48
1932	43	51	48	63	46	74	50
1933	40 ¹⁾	—	—	—	—	—	—

On trouvera, détaillée plus bas, la valeur de la production par catégories de céréales, calculée de la même manière.

9. Valeur de la production des principales catégories de céréales

A. Chiffres absolus (millions de lei)

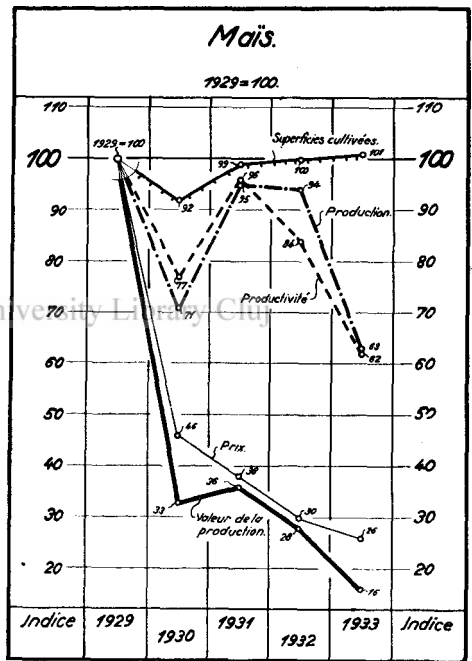
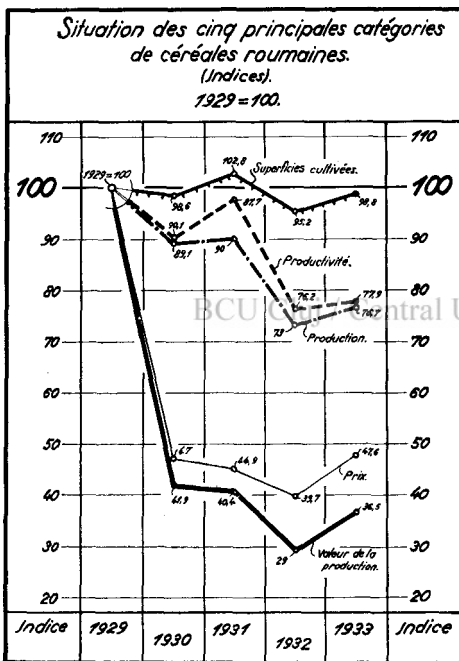
Années	Blé	Maïs	Orge	Avoine	Seigle	Total
1929	15.718	24.282	9.727	4.420	1.547	55.694
1930	11.036	10.622	4.029	2 204	1.012	28.903
1931	8.832	9.393	2.890,5	1.742	700	23.557,5
1932	8.380,5	10.183	2.866,5	1.472	1.026	23.928
1933	10.368	6.480	2.256	1.296	967	21.967,5

B. Indices (base 1929)

1929	100	100	100	100	100	100
1930	70	41	41	50	65	52
1931	56	39	30	39	45	42
1932	53	42	29	33	66	43
1933	66	27	23	29	63	38

¹⁾ Chiffres provisoires.

L'effet combiné de l'effondrement des prix (55% environ) et de la diminution concomitante, mais moins accentuée, de la production (25% environ), ressort clairement des tableaux ci-dessus ¹⁾. Il indique, à la fin de l'année 1932, une réduction de 50% de la valeur de la production agricole, par rapport à l'année 1929 ²⁾. Cette réduction est encore plus accentuée pour la valeur de la production des céréales, dont la baisse dépasse 60% ³⁾. Les graphiques ci-dessous montrent la situation des facteurs qui ont déterminé la perte de valeur pour chacune des cinq principales catégories de céréales. (La valeur de la production y est calculée aux prix moyens annuels).

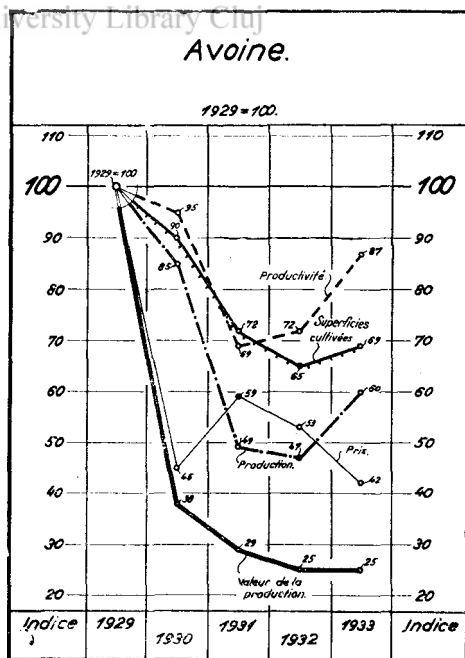
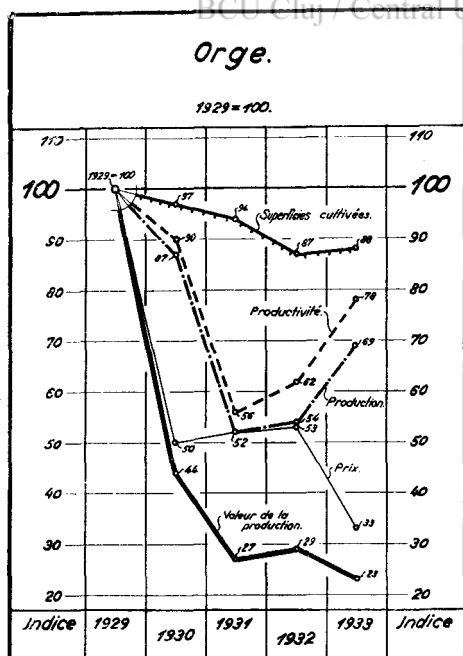
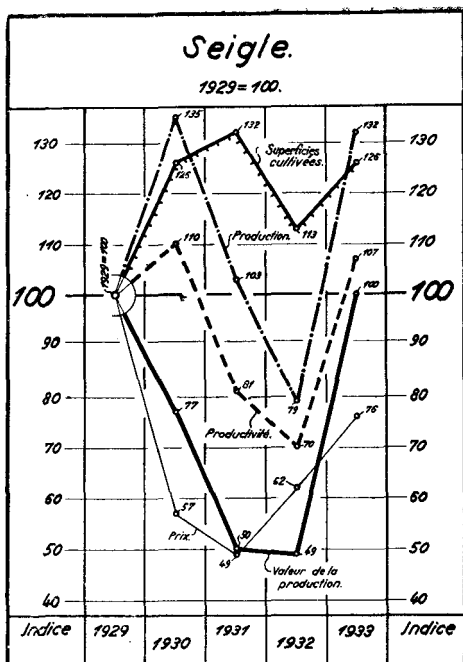
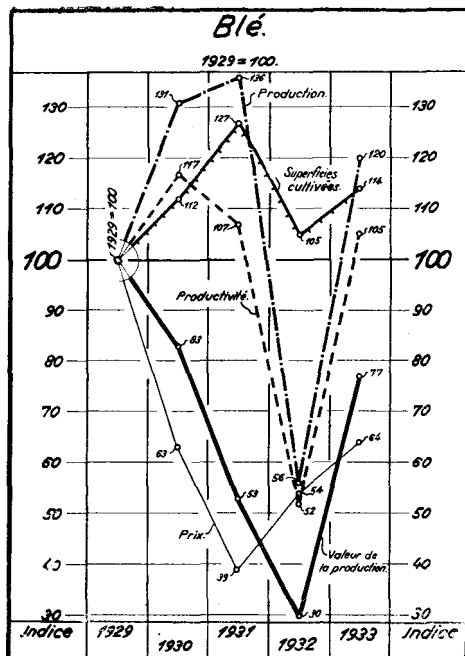


Il va de soi, qu'une telle diminution de la valeur de la production agricole a eu des répercussions défavorables sur la capacité de paiement d'un pays, où l'agriculture constitue la principale occupation de la population (80%) et dont le revenu agricole tient la première place parmi les éléments du revenu national (55—60%).

¹⁾ Voir tableau Nos 1, p. 6, et 2, p. 10.

²⁾ Voir tableau No. 8, p. 12.

³⁾ Voir tableau No. 9, p. 12.



Les effets de cette diminution de valeur se font sentir :

1) sur l'économie privée, où ils provoquent un fléchissement du pouvoir d'achat des paysans sur le marché industriel ;

2) sur les finances publiques, où ils déterminent une réduction de la capacité contributive des agriculteurs ;

Ces effets seront étudiés en détail, dans un chapitre suivant.

6. Rentabilité des exploitations.

Le second problème posé par la diminution de la capacité de paiement de l'agriculture est celui de la situation des exploitations agricoles, sous le rapport de la rentabilité. L'agriculture rend-elle au cultivateur le prix de ses efforts, autrement dit, les résultats financiers de l'exploitation agricole couvrent-ils les frais de production ? Ou au contraire, obligent-ils le cultivateur à s'endetter pour pouvoir continuer de produire, ou bien le réduisent-ils à la dégradation de son fonds d'exploitation ?

Ce problème mérite une attention toute spéciale, parcequ'à la différence de ce qui se passe dans l'industrie, le manque de rentabilité et la perte de substance ne se traduisent pas par la cessation de l'activité productrice ni par des déficits apparents.

a) *Grandes et petites exploitations.*

Etant donné sa constitution, la petite exploitation peut continuer de produire très longtemps après avoir cessé d'être rémunératrice au point de vue comptable, par la dégradation insensible du fonds agricole : 1) *dégradation de la terre*, à laquelle on n'a pas restitué à temps les principes nutritifs, 2) *dégradation de l'inventaire vif et mort* par l'utilisation excessive et la non réparation à temps de l'outillage, et surtout 3) *dégradation biologique* progressive de l'homme, principal facteur de la production, obligé de se contenter d'un niveau d'existence inférieur à ses besoins de reconstitution physiologique.

En effet, le système de la petite exploitation agricole, étant basé surtout sur l'exploitation du travail propre de la famille du producteur et sur l'élasticité de la consommation de ladite famille, on ne peut établir de calculs précis pour sa rentabilité comme on en établit pour la rentabilité de la grande propriété.

En effet, les exploitations paysannes ne font intervenir parmi les éléments de leur coût de production : 1) ni *le fermage*, vu que le producteur travaille le plus souvent sa propre terre, 2) ni *l'amortissement* de l'inventaire, qu'il fait ordinairement par la voie du remboursement de crédits d'installation à moyen terme, 3) ni *le prix de la main-d'oeuvre*, qu'il ne paye que par l'entretien de sa famille ; il ne compte que les charges pécuniaires, à savoir : 4) *les dettes* et 5) *les impôts*.

Par conséquent, on ne peut apprécier leur bilan économique de la même manière que celui des grandes exploitations, qu'après lui avoir fait subir certaines transformations. Dans ses études sur les budgets des exploitations agricoles paysannes, l'Institut de Recherches

Agronomiques, essayant de donner une image fidèle de la rentabilité de l'agriculture paysanne, est obligé d'introduire, — aux prix moyens, — selon le procédé de Laur, toutes les charges d'exploitation que l'agriculteur omet de compter; de la sorte, le bilan de l'exploitation paysanne est transformé en bilan d'exploitation capitaliste, procédé qui fait ressortir manifestement le déficit latent de l'exploitation étudiée.

C'est une façon de procéder qui, sans être unique, ni sociologiquement exacte, au point de vue morphologique, permet toutefois de considérer sous le même aspect la rentabilité de la grande et de la petite exploitation.

L'exploitation paysanne n'étant pas obligée, comme la grande, de cesser de produire quand elle ne couvre plus ses frais de production, mais pouvant, comme il est dit plus haut, continuer la production en réduisant le niveau d'existence jusqu'à la limite de la résistance biologique du groupe familial qui la compose, l'agriculture roumaine — comme celle de tous les pays où prédomine ce régime d'exploitation — a une plus grande force de résistance devant la crise que celle des pays où prédominent les exploitations affermées.

Cette résistance explique, par exemple, pourquoi, malgré le manque de rentabilité de l'agriculture roumaine, qui a conduit pour ainsi dire à la suppression du régime d'exploitation par fermage, la production agricole n'a pas subi une trop grande diminution quantitative.

Ce fait ne doit cependant pas faire naître d'illusions.

Car il ne faut pas perdre de vue que si, en fait, *le déficit de la petite exploitation* ne se traduit pas forcément par une perte d'argent, il se manifeste, soit par une grave *sous-consommation*, soit par une *exploitation excessive du travail propre*, c'est-à-dire par un revenu dérisoire par unité de main-d'œuvre.

b) *Bilans agricoles.*

Pour l'établissement de la situation agricole au point de vue de la rentabilité, on a calculé, d'après les données des Ministères de l'Agriculture, de la Justice et des Finances, les variations des charges variables et des charges fixes de la production des céréales, et on les a comparées ensuite avec les variations de la valeur moyenne annuelle de la production par hectare. La différence moyenne, obtenue après déduction des charges variables, a été ensuite confrontée avec les charges financières moyennes de l'exploitation agricole, qui comprennent: 1) les amortissements, 2) les dettes financières, 3) le fermage, 4) les impôts.

Le résultat de cette confrontation, qui a surtout une valeur indicative, est le suivant:

Les charges variables, ou les avances faites par les agriculteurs à la production, constituent deux groupes;

- 1) les frais de main-d'œuvre agricole,
- 2) le coût des semences

c) *Frais de main-d'œuvre.*

Les prix des travaux agricoles ont varié de 1930 à 1932 de la manière suivante :

10. Prix moyens de la journée de travail (lei)

Années	Saisons	Travail à bras			Travail à l'aide des animaux	
		Hommes	Femmes	Enfants	Avec le charriot	Avec la charrue
1930	Printemps	57	43	30	105	250
	Eté	63	47	33	205	—
	Automne	53	39	26	185	225
1931	Printemps	46	34	23	165	200
	Eté	47	37	25	165	—
	Automne	38	30	20	135	165
1932	Printemps	36	27	18	125	165
	Eté	38	29	20	130	—
	Automne	35	27	18	120	150
1933	Printemps	33	26	17	115	145
	Eté	38	30	20	120	—
	Automne	34	27	19	120	135

En calculant les frais de main-d'oeuvre agricole nécessaires par hectare de culture, on obtient les chiffres suivants :

11. Frais moyens de la main-d'oeuvre agricole par hectare (lei)

Années	Saisons	Labours	Semences	Binage	Moisson
1930	Printemps	510	(100)	—	—
	Eté	—	—	465	395
	Automne	445	(100)	—	—
1931	Printemps	385	(80)	—	—
	Eté	—	—	390	430
	Automne	315	(80)	—	—
1932	Printemps	350	(70)	—	—
	Eté	—	—	320	335
	Automne	295	(70)	—	—
1933	Printemps	325	(65)	—	—
	Eté	—	—	295	320
	Automne	270	(65)	—	—

Si l'on compare les variations des indices des frais de main-d'oeuvre agricole, dans l'intervalle de 1930 à 1933, avec les variations des indices des prix des produits, on obtient le tableau suivant :

12. Indices des prix et de la main-d'oeuvre agricole.

Années	Indices des prix des produits agricoles	Indices des prix de la main-d'oeuvre agricole
1930	100	100
1931	72	86,5
1932	78	72
1933	66	66,5

Le tableau ci-dessus montre qu'en 1933 il s'est produit un

ajustement complet des prix moyens de la main-d'oeuvre à la baisse moyenne des prix agricoles, provoquée par la crise.

En effet, en 1931, la baisse des prix était de 28% par rapport à 1930, alors que celle des frais de main-d'oeuvre n'était que de 13,5%. Par contre, en 1932 les prix ont moins baissé (22%) que les frais de main-d'oeuvre (27,75%). Ce n'est qu'en 1933 que la baisse des deux séries est à peu près égale (— 34% pour les prix et — 33,5% pour la main-d'oeuvre).

Les frais de main-d'oeuvre nécessaires, par hectare cultivé, pour chaque catégorie de céréales, sont indiqués dans le tableau suivant, dont on retrouve les détails de calcul aux annexes 3 à 7.

13. *Frais de main-d'oeuvre agricole par hectare.*

A. *Chiffres absolus (lei)*

Années	Blé	Maïs	Orge	Avoine	Seigle
1930	1.725	2.120	1.175	1.175	1.725
1931	1.510	1.810	1.065	1.065	1.510
1932	1.220	1.515	905	905	1.220
1933	1.125	1.420	830	830	1.125

B. *Indices (base 1930)*

1930	100	100	100	100	100
1931	88	85	91	91	88
1932	71	72	77	77	71
1933	65	67	71	71	65

Il faut observer que les chiffres, pris pour base de ce calcul, sont des plus modestes.

d) *Coût des semences*

Les variations du coût des semences ont été obtenues en multipliant la quantité moyenne de semences nécessaire par hectare, par les prix moyens du trimestre où l'on fait l'ensemencement, pour chaque catégorie de céréales. Le détail de ces calculs se retrouve, lui aussi, aux annexes 3 à 7.

Ces variations sont les suivantes :

14. *Coût des semences*

A. *Chiffres absolus (lei)*

Années	Blé	Maïs	Orge	Avoine	Seigle
1930	1.080	116	430	320	500
1931	540	88	320	250	400
1932	430	72	400	335	360
1933	990	68	290	270	720

B. *Indices (base 1930)*

1930	100	100	100	100	100
1931	50	76	74	78	80
1932	40	62	93	105	72
1933	92	59	67	84	144

e) *Frais de production*

Si l'on ajoute le coût des semences aux frais de main-d'oeuvre, on obtient le tableau suivant, qui indique l'ensemble des frais de production, à l'exclusion des charges fixes.

15. *Frais de production par hectare*

(non compris les charges fixes)

A. *Chiffres absolus (lei)*

Années	Blé	Maïs	Orge	Avoine	Seigle
1930	2.805	2.236	1.605	1.495	2.225
1931	2.050	1.898	1. 85	1.315	1.910
1932	1.650	1.587	1.305	1.240	1.580
1933	2.115	1.488	1.120	1.100	1.845

B. *Indices (base 1930)*

1930	100	100	100	100	100
1931	73	85	86	88	88
1932	59	71	81	83	71
1933	75	67	70	74	83

f) *Valeur de la production*

La valeur moyenne de la production de chaque catégorie de céréales par hectare, calculé par le Ministère de l'Agriculture, est indiquée dans le tableau suivant :

16. *Valeur de la production par hectare*

A. *Chiffres absolus (lei)*

Années	Blé	Maïs	Orge	Avoine	Seigle
1930	3.610	2.399	2.040	2.021	2.120
1931	2.549	1.976	1.510	1.999	1.825
1932	2.923	2.133	1.601	1.867	1.505
1933	3.310	1.500	1.250	1.550	1.785

B. *Indices (base 1930)*

1930	100	100	100	100	100
1931	71	82	74	98,5	86
1932	81	89	78	92	71
1933	92	62,5	61	77	84

g) *Rentabilité*

Si l'on déduit les frais moyens de production, nécessaires pour chaque catégorie de culture de céréales, de la valeur correspondante des produits, on obtient la part qui reste à l'agriculteur pour couvrir les autres charges financières de son exploitation.

17. Rentabilité des cultures de céréales par hectare

(non comprises les charges fixes)

A. Chiffres absolus (lei)

Années	Blé	Maïs	Orge	Avoine	Seigle
1930	+ 805	+ 163	+ 435	+ 526	— 105
1931	+ 499	+ 78	+ 125	+ 676	— 85
1932	+ 1.273	+ 546	+ 296	+ 627	— 75
1933	+ 1.195	+ 12	+ 130	+ 450	— 60

Si l'on calcule enfin la moyenne des éléments servant à l'établissement de la rentabilité, pondérés par rapport aux superficies, pour toute la période allant de 1930 à 1933, on obtient le tableau suivant, qui sert de base à l'établissement des conclusions de ce chapitre (voir les détails du calcul aux annexes).

18. Rentabilité moyenne des cultures de céréales par hectare de 1930 à 1933

(non comprises les charges fixes)

Céréales	Superficie cultivée (millions d'ha)	Frais de main-d'oeuvre (lei)	Coût des semences (lei)	Total des frais de production (lei)	Valeur de la production (lei)	Résultats de l'exploitation (lei)
Blé	3,1300	1395,—	760,—	2155,—	3098,—	+ 943,—
Maïs	4,6975	1716,25	86,—	1802,25	2002,—	+ 199,75
Orge	1,8750	993,75	360,—	1357,75	1600,25	+ 242,50
Avoine	0,8950	993,75	293,75	1287,50	1859,25	+ 571,75
Seigle	0,3850	1395,—	495,—	1890,—	1808,75	— 81,25
Moyenne pondérée . .	10,9825	1431,20	356,14	1787,34	2227,36	+ 440,02

h) Bilan moyen par hectare

Il est donc permis de fixer la capacité de paiement de l'agriculture, par rapport à ses charges fixes, à une moyenne de 440 lei par hectare, puisque, pour obtenir une valeur moyenne de 2.227,36 lei par hectare, les charges variables moyennes, par hectare de culture des cinq principales catégories de céréales, sont les suivantes :

1) *Frais de main-d'oeuvre* 1.431 lei

2) *Coût des semences* 356 „

C'est-à-dire au total 1.787 lei

Une estimation approximative permet de fixer les charges fixes aux chiffres suivants :

3) Amortissements

(10 % sur le capital moyen investi de 800 lei) 80 lei

4) Dettes

(12 % sur le montant des dettes agricoles, constatées au moment de la conversion et réparties par hectare) 444 „ ¹⁾

¹⁾ D'après le projet de budget général 1933/34, p. 282 — 283.

5) Impôts

(22⁰/₀ sur la valeur locative moyenne constatée en 1928 ; c'est un chiffre moyen, résultant des différents taux annuels d'imposition agricole)

	123 lei	647 lei
Total	2.434 lei

auxquels s'ajoute théoriquement :

6) Le fermage

(évalué aux chiffres de la valeur locative moyenne, résultant de la division du revenu agricole soumis à la 1-ère partie de l'impôt relatif aux terrains arables¹⁾ par les surfaces imposées²⁾)

635 lei

Ce qui fait monter le total des charges et frais à

3.069 lei

Comme, toutefois, la valeur de la production par hectare n'est que de

2.227 „

Il en résulte un déficit théorique moyen annuel de : . . .

842 „

Attendu que la plupart des agriculteurs (surtout les petits) sont aussi les propriétaires de la terre sur laquelle ils travaillent, le fermage doit toutefois être déduit des charges réelles de l'agriculture.

Le déficit réel, qui ne saurait être couvert par la valeur de la production, se réduit annuellement, pour chaque hectare cultivé, à

207 „

Soit pour toute la période considérée (1930—1933), à . . .

828 „

Le capital moyen investi étant, d'après certaines estimations, d'environ 800 lei par hectare, la perte subie par l'agriculture dans cet intervalle est équivalente à une dégradation à peu près complète des améliorations foncières faites précédemment.

i) Conséquences des déficits.

On voit dès lors que l'agriculteur roumain ne peut plus faire face, avec le produit moyen de son exploitation, à la couverture de l'ensemble de ses charges financières, et qu'il est obligé de recourir à l'une ou l'autre des alternatives suivantes :

1) *ne plus exploiter sa terre*, ni en régie ni en fermage, que dans la mesure où il peut fournir — sa famille aidant — la main-d'oeuvre, et céder le reste en métayage aux paysans qui pourraient le travailler de la même manière, en déduisant ainsi les frais de main-d'oeuvre des frais de production ;

2) *laisser son inventaire se dégrader* ;

3) *ne plus pouvoir payer ses dettes*, procédé bien connu, qui a déterminé plusieurs interventions législatives ;

4) *ne plus pouvoir payer ses impôts*, enfin, manière de faire qui a provoqué un fléchissement dans le rendement de l'impôt agricole et dans l'accumulation des impôts arriérés, ce qui, en 1932, a obligé le législateur à réduire les taux de cet impôt.

C'est à peine si le moratoire accordé pour les dettes a allégé un peu la situation des agriculteurs, en ajournant pour un temps le paiement des 444 lei par hectare, représentant les intérêts. Ce-

¹⁾ 8.962 millions de lei.

²⁾ 14.110 mille hectares.

pendant, cet ajournement n'est que provisoire, et le service des intérêts devra être repris sous peu d'une manière ou d'une autre.

j) *Estimation des déficits*

Si, en partant de la situation indiquée par les moyennes considérées, on essaie de se faire une idée du volume total des charges financières qui pèsent sur la culture des céréales, on peut procéder à une généralisation des données ci-dessus en les multipliant par l'étendue des superficies cultivées.

On obtient alors, en millions de lei, la situation suivante, qui correspond à la précédente :

A. *Charges variables*

Salaires agricoles (théoriquement)	15.718	
Coût des semences	<u>3.911</u>	19.629

B. *Charges fixes*

Amortissement	879		
Intérêts	4.876		
Impôts	<u>1.351</u>	7.106	26.735
Fermage (théoriquement)			<u>6.974</u>
I. Total des charges			33.709
II. Valeur de la production			<u>24.462</u>
III. Déficit théorique annuel			9.247

En déduisant aussi de là les fermages, on obtient :

I. Total des charges (sans fermages)	26.735
II. Valeur de la production de céréales	24.462
III. Déficit réel annuel	2.273
Soit dans les quatre années considérées	9.092

Il s'ensuit que la perte de substance de l'agriculture roumaine entre 1930 et 1933 a atteint à peu près 10 milliards de lei.

B. L'industrie.

L'importance de la valeur de la production industrielle dans le revenu national ressort du tableau suivant:

19. *Participation de l'industrie au revenu national*

(milliards de lei).

	1929	1930	1931	1932
Revenu national brut	195,9	144,9	110,6	103,5
Revenu industriel, y compris les industries forestières et minières	44,8	42,1	26,1	24,5
%	22,8 ⁰ / ₀	29,3 ⁰ / ₀	23,5 ⁰ / ₀	23,6 ⁰ / ₀

La crise économique générale a mis fin à la période d'essor enregistrée par l'industrie roumaine dans les premières années d'après guerre. C'est la grande industrie qui a été le plus affectée. En effet, escomptant une continuation de la conjoncture favorable après la stabilisation monétaire, elle s'est engagée dans des investissements coûteux, couverts pour une grande partie par des crédits bancaires. Or, ces investissements devinrent inutiles dès que la capacité de consommation du pays se trouva comprimée par l'effet de la crise.

Au point de vue de la baisse des prix des produits industriels, l'industrie roumaine peut être divisée en deux groupes différents:

1) le *groupe des industries productrices de matières premières*, représentant les principaux produits industriels d'exportation: le pétrole et le bois;

2) le *groupe des industries de transformation*, qui ont leur débouché sur le marché indigène.

La situation du premier groupe dépend, avant tout, comme il est d'ailleurs naturel, de la *conjoncture mondiale* et, en second lieu, de la capacité d'absorption du marché intérieur, ainsi que de sa résistance éventuelle aux prix qui rendraient possible une politique d'exportation à bas prix. Ce contact plus étroit avec le marché mondial expose davantage ces industries aux répercussion de la crise.

La situation du deuxième groupe d'industries dépend par contre:

1) du *pouvoir d'achat de la population*, influencé soit directement par la valeur de la production agricole, soit indirectement par le budget de l'Etat;

- 2) du régime de protection accordée par l'Etat;
- 3) du régime de vente que les industries réussissent à imposer au marché.

1. Les Prix.

Sous le rapport des prix, la situation de cette industrie ressort du tableau suivant:

20. Indices des prix de gros des produits industriels.

A. Produits d'exportation.

Années	Produits pétroliers	Bois de construction	Bois de chauffage
1929	100	100	100
1930	75	92	86
1931	43	63	67
1932	42	51	56
1933	41	50	51

B. Produits consommés à l'intérieur.

Années	Produits pétroliers	Charbon	Métaux divers	Fer laminé (fco Reșița)	Instruments agricoles	Tissus indigènes	Tissus importés	Cuirs	Indice général ¹⁾
1929	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1930	118	94	87	93	97	92	82	90	92
1931	71	89	66	80	82	70	65	68	69
1932	68	85	62	69	75	62	58	60	61
1933	72	80	65	74	75	62	57	56	60

La baisse des prix des produits du premier groupe, directement influencée par la chute des prix mondiaux, atteint un niveau approchant celui des céréales. En ce qui concerne le bois, le marché roumain a subi le contre-coup du dumping russe, puis l'effet de la perte de ses débouchés dans les pays de l'Europe Centrale, dont l'importation a été comprimée par le bouleversement de leur balance commerciale. Le pétrole roumain, qui entre pour 4% dans la production mondiale, et pour environ 9—10% dans l'exportation mondiale, a dû s'adapter aux prix mondiaux, les-

¹⁾ Les bois de construction et de chauffage sont compris dans l'indice général des articles industriels de consommation intérieure.

quels ont baissé par suite de la concurrence russe et de l'augmentation de la production mondiale.

La baisse des prix des produits manufacturés indigènes dépend à peu près exclusivement — sous l'influence de la protection douanière — des oscillations du pouvoir d'achat intérieur. La résistance des prix industriels, en 1930, est une conséquence du fait que la restriction du pouvoir de consommation ne s'est manifestée qu'avec un retard d'une année sur le marché des produits industriels, pour s'accroître surtout en 1931, sous l'influence de la diminution des commandes de l'Etat.

La baisse des prix est enfin enrayée en 1933. Les prix de quelques produits marquent même une légère hausse pendant le second semestre de l'année.

Cette situation s'explique par :

1) l'animation relative du marché, due à la résorption des sommes thésaurisées. La crainte d'une dévalorisation monétaire a provoqué une campagne de constructions, qui a remis en circulation, au cours des années 1932 et 1933, environ 10 milliards de lei ;

2) la protection supplémentaire, résultant pour les industries indigènes du régime de contingentement des importations, superposé au régime de restrictions concernant le commerce des devises, ainsi que l'augmentation relative de la charge des taxes douanières, due à la diminution des prix ;

3) l'amélioration du pouvoir de consommation de la population agricole, par suite de la suspension du service des charges financières et de la réduction des impôts.

Les prix des produits pétroliers se consolident par suite du ralentissement des exportations soviétiques, de la tendance à la reconstitution de stocks sur les marchés mondiaux et de la diminution de la production américaine. L'affaiblissement de la concurrence russe influence de même favorablement l'exportation des bois roumains dans le proche Orient.

Sous la pression des stocks accumulés, l'industrie du cuir subit une nouvelle réduction des prix.

2. La production.

Vis-à-vis de ces variations de prix, la production quantitative a présenté l'aspect suivant:

21. Indices de la production quantitative des principaux produits industriels.

Années	Pétrole	Charbon	Bois de construction	Indice général des produits manufacturés	Fer laminé	Tôle de fer	Fil de fer Clous	Ciment
1929	100	100	100	100	100	100	100	100
1930	120	78	84	107	91	78	97	93
1931	140	63	62	100	66	65	93	61
1932	152	79	50	89	40	80	110	79
1933 ¹⁾	197	79	53	103	65	87	144	84

Années	Cuir à semelles	Box-calf Chevreau	Chaussures	Tissus de laine	Tissus de coton	Celullose	Papiers divers
1929	100	100	100	100	100	100	100
1930	67	105	112	93	127	112	92
1931	65	179	91	72	125	91	97
1932	126	125	69	76	75	69	83
1933 ¹⁾	118	98	87	115	110	87	89

La diminution de la production de la plupart des produits industriels doit être attribuée aux mêmes facteurs qui ont déterminé la baisse des prix et le resserrement des débouchés intérieurs et extérieurs.

Pour ce qui est de certaines branches industrielles, telles que l'industrie textile et celle du cuir, on remarque que, grâce à la protection douanière accordée spécialement aux produits finis, c'est surtout l'importation des matières premières et des produits semi-fabriqués qui a augmenté, alors que diminuait l'importation des produits finis.

22. Indices de l'importation quantitative de cuirs et de textiles

Années	Cuirs			Textiles		
	Peaux non travaillées	Peaux tannées	Chaussures	Matières premières	Produits semi-fabriqués	Produits finis
1929	100	100	100	100	100	100
1930	99	94	109	92	98	70
1931	99	80	125	112	90	49
1932	217	88	16	112	112	44
1932 ²⁾	202	66	14	75	121	50
1933 ²⁾	142	45	5	142	166	34

¹⁾ 9 mois.

²⁾ 8 mois.

Un autre facteur qui a déterminé une diminution relativement peu importante de la production industrielle, a été la possibilité de substituer, lorsque le pouvoir d'achat du consommateur a fléchi, des produits qualitativement inférieurs aux produits supérieurs. Cette affirmation se trouve confirmée par les chiffres relatifs à la production des tissus, dont il ressort que la production cotonnière a augmenté au détriment de celle de la laine.

En ce qui concerne la production de l'industrie pétrolière, l'augmentation s'explique, d'une part, par la mise en valeur de nouveaux gisements riches, d'autre part, par la compression des frais de production, résultant de l'application de progrès techniques. C'est ainsi que le coût du mètre foré est tombé de 8.000 lei en 1929, à 5.000 lei en 1932.

L'augmentation générale de la production quantitative, en 1933, trouve la même explication que la hausse des prix qui s'est produite pendant la même période.

3. La rentabilité.

Dans ces circonstances, l'évolution des facteurs qui déterminent la rentabilité de la grande industrie manufacturière roumaine est indiquée dans les tableaux suivants:

23. Situation de la grande industrie manufacturière roumaine (I)

A. Chiffres absolus.

Années	Nombre des entreprises	Force motrice	Personnel	Ouvriers	Total
1929	3.736	497.963	24.305	176.879	201.184
1930	3.646	492.715	22.769	151.458	174.227
1931	3.524	498.059	19.950	132.289	152.309
1932	3.557	514.745	18.688	133.510	152.198

B. Indices (base 1929)

1929	100	100	100	100	100
1930	97,6	98,9	93,7	85,6	86,6
1931	94,3	100	82,1	74,8	75,7
1932	95,2	103,4	76,9	75,5	75,6

24. Situation de la grande industrie manufacturière roumaine (II)

A. Chiffres absolus (millions de lei)

Année	Capital investi	Valeur des matières premières	Valeur du combustible	Salaires	Salaires moyens	Valeur de la production	Bénéfices industriels ¹⁾
1929	40.284	29.698	2.620	7.723	38.384	56.128	29,90/0
1930	40.390	24.958	2.111	6.944	39.800	48.353	25,50/0
1931	40.543	16.258	1.467	5.368	35.245	33.150	14,80/0
1932	39.904	16.789	1.368	4.379	28.700	32.475	12,40/0

B. Indices (base 1929)

1929	100	100	100	100	100	100	100
1930	100,3	84,1	80,2	89,6	103,4	86,2	85,3
1931	100,6	54,5	55,8	69,8	91,7	59,6	49,5
1932	99,1	56,8	52,3	56,6	74,8	58,5	41,5

Le bénéfice industriel a été établi en déduisant de la valeur de la production les frais variables: 1) valeur des matières premières, 2) valeur du combustible, 3) salaires.

Si l'on examine les facteurs dont dépend la rentabilité de la grande industrie manufacturière roumaine, on constate que les frais variables de la production ont diminué dans une proportion supérieure à la valeur de la production.

En effet, la valeur des matières premières employées par la grande industrie a baissé, en 1932, de 43% par rapport à 1929. La valeur du combustible a baissé de même de 47%, et les dépenses de salaires moyens de 25,2%. Par contre, la valeur de la production n'a baissé que de 41%.

Ce fait indique que *l'adaptation des frais variables s'est produite au-delà même du nécessaire.*

Par conséquent, *la baisse persistante de la rentabilité de la grande industrie ne peut être attribuée qu'à la pression des charges, fixes, intérêts, impôts et salaires restés incompressibles, ou insuffisamment comprimés, alors que le bénéfice industriel avait considérablement diminué.*

Le calcul direct des charges fixes de l'industrie est extrêmement difficile à effectuer, en raison de l'absence de données relatives au volume des crédits dont elle dispose, ainsi que de calculs exacts relatifs à sa charge fiscale.

¹⁾ Calculés en tenant compte d'un amortissement de 10 % sur le capital investi.

A défaut de ces données, on ne peut faire qu'une estimation approximative, en partant de divers éléments connus. Cette estimation a été faite, en déduisant de la valeur du bénéfice industriel les éléments suivants :

1) *l'amortissement*, calculé à un taux uniforme de 10% de la valeur du capital investi;

2) *les frais généraux*, 3% de la valeur de la production;

3) *les intérêts*, calculés au niveau moyen des taux perçus par les grandes banques pour les comptes courants débiteurs (16,11% en 1929; 13,06% en 1930; 12,61% en 1931; 11,73% en 1932). Ces intérêts ont été comptés pour une somme égale à celle des frais variables, dans l'hypothèse que la valeur de ceux-ci représente les ressources étrangères, employées dans le processus de la production courante. En réalité, ces chiffres sont extrêmement modestes, les intérêts calculés étant inférieurs à la moyenne pratiquée sur le marché;

4) *Le rendement financier* des entreprises industrielles¹⁾.

Il faut observer que la base sur laquelle on a calculé le rendement financier est inférieure à celle sur laquelle a été établi le profit industriel: la première ne comprend que les sociétés anonymes industrielles (sauf les sociétés pétrolières et de transport), la seconde, l'ensemble de l'industrie manufacturière roumaine, en ne comptant que les entreprises ayant une force motrice de plus de 5 HP ou employant au moins 20 ouvriers.

Mais, comme la valeur des ressources propres des sociétés anonymes industrielles s'approche de la valeur des capitaux investis dans la grande industrie manufacturière, il est permis de supposer que le rendement moyen (positif ou négatif) des sociétés anonymes industrielles est à peu près identique à celui de toute l'industrie considérée.

Si donc on applique ce coefficient au total des capitaux investis dans la grande industrie, on obtient une estimation des bénéfices ou des pertes commerciales de celle-ci.

4. La capacité contributive de l'industrie.

En déduisant (algébriquement), année par année, la somme des quatre charges financières indiquées, du bénéfice industriel total de l'année respective, on arrive à déterminer les chiffres nets de la charge fiscale que l'industrie peut supporter.

¹⁾ Voir aux annexes le tableau des profits industriels par branches d'industries, ainsi que le tableau du rendement financier des sociétés anonymes industrielles (annexes 8, 9 et 10).

25. Disponibilités théoriques pour les charges fiscales.

(Millions de lei)

Années	Profit industriel	Amortissements	Frais généraux	Intérêts	Résultat financier	Disponibilités théoriques
1929	13.596	3.722	1.463	5.231	+ 719	2.461
1930	13.646	3.624	1.291	3.866	— 150	4.715
1931	8.085	3.573	840	3.568	— 1.720	(— 1.824)
1932	8.496	3.537	822	2.875	— 2.091	(— 3.353)

Ces résultats prouvent clairement la rentabilité négative de l'industrie roumaine manufacturière et son incapacité à pouvoir continuer de supporter les mêmes charges fixes. Dans cette situation, l'industrie, comme l'agriculture, s'est vue obligée, pour faire face à ces charges :

a) ou d'entamer le capital;

b) ou de ne pas opérer des amortissements réguliers et de laisser l'inventaire se dégrader;

c) ou de ne pas couvrir ses charges financières et de demander la liquidation, en offrant par voie concordataire le paiement partiel de ces charges, ce qui a eu pour conséquence une perte directe qui s'est répercutée sur l'organisation du crédit;

d) ou de chercher à se soustraire au paiement des impôts.

Pour échapper à ces alternatives, l'industrie roumaine s'est efforcée de trouver une adaptation, soit par la réduction des prix d'achat, soit par la mécanisation des exploitations.

Examinant, de ce point de vue, l'évolution de la grande industrie roumaine et rapportant la situation présente à l'année 1927, quand a pris fin la période d'essor enregistrée durant les années d'après guerre, on constate que le nombre des entreprises a diminué, en 1932, de 13%, et le nombre du personnel, de 29%; tandis que la force motrice a augmenté de 11%. Si l'on tient compte de la réduction du nombre des entreprises, l'augmentation proportionnelle de la force motrice est encore plus frappante.

En 1932, la force motrice moyenne par entreprise a été de 146 HP, alors qu'elle n'était que de 113 HP en 1927.

Cette mécanisation a augmenté naturellement le chômage, ainsi qu'il résulte du tableau ci-dessous. On doit considérer comme une circonstance très heureuse, le fait que la structure sociale de la Roumanie ait permis qu'un grand nombre d'ouvriers congédiés, et spécialement de ceux non qualifiés, ait pu faire retour à la terre.

La statistique du chômage, établie par le Ministère du Travail, montre, à cet égard, une situation inférieure à la réalité, puisqu'elle ne comprend que les chômeurs qui demandent à être inscrits aux 18 Inspectorats du Ministère du Travail, sans compter les ouvriers des syndicats, qui ont leur propre organisation de placement.

26. Moyenne mensuelle des ouvriers chômeurs.

A. Chiffres absolus.

Année	Ouvriers saisonniers	Ouvriers permanents	Total
1929	18.741	5.017	23.753
1930	11.028	15.433	26.461
1931	11.930	23.807	35.757
1932	8.326	30.564	38.890
1933 (9 mois ¹⁾)	6.893	25.977	32.870

B. Indices (base 1929)

1929	100	100	106
1930	59	308	111
1931	64	475	151
1932	44	609	164
1933 (9 mois ¹⁾)	37	518	138

C. L e c o m m e r c e.

Le volume du commerce résulte de l'échange des produits agricoles et industriels indigènes et des produits importés.

En Roumanie, le total des échanges se compose :

1) du surplus des produits de l'économie paysanne, en cas de récolte excédentaire, et même d'une partie des produits destinés à la consommation ²⁾ ;

2) des produits agricoles de la grande propriété ;

3) des produits manufacturés indigènes et importés ;

4) des matières premières indigènes et importées.

¹⁾ Non compris les mois d'hiver de l'année 1933.

²⁾ Qu'on vend dans le cas d'une récolte déficitaire pour payer les intérêts aux banques et les impôts à l'Etat, ce qui a pour résultat d'abaisser le standard de vie du paysan et par conséquent sa capacité de paiement.

Le volume du commerce a, d'après les chiffres de tonnes transportées par chemins de fer, diminué dans les proportions suivantes :

27. *Volume du trafic par chemins de fer*

	Millions de tonnes	Indices
1929.....	22,9	100
1930.....	23,2	101
1931.....	20,9	91
1932.....	20,6	90
1933 (9 mois)	14,6	85

De l'examen des causes qui ont déterminé la diminution du volume du commerce, il en est une qui apparaît écrasante : *l'effondrement des prix*.

1. Les prix d'exportation et les prix d'importation.

Mais la diminution des prix n'a pas été la même pour toutes les branches de la production. Elle a été plus accentuée pour les produits agricoles et les matières premières, tous produits indigènes, tandis que les prix des objets manufacturés et des principaux produits importés ont très peu baissé.

Les effets de cet état de choses ont affecté la capacité de paiement, en diminuant le bénéfice individuel, de même que la capacité de transfert, en diminuant le solde favorable de la balance commerciale.

Le tableau suivant fait ressortir, d'une part, la baisse de la valeur de la tonne exportée et, d'autre part, le maintien de la valeur de la tonne importée.

28. *Valeur moyenne de la tonne exportée et importée*

Année	Valeur de la tonne exportée		Valeur de la tonne importée	
	Le i	Indices	Le i	Indices
1929.....	4.099	100	26 886	100
1930.....	3.095	75,5	28.628	106,5
1931.....	2.209	53,9	28.132	104,6
1932.....	1.839	44,9	26 562	98 8
1933 (11 mois)	1.594	38,8	25.513	96,9

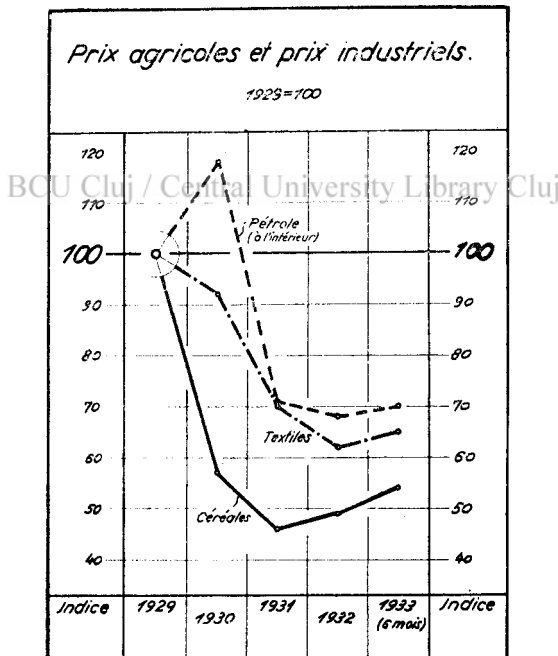
En même temps, la valeur moyenne, par tonne, des produits roumains d'exportation a diminué comme suit : les céréales de 100 à 33 ; les bois de 100 à 72 ; les produits du pétrole de 100 à 39,5.

2. Les prix agricoles et les prix industriels.

Mais l'écart devient encore plus visible, si, à côté du déséquilibre entre les prix d'exportation et les prix d'importation,

qui produit un appauvrissement global de la substance nationale, on considère le déséquilibre intérieur provoqué par le fait que les prix des produits agricoles, vendus par la grande masse de la population, ont baissé beaucoup plus que les prix des produits industriels, vendus par un nombre restreint d'entreprises, dont les bénéfices sont grevés de charges bancaires ou de restitutions de crédits extérieurs, de sorte que le bénéfice industriel forme une partie *moindre du revenu national* qu'il ne paraîtrait à première vue.

On trouvera indiqués ci-dessous, à titre de comparaison, les prix des produits agricoles et ceux de deux groupes de produits industriels, dont l'un emploie des matières premières *indigènes* (industrie pétrolière) et dont l'autre emploie des matières premières *importées* (industrie textile).



29. Indices des prix agricoles et industriels (base 1929)

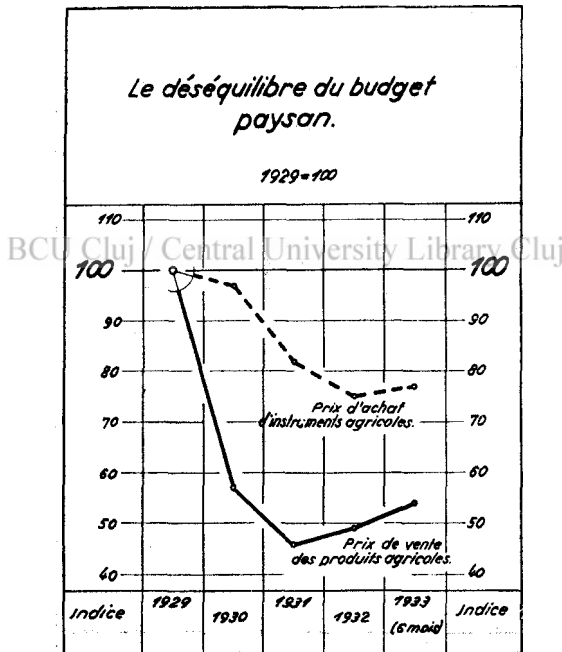
Années	Prix des produits agricoles	Prix des produits pétroliers	Prix des produits textiles
1929	100	100	100
1930	57	118	92
1931	46	71	70
1932	49	68	62
1933 (6 mois) . .	54	70	65
1933 (12 mois) .	47	72	62

Il y a lieu de signaler qu'au fur et à mesure de la dépréciation des produits industriels, le taux de la protection douanière s'élevait, en raison même du système des taxes spécifiques. Ce phénomène, joint à la rigidité inhérente aux prix des produits industriels, ainsi qu'à l'action des cartels, a empêché l'ajustement des prix industriels au niveau des prix agricoles.

En ce qui concerne la hausse produite en 1933, elle est due à l'accentuation de la protection, par l'adoption du contingentement, qui a dilaté artificiellement le pouvoir d'achat et d'absorption du marché intérieur.

3. Le déséquilibre du budget paysan

Enfin, l'écart devient plus sensible encore si l'on compare les prix des produits agricoles et les prix des instruments agricoles ¹⁾.



30. Indices des prix des produits achetés et vendus par les agriculteurs (base 1929).

Années	Produits agricoles	Instruments agricoles	Indice dérivé
1929	100	100	100
1930	57	97	170
1931	46	82	178
1932	49	75	153
1933 (6 mois)	52	77	148
1933 (12 mois)	47	75	159

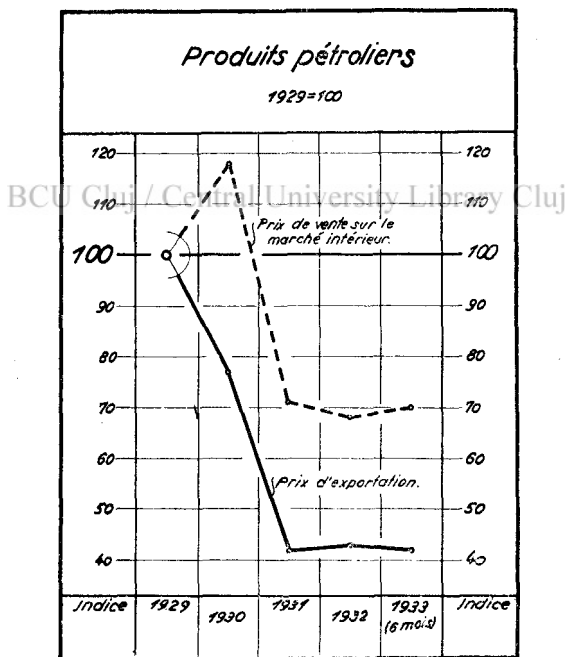
¹⁾ Pelles, bèches, faux, fourches, rateaux, charrues, etc.

La différence est donc énorme et il en résulte : l'impossibilité de faire de nouveaux investissements, la ruine des instruments de travail, la création de dettes envers les usuriers et, comme corollaire, *l'impossibilité de supporter les charges fiscales.*

4. Les prix des produits pétroliers.

En ce qui concerne l'industrie pétrolière, le déséquilibre apparaît spécialement entre le prix intérieur et le prix extérieur des produits du pétrole. L'industrie pétrolière exporte à perte et doit rattraper cette perte par un prix intérieur élevé.

Il s'ensuit : d'un côté, une nouvelle charge pour le marché intérieur, donc une *baisse de la capacité de paiement* et, d'un autre, une baisse de la valeur d'exportation, donc une *baisse de la capacité de transfert.*



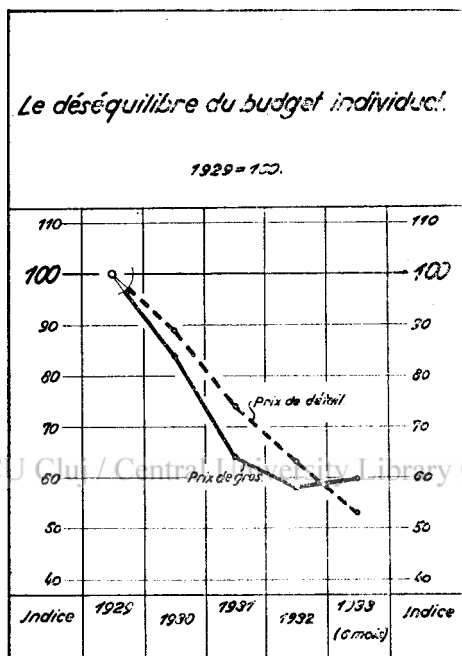
31. Indices des prix des produits pétroliers (base 1929)

Années	Prix ex- térieurs	Prix in- térieurs
1929	100	100
1930	77	118
1931	42	71
1932	43	68
1933 (6 mois)	42	70
1934 (12 mois)	46	72

5. Le déséquilibre du budget individuel

Enfin, un dernier déséquilibre ressort de la différence entre la baisse des prix de gros et la baisse des prix de détail.

Les prix de gros, donc le *gain individuel*, sont tombés très bas; les prix de détail (*coût de la vie*) ont beaucoup moins diminué. La marge imposable est en baisse et par conséquent aussi la capacité à supporter les charges fiscales.



32. Indices des prix de gros et de détail.

Années	Prix de gros	Prix de détail
1929.....	100	100
1930.....	84	89
1931.....	64	74
1932.....	58	63
1933 (6 mois)	60	58

Note : Les chiffres de l'évolution des prix — par mois — depuis janvier 1929 sont indiqués dans les annexes 11, 12 et 13.

D. Le marché des capitaux et le crédit.

L'étude du marché des capitaux et de l'organisation du crédit en Roumanie nous révèle quelques particularités qui lui

donnent un aspect différent de celui du marché des capitaux et du crédit, dans les pays occidentaux.

L'économie roumaine n'a jamais été à même de subvenir seule, par ses propres ressources, à ses besoins en capitaux. Avant la guerre, ces nécessités recevaient satisfaction d'un courant continu de capitaux étrangers, sous forme, soit d'emprunts privés, soit d'emprunts d'Etat, consacrés surtout à des investissements productifs. L'excédent normal de la balance commerciale permettait, à la longue, de rembourser ces capitaux sans difficulté.

Les changements profonds, survenus après la guerre, ont affaibli ce courant de capitaux étrangers et le marché financier roumain, dépourvu de ces ressources habituelles, a souffert d'une pénurie de capitaux d'un caractère endémique.

C'est cette pénurie qui a déterminé les caractéristiques essentielles du marché des capitaux en Roumanie.

La première caractéristique a consisté dans une hausse continue du niveau des intérêts jusqu'en 1930, malgré la modicité du taux de l'escompte de la Banque Nationale, qui est resté invariable à 6% de 1920 à 1929 et dont le rôle économique est devenu ainsi secondaire. La concurrence que se sont faite les nombreuses institutions de crédit créées après la guerre, à raison de la modicité de leurs capitaux, a également contribué à cette hausse des intérêts.

L'augmentation du taux des intérêts a déterminé une augmentation corrélative du taux de capitalisation des valeurs à revenu fixe. La conséquence en a été une baisse continue du cours de ces valeurs et la désorganisation de leur marché.

Une seconde caractéristique du marché des capitaux d'après guerre se trouve dans l'absence d'institutions de crédit spécialisées dans le crédit à long terme, susceptibles de répondre aux nécessités du crédit agricole issues de la nouvelle répartition de la propriété rurale, et aux besoins de l'industrie. Les agriculteurs, de même que les industriels, ont dû avoir recours aux avances des banques de dépôts sous la forme d'effets à trois ou à neuf mois, qui dissimulaient en réalité des emprunts à moyen terme.

Enfin, les difficultés du trésor empêchèrent l'Etat de liquider ses dettes envers ses fournisseurs, surtout des industriels. Cette sorte de crédit obligatoire avait obligé les créanciers de l'Etat à recourir à des emprunts, soit sur le marché intérieur

soit sur la marché extérieur, par l'intermédiaire des banques roumaines.

La stabilisation effectuée en 1929 était destinée à mettre fin aux conditions anormales du crédit en Roumanie, en liquidant certaines charges du passé et en rétablissant le courant de capitaux étrangers, estimé nécessaire à l'équilibre économique du pays.

Mais le phénomène attendu ne s'est point produit. Dès le second mois qui suivit la stabilisation légale, la liquidation des arriérés de l'Etat envers ses fournisseurs donna lieu à des remboursements importants de crédits étrangers contractés antérieurement.

La préoccupation de défendre la réserve d'or et de devises détermina une hausse du taux de l'escompte de la Banque Nationale, qui de 6% fut porté à 8% le 3 mai 1929, puis à 9½% le 14 mai, et fixé enfin à 9% le 27 novembre, pour être maintenu à ce niveau jusqu'au 1-er avril 1931.

Le marché des capitaux et du crédit a été influencé par une tension monétaire intérieure qui s'est aggravée ultérieurement à la suite des événements internationaux. Il a subi particulièrement les répercussions de la crise bancaire de l'Europe Centrale, en 1931, et celles de la politique de restrictions monétaires, inaugurée la même année par les Etats européens, à la suite de l'abandon de l'étalon-or par la Grande Bretagne.

1. Le mouvement des sociétés anonymes.

Les variations du nombre et du capital des sociétés anonymes constituent un indice symptomatique de la situation du marché des capitaux. La statistique des sociétés anonymes montre que le nombre et le capital de ces sociétés ont augmenté jusqu'à la fin de l'année 1931 et ont ensuite commencé de fléchir (voir Annexe 14: „Variations du nombre et du capital des sociétés anonymes“).

Les nouvelles émissions d'actions reflètent les mêmes tendances du mouvement des capitaux. Elles indiquent d'abord une augmentation bientôt suivie d'une importante diminution, accentuée surtout en 1932, comme il ressort des chiffres suivants:

33. Nouvelles émissions d'actions

A. Chiffres absolus (millions de lei)

	<u>Créations nouvelles</u>	<u>Augmentations de capital</u>	<u>Total</u>
1929	926	2.888	3.814
1930	2.767	2.748	5.515
1931	1.795	720	2.515
1932	357	86	443
1933	307	261	569

B. Indices

1929	100	100	100
1930	298,8	95,2	144,6
1931	193,8	24,9	65,9
1932	38,6	3,0	11,6
1933	33,2	9,0	14,9

Cette baisse coïncide avec l'aggravation de la crise dans toutes les branches de l'activité économique.

Pour avoir un indice des ressources propres de l'économie nationale, placées sur le marché financier, il faut éliminer des chiffres ci-dessus les créations de sociétés anonymes avec apport de capital étranger et les transformations d'entreprises individuelles en sociétés anonymes. D'autre part, il faut éliminer du total des émissions faites pour des augmentations de capital de sociétés existantes ce qui ne représente qu'une réévaluation de l'actif, après la stabilisation de la monnaie.

On a donc déduit du montant des émissions faites pour la création de nouvelles sociétés: en 1929, 400 millions (Societatea Bancară Română et Société des Allumettes) en 1930, 1.801 millions (1.000 millions pour la Société des Téléphones; 801 millions pour la transformation d'anciennes entreprises en sociétés anonymes); en 1931, 1.277 millions (690 millions pour la Banca Agriculturii Românești et 587 millions pour des transformations en sociétés anonymes); en 1932, 111 millions (transformations d'anciennes entreprises en sociétés anonymes). D'autre part, du montant des nouvelles émissions, représentant une augmentation du capital existant, on a déduit encore tous les changements survenus à l'occasion de la réévaluation de l'actif, opérée après la stabilisation de la monnaie, c'est-à-dire: en 1929, 1.638 millions; en 1930, 2.067 millions; en 1931, 299 millions; en 1932, 20 millions et en 1933, 83 millions.

Les apports réels de capital national peuvent donc s'exprimer par les chiffres suivants:

34. *Nouvelles émissions d'actions*

	Créations	Augmentations de capital	Total
		Millions de lei	
1929	526	1.250	1.776
1930	966	681	1.647
1931	518	421	939
1932	246	66	312
1933	307	178	485
Indices			
1929	100	100	100
1930	183,7	54,5	92,7
1931	98,5	33,7	52,9
1932	46,8	5,3	17,6
1933	58,4	14,2	27,3

Le total annuel des nouvelles émissions d'actions a donc subi une baisse considérable à partir de 1929, puisqu'il n'a représenté, en 1932, que 17,6% du total des émissions de l'année 1929. La proportion de la diminution du volume des émissions d'actions pour créations de nouvelles sociétés apparaît moins accentuée que celle subie par les émissions d'actions pour augmentations de capital.

D'autre part, si l'on tient compte des réductions de capital des sociétés anonymes, que l'on constate à partir de l'année 1930, lorsque les difficultés de la crise économique se sont fait sentir dans les bilans des sociétés anonymes, on voit que le total des nouvelles émissions se trouve de plus en plus diminué par les réductions de capital et que le solde devient même négatif pour les années 1932 et 1933.

35. *Les émissions nettes de capital*

(millions de lei)

Années	Total des émissions	Réductions de capital	Solde
1929	3.814	8	3.806
1930	5.515	176	5.339
1931	2.515	512	2.003
1932	443	2.278	— 1.835
1933	569	1.395	— 826

Cette réduction importante du capital des sociétés anonymes trouve une explication suffisante dans la situation écono-

mique du pays. La baisse catastrophique des prix a amené la diminution de la rentabilité des entreprises.

La rentabilité des sociétés anonymes, par rapport à leurs ressources propres, calculée d'après les données du bilan global de chaque catégorie de sociétés, a atteint les taux suivants :

36. Rentabilité des sociétés anonymes

Années	Banques	Sociétés industrielles	Sociétés commerciales	Assurances	Sociétés diverses
1927	16,07‰	5,40‰	0,39‰	16,88‰	4,69‰
1928	14,55‰	3,79‰	— (a)	19,26‰	1,91‰
1929	13,00‰	4,03‰	— (a)	16,70‰	— (a)
1930	9,77‰	1,20‰	— (a)	13,44‰	— (a)
1931	— (a)	— (a)	— (a)	8,63‰	— (a)
1932	— (a)	— (a)	— (a)	1,39‰	— (a)

La rentabilité des sociétés commerciales, dans leur ensemble, est devenue inexistante à partir de l'année 1928 et celle des sociétés industrielles et des banques à partir de l'année 1931. (Annexe 15).

Le marché des capitaux à long terme a donc subi une compression de plus en plus accentuée et le total des principales sources de crédits à long terme a diminué de 42% en 1932, par rapport à 1929.

37. Activité du marché des capitaux

A. Chiffres absolus (millions de lei)

Années	Emissions de nouvelles actions (chiffres réels)	Emissions de lettres hypothécaires	Hypothèques inscrites	Total
<i>Millions de lei</i>				
1929	526	1.084	10.055 *)	11.665
1930	966	760	8.811 *)	10.537
1931	518	779	9.109	10.406
1932	246	172	6.442	6.860

B. Indices

1929	100	100	100	100
1930	183,7	70,1	87,6	90,3
1931	98,5	71,9	90,6	89,2
1932	46,8	15,9	64,1	58,8

a) Le rapport entre le bénéfice et les ressources propres est négatif.

*) On ne connaît pour ces années que les chiffres concernant les hypothèques inscrites dans l'Ancien Royaume et en Bessarabie. Pour les autres régions, les hypothèques inscrites en 1929 et 1930 ont été évaluées par rapport à la moyenne du volume des hypothèques de chaque région, vis-à-vis du total pour tout le pays pendant les années 1931 et 1932, années pour lesquelles on possède le volume des hypothèques inscrites dans toutes les régions du pays.

2. Le mouvement de la bourse.

L'époque qui précéda la stabilisation monétaire fut caractérisée par une activité boursière intense. En effet, le volume total des transactions s'éleva en 1928 au chiffre record de 5.500 millions de lei et les cours des valeurs mobilières atteignirent alors le niveau le plus élevé de la période d'après guerre.

La stabilisation monétaire a marqué un arrêt de cette spéculation, bientôt suivi par une baisse profonde du cours des valeurs mobilières, allant de pair avec une diminution considérable du volume des transactions. Cette baisse a continué jusqu'en 1932 sous l'influence de la dépression mondiale.

L'indice du cours des valeurs à revenu variable, comme celui du cours de valeurs à revenu fixe, a sensiblement baissé à partir de l'année 1929; le second est ensuite resté à peu près stationnaire jusqu'au milieu de l'année 1931.

La tension du marché monétaire, qui n'a fait que s'accroître jusqu'en 1930, ainsi que la diminution des dividendes ont exercé une action déprimante sur l'activité boursière des années 1929—1932.

L'indice du cours des valeurs à revenu variable est passé, au cours de ces années, par les maxima et les minima suivants:

38. Indices des cours des valeurs mobilières¹⁾

	1 9 3 0		1 9 3 1		1 9 3 2	
	Maximum	Minimum	Maximum	Minimum	Maximum	Minimum
Banques	71,4	49,9	51,1	29,8	31,1	23,3
Pétrolières	60,9	28,9	25,6	13,4	27,4	12,4
Industrielles	63,2	49,5	49,5	27,5	45,5	18,9
Indice général	57,6	41,9	41,2	24,8	32,4	18,6

Le volume des transactions a subi une diminution considérable.

En effet, le volume des opérations de 1928 a dépassé à lui seul le total des transactions conclues au cours des années 1929, 1930 et 1931, comme il résulte des chiffres suivants:

¹⁾ Annexe 16. Indices des cours des valeurs mobilières.

39. Volume des transactions en bourse ¹⁾

A, Chiffres absolus (millions de lei)

Années	Valeurs à revenu va- riable	Valeurs à revenu fixe	Total
1929	2.065	329	2.394
1930	408	339	747
1931	233	842	1.075
1932	394	854	1.249
1933	774	697	1.471

B. I n d i c e s

1929	100	100	100
1930	19,7	103,0	31,2
1931	11,3	255,9	44,9
1932	19,1	259,6	52,2
1933	37,4	211,8	61,4

40. Taux de capitalisation des valeurs mobilières

Années	Rentes d'Etat	Obligations des départements et des communes	Lettres hypothécaires
1929	7,9— 9,4 ⁰ / ₀	8,1— 9,2 ⁰ / ₀	8,5—10,2 ⁰ / ₀
1930	9,1—10,5 ⁰ / ₀	8,3— 9,2 ⁰ / ₀	10,3—11,1 ⁰ / ₀
1931	9,8—13,3 ⁰ / ₀	9,0—13,0 ⁰ / ₀	9,2—10,7 ⁰ / ₀
1932	13,3—18,5 ⁰ / ₀	12,4—17,5 ⁰ / ₀	11,2—16,7 ⁰ / ₀
1933	16,4—18,2 ⁰ / ₀	12,5—15,9 ⁰ / ₀	

L'indice du cours des valeurs à revenu fixe, qui était resté à peu près stationnaire pendant deux années, subit, au cours du second semestre de l'année 1931, une chute plus profonde encore que celle enregistrée en 1929.

La baisse du cours des valeurs à revenu fixe, concomitante à l'accroissement du volume des transactions concernant ces valeurs, révèle une des particularités du marché des capitaux.

Cette particularité du marché roumain des capitaux consiste précisément dans le fait que l'on constate une baisse des valeurs à revenu fixe, concomitante à la baisse du taux de l'intérêt.

¹⁾ Voir annexe 17: „Le volume des transactions sur les valeurs mobilières“.

Le taux moyen de capitalisation des valeurs à revenu fixe a dépassé, au cours des deux dernières années, 3 et 4 fois le niveau des intérêts des dépôts en banque. La chute précipitée du cours des valeurs à revenu fixe, dont l'indice tombe de 95 au mois d'août 1931, à 45 au mois de juillet 1932, s'explique par les difficultés du crédit ¹⁾ et du trésor à ce moment là. Malgré le rendement considérable de ces valeurs, la crainte de l'ajournement du paiement des intérêts et, plus tard, le manque de confiance dans la monnaie nationale ont contribué à éloigner les capitaux des placements en valeurs à revenu fixe.

Au cours de l'année 1933, ainsi que pendant la seconde moitié de l'année 1932, se dessine un déplacement des disponibilités de capital vers les valeurs à revenu variable. Le volume des transactions sur ces valeurs dépasse en 1933 de 98% le volume de l'année précédente. L'indice du cours des actions accuse, lui aussi, une hausse.

41. *Indices des valeurs à revenu variable*

	Minimum	Maximum
Bancaires	24,66	44,24
Pétrolifères	21,58	37,27
Industrielles	21,74	53,46
Assurances	16,38	37,46
Indice général	16,04	43,21

Ce revirement a été accentué parceque les fodns thésaurisés au cours de la crise cherchèrent un refuge contre les risques d'une dépreciation éventuelle de la monnaie, ainsi qu'un placement rémunérateur.

3. **L'organisation bancaire et la crise.**

Il est certain que la crise n'a fait qu'accentuer les conditions défectueuses de l'organisation du crédit en Roumanie.

¹⁾ L'insolvabilité des debiteurs et spécialement des débiteurs agricoles ainsi que la dépreciation des valeurs immobilières ont contraint la Credit Foncier Rural à suspendre le paiement des intérêts, en juin 1932, et les Credits Fonciers urbains à les réduire de 500%, en juin 1933.

Son trait principal est l'éparpillement des moyens d'action dans un grand nombre d'institutions de crédit créées, après la guerre. Toutefois, leur nombre est en décroissance depuis 1929.

42. Mouvement des institutions de crédit¹⁾

A. Chiffres absolus (au 31 décembre)

Années	Nombre	Capital millions de lei
1929	1.097	11.178
1930	1.102	11.623
1931	1.037	11.883
1932	953	10.487

B. Indices

1929	100	100
1930	100,5	104,0
1931	94,5	106,3
1932	86,9	93,8

La nature des principaux placements faits par les banques roumaines dépend de l'importance de l'institution. Les grandes banques ont été appelées à remplacer par leur crédit le manque de disponibilités dont souffraient l'industrie et les entreprises commerciales. En général les crédits accordés aux agriculteurs représentaient une proportion beaucoup moindre. Au contraire, les petites banques de province ont accordé la majorité de leurs avances aux agriculteurs.

L'ensemble des causes précitées a déterminé les banques à partir d'une politique de taux élevé de l'intérêt. Le niveau des intérêts a atteint en 1929 16% pour les débiteurs de tout premier ordre.

43. Niveau moyen des intérêts²⁾

Années	Dépôts à terme	Comptes courants débiteurs	Taux d'escompte de la B. N. R.
1926	5,0%	13,70%	60%
1927	6,50%	14,10%	60%
1928	6,80%	14,60%	60%
1929	7,20%	16,10%	6,91/2,90%
1930	8,10%	13,1%	90%
1931	5,90%	12,60%	9,80%
1932	5,50%	11,70%	8,70%

¹⁾ Les chiffres ci-dessus, de même que toutes les données utilisées dans l'analyse qui suit, concernent seulement les institutions de crédit qui revêtent la forme juridique de sociétés anonymes, pour lesquelles on dispose de sources précises d'information.

²⁾ D'après le Bulletin de l'Institut de Conjoncture. Intérêts exigés par les grandes banques pour les débiteurs de tout premier ordre.

Mais les intérêts payés par les petits agriculteurs étaient de beaucoup plus élevés, atteignant 35% à 40% en moyenne.

En réalité, les intérêts perçus étaient sensiblement supérieurs pour un bon nombre de débiteurs ¹⁾.

Cette politique d'intérêts élevés, jointe à l'immobilisation déterminée par la nature des placements effectués, a provoqué une accumulation excessive des intérêts et une augmentation des dettes, alors que la crise battait son plein et se manifestait par une baisse des prix de vente des produits nationaux et par une dépréciation des biens immobiliers.

Au cours la période antérieure à la stabilisation, la Banque Nationale avait essayé, à plusieurs reprises, de déterminer un arrêt dans la hausse des intérêts. En 1928, un accord était même intervenu entre l'institut d'émission et les grandes banques, qui fixait le niveau maximum des intérêts pouvant être perçus entre 12 et 18%.

Le programme de stabilisation a prévu l'utilisation d'environ un quart des ressources, provenant de l'emprunt, à dégager la Banque Nationale des avances à long terme faites aux banques coopératives et au Crédit Industriel et à une ventilation du portefeuille de réescompte, qui était partiellement immobilisé. D'autre part, la liquidation des arriérés de l'Etat vint accroître les disponibilités des banques.

L'année de la stabilisation représente une année d'essor pour le commerce bancaire. Au cours de cette année, les capitaux et les réserves des banques augmentent de 1.724 millions par rapport à l'année précédente et les ressources étrangères, dépôts et comptes courants créditeurs, augmentent de 4.400 millions. L'actif du bilan global des banques reflète une augmentation parallèle des placements, qui atteignent 4.216 millions. (Annexe 22).

L'analyse des postes du bilan global de l'année 1930, nous permet, d'une part, de constater une certaine tendance à la mobilisation des placements et, d'autre part, de percevoir les signes avant-coureurs de la crise qui allait sévir. L'augmentation des capitaux est de beaucoup inférieure à celle de l'année précédente. Par contre, les fonds étrangers subissent une diminution sensible, due au rétrécissement des comptes-courants créditeurs et à la compression du réescompte à l'institut d'émission. L'actif du bilan

¹⁾ D'après les recherches entreprises, en 1931, par la Banque de l'Agriculture Roumaine, dans plusieurs régions du pays, les petits agriculteurs ont payé des intérêts allant jusqu'à 10% par mois.

trahit une tendance marquée à la mobilisation des placements : l'actif disponible augmente de 1.381 millions, tandis que le portefeuille et les comptes-courants débiteurs diminuent de 1.541 millions et les participations de 2.282 millions. Une contraction importante de 10 milliards environ, enregistrée par l'actif et par le passif du bilan, est la conséquence d'une diminution correspondante des comptes de garanties.

Cependant, les conséquences de la pratique des hauts intérêts commencèrent à se faire sentir, par l'augmentation du degré d'immobilisation des créances et par la dévalorisation des garanties afférentes.

Au cours de l'année 1931, la situation des banques s'aggrava brusquement. Les banques subirent le contre-coup de l'incapacité de paiement des débiteurs et spécialement des débiteurs agricoles, due à l'accumulation des intérêts et à une aggravation de la baisse des prix. La crise bancaire des pays de l'Europe Centrale se répercuta à son tour, sous la forme de retraits de crédits étrangers et d'une panique des déposants.

Le bilan global des banques, au commencement de l'année 1932, reflète avec fidélité l'ampleur de cette crise.

Le total des dépôts en banque retirés a atteint, au cours de l'année 1931, 17.046 millions et les comptes-courants créditeurs ont subi également une restriction de 5,469 millions, soit en tout une compression de 23.215 millions. (Annexe 22 et 23).

La Banque Nationale s'est vue sollicitée d'une manière de plus en plus pressante de donner son appui aux banques, qui ne parvenaient plus à restituer les dépôts par leurs moyens propres, ce qui ressort d'ailleurs du volume des effets présentés à l'escompte de l'institut d'émission à partir du mois de juillet. Le point culminant a été atteint au mois d'octobre, lorsqu'une des plus grandes banques d'affaires du pays a dû fermer ses guichets.

44. *Escompte de la Banque Nationale*

	Effets présentés à l'escompte	Effets admis à l'escompte	% des effets admis
Avril	1.635	1.169	71
Mai	1.538	1.192	78
Juin	2.287	1.564	68
Juillet	4.465	2.612	58
Août	4.302	2.836	66
Septembre	3.099	2.366	76
Octobre	5.569	4.447	80
Novembre	3.367	2.277	68
Décembre	2.862	2.228	78

Le rapport entre le volume des effets présentés chaque mois à l'escompte et les effets admis prouve qu'au premier moment de la panique, aux mois de juin et de juillet, la Banque Nationale s'est efforcée d'éviter une expansion démesurée de la circulation, afin de s'assurer la marge de devises libres nécessaires aux paiements extérieurs.

Mais, lorsqu'au mois d'octobre la panique se généralisa, la Banque Nationale fut obligée de se départir de la règle qu'elle s'était imposée et d'augmenter son réescompte. (Annexes 18 et 19).

Ainsi, au commencement de l'année 1932, non seulement le bilan des banques privées, mais le bilan de l'Institut d'émission lui-même reflètent l'acuité de la crise du crédit. Le portefeuille d'escompte de la Banque Nationale est passé de 7.940 millions de lei au mois de juin 1931, à 13.325 millions de lei au mois de novembre, ce qui représente un accroissement de 68% dans un intervalle de 6 mois. La circulation fiduciaire s'est accrue, elle aussi, de 18.715 millions au mois de juin, à 23.750 au mois de décembre. Le résultat en a été la baisse de la couverture-or, qui a fléchi à un niveau voisin de la limite légale.

Pour couvrir les demandes de fonds qui leur étaient faites, les banques ont utilisé une partie importante de leur actif disponible, et réduit simultanément leurs placements dans la limite des possibilités. Pour le reste, elles ont fait appel au réescompte de la Banque Nationale. Le bilan global des banques, arrêté au commencement de l'année 1932, montre la proportion dans laquelle les moyens propres des banques et le réescompte obtenu ont contribué aux remboursements de fonds:

Contraction du placement	14.786 millions
Diminution de l'actif disponible	4.950 „
Augmentation du réescompte	6.225 „
	<hr/>
	25.961 millions

Les retraits de dépôts et de crédits, subis par les sociétés bancaires au cours de l'année 1931, ont atteint 37% des fonds empruntés mis à leur disposition avant le commencement de la panique.

Les retraits de dépôts et de crédits en banques se sont poursuivis en 1932. Le bilan des banques arrêté au début de l'année 1933, fait ressortir une nouvelle baisse de 2.897 millions pour les

dépôts et de 1.092 millions pour les comptes-courants créditeurs. Le réescompte subit également une réduction de 1.804 millions. Les fonds propres des banques sont l'objet d'une compression considérable: le total du capital et des réserves est réduit de 1.774 millions par rapport à l'année précédente. D'autre part, l'actif du bilan se resserre également: les disponibilités diminuent de 538 millions, les placements de 7.802 millions, les participations de 722 millions. Enfin, le résultat financier de l'activité bancaire en 1932 se reflète dans la diminution des bénéfices, qui tombent de 305 millions par rapport à l'année 1931.

Au début de l'année 1933, 953 banques seulement, représentant un capital de 10.487 millions, ont publié leur bilan, contre 1.037, représentant un capital de 11.880 millions, au début de l'année 1931.

On ne possède pas de renseignements suffisants pour présenter en chiffres le mouvement des banques au cours de l'année 1933. Les données sur l'activité de la Caisse de Compensations, sur le mouvement des virements, etc., laissent entrevoir le marasme qui a régné dans le domaine du crédit pendant la dernière année. Par ailleurs, les lois successives qui ont essayé de régler les rapports entre les débiteurs et les créanciers ont, jusqu'à un certain point, consacré la situation d'immobilisation complète des banques. Il est en effet interdit de déclarer une banque en faillite, si les effets agricoles qu'elle détient entrent dans une proportion de 10% dans la composition totale de son portefeuille. Or c'est le cas de presque toutes les banques en Roumanie.

Le volume total des *dépôts et des crédits, retirés des banques* à partir du milieu de l'année 1931, lorsque la crise a éclaté, dépasse 27 milliards de lei, pour les sociétés bancaires seulement. Si l'on ajoute à cette somme les dépôts et les crédits retirés des institutions de crédit privé, constituées sous une autre forme juridique, que la forme anonyme, les fonds prêtés par les particuliers et retirés eux aussi, on peut évaluer à 30 milliards de lei au minimum le total des disponibilités retirées du marché du crédit jusqu'au commencement de l'année 1933.

D'après les données publiées par l'Institut Roumain de Conjoncture, ces disponibilités paraissent s'être dirigées dans les proportions suivantes vers différentes utilisations:

Retraits de crédits étrangers et fuites de capital national (environ)	8,5 milliards
Investissements en constructions d'immeubles, de 1931 à la fin de 1933	14 „
Sommes déposées à la Banque Nationale sous différentes formes	4 „
Dépôts à la Caisse d'Epargne	1 „
	<hr/> 27,5 milliards

Le total des *sommes thésaurisées au début de l'année 1934* est sans doute de beaucoup supérieur au solde de 2½ milliards, qui résulterait de ces chiffres. En effet, les placements de capitaux investis en constructions d'immeubles, par exemple, ne représentent pas la mobilisation des sommes thésaurisées jusqu'alors, mais seulement la transformation de l'épargne-réserve en épargne-créatrice de revenus, c'est-à-dire un déplacement des disponibilités qui s'étaient maintenues pendant longtemps sur le marché monétaire des capitaux à court terme, vers le marché financier des capitaux à long terme. Les capitaux transformés en immeubles sont devenus des fonds de roulement des entreprises de construction, susceptibles de revêtir — dans une proportion que l'on ne peut évaluer — le caractère d'épargne-réserve pour les titulaires de ces entreprises. D'ailleurs, la plupart des sommes déposées à l'Institut d'émission après 1931 ne sont qu'une autre forme de thésaurisation.

En conclusion, on peut affirmer que la thésaurisation, qui n'est qu'une des formes de la crise bancaire, n'a pas encore été résorbée. L'activité intense en bourse, au cours de l'année 1933, que nous avons constatée plus haut, est d'ailleurs une preuve du fait que le volume des disponibilités liquides, retirées des banques, existe encore en quantité massive sur le marché, où elles font preuve de nervosité, chaque fois que les facteurs psychologiques déterminent une nouvelle fuite devant la monnaie.

E. Le revenu national

Le revenu national, établi d'après la méthode indiquée dans le Bulletin d'Information et de Documentation de la Banque Nationale de Roumanie (juillet 1930), a évolué de la manière suivante:

45. *Revenu national de la Roumanie*

<u>Années</u>	<u>Milliards de lei</u>	<u>Indices</u>
1928	200,9	100
1929	195,9	97,5
1930	144,9	72,5
1931	110,6	55
1932	103,5	51,7
1933 ¹⁾	99,3	49,4

Rapporté à la population, ce revenu représente par tête d'habitant :

46. *Revenu national par tête d'habitant*

<u>Popula- tion (milliers d'hab).</u>	<u>Revenu par tête d'habitant (lei)</u>	<u>Indices</u>
17.390	11.546	100
17.637	11.105	96,9
17.889	8.099	70,1
18.166	6.086	52,6
18.426	5.610	48,5
18.642	5.327	47,8

Réparti par sources de provenance, le revenu national peut être décomposé comme suit :

47. *Composition du revenu national*

(milliards de lei)

<i>Biens :</i>	<u>1928</u>	<u>1929</u>	<u>1930</u>	<u>1931</u>	<u>1932</u>
Céréales et plantes	81,5	78,8	40,3	37,—	37,5
Élevage	41,3	39,7	33,—	24,—	21,—
Forêts	7,—	6,—	5,5	4,5	3,5
Total . . .	129,8	124,5	78,8	65,5	62,—
Industries et mines	33,3	36,—	34,1	19,6	18,—
Constructions	5,7	2,8	2,5	2,—	3,—
Total . . .	39,—	38,8	36,6	21,6	21,—
Total des biens . . .	168,8	163,3	115,4	87,1	83,—

¹⁾ Évaluation provisoire.



Services :

Loyers	19,1	19,3	18,—	15,1	14,—
Transports et communications	2,5	2,2	2,—	1,8	1,2
Banques, commerce, assurances	5,2	4,5	4,—	2,—	1,—
Services professionnels	5,6	5,6	4,5	4,8	3,7
„ domestiques	1,—	1,—	1,—	0,8	0,6
Total des services	32,1	32,6	29,5	23,5	20,5
<hr/>					
Total général	200,9	195,9	144,9	110,6	103,5

La participation relative de chaque élément à l'ensemble du revenu national est indiquée à l'annexe 25.

L'évolution de revenu national de la Roumanie, au cours des dernières années, constitue une image fidèle de la gravité de la dépression qui a été examinée en détail dans les chapitres précédents.

La chute des prix des produits agricoles a provoqué une diminution sensible de la valeur du revenu national, attendu qu'ils représentaient, jusqu'en 1929, 60% de la totalité de ce revenu.

Or, par suite de la compression relativement plus réduite des autres éléments constitutifs, cette proportion se trouve aujourd'hui modifiée (voir annexe 25).

48. *Le revenu national et l'agriculture.*

(milliards de lei)

Années	Revenu national	Revenu de l'agriculture ¹⁾	Indices	⁰ / ₀ de l'agriculture au total
1928	200,9	122,8	100	61,1 ⁰ / ₀
1929	195,9	118,5	96,6	60,4 ⁰ / ₀
1930	144,9	73,3	59,6	50,5 ⁰ / ₀
1931	110,6	61	49,6	55 ⁰ / ₀
1932	103,5	58,5	46,7	56,5 ⁰ / ₀

Outre l'influence directe qu'elle a exercée sur la valeur du revenu national, dont le volume s'est rétréci de 53% par rapport à 1928, la diminution du revenu des agriculteurs a eu également des répercussions désastreuses sur les autres branches de l'activité et, par cela même, sur les finances publiques. Ces résultats doivent être examinés brièvement.

¹⁾ Y compris l'élevage.

1. La capacité contributive de l'agriculture.

L'indice de la charge théorique des impôts directs de l'agriculture, rapporté à l'indice de dépréciation de la valeur de cette production, montre que la *charge supportée par l'agriculteur a doublé au cours des cinq dernières années comparativement à l'année 1929*, malgré toutes les réductions de taux intervenues entre temps, ainsi qu'il résulte du tableau suivant:

49. Evolution de la charge fiscale réelle de l'agriculture.

Années	Indices de la valeur de la production agricole	Taux des impôts %	Indices de la charge fiscale théorique	Indices de la charge réelle
1929	100	21,1	100	100
1930	58	24,7	117	202
1931	48	24,7	117	244
1932	50	21,6	102	204
1933	—	16	76	—

Le taux théorique d'imposition a été établi en additionnant la part due à l'Etat et le parts dues aux communes, aux districts et aux Chambres agricoles et en tenant compte des modifications intervenues. Les modifications des taux annuels ont été pondérées, compte tenu de l'intervalle de temps pendant lequel elles ont été en vigueur. (Voir les détails à l'annexe 28).

Comme le montant de la production agricole totale n'a pas encore été établi par le Ministère de l'Agriculture pour l'année passée, il n'est possible de faire un calcul analogue pour 1933, qu'en ce qui concerne la production des *céréales*. Les chiffres obtenus sont, en général, supérieurs aux chiffres précédents.

50. Evolution de la charge fiscale réelle, d'après la production des céréales.

Années	Indices de la valeur de la production de céréales	Indices de la charge des impôts directs	Indices de la charge fiscale réelle de la production agricole
1929	100	100	100
1930	52	117	225
1931	42	117	279
1932	43	102	237
1933	38	76	200

En fait, *l'accroissement de la pression fiscale est encore plus grave, si l'on tient compte de la structure de la majorité des exploitations agricoles roumaines.*

La plupart d'entre elles travaillent sous un régime qui ne diffère pas beaucoup de celui de l'économie naturelle: elles con-

somment directement la plus grande partie de leur production et ne mettent en circulation que la partie superflue.

Dans ces conditions, pendant les années de récolte déficitaire, la charge fiscale devient encore plus lourde, parce qu'elle n'est supportée que par la partie de la production mise en circulation, laquelle, étant extrêmement réduite, est insuffisante.

En corrigeant — sous ce rapport — le pouvoir d'achat de l'agriculture, après avoir déduit de la production totale 40% environ de la consommation intérieure¹⁾, représentant la consommation propre des producteurs, on obtient le chiffre de la production qui entre dans la circulation.

51. Production agricole destinée à la vente

(milliers de tonnes)

Années	Production totale des céréales	Consommation intérieure	Consommation propre des producteurs (40% de la consommation intérieure)	Production destinée à la vente		Indices de la production destinée à la vente
				Chiffres bruts ²⁾	Chiffres corrigés ³⁾	
1929	13.670	8.895	3.558	10.112	7.713	100
1930	12.165	9.233	3.693	8.472	9.292	120,5
1931	12.287	9.571	3.828	8.459	8.465	109,7
1932	9.974	9.909	3.964	6.010	7.235	93,8
1933	9.977	10.247	4.099	5.878	5.942	77

Le volume de la production mise en circulation, multiplié par l'indice des prix moyens annuels des céréales, donne la valeur de la production des céréales, qui fait face aux charges des exploitations agricoles paysannes et qui sert à l'achat d'articles industriels.

Si on rapporte l'indice de la charge fiscale théorique, tel qu'il a été calculé ci-dessus, (tableau No. 49, col. 3), à ce chiffre,

¹⁾ Chiffres calculés par l'Institut Roumain de Conjoncture.

²⁾ Différence entre les chiffres de la 1-ère colonne et ceux de la 3-ème.

³⁾ On a pris la moyenne de l'année en cours et de l'année précédente, afin d'atténuer les variations des stocks.

(tableau No. 51, col. 5), on obtient la charge fiscale réelle de la production agricole :

52. Evolution de la charge fiscale réelle de la production des céréales, compte tenu de la structure des exploitations agricoles :

Années	Indices des prix moyens annuels des céréales	Indices du volume de la production destinée à la vente	Indices de la valeur de la production destinée à la vente	Indices de la charge fiscale théorique	Indices de la charge fiscale réelle corrigée
1929	100	100	100	100	100
1930	54	120,5	65,1	117	180
1931	41	109,7	45	117	260
1932	40	93,8	37,5	102	272
1933	45	77	34,7	76	219

2. Le pouvoir d'achat de l'agriculture.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Le deuxième effet de la diminution de la valeur de la production agricole, à savoir la réduction du pouvoir d'achat de la population rurale en articles industriels, est indiqué dans les tableaux suivants :

53. Pouvoir d'achat de l'agriculture en articles industriels.

Années	Indices de la valeur de la production agricole	Indices des prix des produits industriels	Pouvoir d'achat de l'ensemble de la production agricole en articles industriels
1929	100	100	100
1930	58	92	63
1931	48	69	70
1932	50	61	82

La valeur de la production agricole n'étant calculée jusqu'à présent, pour 1933, que pour les céréales, on obtient, d'après ces chiffres, les résultats suivants :

54. *Pouvoir d'achat de la production des céréales
en articles industriels*

Années	Indices de la valeur de la production des céréales	Indices des prix industriels	Indices du pouvoir d'achat de la production des céréales en articles industriels
1929	100	100	100
1930	52	92	57
1931	42	69	61
1932	43	61	70
1933	38	60	63

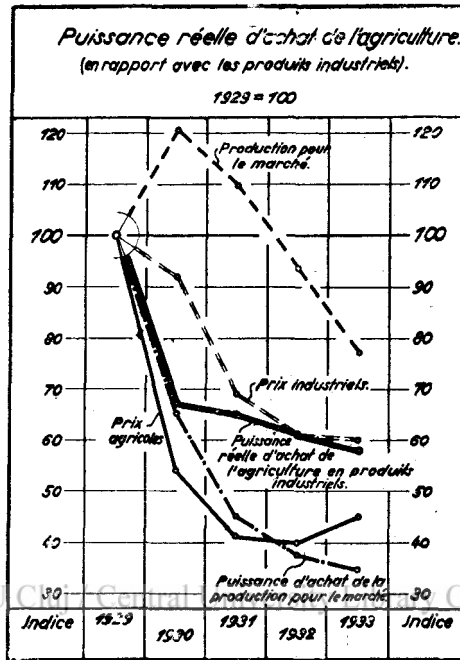
Si l'on tient compte, ici aussi, de la structure de la production agricole et si l'on se rapporte au pouvoir d'achat réel résultant de la production qui passe réellement dans la circulation, (tableau Nr. 51), on obtient les chiffres suivants :

55. *Pouvoir d'achat réel de la production de céréales
en articles industriels.*

Années	Indices des prix des produits agricoles	Indices des pro- duits restant pour la vente	Indices du pouvoir d'achat de la pro- duction agricole à vendre	Indices des prix des produits industriels	Pouvoir d'achat réel de l'agriculture en articles industriels
1929	100	100,	100	100	100
1930	54	120,5	65,1	92	67
1931	41	109,7	45	69	65
1932	40	93,8	37,5	61	61
1933	45	77	34,7	60	58

Dans l'interprétation des chiffres du revenu national, on doit tenir compte de ces éléments, qui jettent une lumière nouvelle sur l'évolution de la part de revenu qui entre dans *l'économie d'échanges*. Car il n'y a que cette partie du revenu national qui constitue l'élément propre à servir de matière imposable aux

impôts indirects et d'infrastructure aux échanges commerciaux entre les villes et la campagne.



3. L'industrie et les services

Le revenu national, provenant de l'activité industrielle et minière, a été également influencé par la crise, mais dans une proportion relativement moindre.

56. Revenu national (milliards de lei)

Années	Revenu national total	Indices	Industrie et mines	Indices	Services Loyers	Indices
1928	200,9	100	39,	100	32,1	100
1929	195,9	97,5	38,8	99,7	32,6	101,5
1930	144,9	72,5	36,6	93,9	29,5	92,2
1931	110,6	55,—	21,6	55,4	23,5	73,4
1932	103,5	51,7	21,	53,9	20,5	64,—
1933 ¹⁾	99,3	49,4				

En effet, en raison de leur rigidité, les produits industriels ne se sont dépréciés, entre 1929 et 1933, que de 40%, contre une baisse de plus de 60% pour les produits agricoles.

La résistance des prix industriels à la baisse, au cours de l'année 1930, a fait que le déclin du revenu national provenant de l'activité industrielle n'a été que peu important. Mais, à partir de 1931, lorsque la chute des prix agricoles s'est accentuée que l'accroissement de la fiscalité la réduction des traitements publics ont porté une nouvelle atteinte à la capacité de consommation des agriculteurs aussi bien qu'à celle des classes citadines, la crise s'est généralisée dans tous les domaines de l'activité économique.

C'est ainsi que son action s'est fait également sentir dans l'évolution du revenu provenant des services de transports et de commerce, des loyers et autres services professionnels.¹⁾

La réduction du revenu national de 1932, qui, d'après la valeur globale, serait de 48,3% par rapport à 1928, est en réalité plus élevée, si l'on tient compte de l'accroissement de la population, par suite duquel le revenu par tête d'habitant accuse en 1932 une baisse de 51,5% (Voir tableau 46).

BCU Cluj Le revenu national en 1933 y Cluj

Faute de données statistiques complètes pour l'évaluation du revenu national en 1933, on a été obligé de recourir à une série d'indices, sur la base desquels il sera possible d'apprécier l'ordre de grandeur du revenu et spécialement sa tendance évolutive.

On dispose à cet effet des éléments suivants :

1) *La production des céréales* de l'année 1933 se monte à 9.977 milliers de tonnes (chiffres provisoires) d'une valeur de 23.510 millions de lei, ce qui représente une diminution de 7,9 % par rapport à l'année précédente. Cette diminution est explicable par la qualité plus que médiocre de la récolte de maïs. En admettant un taux moyen de baisse de 4 % seulement pour les autres produits agricoles, on peut évaluer la baisse globale à 5,9 %, ce qui réduit la valeur de la production agricole à environ 45 milliards de lei.

2) En ce qui concerne la production animale, le manque de données rend impossible la moindre estimation. Cependant si l'on tient compte de la baisse des prix de l'année 1933, il est possible qu'elle soit d'environ 3 à 4 % inférieure à sa valeur correspondante de l'année 1932.

3) La production industrielle offre une nouvelle série d'éléments intéressants.

¹⁾ Le calcul du revenu national provenant de ces éléments est basé sur certaines évaluations, qui, en raison de l'imperfection des statistiques existantes ou même des méthodes généralement employées, peuvent donner lieu à des écarts de valeur.

²⁾ Les corrections exigées pour tenir compte de la consommation villageoise, dont il a été question plus haut, n'ont pas été introduites dans le calcul du revenu national. De ce fait, le chiffre du revenu national, susceptible, soit de constituer une matière imposable, soit de servir à l'achat d'articles industriels, se trouve encore plus réduit en 1933, en raison de la médiocrité de la récolte du maïs.

57. Indices de la production industrielle ¹⁾

(base 1927, quantités)

Années	Manufacturière	Extractive	Monopoles	Energie électrique	Total
1930	113,1	155,1	86,5	94	113,6
1931	105,7	166,5	69,6	75,9	108
1932	94,5	151,7	70,2	115,8	103,2
1933 (9 mois)	108,5	163,9	68,8	113,3	113
Différences par rapport à l'année 1932	+ 14,8 %	+ 7,9 %	— 2 %	+ 2,2 %	+ 9,6 %

58. Indices des prix industriels ¹⁾

(base 1929)

Années	Métaux	Bois de constr.	Bois de chauffage	Peausserie	Tissus indigènes	Pétrole à l'exportation	Indices généraux
1930	87	22	86	90	92	75	92
1931	66	63	67	68	70	43	69
1932	62	51	56	60	62	42	61
1933	62,5	50	50,5	56,2	63,4	40	60
Différences par rapport à 1932	+ 5,6	— 2 %	— 9,8 %	— 6,3 %	+ 2,2 %	— 4,8 %	— 1,6 %

D'après ces données, l'augmentation de la valeur de la production industrielle et minière peut être évaluée, approximativement, à 2.800 millions soit 7,5 %; par rapport à 1932, la valeur totale étant d'environ 40.900 millions de lei (chiffres bruts; voir annexe 26).

4. En ce qui concerne les services commerciaux et de transport, les éléments d'appréciation sont fournis par les recettes des Chemins de fer et des Postes et par la valeur du commerce extérieur, qui ont évolué ainsi qu'il suit :

¹⁾ Indices de l'Institut Roumain de Conjoncture.

59. Moyennes mensuelles des recettes des C. F. R. et des P. T.

Années	Recettes des C. F. R.			Recettes des P. T.	Commerce Extérieur		
	Marchan- disés	Voya- geurs	Total		Importations	Exportations	Total
1932	500	170	678	86	1.001	1.393	2.394
1933	472	153	626	77,7	943	1.162	2.105
<i>Différences par rapport à 1932</i>	- 5,60/0	- 100/0	- 7,70/0	- 9,60/0	- 5,70/0	- 16,60/0	- 120/0

La baisse moyenne de ces services peut donc être évaluée à environ 100/0 de leur valeur correspondante de 1932.

En récapitulant les différences de pourcentages pour l'année 1933, par rapport à l'année 1932, on obtient :

	Différences
Agriculture	— 5,90/0
Elevage	— 3,50/0
Industrie et mines	+ 7,50/0
Services	— 10 0/0
Baisse moyenne ¹⁾	— 4 0/0

D'après ces calculs, on peut évaluer le revenu national, pour 1933, à 99.300 millions approximativement ; soit un revenu moyen par tête d'habitant de 5.327 lei.

La baisse par rapport à l'année 1927 est, par conséquent, de 52,2%.

F. La dette publique et le revenu national.

La comparaison entre le revenu national de la Roumanie et l'annuité de la dette publique extérieure, durant les années

¹⁾ Non pondérée.

1928 à 1933, fait ressortir la majoration à un niveau pratiquement écrasant du volume proportionnel de cette charge par rapport au revenu total.

Le tableau No. 60, dans lequel sont concentrés ces éléments, le prouve abondamment.

60. *Le revenu national et la dette publique*

Années	Revenu national par tête d'habitant	Indices	Annuité exté- rieure (milliards de lei)	Indices	Indices de la charge relative
1928	11.546	100	4,	100	100
1929	11.105	96	5,4	130	135
1930	8.099	70,1	5,2	130	186
1931	6.086	52,6	6,1	152	289
1932	5.610	48,5	4,8	120	247
1933	5.327 ¹⁾	47,8	3,75 ²⁾	93,7	195

La contraction graduelle du revenu national depuis 1928, jointe à l'accroissement de l'annuité extérieure, a eu pour résultat de majorer la charge relative, qui, en 1931 a atteint l'indice 289. Ce n'est qu'en 1932, lorsque par suite de la dépréciation de la livre anglaise et de la suspension du paiement des dettes de guerre, le budget fut allégé partiellement, que l'indice de la charge relative put être ramené à 247 par rapport à 1928.

Quoique la suspension de l'amortissement de l'année 1933 ait réduit le service de la dette publique par rapport aux paiements réels effectués en 1932, elle est loin de ramener la dette publique aux proportions normales des années 1928 et 1929, même si on admet que le revenu national soit demeuré invariable en 1933, ce qui n'est point le cas.

¹⁾ Evaluations.

²⁾ Crédits ouverts, au budget 1933/34. L'amortissement de la dette publique, les paiements au titre de l'amortissement supplémentaire par rachat en Bourse des emprunts de stabilisation et de développement 1931, pour la partie de ces emprunts affectée aux chemins de fer et du contrat des routes, ainsi que les commissions payées sur les crédits à court terme ne sont pas compris dans ce chiffre. Il faut aussi tenir compte du fait que, jusqu'au 1-er avril 1933, l'annuité de la dette publique extérieure a été transférée intégralement. Par conséquent, l'annuité extérieure intégrale est de beaucoup plus élevée.

D'ailleurs, il y a lieu de rappeler que l'allègement relatif à l'année 1933 n'est que temporaire. Les sommes non transférées (accord d'octobre 1933), ainsi que les amortissement remis, constituent une dette de l'Etat Roumain, qui, dans l'éventualité d'une reprise du transfert intégral et des amortissements, exigera, de la part de l'économie roumaine, un surcroît considérable d'efforts, qu'elle est incapable d'accomplir dans les conditions qui viennent d'être exposées.

LA CAPACITÉ DE PAIEMENT

A. Les finances publiques et la crise.

Le fléchissement considérable du revenu national a eu pour conséquence naturelle *une forte diminution des recettes de l'Etat* et des institutions publiques.

La crise économique a éclaté en un moment particulièrement défavorable pour les finances roumaines. En effet, la Roumanie avait stabilisé sa monnaie au commencement de l'année 1929 et elle aurait eu besoin d'une période de prospérité pour consolider ses finances publiques. Contrairement à ce qui s'était passé dans d'autres pays, où la stabilisation avait généralement suivi l'assainissement de fait de tous les éléments constitutifs de la vie économique, la stabilisation de la monnaie roumaine avait trouvé le pays en pleine reconstruction et aux prises avec le déficit important de l'année 1928, dont la récolte avait été mauvaise.

En vue de liquider le passé, on avait prévu, dans le programme de stabilisation, un important fonds de roulement, étant entendu qu'il serait complété au moyen des excédents budgétaires à venir. La crise économique, suivant de près la stabilisation monétaire, ne pouvait manquer d'aggraver encore les difficultés existantes du trésor, et d'une manière d'autant plus grave que le caractère agricole de l'économie nationale est plus accentué.

Manquant de réserves, mais dégagé momentanément par l'apport de l'emprunt de stabilisation, le trésor public a eu ensuite à lutter continuellement avec les déficits provoqués par la crise.

C'est ainsi que la politique budgétaire de la Roumanie s'est révélée particulièrement difficile. Il fallait d'abord assurer la réalisation d'un équilibre budgétaire réel, exigé par les principes mêmes de la stabilisation, en perfectionnant et en renforçant le régime fiscal, dans le cadre d'une réforme des services financiers et des méthodes de la comptabilité publique, reconnus défectueux. Il importait, d'autre part, de faire face aux effets de la crise par une intervention active de l'Etat dans le fonctionnement de l'économie nationale.

Aussi l'Etat s'est-il vu dans l'obligation de recourir à une politique fiscale énergique, susceptible de produire un résultat immédiat et d'accroître sensiblement les recettes publiques, mais présentant par ailleurs le risque éventuel de diminuer la capacité productive de la nation et de réduire, dans une mesure appréciable, l'assiette de l'impôt.

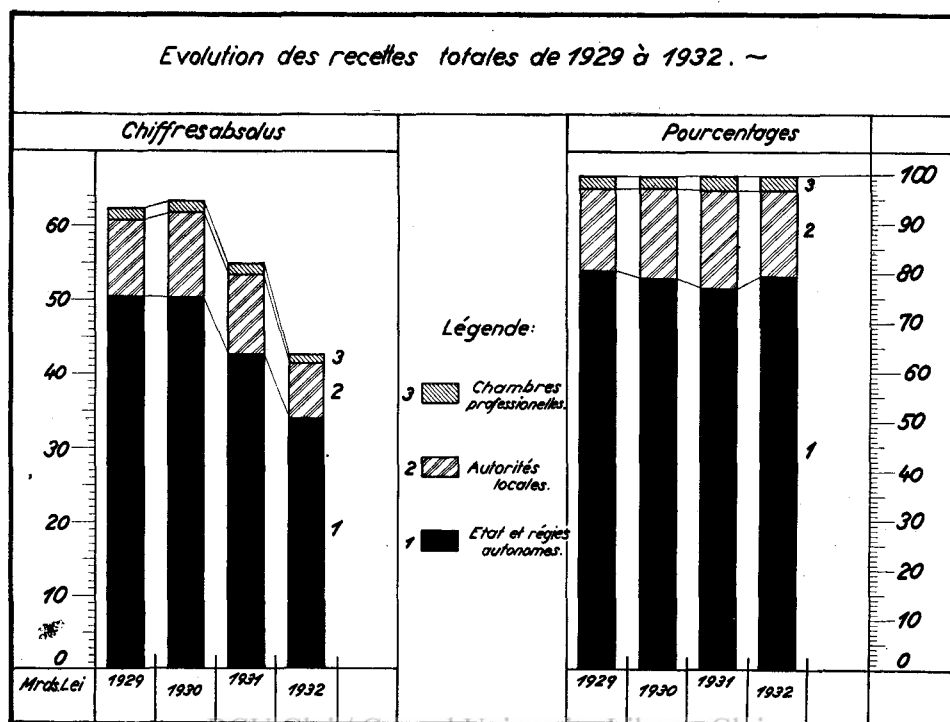
Dans l'évolution des recettes et des dépenses publiques (de l'Etat, des régies publiques commerciales et des autorités locales), on peut suivre et apprécier la situation défavorable dans laquelle se sont trouvés le budget de l'Etat et celui des autres autorités publiques, au cours des quatre années de la crise économique¹⁾.

61. *Recettes publiques (en millions de lei)*

Exercices	Recettes de l'Etat, des régies publiques commerciales et des autorités locales	Indices par rapport aux recettes de 1929
1929	62.269	100
1930	63.247	101,6
1931	54.801	88,
1932 (12 mois)	42.564	68,2
1932 (15 mois)	53.552	—

La part occupée par les recettes de l'Etat dans le total des revenus publics s'est maintenue, au cours de la période 1929—1932, à un niveau moyen de 79%, sans jamais descendre au-dessous de 77% (en 1931).

¹⁾ En raison des perfectionnements apportés aux méthodes budgétaires et des modifications introduites dans la structure du budget, d'une année à l'autre, les chiffres indiqués dans le présent rapport ne coïncident pas toujours avec ceux de la Comptabilité générale de l'Etat, bien qu'ils traduisent la même réalité. En les regroupant, on a voulu les rendre comparables, aussi bien au point de vue de leur structure, qu'au point de vue de la période envisagée.



Durant la même phase, les paiements ont évolué ainsi qu'il suit:

62. Dépenses publiques (en millions de lei)

Exercices	Paiements effectués	Indices des paiements par rapport à 1929
1929	62.753	100
1930	65.303	104,1
1931	59.232	94,4
1932 (12 mois)	42.473	67,07
1932 (15 mois)	55.022	—

Il importe de distinguer, dans l'exécution des budgets, au cours des cinq dernières années, deux périodes.

1.—L'exécution des budgets de 1929 et 1930 a été caractérisée par un effort soutenu, en vue de *l'augmentation des recettes publiques*, au moyen de l'augmentation du taux des impôts, de la répression de la fraude fiscale et même de modifications dans l'assiette de certains impôts.

Les crédits accordés et les paiements effectués ont également subi des majorations, estimées nécessaires, pour atteindre leur maximum en 1930.

Cependant, la préoccupation d'assurer l'équilibre budgétaire s'est manifestée par une application des dispositions prévues par la nouvelle loi de la comptabilité publique (juillet 1929), en vue de la compression des dépenses par voie administrative. Dans ce but, on a concentré à la Banque Nationale toutes les recettes publiques et on a pris des mesures tendant à restreindre les ordonnancements et les dépenses aux sommes disponibles, par la pratique des décrets mensuels de distribution des crédits et par le moyen d'accréditifs quotidiens.

C'est ainsi que l'exercice 1929 s'est soldé par un excédent de caisse de 1.411 millions de lei, utilisé cependant pour couvrir les paiements effectués sur les crédits de trésorerie ⁽¹⁾ et le paiement d'arriérés provenant d'exercices clos.

Quoique l'exercice suivant ait coïncidé avec la première année de la crise, les crédits accordés par le budget ont été en augmentation, par rapport à l'exercice précédent. Les dépenses ont été supérieures de 423 millions aux recettes : à partir de ce moment apparaissent les premières difficultés du trésor.

Au cours de cette année, on contracta des engagements et l'on émit des ordonnances pour un montant qui excéda la capacité réelle de paiement du trésor d'une somme approximative de 2.676 millions de lei, reportée ensuite comme arriérés à payer au cours des années suivantes.

L'exécution des budgets de 1931 et 1932 a été dominée par le souci de *restreindre les dépenses* de l'Etat par la loi budgétaire elle-même. Toutefois, les prévisions relatives à l'exercice 1931 demeurèrent assez élevées, en dépit de l'application d'une courbe de sacrifice aux traitements des fonctionnaires et d'une certaine compression des dépenses de matériel, compensée par une augmentation portant sur d'autres chapitres, jusqu'alors négligés (armée, instruction publique, finances, etc.). La rectification opérée dans ce budget en cours d'exercice (juillet 1931) a consisté spécialement dans certains virements de crédits et dans la création d'un budget extraordinaire, mais elle n'a pas apporté

(1) Dont la première annuité de l'emprunt de stabilisation.

de réductions réelles, si ce n'est en ce qui concerne l'évaluation des recettes, si bien qu'on pouvait entrevoir à la fin de l'année un déficit approximatif de 2.500 millions de lei. L'intensité de la crise et la réaction des contribuables contraignirent à adoucir la pression fiscale. La réduction des dépenses par voie administrative devint moins rigoureuse, car l'espoir d'une reprise empêcha l'Etat de venir contribuer lui-même à l'aggravation des conditions de la vie économique, par une diminution massive de ses dépenses.

La prolongation de l'exercice pendant une période complémentaire (janvier-mars 1932) a donné lieu à des erreurs comptables, qui ont provoqué — outre un déficit financier considérable de 2.750 millions de lei un autre déficit non couvert de près de 6.250 millions, représentant des engagements et des ordonnances non payés, ou bien des récépissés de dépôts provisoires délivrés en échange des ordonnances (pour un montant approximatif de 4.238 millions de lei).

On procéda alors, pour l'exercice 1932, à une amputation massive de tous les crédits et l'on créa deux budgets: l'un, ordinaire, comportant uniquement les salaires (réduits par une nouvelle courbe de sacrifice), le service intégral de la dette publique (moins les sommes ajournées par le moratoire Hoover), les subventions absolument indispensables et les dépenses courantes des administrations; l'autre, extraordinaire, comprenant dans un compte C les dépenses d'investissement et une partie des dépenses de matériel, les moins pressantes; enfin dans deux comptes A et B, figuraient les sommes restant à payer pour les exercices clos. La même division était également adoptée pour le budget des recettes.

Ainsi, à côté de la gestion des fonds nécessaires pour couvrir les besoins courants de l'Etat, est apparue une autre gestion des sommes restant à encaisser et à payer pour le passé, et dont le volume tendait à devenir d'autant plus important que s'aggravait l'influence de la crise économique sur les finances publiques du pays.

En vue de liquider le déficit financier de l'exercice 1931 et certains arriérés plus anciens, comme pour effectuer certaines dépenses extra-budgétaires indispensables, le trésor se vit obligé, après avoir utilisé au cours des années précédentes l'avance temporaire de la Banque Nationale, de même que les fonds mis à sa disposition par la Société I. T. T. et d'autres petits emprunts provenant de différents comptes de l'Etat à la Banque Nationale, de recourir à différentes autres avances, qui lui fournirent les 3.500 millions dont il avait besoin.

Vers le milieu de l'année 1932, des experts français, à la tête desquels se trouvait le Professeur Rist, furent sollicités de ve-

nir en Roumanie afin d'examiner la situation de ses finances. En partant des suggestions formulées par les rapports des experts, on décida de prendre une série de mesures immédiates, en vue d'une réduction sévère des dépenses publiques, dans la limite des disponibilités réelles, ainsi qu'en vue de l'accroissement des recettes de l'Etat, au moyen d'un réajustement des taux et de certaines modifications aux lois fiscales.

La décroissance des recettes de l'Etat fut arrêtée au prix d'une action fiscale rigoureuse. Par contre, la compression massive des dépenses se montra partiellement inopérante pour la raison que, à côté du déficit visible, résultant du total des engagements régulièrement effectués et des ordonnances non payées, est apparu un nouveau déficit occulte, formé de toutes les sommes irrégulièrement engagées par les chefs des diverses autorités publiques, qui ne pouvaient laisser périliter le fonctionnement des services organiques essentiels de l'Etat (armée, instruction publique, santé publique).

Etant donné la difficulté de clore l'exercice budgétaire au 31 décembre et l'impossibilité de le prolonger d'une nouvelle période complémentaire, on recula son terme de trois mois, en portant la date d'ouverture du nouvel exercice au 1-er janvier au 1-er avril.

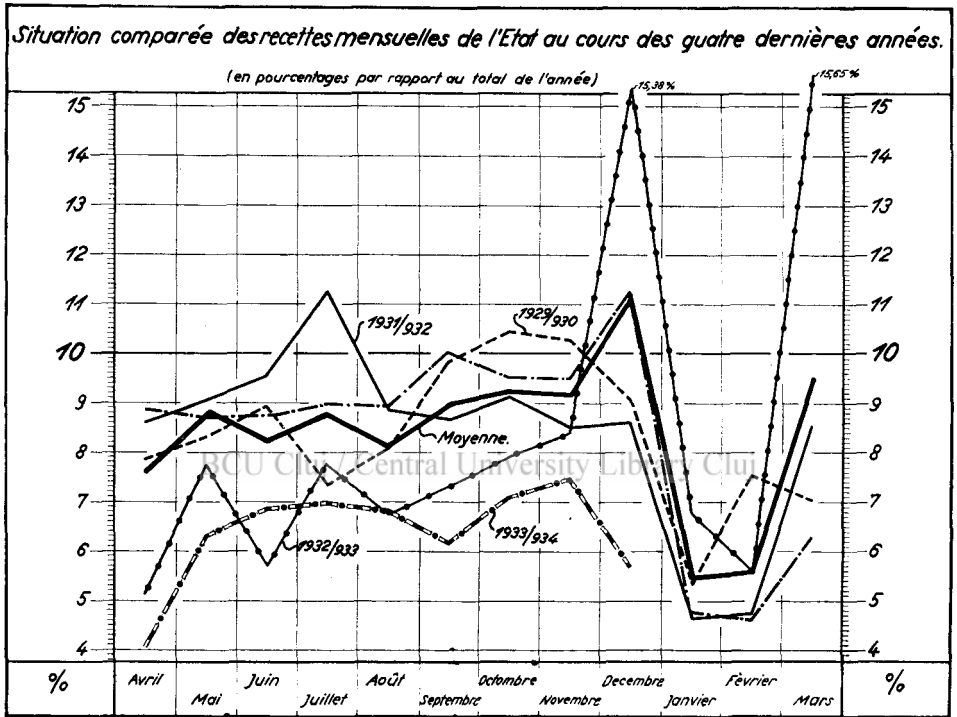
Le respect des obligations, correspondant au service intégral de la dette publique, était devenu pratiquement impossible et c'est pourquoi des négociations eurent lieu à Paris, de décembre 1932 à février 1933, avec les porteurs de rente roumaine, en vue d'alléger les paiements extérieurs.

Par l'accord du 18 février 1933, une réduction provisoire de 1.020 millions put être obtenue, mais il fut admis, par les deux parties contractantes, qu'au cas où les résultats des 5 premiers mois de l'exercice 1933/934 ne correspondraient pas aux prévisions, une réduction supplémentaire serait accordée.

Ultérieurement, par suite de négociations avec d'autres créanciers de l'Etat et de l'application du régime obtenu par les accords de février 1933 à d'autres emprunts, la réduction initiale de 1.020 millions fut portée à 1.533 millions.

Les évaluations budgétaires pour l'exercice 1933/34 ont été établies à un chiffre inférieur à celui des évaluations de l'exercice précédent. Toutefois, elles tenaient compte de tous les résultats qui on attendait de la réforme des impôts et de l'adminis-

tratin fiscale, réalisée à la fin de 1932 et au commencement de 1933. Mais les évaluations furent faites avec optimisme. On surévalua les recettes des douanes, afin de pouvoir inscrire au budget un crédit de 4.530 millions, affecté au service de la dette publique. Or, les recettes des cinq premiers mois de l'exercice ne justifiaient nullement les prévisions trop favorables du début



de l'année et rendirent nécessaire une nouvelle réduction du service de la dette publique extérieure, de nature à constituer un allègement sensible.

*

* *

Traduits en chiffres, les résultats de la politique budgétaire de la Roumanie, durant les années 1929 à 1933, ont été les suivants :

I. Les recettes publiques

L'évolution des revenus de l'Etat et des régies autonomes, depuis 1929, a été la suivante :

63. Recettes de l'Etat (y compris les recettes brutes des régies autonomes)

(millions de lei)

Exercices	Evaluations	Recettes	% des évaluations	Indices par rapport aux recettes de 1929
1929	37.700,0	36.018,3	95,54	100
1930	42.576,6	35.925,6	84,38	99,74
1931 (budg. rect.) .	38.748,0	30.316,0	78,24	84,17
1932 (12 mois) . .	33.903,7	23.970,7	70,70	66,55
1932 (15 mois) . .	42.359,6	29.695,7	70,10	—

Les recettes de l'exercice 1930 ont presque atteint le même niveau que celles de l'année précédente, à la suite d'une action fiscale énergique, qui n'a été supportée que parce que le réveil partiel de l'économie roumaine, au cours de l'année 1929, sous l'influence de la stabilisation et de la répartition des fonds de l'emprunt, s'est prolongé pendant les premiers mois de l'année suivante. Mais cette action a eu pour contre-partie un affaiblissement de la capacité de paiement intérieure, qui était déjà en baisse depuis le commencement de la crise.

La diminution des recettes brutes de l'Etat et des Régies autonomes depuis 1930 a atteint environ 6 milliards de lei par an, de sorte que les recettes globales de l'exercice 1932 (pour 12 mois) ont été de 11.418 millions de lei inférieures aux recettes correspondantes de l'année 1930, soit une compression d'environ 31%.

Les recettes nettes de l'Etat, qui ne comprennent que les excédents des régies publiques commerciales, ont baissé, de 1929 à 1932, dans une proportion encore plus considérable ce qui prouve notamment que la gestion commerciale des régies publiques n'a pas toujours été des plus heureuses et que l'Etat a été appelé à bénéficier qu'il en tirait antérieurement.

64. Recettes de l'Etat (non compris celles des régions autonomes)

(millions de lei)

Exercices	Evaluations	Recettes	% par rapport aux évaluations	Indices par rapport aux recettes de 1929
1929	32.846,2	31.429,1	95,69	100
1930	37.450,-	31.155,2	83,19	99,13
1931 (budg. rect. ¹)	33.571,4	25.770,3	76,76	82,00
1932 (12 mois)	28.518,8	19.258,0	67,53	61,27
1932 (15 mois)	35.648,5	25.156,7	70,57	—

Les chiffres ci-dessus comprennent les revenus courants de l'Etat et les arriérés des exercices antérieurs. Mais, les évaluations relatives aux arriérés, inscrites depuis 1932 dans les budgets extraordinaires, ont été faites très irrégulièrement, ainsi qu'il ressort du tableau suivant:

65. Recouvrement des arriérés

Exercices	Evaluations	Recettes	%
1929	429,7	599,0	139,4
1930	1.236,9	606,8	49,1
1931	795,3	1.459,4	183,50
1932 (12 mois)	987,9	1.109,6	112,3
1932 (15 mois)	1.234,9	1.284,3	104,0

Laissant de côté ces arriérés, on peut obtenir la situation exacte des recettes courantes de l'Etat pour les quatre derniers exercices:

66. Evolution des recettes courantes de l'Etat de 1929 à 1932

Exercices	Evaluations	Recettes	% par rapport aux évaluations	Indices par rapport aux recettes de 1929
1929	32.416,5	30.830,1	95,11	100,00
1930	36.213,1	30.548,4	84,36	99,09
1931 ²)	32.776,1	24.310,9	74,17	78,85
1932 (12 mois)	27.530,9	18.148,4	65,92	58,87
1932 (15 mois)	34.413,6	23.872,4	69,37	—

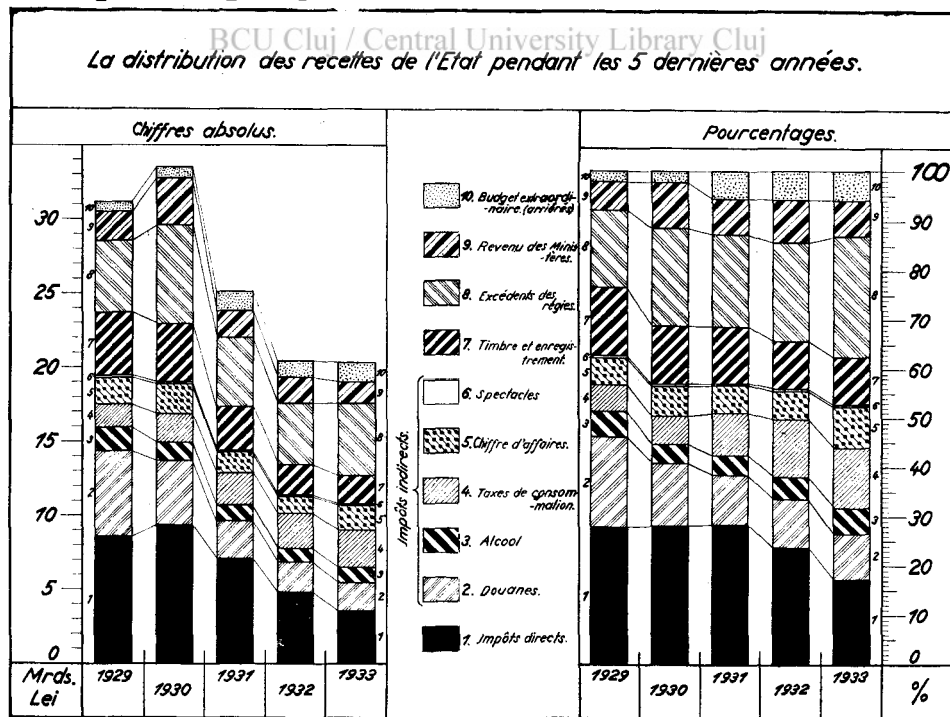
Les recettes de l'exercice 1930 se sont maintenues à peu près au niveau de celles de l'exercice antérieur, quoique, dans la réa-

¹) On a déduit du chiffre des évaluations le montant correspondant aux économies réalisées par l'application de la courbe de sacrifice; ce montant, figurant également aux dépenses, correspondait en effet à une opération d'ordre, de nature à fausser l'exactitude de la comparaison.

²) Budget rectifié, sans la courbe de sacrifice.

lité, elles comprenaient aussi une série de recettes exceptionnelles d'un montant total de 1.443, 8 millions de lei. La diminution des recettes courantes a été néanmoins inférieure à celle du revenu national, ce qui indique qu'elle a correspondu à un accroissement de fiscalité. Les recettes courantes des deux exercices suivants (1931—1932) ont baissé brusquement de 6.235, 9 millions lei et 6.164 millions lei respectivement. Les dépenses de l'Etat, grevées de la charge fixe de la dette publique, dont la participation aux dépenses totales ne faisait que croître, n'ont pas suivi dans leur réduction le même rythme rapide et elles ont contribué à l'aggravation de la situation budgétaire.

La baisse du rendement des différentes catégories d'impôts, de taxes et de recettes diverses, entrant dans la composition des recettes de l'Etat, a été très inégale, en premier lieu selon la marge de fiscalité que la matière imposable était capable de supporter et, en second lieu, selon les différentes variations de la matière imposable sous l'influence de la crise. A cet égard, un déplacement s'est produit entre la catégorie des impôts directs, qui ont perdu de leur importance, et celle des impôts indirects qui en ont acquis une plus grande. Quoiqu'il en soit, la limite de fiscalité



a été généralement atteinte, attendu que, pour aucune de ces catégories, (à l'exception peut-être de la taxe sur le chiffre d'affaires), l'élévation des taux n'a entraîné une augmentation proportionnelle du rendement de l'impôt (1).

67. *Participation des diverses catégories de recettes aux recettes totales par années civiles* ¹⁾

	(Millions de lei)									
	1929	%	1930	%	1931	%	1932	%	1933	%
Impôts directs	8.598,0	27,68	9.351,5	27,97	7.061,0	28,25	4.810,8	23,89	3.510,4	17,30
Douanes.	5.718,7	18,41	4.301,8	12,86	2.514,0	10,06	2.020,2	10,03	1.886,1	9,29
Taxes sur l'alcool	1.570,6	5,06	1.324,3	3,96	1.005,4	4,02	908,9	4,51	1.045,6	5,15
Taxes sur divers articles	1.574,0	5,07	1.927,5	5,76	2.161,0	8,65	2.392,4	11,88	2.514,0	12,39
Taxe sur le chiffre d'affaires	1.757,8	5,66	2.001,6	5,99	1.367,6	5,47	1.152,0	5,72	1.705,7	8,40
Taxe sur les spectacles.	137,3	0,44	97,6	0,29	71,7	0,29	51,2	0,25	58,7	0,29
Total des impôts indirects.	8.758,4	34,64	9.652,8	28,86	7.119,7	28,49	6.524,7	32,40	7.210,1	35,52
Timbre et enregistrement	4.312,1	13,88	3.982,9	11,91	2.900,4	11,60	2.030,6	10,08	1.945,1	9,58
Excédents de la C. A. M.	4.848,2	15,61	4.919,3	14,71	3.970,5	15,89	3.502,0	17,39	4.181,1	20,60
Excédents des autres régies			1.663,8	4,98	696,3	2,78	669,8	3,33	759,2	3,74
Recettes des ministères.	1.963,3	6,32	3.170,3	9,48	1.805,0	7,22	1.479,8	7,35	1.479,5	7,29
Total du budget ordinaire	30.480,0	98,14	32.740,6	97,91	23.552,9	94,23	19.017,6	94,45	19.085,4	94,04
Arriérés	576,5	1,86	699,4	2,09	1.442,2	5,77	1.118,4	5,55	1.209,2	5,96
Total général (budget ordinaire et extraordinaire).	31.056,5	100,—	33.440,0	100,—	24.995,1	100,—	20.136,1	100,—	20.294,6	100,—

Le second tableau, qui suit, indique quelle a été la baisse (ou éventuellement la hausse) des recettes, par catégories, pour les années 1930—1933 (12 mois), en prenant l'année 1929 pour base :

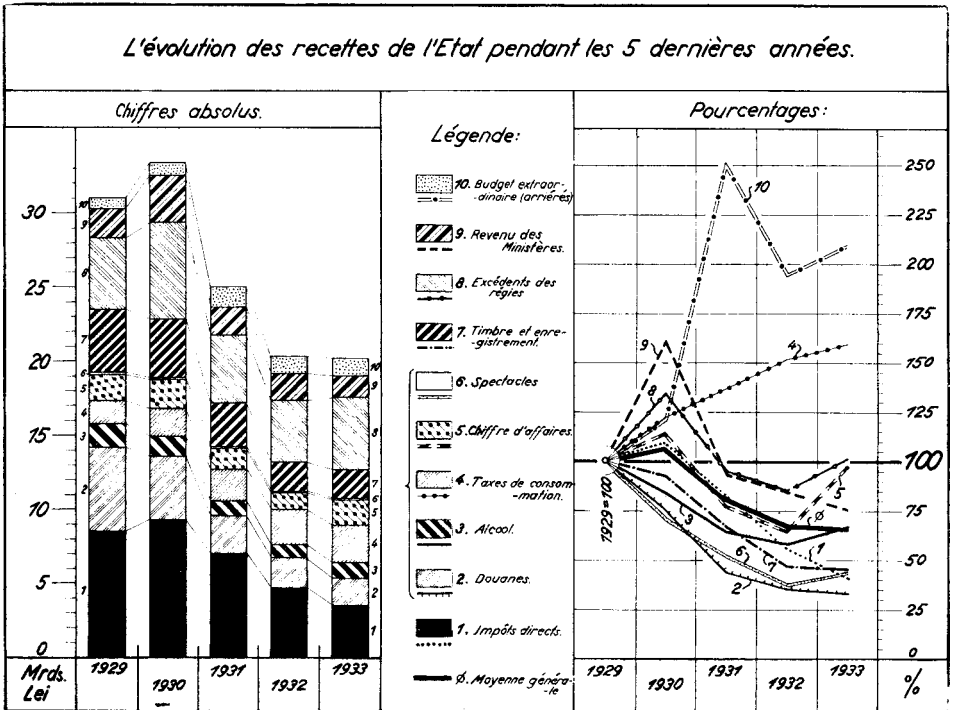
¹⁾ Afin de mieux étudier l'évolution d'une année à l'autre, on s'est servi de chiffres rendus comparables, aussi bien en ce qui concerne la structure des différents chapitres considérés, qu'en ce qui regarde la période de temps envisagée, c'est-à-dire qu'on a utilisé les chiffres transposés d'après la structure du budget 1933/34 et calculés pour les 12 mois (1-er janvier — 31 décembre) de l'année civile, qui traduisent l'effort fiscal réel de chaque année.

68. *Indices de l'évolution des recettes de l'Etat, par rapport à 1929*

Indices (base 1929)

	1930	1931	1932	1933
<i>Impôts directs</i>	108,76	82,12	55,95	40,83
<i>Douanes</i>	75,22	43,96	35,33	32,98
<i>Alcool</i>	84,32	64,01	57,87	66,57
<i>Articles de consommation</i>	122,45	137,35	151,99	159,72
<i>Chiffre d'affaires</i>	113,87	77,80	65,33	97,03
<i>Spectacles</i>	71,07	52,24	37,32	42,74
<i>Total des impôts indirects</i>	110,21	81,29	74,50	82,32
<i>Timbre et enregistrement</i>	92,37	67,26	47,09	45,11
<i>Excédents de la C. A. M.</i>	100,00	80,71	71,19	84,99
<i>Excédents des autres régies</i>	100,00	51,85	40,26	45,63
<i>Recettes des ministères</i>	191,48	91,94	75,37	75,36
<i>Total du budget ordinaire</i>	107,42	77,43	63,08	62,62
<i>Arriérés</i>	121,33	250,17	194,09	209,77
<i>Total du budget ordinaire et extraordinaire</i>	107,67	80,63	64,61	65,35

Ce sont les droits de douane, les impôts directs, la taxe sur les spectacles et les droits de timbre et d'enregistrement qui ont souffert le plus durement de la crise. L'impôt sur le chiffre d'affaires, les excédents des régies publiques (et plus spécialement de la C. A. M.) et surtout les taxes frappant divers articles de consommation ont beaucoup mieux résisté à la crise et ont permis de compenser partiellement la moins-value constatée pour les impôts du premier groupe.



Il est intéressant de passer rapidement en revue les causes auxquelles est due cette évolution différente du rendement des impôts et des taxes de chaque catégorie:

- 1) Impôts directs.
- 2) Impôts indirects:
 - a) Droits de douane;
 - b) Taxes sur l'alcool et les boissons alcooliques;
 - c) Taxes sur divers articles de consommation;
 - d) Taxe de luxe et impôt sur le chiffre d'affaires;
 - e) Taxe sur les spectacles.
- 3) Droits de timbre et d'enregistrement.
- 4) Excédents des régies et des Caisses autonomes.
- 5) Recettes des Ministères.

1. Impôts directs.

Sous l'effet conjugué des répercussions tardives de la crise économique sur le revenu imposable et des augmentations successives qu'on a fait subir aux taux de l'impôt pendant l'année 1929, le rendement global des impôts directs est allé en augmentant jusqu'à l'année 1930, où il a atteint son niveau le plus élevé.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

69. Recettes provenant des impôts directs

Années (12 mois)	Chiffres absolus (milliers de lei)	Indices
1929	8.597.965	100
1930	9.351.520	108,76
1931	7.061.021	82,12
1932	4.810.838	55,95
1933	3.509.616	40,82

Mais, après avoir dépassé en 1930 de 8,76% les recettes de l'année précédente, le rendement des impôts a fléchi en 1931 de 17,87%, de 44,05% en 1932 et d'environ 60% en 1933 par rapport à 1929.

Cette chute brusque, proportionnellement plus considérable que la baisse du revenu national, est très explicable si on tient compte des nombreuses conditions spécifiques de la Roumanie et des circonstances exceptionnelles dans lesquelles s'est produite la dépression économique actuelle. Les effets de la crise sur les recettes provenant des impôts directs se sont manifestés avec un retard d'une année (à l'exception de l'impôt sur les salaires), parceque ces impôts sont généralement basés sur les recettes de l'année précédente. C'est pourquoi, dans la première année de la crise, leur rendement n'a pas encore été influencé

par le début de la baisse des revenus individuels. Au fur et à mesure que la crise se prolonge, la base imposable se rétrécit et vient influencer les recettes de l'Etat des années suivantes. Cependant, cette baisse des revenus individuels affecte un rythme précipité, surtout à cause de l'augmentation de la pression fiscale, qui devient une cause d'évasion, quand elle n'a pas pour effet d'entraver le développement de l'esprit d'entreprise et la marche des affaires.

C'est ainsi que, dès le début de l'année 1929, les taux de tous les impôts directs ont été majorés de 10%, puis encore une fois de 10% dans la seconde moitié de l'exercice 1929. Ensuite, la majoration de 10% a été maintenue dans les années 1930 et 1931, pour n'être supprimée qu'en 1932, en même temps qu'étaient adoptés l'impôt nominal et la patente fixe. A l'occasion de la réforme qui précéda le vote du budget de 1933/34, il fut procédé à un allègement des catégories de contribuables pour lesquels l'impôt était devenu trop lourd, et par contre, on attira sous le coup de l'imposition certains revenus qui jusqu'alors y échappaient. Dès décembre 1929, une loi fut votée pour combattre l'évasion fiscale; cette loi fut encore renforcée en 1932, et, au début de l'année suivante, le Parlement vota un certain nombre de lois par lesquelles était réorganisé l'appareil fiscal et modifié le système de perception et de poursuite des recettes publiques.

En second lieu, la diminution générale du revenu moyen par habitant montre que ce revenu s'est rapproché toujours davantage de la marge incompressible du minimum nécessaire à l'existence, sur lequel tout prélèvement en faveur de l'Etat est impossible. En agriculture spécialement, la disparition des revenus imposables et des possibilités réelles de paiement, par suite de l'effondrement des revenus agricoles nets et de la réduction du minimum d'existence, a amené une chute impressionnante des recettes.

70. *Evolution des recettes provenant des impôts directs par rapports aux débits*

Exercices	(non compris les arriérés)		
	Débits constatés	Recettes ¹⁾	%
	(milliers de lei)		
1929	9.881.241	8.406.881	85,08
1930	11.094.527	9.161.534	82,58
1931	10.766.009	7.442.342	69,13
1932 (12 mois)	7.253.539	5.395.492	74,38

Enfin, il y a lieu de mentionner l'effet indirect produit sur l'économie nationale par la restriction continuelle des dépenses publiques, rigoureusement maintenues par les décrets mensuels et les accreditifs journaliers, restriction qui n'est pas restée sans influencer les recettes de l'Etat.

C'est la raison pour laquelle la répercussion de la crise a eu lieu d'une façon inégale sur les impôts directs. Le rendement de certains d'entre eux a baissé plus fortement que les recettes totales de ce chapitre (comme par exemple l'impôt agricole, l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, l'impôt sur le commerce et l'industrie et l'impôt global); par contre, le rendement de certains autres a fléchi moins sensiblement (par exemple l'impôt sur les immeubles, l'impôt sur les salaires).

¹⁾ Par exercices.

71. Recettes provenant des impôts directs (par catégories) ¹⁾

	Indices (bases 1929)			
	1930	1931	1932	1933
Impôt sur le revenu agricole	96,77	70,78	61,94	30,53
„ „ la propriété bâtie	95,88	72,93	64,83	46,77
„ „ les valeurs mobilières	114,06	83,46	33,39	29,53
„ „ le commerce et l'industrie	108,83	72,04	48,96	35,83
„ „ les salaires	125,24	106,50	68,26	63,62
„ „ les professions	106,69	66,18	57,96	38,29
„ „ le revenu global	111,78	83,64	56,18	31,91

Il est aisé de constater que les salaires, qui n'échappent que difficilement à l'impôt, ont marqué, par rapport à leur niveau le plus élevé, atteint en 1930, une baisse d'à peine 50/0, qui traduit fidèlement la diminution du nombre des salariés, ainsi que le résultat de la réduction des salaires, par application de la courbe de sacrifice aux administrations de l'Etat, et par la compression des salaires chez les particuliers. De même, les recettes provenant de l'impôt sur la propriété bâtie se sont maintenues relativement plus élevées, pour la raison que le recensement des immeubles imposables n'a lieu que tous les cinq ans et qu'à l'occasion du recensement qui a eu lieu l'an dernier, les commissions ont été particulièrement sévères et ont soumis à l'impôt un nombre considérable d'immeubles nouveaux, qui auparavant y échappaient.

Au contraire, l'effondrement des prix agricoles et les difficultés croissantes éprouvées pour leur écoulement, ont réduit à des proportions insignifiantes la rentabilité des exploitations agricoles. De même, le ralentissement général des affaires a rendu le poids des charges fixes plus lourd aux entreprises commerciales et industrielles, en diminuant leurs bénéfices. Enfin, les revenus des sociétés par actions ont marqué une tendance à disparaître, non seulement par un réflexe de la crise, mais encore comme conséquence, de la politique erronée suivie dans le passé ; cette disparition n'a été corrigée que partiellement par l'adoption du minimum imposable.

Dans un pays comme la Roumanie, qui compte surtout des petits revenus, le fléchissement des recettes provenant des impôts directs aurait connu des proportions plus considérables encore, si l'on n'avait abandonné dans une certaine mesure l'impôt sur le revenu réel, pour adopter l'impôt sur les signes extérieurs, et si l'on n'avait adopté la patente fixe et le minimum imposable.

2. Impôts indirects

a) *Douanes*. Ce sont les recettes de ce chapitre qui ont subi la plus forte baisse de toute les recettes de l'Etat ; ainsi s'est trouvée fidèlement traduite dans le domaine budgétaire la compression considérable du volume du commerce extérieur (et spécialement de l'importation) à laquelle il y a lieu d'ajouter encore les effets du tarif douanier modéré, voté en 1929.

72. Evolution des recettes douanières

Années (12 mois)	Recettes comparables (milliers de lei)	Indices
1929	5.718.757	100
1930	4.301.805	75,22
1931	2.513.985	43,96
1932	2.020.206	35,33
1933	1.886.058	32,98

¹⁾ Par année civile.

Les recettes dues aux taxes d'exportation sont en voie de disparition, parce qu'à une époque où les difficultés éprouvées pour maintenir les débouchés extérieurs sont chaque jour de plus en plus considérables et à un moment où les prix d'exportation tombent à un niveau sans précédent, leur maintien n'aurait trouvé nulle justification valable.

Par contre, les dégrèvements accordés par le tarif douanier de 1929—qui comporte des droits spécifiques — ont été partiellement annulés du fait de la chute des prix, qui a aggravé le taux de l'imposition des articles importés dans la mesure même de cette chute.

Toutefois, à une diminution de 59^o/_o du volume de l'importation a correspondu une diminution plus forte encore des recettes douanières, puisque cette dernière a été de 67^o/_o. Le fait s'explique par la conclusion de nombreuses conventions commerciales, qui accordaient des tarifs réduits, et par le déplacement dans l'importance des articles importés, qui s'est produit en même temps que la compression des importations, le régime du contingentement et des restrictions de devises ayant favorisé l'importation des matières premières et des produits semi-fabriqués, plus légèrement taxés.

b) *Taxes sur l'alcool et sur les boissons alcooliques.* Les recettes enregistrées sous ce chapitre ont atteint en 1932 leur niveau le plus bas, pour se redresser dans une certaine mesure au cours de l'année 1933.

Ce ne sont pas seulement les répercussions de la crise économique qui sont la cause de ces résultats variables, la consommation des boissons alcooliques et surtout les possibilités de consommation n'ayant subi en effet qu'une diminution modérée. L'influence d'une bonne ou mauvaise récolte dans les vignobles joue un rôle bien plus important. Les variations constatées sont dues surtout aux modifications introduites dans le régime fiscal et traduisent en premier lieu les préoccupations sociales du législateur vis-à-vis de ce problème. C'est pourquoi le rendement de ces taxes a été très irrégulier.

73. Recettes provenant des taxes sur l'alcool

Années (12 mois)	Recettes comparables (milliers de lei)	Indices
1929	1.570.619	100
1930	1.324.287	84,32
1931	1.005.403	64,01
1932	908.915	57,87
1933	1.045.621	66,57

En voici d'ailleurs le détail :

74. Recettes provenant des taxes sur l'alcool (par catégories)

	Indices (base 1929)			
	1930	1931	1932	1933
Taxes sur l'alcool	60,08	23,43	45,43	86,59
„ „ les brevets	174,49	137,21	109,50	88,61
„ „ la „tzuica“ et le „rachiu“ . . .	69,48	50,49	31,14	30,76
„ „ la bière	95,57	72,33	50,42	43,54
„ „ le vin et le Champagne . . .	93,09	119,55	88,03	51,26

Le rendement de la taxe sur l'alcool industriel avait baissé de 1927 à 1932, à cause du régime fiscal auquel l'alcool était soumis. L'institution du monopole de la vente et de l'achat de l'alcool en avril 1932 et particulièrement l'abaissement du prix de vente à un niveau excluant l'intérêt de la fraude ont amené une augmentation appréciable de la matière taxée et, par suite, des recettes de l'Etat.

Par contre, les recettes provenant des boissons alcooliques naturelles proprement dites sont en diminution continue : c'est à peine si les recettes dues aux taxes sur la „tzuica“ et le „rachiu“ atteignent 30% de ce qu'elles étaient en 1929, et cela aussi bien à cause des dégrèvements accordés dans un but social, qu'en raison de la récolte exceptionnellement mauvaise de l'année dernière. On peut faire les mêmes constatations en ce qui concerne les taxes sur le vin et le Champagne, dont le rendement se maintient, malgré tout, à plus de 50% du montant atteint en 1929. Enfin, quelle que soit la réduction de taxe accordée en 1932, la consommation de la bière ne cesse d'aller en décroissant.

c) *Taxes sur divers articles de consommation.* Ce chapitre occupe une place spéciale dans l'évolution des recettes de l'Etat, au cours des cinq dernières années. On assiste à leur accroissement continu, qui fait une exception par rapport à toutes les autres sources de recettes du budget ;

75. Recettes provenant des taxes sur divers articles de consommation

Années (12 mois)	Recettes comparables (milliers de lei)	Indices	% par rapport au budget ordinaire de l'Etat
1929	1.574.036	100,00	5,07
1930	1.927.450	122,45	5,76
1931	2.161.012	137,29	8,03
1932	2.392.374	151,99	11,76
1933	2.514.043	159,72	12,39

L'évolution spéciale de ces recettes est due au fait que les taxes afférentes frappent des articles de grande consommation (comme par exemple le sucre et le pétrole) et que la crise économique les a affectés dans une moindre proportion. Toutefois, il est hors de doute que, dans ce domaine également, la limite de la fiscalité a été dépassée, puisque l'augmentation des recettes a été inférieure à l'augmentation des droits :

76. Indices de l'évolution des taxes de consommation

	Indices (base 1929)			
	1930	1931	1932	1933
Taxe sur le sucre	135,02	136,96	139,73	159,70
„ „ les produits du pétrole . . .	111,41	133,11	164,07	163,26
„ „ divers articles de consommation	34,02	43,91	36,04	38,78

On ne peut attendre une augmentation de ces recettes que d'une augmentation de la consommation, très improbable tant que se prolongera la dépression économique actuelle.

d) *Taxe de luxe et impôt sur le chiffre d'affaires.* Les recettes prévues sous ce chapitre ont varié d'une manière irrégulière, pour atteindre un minimum en 1932 et s'accroître sensiblement en 1933, suivant une tendance à revenir au niveau atteint en 1929.

77. Recettes provenant de la taxe sur le chiffre d'affaires

Années (12 mois)	Recettes comparables (milliers de lei)	Indices
1929	1.757.837	100,00
1930	2.001.595	113,86
1931	1.367.575	77,80
1932	1.151.966	65,33
1933	1.705.712	97,03

Les résultats meilleurs, enregistrés en 1930, sont dûs moins à la modification du régime fiscal relatif à cette taxe, instituée au début de cette année, que plutôt au maintien d'un volume élevé de transactions, au moment où éclata la crise. Il a été reconnu que le nouveau régime présentait quelques imperfections, surtout par les possibilités de fraude qu'offrait le système de taxation des entreprises individuelles, et qu'il a contribué lui-même à la baisse du rendement jusqu'en 1932. A cours de l'année 1933, les recettes ont augmenté brusquement, malgré la persistance de la dépression économique, par suite de l'adoption d'une nouvelle loi qui modifiait la technique de l'assiette de cet impôt, réajustait les taux, en les majorant légèrement, et procédait à un regroupement des articles imposés, en soumettant à l'impôt une série d'articles jusqu'alors exemptés. Mais ces résultats, satisfaisants pour le fisc, ont eu pour contre-partie fâcheuse d'entraîner de lourdes charges pour certaines catégories de contribuables, de sorte qu'une revision du régime actuel est devenue nécessaire.

e) *Taxe sur les spectacles.* La taxe sur les spectacles a connu elle aussi plusieurs régimes fiscaux. Bien que celui qui fut adopté en 1929 ait concilié les rapport entre les contribuables et le fisc, en admettant l'imposition forfaitaire, il a ouvert la porte à des inégalités fiscales, qui ont déterminé un retour à l'ancien régime des taxes proportionnelles, avec renforcement du contrôle. On a pu constater, au cours de l'année dernière, une légère amélioration dans ses rentrées

78. Recettes provenant de la taxe sur les spectacles

Années (12 mois)	Recettes comparables (milliers de lei)	Indices
1929	137.258	100,00
1930	97.556	71,07
1931	71.710	52,24
1932	51.222	37,32
1933	58.662	42,74

3. Droits de timbre et d'enregistrement.

Le baisse des recettes provenant de cette taxe a atteint, de 1929 à 1933, un pourcentage de 55%, qui est ainsi de beaucoup supérieur à la baisse générale des recettes du budget ordinaire de l'Etat, laquelle n'a atteint que 37,38% pour la même période.

79. Recettes provenant des droits de timbre et d'enregistrement

Années (12 mois)	Recettes comparables (milliers de lei)	Indices
1929	4.312.065	100,00
1930	3.982.926	92,37
1931	2.900.402	67,26
1932	2.030.521	47,09
1933	1.945.110	45,11

Les modifications législatives apportées au régime de ces taxes ont été relativement peu importantes ; elles se sont simplement bornées à une augmentation générale des taux de 30% en 1929, à quelques augmentations partielles en 1932 et en 1933 et à un renforcement du contrôle fiscal, la technique de l'assiette de l'impôt demeurant sans changement.

C'est le ralentissement général des transactions commerciales et des affaires de banques, consécutif à la crise économique, qui a influencé le plus vivement le rendement de ces taxes.

4. Excédents des Régies publiques commerciales et des Cais- ses autonomes.

Une distinction très nette doit être établie entre la situation de la Caisse Autonome des Monopoles et celle des autres régies publiques commerciales. Les excédents de la Caisse Autonome des Monopoles n'ont pas suivi la courbe descendante générale des recettes de l'Etat. Ce résultat est dû à peu près exclusivement à l'heureuse gestion de la „Caisse Autonome des Monopoles du Royaume de Roumanie“ qui, a réussi, d'une part, à limiter la baisse de ses recettes brutes, et, d'autre part, à comprimer au maximum les frais de régie, de manière à donner chaque année un excédent de plus en plus élevé par rapport à ses recettes.

80. Recettes et dépenses de la C. A. M.

(milliers de lei)

Exercices	Recettes brutes	Frais de régie	% du total	Excédents versés à l'Etat ¹⁾	%
1930	7.033.365	2.564.812	36,47	4.468.553	63,53
1931	6.155.263	1.795.144	29,16	4.360.119	70,84
1932 (12 mois)	6.090.461	1.997.561	32,80	4.092.500	67,20
1933 (12 mois)	5.573.120	1.767.029	31,71	3.806.091	68,29

A de rares exceptions près les résultats de la gestion des autres régies autonomes se traduisent par une diminution continuelle des sommes versées au budget général à titre d'excédent.

Par rapport au montant total des excédents encaissés par l'Etat, leur participation a été de plus en plus restreinte, comparativement à la contribution de la Caisse autonome des Monopoles :

¹⁾ D'après la comptabilité de la C. A. M. qui fournit des résultats plus exacts que ceux de la Comptabilité publique de l'Etat, où les enregistrements se font avec retard.

81. Recettes et dépenses des autres régies autonomes

(milliers de lei)

Années (12 mois)	Total des excédents	Excédents versés par la C. A. M.	Excédents versés par les autres Régies	Pourcentage par rapport au total	
				C. A. M.	Autres régies
1930	6.583.117	4.919.345	1.663.772	74,73	25,27
1931	4.666.856	3.970.490	696.366	85,08	14,92
1932	4.171.822	3.501.962	669.860	83,94	16,06
1933	4.940.257	4.181.059	759.198	84,63	15,37

5. Recettes des Ministères.

Sous ce chapitre se trouvent comprises toutes les recettes provenant soit des services rendus par les différentes directions des Ministères, soit de l'exploitation directe des biens non commercialisés de l'Etat, soit d'autres sources éventuelles. Les variations intéressant ces recettes n'ont pas été très considérables d'une année à l'autre, si l'on tient compte que, dans la somme indiquée ci-dessous pour l'année 1930, entrent également des recettes exceptionnelles, d'un montant de 1.443.791.000 lei (prix des téléphones, liquidation de biens de l'Etat, concessions de terrains miniers, vente de certains stocks de produits par le Ministère de l'Industrie et du Commerce, liquidation de fonds spéciaux) :

82. Recettes provenant de l'administration des Ministères

Années 12 (mois)	Recettes comparables	Indices
(milliers de lei)		
1929	1.963.338	100
1930	1.726.547	87,93
1931	1.805.025	91,94
1932	1.479.846	75,37
1933	1.479.474	75,36

Il est intéressant de remarquer que, dans ce chapitre, figurent aussi toutes les recettes non périodiques auxquelles l'Etat est contraint de recourir, surtout en temps de crise, à l'effet d'accroître le montant total de ses encaissements (timbre agricole, timbre de l'aviation, somme résultant de l'imposition supplémentaire, appliquée aux salaires des fonctionnaires particuliers, etc.); c'est dans ce fait qu'on peut trouver l'explication des variations moins étendues que l'on observe pour ces recettes en temps de crise.

6. Arriérés

On a groupé sous ce titre tous les impôts et toutes les taxes dus à l'Etat sur les exercices clos, et encaissés au cours des exercices suivants :

83. Evolution des arriérés

Années (12 mois)	Recettes comparables (milliers de lei)	Indices	% par rapport au budget or- dinaire
1929	576.461	100,00	1,89
1930	699.444	121,33	2,14
1931	1.442.154	250,17	6,11
1932	1.118.441	194,02	5,88
1933	1.209.259	209,77	6,34

Durant la crise, la récupération entemps voulu des droits constatés est devenue de plus en plus malaisée, une partie seulement des arriérés pouvant être encaissés au cours des années suivantes.

La plupart des arriérés sont restés en souffrance, soit parceque le contribuable, avec un revenu réduit, a en plus de peine à supporter le prélèvement de l'Etat, soit parceque entre le moment de l'imposition et celui du recouvrement, il est devenu partiellement insolvable.

Une facilité appréciable a été donnée aux contribuables retardataires, par la création des bons d'impôts. Ces bons cōtés actuellement en Bourse à 40 % de leur valeur nominale, sont reçus en paiement par le fisc pour leur valeur d'émission intégrale.

*

* *

II. Les dépenses publiques

En ce qui concerne les dépenses publiques, le tableau suivant concentre, sous forme résumée, aussi bien les paiements effectués par l'Etat, que ceux effectués par les régies, devenues autonomes en 1930, rapportés aux crédits ouverts par la loi budgétaire.

84. *Paiements de l'Etat (comparables à l'année 1929 ¹)*

	Crédits ouverts	Paiements	% par rapport aux crédits	Indices
	millions de lei			
Exercice 1929	37.700	34.607	91,80	100
„ 1930	41.271	35.398	85,77	102,29
„ 1931 (budget rect.)	37.284	29.838	80,03	86,22
„ 1932 (12 mois)	31.357	23.820	75,96	68,83

Dans le total des paiements indiqués plus haut, l'Etat, d'une part, et les régies autonomes, d'autre part, entrent pour des proportions variables d'une année à l'autre; la part afférente aux régies autonomes est généralement en augmentation, ce qui prouve que pour la plupart (exception faite pour la C. A. M.), elles n'ont pas toujours réduit leurs dépenses dans la mesure qu'eussent exigée les difficultés économiques présentes.

85. *Rapport des paiements de l'Etat et des régies autonomes*

Exercices	Paiements de l'Etat (1)	Paiements des régies autonomes	Total général	% du total	
				Etat	Régies
	millions de lei				
1929	29.939	4.668	34.607	86,51	13,49
1930	30.885	4.513	35.398	87,25	12,75
1931 2)	25.616	4.226	29.838	85,91	14,09
1932 (12 mois)	19.173	4.647	23.820	80,49	19,51

Pour faciliter la comparaison, nous n'avons indiqué jusqu'ici que le montant des paiements courants de l'Etat. Dans la réalité, au fur et à mesure que la crise s'aggravait, se formaient des arriérés non acquittés, qui étaient réglés partiellement les années suivantes, soit sur un crédit spécial, soit, à partir de l'année 1932, sur le budget extraordinaire.

¹⁾ Sans les arriérés.

²⁾ Sans la courbe de sacrifice.

86. Evolution des paiements de l'Etat, par exercices, rapportés aux crédits ouverts

		Crédits ouverts (millions)	Paiements (millions)	Différences	% par rapport aux crédits
1929 ¹⁾		32.846	29.939	— 2.907	91,15
1930	Budget ordinaire	35.681	30.885	— 4.796	86,56
	Arriérés	1.769	694	— 1.075	39,24
	Total	37.450	31.579	— 5.871	84,32
1931	Budget ordinaire	32.677	25.616	— 7.661	78,39
	Arriérés	3.314	2.852	— 462	86,06
	Total	35.991	28.468	— 7.523	79,10
1932	Budget ordinaire ²⁾	28.787	19.173	— 9.614	66,60
	Arriérés	7.812	162	— 7.650	2,08
	Total	36.599	19.335	— 17.264	52,83
1932 (15 mois)	Budget ordinaire ³⁾	35.984	25.661	— 10.323	71,31
	Arriérés	9.765	368	— 9.397	3,77
	Total	45.749	26.029	— 19.720	56,90
1933/34 (9 mois)	Budget ordinaire	17.186	14.356	— 2.830	83,53
	Arriérés	9.632	564	— 9.068	6,86
	Total	26.818	14.920	— 11.898	55,63
1933/34 dépenses probables de (l'exercice)	Budget ordinaire	23.438	18.757	— 4.681	81,03
	Arriérés	12.842	763	— 12.079	4,94
	Total	36.280	19.520	— 16.760	54,80

La première conclusion qui se dégage de l'examen des chiffres ci-dessus, c'est que les dépenses effectives sont restées bien au-dessous des crédits ouverts, malgré la réduction considérable de ces crédits d'année en année. On peut en déduire que les fonds ont manqué de plus en plus pour couvrir les besoins indispensables de l'administration.

Pourtant, les paiements ont baissé moins rapidement que les recettes et le trésor s'est vu obligé de recourir dans une mesure croissante à des moyens extra-budgétaires.

87. Evolution des paiements et des recettes (Indices)

Exercices	Evolution des paiements Indices	Evolution des encaissements Indices
1929	100	100
1930	102,29	99,13
1931	86,22	82,00
1932 (12 mois)	68,83	61,27
1933/34 (probable)	66,53	61,29

¹⁾ Paiements nets, non compris les paiements afférents aux exploitations de l'Etat, transformées en régies autonomes.

²⁾ Y compris le compte C du budget extraordinaire.

³⁾ Budget ordinaire et budget extraordinaire.

L'effort de compression a été général. Chaque Ministère a eu à sa disposition, par les décrets mensuels, puis par les accreditifs journaliers, des sommes de plus en plus réduites pour effectuer ses paiements. Il n'y a qu'au Ministère des Finances qu'a été allouée, jusqu'en 1932, une cote proportionnellement plus élevée, en raison de l'incompressibilité du service de la dette publique :

88. *Evolution des paiements de l'Etat, par ministères,
au cours des exercices 1929—1933/34*

(en millions de lei)

Ministères	1929 ¹⁾	Indices	1930	Indices	1931 ²⁾	Indices	1932 ³⁾	Indices	1933/34 ⁴⁾	Indices
Finances	13.519,7	100	11.109,0	82,17	10.909,8	80,69	8.476,8	62,69	7.011,0	51,86
Intérieur	1.949,1	100	1.785,5	91,61	1.333,1	69,49	1.432,4	73,49	1.607,3	82,47
Justice	1.128,3	100	1.287,1	114,07	938,3	82,95	803,6	71,22	783,7	69,45
Affaires Etrangères	120,7	100	362,9	300,66	202,6	188,57	282,4	233,97	314,5	260,56
Agriculture	1.471,8	—	999,1	100	629,8	64,57	382,3	38,26	411,3	41,17
Travail	1.369,3	100	1.326,7	96,89	887,0	70,90	530,9	38,77	582,8	42,56
Industrie	455,8	—	505,6	100	281,2	45,27	158,0	31,25	131,5	26,01
Armée	7.534,7	100	7.044,8	93,50	5.738,3	77,57	3.342,2	44,36	4.200,7	55,75
Travaux Publics	882,9	—	99,6	100	88,9	9,016	64,0	64,26	92,1	92,47
Instruction Publ.	6.161,8	100	6.248,1	101,40	4.550,3	77,42	3.572,8	57,98	3.531,9	57,32
Présidence du Cons.	12,9	100	116,2	900,77	57,3	444,15	127,2	986,04	90,4	700,77
Total du budget ordinaire	34.607,0	—	30.884,6	100	25.616,6	82,95	19.172,8	62,09	18.757,2	60,74
Arriérés	—	—	693,9	100	2.851,7	360,74	162,3	23,39	763,0	109,36
Total général	34.607,0	—	31.578,5	100	28.468,3	90,11	19.335,1	61,23	19.520,2	61,48

1) Y compris les dépenses des régies publiques, devenues autonomes en 1930 et qu'il a été impossible de défalquer.

2) Chiffres recalculés afin d'obtenir les paiements réels.

3) Paiements pour 12 mois, de manière à permettre la comparaison avec les années précédentes.

4) Dépenses probables.

Les différences que l'on constate dans les variations des dépenses d'une année à l'autre (surtout là où apparaissent des augmentations de dépenses ou des diminutions inférieures à celles d'autres Ministères) sont dues particulièrement aux changements intervenus dans la structure des différents Ministères au cours des quatre dernières années :

a) La subvention de la Caisse des Pensions a été retirée en 1930 du budget du Ministère des Finances et englobée dans le montant des salaires payés par chaque Ministère ;

b) On a fait supporter en 1932 par le budget des dépenses du Ministère de l'Intérieur, les traitements des notaires passés à la charge de l'État et les dépenses relatives à la Gendarmerie retirées du Ministère de l'Armée ;

c) Les dépenses du Ministère des Affaires Etrangères se sont élevées en 1930, par suite de l'inscription dans le budget de ce Ministère des différences de cours sur les paiements faits à l'étranger, lesquelles figuraient auparavant au budget du Ministère des Finances.

d) Le budget du Ministère des Domaines a été déchargé dès l'année 1930 des dépenses intéressant les régies publiques devenues autonomes ;

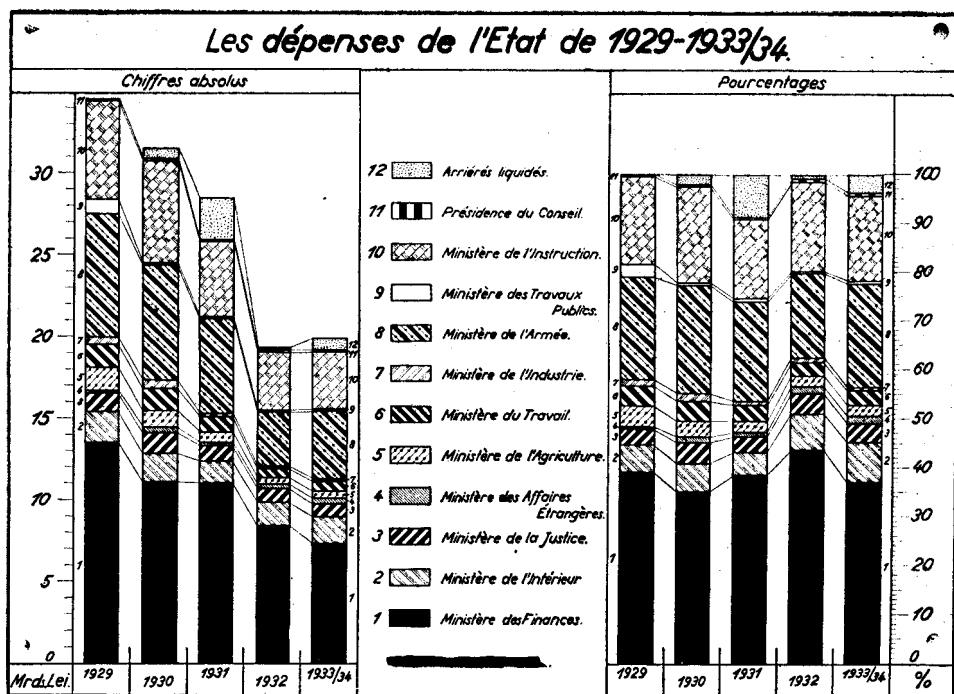
e) Les dépenses du Ministère du Travail n'ont subi en 1933/1934 qu'une plus faible réduction parce qu'il était nécessaire de faire face, ne fût-ce que partiellement, à la lutte contre les maladies sociales, à l'entretien des hôpitaux et à l'assistance ouvrière, chapitres qui avaient été complètement négligés l'année précédente ;

f) Bien qu'il ait été déchargé de toutes les dépenses relatives aux régies publiques commerciales qui figuraient à son budget, le Ministère de l'Industrie a dû, en 1930, augmenter ses dépenses en raison de la création de quelques nouveaux services, du transfert de l'Aviation civile du budget du Ministère de l'Armée au sien, enfin de la couverture des déficits constatés pour certaines régies, etc. ;

g) Les dépenses du Ministère des Travaux Publics ont subi en 1930 une brusque diminution, résultant de la création de la Caisse autonome des Routes et de la Régie des Ports et Voies de Communication par Eau ;

h) Enfin, les dépenses de la Présidence du Conseil ont été plus élevées en 1930, par suite du déplacement des services de la Direction de la Presse, passés du Ministère des Affaires Etrangères à la Présidence.

Telles sont les causes qui ont déterminé les légères modifications survenues dans la répartition des paiements par Ministères. La seule variation vraiment sensible se trouve enregistrée en 1931 et 1932 par le Ministère des Finances. A ce moment, le pourcentage lui revenant sur le total du budget subit un accroissement considérable au détriment des autres Ministères, en raison du maintien de la dette publique à un niveau élevé, par rapport aux ressources ordinaires des budgets des cinq dernières années.



BCU Cluj / Central University Library Cluj

89. La distribution des paiements par ministères, en pourcentages

	1929	1930	1931	1932 ¹⁾	1933/34 ²⁾
Ministère des Finances	39,1	35,2	38,5	44,0	36,0
Ministère de l'Intérieur ²	5,6	5,6	4,7	7,4	8,2
„ „ la Justice	3,3	4,1	3,3	4,2	4,0
„ „ des Affaires Étrangères	0,3	1,1	0,7	1,5	1,6
„ „ de l'Agriculture	4,2	3,2	2,2	2,0	2,1
„ „ du Travail	3,9	4,2	3,1	2,7	3,0
„ „ de l'Industrie	1,3	1,6	1,0	0,8	0,7
„ „ l'Armée	21,8	22,3	20,3	17,3	21,5
„ „ des Travaux Publics	2,6	0,3	0,1	0,1	0,4
„ „ de l'Instruction Publique	17,8	19,8	16,0	18,5	18,1
Présidence du Conseil	0,1	0,4	0,1	0,7	0,5
Total du budget ordinaire	100,0	97,8	90,0	99,2	96,1
Arriérés	—	2,2	10,0	0,8	3,9
Total général	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

La diminution continuelle des disponibilités du trésor — malgré les fonds extra-budgétaires qu'il a pu se procurer — a entraîné une compression générale des paiements, à laquelle n'a pas correspondu une compression équivalente des engagements contractés par les services publics.

¹⁾ Les douze premiers mois de l'exercice.

²⁾ Paiements probables.

Pour tous les Ministères et pour les autres services publics, les réductions opérées sur les paiements ont dépassé la limite minimum des crédits nécessaires à leur fonctionnement normal. Le fait que des crédits n'aient pas été prévus ou ne l'aient été que dans une mesure insuffisante, dans le budget ou dans les décrets mensuels, pour faire face à certaines dépenses indispensables, a contraint de nombreuses administrations publiques à s'engager au delà de la capacité réelle de paiement de l'Etat, et—au cours de l'année 1932 — au delà même des crédits budgétaires.

C'est ainsi que, d'une année à l'autre, des engagements non ordonnancés et des ordonnances non payées sont apparus sous forme d'arriérés, à partir de l'année 1929, soit dans les budgets ordinaires, soit dans les budgets extraordinaires.

90. Engagements non couverts en fin d'année (de 1929 à 1933)

Arriérés provenant des exercices antérieurs à 1929 . . .	1.768,5 millions de lei
Déficit non couvert de l'exercice de 1929	1.037,4 " " "
" " " " " " " 1930	2.676,4 " " "
" " " " " " " 1931	6.252,0 " " "
" " " " " " " 1932 (15 mois) ¹⁾	3.865,2 " " "
Déficit non couvert des 9 premiers mois de l'exercice 1933/34 (chiffre provisoire)	1.732,9 " " "
Total général	17.332,4 millions de lei

*
* *

Ce phénomène ressort clairement de l'examen des *comptes d'exécution* de tous les exercices écoulés de 1929 à ce jour (voir annexe 36):

91. Comptes d'exécution de l'exercice 1929

millions de lei	
Crédits définitifs	37.194,3
Engagements	35.644,4
Ordonnancements	35.017,5
Paielements	34.607,0
Pourcentages	
Engagements par rapport aux crédits définitifs	95,80%
Ordonnancements par rapport aux engagements	98,20%
Paielements par rapport aux ordonnancements	98,80%
Paielements par rapport aux engagements	97,10%

Le paiement des arriérés antérieurs à 1928 a été effectué sur les fonds prévus pour le trésor public dans le plan de stabilisation, à l'aide desquels a été également couverte la plus grande partie du déficit de l'année 1928. La clôture de l'exercice s'est

¹⁾ Y. compris les engagements irréguliers.

soldée par un excédent en espèces de 1.411 millions qui, toutefois, s'est trouvé intégralement absorbé par les paiements faits pour des crédits de trésorerie (supprimés en 1930). Le principal de ces crédits, ouvert pour le paiement de la première annuité de l'emprunt de stabilisation, s'est élevé à 1.355 millions de lei. De la sorte, l'exercice 1929 a laissé en réalité un déficit non couvert entre les paiements et les engagements, à savoir :

<i>Engagements non ordonnancés</i>	<i>626.900.000 lei.</i>
<i>Ordonnances non payées</i>	<i>410.500.000 „</i>
<i>Total</i>	<i>1.037.400.000 lei.</i>

A partir de l'exercice suivant, le déficit non couvert de l'Etat est allé en augmentant continuellement (voir annexe 37) :

92. *Compte d'exécution de l'exercice 1930*

(millions de lei)

Crédits définitifs	37.968,8
Engagements	34.254,9
Ordonnancements	32.330,1
Paiements	31.578,5

Pourcentages

Engagements par rapport aux crédits définitifs	90,2%
Ordonnancements par rapport aux engagements	94,4%
Paiements par rapport aux ordonnancements	97,7%
Paiements par rapport aux crédits définitifs	92,2%

Le budget de l'exercice 1930 comprenait, outre les crédits nécessaires aux dépenses courantes, un crédit exceptionnel pour le paiement des arriérés des exercices clos, jusqu'à l'année 1928 inclusivement, lesquels s'élevaient à 1.768,5 millions de lei.

On n'avait pu payer, au moyen des fonds de stabilisation, qu'une partie seulement de ces arriérés; le reste devait être liquidé à l'aide des ressources ordinaires des budgets suivants. La nécessité de liquider, au moins partiellement, ce reste de créances en provenance des exercices antérieurs (dans lequel n'était pas compris le déficit de l'année 1929) a réduit les disponibilités affectées aux paiements courants. De la sorte, est apparu un déficit non couvert, plus élevé que celui de l'année précédente, et qui fut reporté sur l'année suivante :

<i>Engagements non ordonnancés</i>	<i>1.924.800.000 lei</i>
<i>Ordonnances non payées</i>	<i>751.600.000 „</i>
<i>Total</i>	<i>2.676.400.000 lei</i>

L'exercice 1931 a été caractérisé par une gestion comptable défectueuse, traduisant les difficultés d'adaptation du budget au développement de la crise économique, qui, entre temps, avait acquis une gravité exceptionnelle. Les décrets mensuels, qui auraient dû limiter les engagements et les ordonnancements aux disponibilités probables, les ont dépassées largement, par suite des compressions excessives, imposées aux crédits affectés à certaines dépenses inévitables (voir annexe 38) :

93. *Compte d'exécution de l'exercice 1931 (chiffres rectifiés)*

(millions de lei)

Crédits définitifs	35.976,4
Engagements	34.720,3
Ordonnancements	33.686,3
Paielements	28.468,3

Pourcentages

Engagements par rapport aux crédits définitifs	96,5
Ordonnancements par rapport aux engagements	97,0
Paielements par rapports aux ordonnancements	84,5
Paielements par rapport engagements	82,0

Pour arriver aux chiffres indiqués dans le tableau ci-dessus, on a fait subir aux chiffres du compte d'exécution de l'exercice 1931 les corrections suivantes, afin de les rapprocher de la réalité :

On a déduit d'abord, des crédits aussi bien que des dépenses effectives, les sommes concernant la courbe de sacrifice appliquée aux traitements des fonctionnaires ; en raison du manque de temps au moment de la préparation du budget, ces sommes étaient apparues, et dans les comptes de paiements, où elles étaient englobées dans les traitements, et dans des comptes de recettes, sous forme de recettes exceptionnelles. Dans la réalité, il s'agissait d'une simple opération d'ordre, correspondant à une économie effective. De même, on a éliminé du chiffre des paiements les ordonnances acquittées sous forme de récépissés de dépôt provisoire, pour une valeur approximative de lei 4.238 millions. Du tableau ainsi rétabli, il résulte qu'à la clôture de l'exercice 1931, il restait :

Engagements non ordonnancés	1.034.000.000 lei
Ordonnances non payées (y compris les récépissés de dépôt provisoire)	5.218.000.000 „
Total	6.252.000.000 lei

*

* *

L'exercice 1932 a été prolongé encore de trois mois entiers, de manière à embrasser toute la période comprise entre le 1-er janvier 1932 et le 31 mars 1933. A cet effet, tous les crédits accordés par le budget ont été augmentés de 25%. Cette opération a été rendue nécessaire pour donner au Parlement le temps de voter la réforme fiscale et surtout pour permettre d'attendre le résultat des négociations engagées au mois de février à Paris, en vue de la suspension du paiement de l'amortissement de la dette publique extérieure. En outre, on a essayé par là de mieux adapter l'année budgétaire au rythme de la vie économique du pays essentiellement agricole qu'est la Roumanie.

L'exercice 1932, a comporté deux budgets: budget ordinaire et budget extraordinaire. Le budget ordinaire, réduit de 22,58 % par rapport aux crédits accordés par le budget de 1929 (sans les régies autonomes) et de 28,73 % par rapport aux crédits accordés par le budget de 1930 (non compris les arriérés), ne prévoyait que les dépenses considérées comme absolument nécessaires. Le budget extraordinaire comprenait, outre des crédits ouverts pour le paiement des arriérés (en deux comptes A et B), des crédits ouverts pour des dépenses courantes utiles, mais non indispensables à l'activité des Ministères (concentrés en un compte C). En réalité, le compte C comprenait de nombreuses dépenses, spécialement pour l'Armée, la Santé et l'Instruction, qui ne pouvaient être évitées. C'est pourquoi, dans les calculs, on a englobé le compte C dans le budget ordinaire, en faisant des comptes A et B un chapitre spécial des arriérés (voir annexe 39).

94. *Compte d'exécution de l'exercice 1932 (15 mois)*

(millions de lei)

Crédits définitifs y compris les arriérés . . .	43.531,0
Engagements " " " . . .	27.315,2
Ordonnancements " " " . . .	27.068,9
Paievements " " " . . .	26.029,4

Pourcentages

Engagements	par rapport aux crédits définitifs . . .	62,8 %
Ordonnancements	" " engagements . . .	99,1 %
Paievements	" " ordonnancements . . .	96,2 %
"	" " engagements . . .	95,3 %

Les ressources budgétaires extrêmement réduites de cette période n'ont permis de liquider qu'une partie restreinte des arriérés et cette liquidation a eu lieu plutôt par compensation

avec des impôts dus pour le passé. De même, la pénurie de disponibilités du trésor, obligé, en cours d'exercice, de se procurer des moyens extra-budgétaires exceptionnels, n'a permis d'utiliser qu'une partie des crédits accordés. L'emploi des crédits a été très inégal dans les différents Ministères et a correspondu, pour certains d'entre eux, à une compression arbitraire des dépenses (réalisée par les décrets mensuels qui, désormais, limitaient, non seulement les ordonnancements, mais encore les engagements). Cette compression, poussée jusqu'au delà du minimum nécessaire à leur fonctionnement organique, a eu pour effet de provoquer l'apparition, au cours de cet exercice, d'engagements irréguliers, d'une valeur de 2.579,4 millions, représentant les engagements effectués au delà des limites des décrets mensuels ou même en dépassement des crédits budgétaires.

Néanmoins, des mesures sévères ayant été prises pour empêcher que les engagements réguliers ne dépassent les sommes effectivement disponibles, telles qu'elles étaient fixées par les décrets mensuels, le déficit non couvert s'est trouvé considérablement réduit par rapport à celui de l'année précédente. Il provenait à peu près exclusivement des premiers mois de l'exercice, en un temps où les mesures de restriction n'étaient pas encore entrées en vigueur.

<i>Engagements non ordonnancés</i>	<i>246.300.000</i>
<i>Ordonnances non payées</i>	<i>1.039.500.000</i>
<i>Total</i>	<i>1.285.800.000</i>
<i>Engagements irréguliers</i>	<i>2.579.400.000</i>
<i>Total général</i>	<i>3.865.200.000</i>

L'exercice 1933/34 en cours est caractérisé par un nouvel effort de compression portant sur les crédits budgétaires ordinaires, qui ont été réduits de 18,58% par rapport à 1932 (budget ordinaire + compte C du budget extraordinaire). Par rapport à 1929, la réduction opérée est de 28,64% et, par rapport à 1930, de 34,31%.

Par contre, de budget extraordinaire, qui ne comprend que des créances provenant des exercices clos, a été augmenté de manière à englober aussi les arriérés de l'année 1932.

Les encaissements de l'Etat continuant cependant à se main-

tenir à un niveau inférieur, même les crédits réduits, ouverts par le budget ordinaire, ne purent être intégralement utilisés et les paiements n'ont pu couvrir que 77% des crédits accordés.

La situation provisoire du *compte d'exécution des 9 premiers mois de l'exercice*, partant de la cote mathématique des crédits budgétaires pour cet intervalle, se présente comme suit:

*95. Compte d'exécution (provisoire) de l'exercice
1933/34 (9 mois)*

Crédits définitifs (quote-part)	28.136,2 millions de lei
Crédits distribués par décrets mensuels	16.652,5 " " "
Engagements	16.053,5 " " "
Ordonnancements.	15.615,5 " " "
Paiements	14.919,6 " " "

Pourcentages

Décrets mensuels par rapport aux crédits définitifs	91,8 0/0
Engagements par rapport aux décrets mensuels	96,4 0/0
Ordonnancements par rapport aux engagements	97,3 0/0
Paiements par rapport aux ordonnancements	95,5 0/0
" " " " " décrets mensuels	89,6 0/0

Malgré la décision prise de n'émettre les décrets mensuels que dans la limite des disponibilités du trésor, les besoins incompressibles des divers organes administratifs, auxquels venait s'ajouter, jusqu'à ces derniers temps, l'annuité intégrale due pour le service de la dette publique (réduite d'une partie seulement de ses amortissements en février 1933) ont fait que ces décrets mensuels, qui limitaient strictement le total des engagements possibles, ont dépassé les disponibilités. Afin de ne pas laisser exister trop d'engagements non liquidés ou d'ordonnances non payées, on a retardé, d'un mois à l'autre, l'utilisation intégrale du décret correspondant, de telle sorte qu'il est resté à employer sur le décret mensuel de décembre 1933 (correspondant au budget ordinaire), un montant approximatif de 771,7 millions de lei, qui a été engagé et ordonnancé dans le cours du mois de janvier 1933, en même temps que l'entrée en vigueur du décret mensuel relatif à ce mois. Cependant, à côté de ces engagements retardés, on a en-

registré aussi un déficit assez important, provenant d'engagements pris et non encore réglés :

<i>Engagements non ordonnancés.....</i>	<i>438.000.000 lei</i>
<i>Ordonnances payées.....</i>	<i>695.900.000 „</i>
<i>Total ...</i>	<i>1.133.900.000 „</i>
<i>Engagements retardés.....</i>	<i>599.000.000 „</i>
<i>Total général... ..</i>	<i>1.732.900.000 „</i>

B. Les finances des administrations locales et des Chambres professionnelles

1. L'évolution des finances locales.

Les difficultés rencontrées par les finances publiques se sont également fait sentir dans les finances des administrations locales.

La réforme apportée par la loi de 1929 dans l'organisation des administrations locales et l'accroissement de la fiscalité ont eu pour effet de déterminer, en 1930, une augmentation des recettes d'environ 11%.

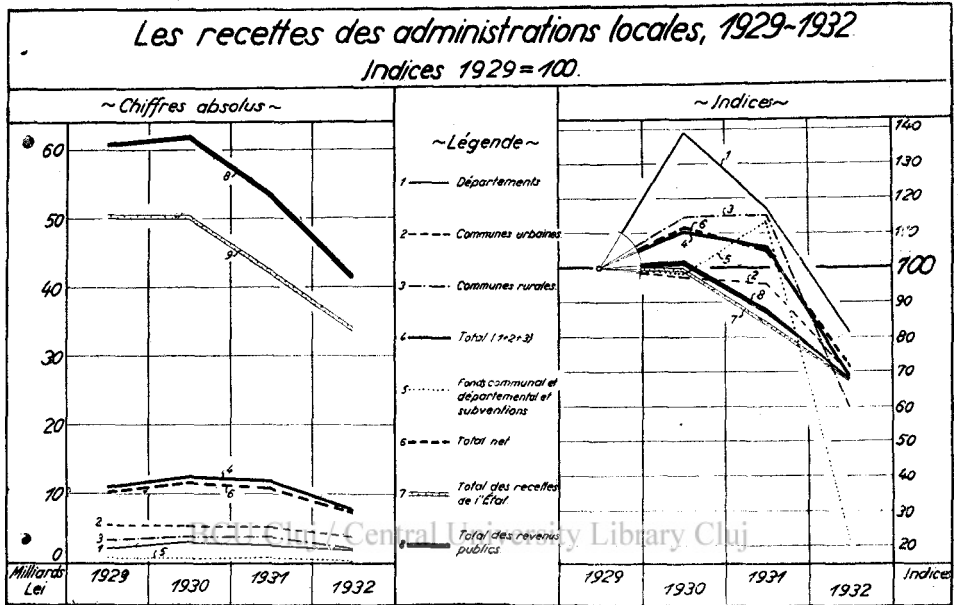
96. Recettes des administrations locales

(millions de lei)

Exercices	Départements	Communes urbaines	Communes rurales	Total	Indices
1929	2.127	5.481	3.337	10.945	100
1930	2.964	5.332	3.833	12.129	110,82
1931	2.503	5.238	3.843	11.584	105,83
1932	1.728	3.797	1.987	7.512	68,64
1933(a)	2.239	3.553	2.170	7.962	72,75

(a) Prévisions.

A partir de l'année 1931, en dépit de la pression fiscale, les recettes ont commencé de fléchir, pour atteindre en 1932 le chiffre de 7.512 millions de lei, contre 12.129 millions en 1930, soit une baisse de 38,1%. (voir annexe 32).



Cette baisse s'est montrée particulièrement sévère pour les communes rurales, en raison de la gravité exceptionnelle de la crise agricole, qui, en réduisant la capacité de paiement des paysans, a rendu impossible, non seulement l'encaissement des impôts dus à l'Etat, mais surtout celui des taxes dues aux administrations locales.

Le retard avec lequel l'Etat a procédé au versement des centimes additionnels dus aux administrations locales et, dans plusieurs cas, la retenue de certaines sommes du fonds départemental et communal, ont contraint ces administrations à recourir à des majorations répétées des taxes autonomes.

C'est ainsi, par exemple, que sur le fonds départemental et communal de 1932, représentant 387 millions de lei, l'Etat n'a pu payer aux départements et aux communes que 123 millions.

Les dépenses des administrations locales de Roumanie sont,

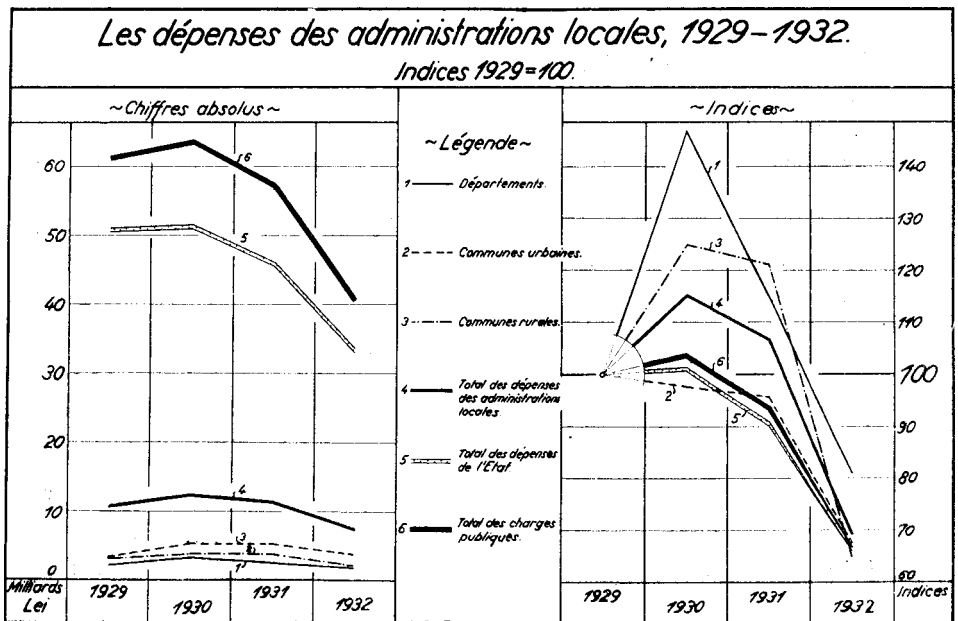
comparativement à celles d'autres pays et en rapport avec les budgets généraux respectifs, extrêmement réduites. Elles ont représenté, vis-à-vis du montant total des dépenses de l'Etat, y compris les régies :

20,99%	en 1929
23,95%	en 1930
24,71%	en 1931
22,10%	en 1932

et, par rapport à la totalité des dépenses publiques, y compris les régies :

16,97%	en 1929
18,82%	en 1930
19,20%	en 1931
17,39%	en 1932

Les dépenses de l'administration générale et celles du service des routes sont les plus importantes des dépenses locales. Elles comprennent notamment un ensemble de charges d'un total annuel de 805 millions de lei que l'Etat a mis à la charge des administrations locales jusqu'en l'année 1932 inclusivement, sans que d'ailleurs des recettes correspondantes aient été prévues.



Bien avant la crise, les budgets des administrations locales étaient déjà insuffisants à assurer leur fonctionnement normal. Cependant, par l'effet de la tutelle administrative de l'Etat, les budgets ont subi une nouvelle compression d'environ 38% en 1931 et 1932.

Grâce à l'action exercée par les organes tutélaires, les administrations locales ont réalisé, sauf en 1930, des excédents budgétaires, dont le total a varié de 130 à 300 millions de lei. Cette excessive compression des budgets locaux a fait que des dépenses de nature indispensable ont été négligées.

Ainsi, les dépenses sanitaires qui, en général, sont peu élevées, (6,37% en 1930 et 7,42% en 1931 par rapport au total ont été comprimées de nouveau en 1932 et 1933, bien que l'état sanitaire de la population ait réclamé d'urgence un accroissement des crédits accordés.

97. Dépenses des administrations locales

(millions de lei)

Exercices	Départements	Communes urbaines	Communes rurales	TOTAL	Indices
1929	2.132	5.452	3.062	10.646	100
1930	3.136	5.323	3.829	12.288	115,42
1931	2.448	5.225	3.700	11.373	106,83
1932	1.727	3.676	1.981	7.384	69,36

Obligées de supporter des charges nouvelles que l'Etat leur imposait et mises ainsi dans l'impossibilité d'effectuer des travaux d'utilité publique et des améliorations édilitaires urgentes, les administrations locales durent chercher remède à cet état de choses, dans une augmentation des crédits que l'Etat leur attribua en 1933 sur le produit de certains impôts. C'est ainsi que s'explique l'élévation des prévisions de 1933 par rapport aux recettes réelles de 1932.

98. Prévisions de recettes

(millions de lei)

	Prévisions de recettes 1933/34	Indices (base 1929)
Départements	2.239	105,25
Communes urbaines	3.553	64,82
" rurales	2.170	65,03
Total	7.962	72,75
Fonds départemental et communal	378	66,22
Total net	7.583	73,11

La compression des dépenses locales n'a été possible qu'en raison des charges fixes extrêmement réduites que supportent les administrations locales. Leur dette totale au 1-er janvier 1933 était de 3.721 millions de lei, dont 3.004 millions représentant la dette de la ville de Bucarest (voir annexe 33). Ce chiffre est modeste, aussi bien par rapport à la dette publique de l'Etat que par rapport au chiffre total de leur budget. Si cependant, à cet égard, les collectivités locales se sont trouvées dans une situation relativement privilégiée, elles n'en ont pas moins supporté, indirectement, la répercussion des difficultés de trésorerie de l'Etat.

2. Evolution des budgets des Chambres professionnelles

Les budgets des Chambres professionnelles ⁽¹⁾ ont suivi une évolution analogue à celle des finances locales.

99. Recettes des Chambres professionnelles

(milliers de lei)

	1929	1930	1931	1932	1933—34
Chambres agricoles . .	77.440	75.230	151.024	89.196	90.109
„ de Commerce	271.554	273.855	277.227	176.952	149.296
„ „ Travail	—	—	—	—	13.852
Assurances sociales . .	764.859	773.575	655.801	622.888	600.000
Caisse de protection du personnel	440.864	403.292	404.699	354.195	352.729
Total . . .	1.554.717	1.525.952	1.488.751	1.243.231	1.205.986

1) Prévisions.

Les recettes ont marqué, en 1930, une augmentation imperceptible pour fléchir en 1931 et surtout en 1932 dans une proportion d'environ 20% par rapport à 1929.

L'accroissement des recettes des Chambres agricoles en 1931 est dû à des subventions relativement peu importantes accordées à l'agriculture.

Les budgets des Chambres professionnelles représentent un très faible pourcentage par rapport au budget général de l'Etat :

1) Chambres de Commerce et d'Industrie, Chambres Agricoles, Chambres de Travail, Caisse Centrale des Assurances Sociales.

100. *Participation des chambres professionnelles dans le total des recettes publiques (pourcentages)*

	1929	1930	1931	1932
Chambres agricoles . . .	0,22	0,20	0,39	0,37
Chambres de commerce . .	0,70	0,67	0,68	0,68
Chambres de travail . . .	—	—	—	—
Assurances sociales . . .	2,12	2,12	2,17	2,57
Caisse de protection du personnel des C. F. R. . . .	1,23	1,11	1,34	1,46

L'accroissement du pourcentage, en 1931 et 1932, est dû à une majoration du fonds de chômage.

Dans l'ensemble, les budgets des Chambres professionnelles sont insuffisants pour leur permettre de remplir les multiples charges d'ordre professionnel qui leur incombent.

C. Les difficultés du Trésor

L'impossibilité de comprimer les dépenses de l'Etat au niveau de ses recettes, de plus en plus faibles, a obligé le trésor à recourir, d'une part, à toutes les ressources possibles pour faire face aux paiements, qui ne pouvaient être ajournés et à créer, d'autre part, une dette flottante de l'Etat envers les particuliers, formée de toutes les dépenses de personnel et de matériel dont le paiement n'avait pu être exécuté.

Cette situation anormale ne diffère pas foncièrement de celle dans laquelle se trouvent également d'autres Etats, dont les finances publiques ont eu à souffrir des répercussions de la crise.

La différence est plutôt de pure forme. Les pays qui bénéficient d'un marché monétaire organisé ont eu la possibilité de recourir à des émissions de bons du trésor ou à des emprunts intérieurs à moyen terme, qui leur ont permis, en dépit des déficits constatés dans leurs recettes, de satisfaire à tous leurs engagements.

En Roumanie, ces possibilités faisant défaut, l'Etat s'est vu dans l'obligation de ne pas payer une partie des engagements contractés, en imposant ainsi à ses fonctionnaires et à ses fournisseurs de lui accorder les crédits qu'il n'aurait pu obtenir par une autre voie.

1. Ressources extra-budgétaires du Trésor.

Pour assurer au trésor une parfaite aisance le plan de stabilisation avait prévu une double garantie.

1) Il l'avait doté d'un fonds de 1.675 millions de lei pour la liquidation des dettes arriérées de l'Etat, antérieures à 1929.

2) Il lui avait affecté un fonds de roulement d'environ 1 milliard pour lui donner l'élasticité nécessaire au cours des mois où les recettes de l'Etat sont plus faibles. En outre, le trésor pouvait disposer d'une avance temporaire de 2 milliards à la Banque Nationale, à condition de la rembourser avant la fin de l'année.

La crise économique est venue déjouer les prévisions du plan de stabilisation.

Le fonds de 1.675 millions, a été intégralement utilisé à couvrir le déficit budgétaire de l'année 1928 et à liquider une partie des arriérés des exercices antérieurs.

De même au cours de l'année 1929, les paiements extra-budgétaires, parmi lesquels celui de la première annuité de l'emprunt de stabilisation, ainsi que de nombreux autres paiements de crédits de trésorerie et certains paiements au portefeuille, ont absorbé l'excédent de caisse de l'exercice 1929 (d'un montant de 1.411 millions lei) et la plus grande partie du fonds de roulement du trésor.

Au début de l'année 1930, en dehors des rentrées budgétaires, le trésor ne possédait plus aucune ressource propre et il faisait appel, dès les premiers mois de l'année, à toute l'avance temporaire de la Banque Nationale. Mais, à la fin de l'année, il lui fut impossible de rembourser plus de la moitié de cette avance ; à fin 1932, il ne pouvait plus rien restituer.

Il fallut, en outre, au cours de l'année 1930, constituer un fonds de roulement de la dette publique, d'un montant d'un milliard, destiné à faciliter la position du trésor au moment des échéances massives, quand les versements à effectuer à l'étranger dépassent le disponible pouvant résulter des recettes budgétaires.

Peu à peu, en même temps que se trouvait immobilisée l'avance temporaire de la Banque Nationale, le trésor recourait à d'autres emprunts ou se procurait des ressources par divers moyens de trésorerie. C'est ainsi qu'il contracta deux emprunts à court terme à la Société I. T. T., lesquels furent ensuite consolidés par l'emprunt de développement ; il utilisa de même une

partie des versements allemands; il reçut une avance de la Caisse des Dépôts; il recourut encore au solde disponible de différents comptes constitués à la Banque Nationale, sur les fonds des deux emprunts de stabilisation et de développement, alors qu'ils avaient déjà une destination spéciale; il se servit du bénéfice réalisé par la frappe de la monnaie divisionnaire, lequel était destiné à la ventilation du portefeuille de l'Institut d'Emission; il fit appel enfin à des avances directes de la Banque Nationale, en se basant sur un crédit bloqué, accordé par des banques suisses à la Caisse des Forêts et sur un crédit de campagne, contracté par la C. A. M., à des banques françaises. De la sorte, le trésor utilisa, jusqu'au 31 décembre 1933, pour environ 8.122 millions de lei de ressources extra-budgétaires.

101. *Total des fonds extra-budgétaires du Trésor, utilisés de 1930 à 1933*

1. Prélèvement sur le compte „B“ de l'emprunt de stabilisation (Fonds de roulement du trésor)	758 millions lei
2. Avance temporaire de la B. N. R.	2.000 „ „
3. Versements allemands	694 „ „
4. Emprunts I. T. T.	1.341 „ „
5. Avance sur le bénéfice à provenir de la frappe de la monnaie métallique	1.001 „ „
6. Prélèvement sur le compte „D“ de l'emprunt de stabilisation	194 „ „
7. Prélèvement sur le compte „G“ de l'emprunt de stabilisation	362 „ „
8. Avance de la Caisse des Dépôts	169 „ „
9. Emprunt suisse	1.719 „ „
10. Avance de la C. A. M.	697 „ „
11. Avance sur le compte F. O. C. A. ¹⁾	75 „ „
Total	9.010 millions lei

Le disponible du Trésor à la date du 31 déc. 1933 étant de :

Solde général de l'Etat	382
Solde du fonds de roulement de la Dette publique	506 888 millions lei
le total effectivement utilisé par le Trésor en dehors des recettes budgétaires se monte à	8.122 millions lei

Les difficultés du trésor atteignirent leur maximum d'intensité en 1932, lorsque, vers le milieu de l'année, les encaissements de l'Etat tombèrent à un niveau excessivement bas et qu'il devint impossible de payer en temps voulu les salaires et les dépenses les plus urgentes de matériel. Le trésor fut alors contraint de se pro-

¹⁾ Fonds de l'Office Central d'Approvisionnement.

curer de nouveaux fonds d'environ 3.500 millions, par différents moyens exceptionnels.

Vers la fin de l'exercice 1932, le trésor n'eut plus à sa disposition de fonds extra-budgétaires que pour un montant excessivement réduit. Les dépenses incompressibles de l'Etat, dépassant la limite fixée par les décrets mensuels, se transformèrent en engagements irréguliers.

Au cours de l'exercice 1933/934, les ressources extra-budgétaires du trésor furent également très réduites. C'est pourquoi une partie des engagements restèrent non liquidés et une partie des ordonnances non acquittées. Bien mieux, les sommes prévues dans les derniers décrets mensuels—décrets qui ne sont émis que dans la stricte limite des dépenses absolument nécessaires — n'ont pu être utilisées à temps, de sorte que l'engagement et l'ordonnancement d'un total de 8 à 900 millions de lei ont été reportés d'un mois à l'autre.

Il ressort clairement de la situation exposée, que, maintenant, il est devenu impossible de trouver de nouveaux moyens de trésorerie, sans risquer de compromettre la situation de la Banque Nationale et indirectement, d'ébranler la stabilité de la monnaie.

2. Dette flottante envers les particuliers

Avant la stabilisation, les nécessités de la reconstruction dépassaient les recettes budgétaires normales de cette époque. Après la stabilisation, la crise économique a provoqué une brusque diminution des recettes, qui n'a été contre-balancée que dans une faible mesure par l'accroissement de la fiscalité.

Aux recettes insuffisantes, sont venus s'ajouter les moyens de trésorerie obtenus par l'intermédiaire de la B. N. R., les bons du trésor émis directement sur le marché et, en ces derniers temps, les opérations de compensation entre les créances et les dettes budgétaires de l'Etat. Quoi qu'il en soit, l'ensemble de ces moyens de paiement n'a pas suffi à couvrir les dépenses publiques, dont la plupart présentaient un caractère d'indiscutable nécessité pour le bon fonctionnement de l'Etat. C'est ainsi qu'est née une dette flotante d'environ 17.332,4 millions vis-à-vis de ceux qui ont vendu à crédit ou fourni des services aux autorités publiques et qui n'ont pu obtenir encore la liquidation des sommes qui leur sont dues ¹⁾).

¹⁾ Voir tableau Nr. 91, p. 89.

Au cours de la même période, il a été possible de payer sur les ressources du budget ou de la trésorerie une partie — réduite — de ces arriérés :

En 1930	693,9 millions de lei		
„ 1931	2.851,7	„	„ „
„ 1932 (15 mois)	368,4	„	„ „
„ 1933/34 (9 mois)	563,7	„	„ „
Total	4.777,7	„	„ „

D'après ce calcul, il resterait encore à liquider à ce jour 12.554,7 millions de lei environ de créances non payées, dont une bonne partie (3 milliards approximativement) représente il est vrai des créances entre autorités et sera liquidée par de simples opérations comptables.

Parallèlement à l'exécution du budget ordinaire de l'exercice 1933/34, on attribua à la Caisse d'Amortissements la mission de liquider les arriérés des exercices clos jusqu'à l'année 1931 inclusivement, à l'aide de bons d'impôts, c'est-à-dire de titres portant intérêt, remboursables en espèces après cinq ans, susceptibles d'être mis en gage ou lombardés et surtout acceptés en paiement d'impôts dus pour le passé. Par cette modalité, la liquidation d'environ 11 milliards d'arriérés dus par l'Etat est facilitée.

Mais il reste à liquider encore les arriérés de l'exercice 1932 dont il n'a été payé ou compensé l'an dernier que 426 millions lei.

De même, par suite de l'insuffisance des recettes budgétaires l'exercice en cours se solde jusqu'à ce jour par un déficit non couvert de 1.733 millions de lei.

Or, même si la liquidation des arriérés de l'année 1932 était passée à la Caisse d'Amortissements, le règlement du déficit de l'année en cours demeurerait une difficulté supplémentaire pour le trésor. Mais il sera impossible de passer la liquidation de ce déficit à la Caisse d'Amortissements, pour la raison que ce serait un procédé inadmissible de liquider sans retard une partie des engagements de l'Etat, en numéraire, et l'autre partie beaucoup plus tard, en bons dépréciés.

Pour restituer au trésor l'élasticité dont il a besoin et pour rendre de nouveau possible l'équilibre du budget, il est indis-

pensable de faire subir aux dépenses toutes les compressions qui ne sont pas susceptibles de compromettre le fonctionnement organique de l'Etat.

D. La charge fiscale et le revenu national.

Les majorations de taux que l'on a fait subir aux impôts directs comme aux impôts indirects, à compter de l'année 1929, ainsi que le perfectionnement des méthodes de constatation et de recouvrement n'ont pu déterminer qu'un accroissement peu important des recettes générales de l'Etat, par suite de la diminution des revenus privés, qui atteint les proportions indiquées.

C'est ainsi que, à partir de 1930, les recettes fiscales de l'Etat et des autres collectivités publiques n'ont cessé d'aller en baissant jusqu'en 1933 (voir annexe 42).

102. Recettes fiscales de l'Etat

(Millions de lei)

ANNÉES	Recettes fiscales de l'Etat ²⁾	Recettes locales et autres	Total	Indices
1929	31.056	9.241	40.297	100
1930	30.776	10.157	40.933	101,6
1931	24.346	9.636	33.982	84,3
1932	19.475	6.718	26.193	65,—
1933	19.535	6.824 ¹⁾	26.359	65,4

La diminution progressive des recettes, malgré le renforcement de la fiscalité et, surtout, leur effondrement au cours des années 1931 et 1932, prouvent la tension extrême à laquelle a été soumise la capacité contributive du pays et qui, après l'effort maximum demandé en 1931 (voir annexe 42), a provoqué une réaction énergétique sur les finances de l'Etat.

L'année 1930 représente, au point de vue des évaluations budgétaires, un point culminant de la fiscalité virtuelle, qui cependant ne s'est réalisée que partiellement, en raison de l'écart existant entre les prévisions et les encaissements. D'autre part, la baisse des prix et, par suite, la diminution du revenu national en

¹⁾ Prévisions.

²⁾ Recettes provenant exclusivement des impôts et taxes et des excédents de la Caisse Autonome des Monopoles.

1930 n'avaient pas encore atteint les proportions qu'on devait constater dans les années suivantes.

103. Charge fiscale par habitant.

Années	Recettes fiscales totales millions de lei	Indices	Population (1.000 hab.)	Impôts par habitant (lei)	Indices
1929	40.297	100	17.637	2.285	100
1930	40.933	101,6	17.889	2.288	100,1
1931	33.982	84,3	18.166	1.871	81,9
1932	26.193	65	18.426	1.422	62,2
1933	26.359	65,4	18.642	1.414	61,9

La charge fiscale par habitant a baissé plus que proportionnellement par rapport à la diminution des recettes de l'Etat et des autres collectivités publiques, en raison de l'accroissement de la population, qui a atteint un million d'âmes dans l'intervalle de temps considéré.

Cependant la baisse de la charge fiscale, rapportée à la population, n'est pas concluante.

En réalité, la charge fiscale, rapportée à l'évolution du revenu national, présente un aspect tout à fait différent.

La baisse des prix et le ralentissement de l'activité économique dans tous les domaines ont réduit le revenu national dans une proportion qui dépasse la diminution de la charge fiscale.

C'est en établissant le pourcentage des impôts payés par rapport aux revenus privés qu'il est possible de se rendre compte de l'effort fiscal auquel ont été soumis les contribuables.

L'évaluation du revenu national roumain offre un élément de comparaison précieux, attendu que la méthode de calcul appliquée est restée invariablement la même pour toute la période de temps envisagée. D'ailleurs l'évolution des prix et de la production quantitative concorde avec celle du revenu national, ainsi qu'il résulte d'un calcul dont on peut dire qu'il approche du maximum de précision permis par les statistiques.

104. Le revenu national et la fiscalité.

Années	Revenu brut par hab. (lei)	Indices	Charge fiscales par hab. (lei)	Indices	Pourcentage de fiscalité	Indices
1929	11.105	100	2.285	100	20,58 ⁰ / ₀	100
1930	8.099	72,9	2.288	100,1	28,25 ⁰ / ₀	137,3
1931	6.086	54,8	1.871	81,9	30,74 ⁰ / ₀	149,4
1932	5.610	50,5	1.422	62,2	25,35 ⁰ / ₀	123,2
1933 *)	5.327	48,1	1.414	61,9	26,54 ⁰ / ₀	129

*) Estimation provisoire.

Le pourcentage de fiscalité, qui était en 1929 de 20,58%, s'est élevé jusqu'à atteindre, en 1931, le maximum de 30,74%. Cet accroissement représente, par rapport à 1929, un pourcentage de 49,4%, qui prouve éloquemment l'effort fiscal du contribuable. Le pourcentage de 30,74% est beaucoup plus élevé que celui de la fiscalité pratiquée dans les pays d'occident.

C'est ainsi (v. annexe 41) que la fiscalité de l'année 1931 n'a pas dépassé 28,9%, en Allemagne, 23,5%, en Angleterre et 22% en France ⁽¹⁾. Et encore ne faut-il pas oublier qu'en 1931, l'Allemagne a réalisé une économie budgétaire appréciable du fait de la suppression des réparations en 1932.

Il importe de souligner en outre que la comparaison avec la fiscalité de pays occidentaux est en défaveur de la Roumanie. La plupart de ces pays, qui possèdent une économie capitaliste extrêmement développée et un standard d'existence élevé, ont un revenu national très supérieur à celui de la Roumanie.

En Allemagne et en France, le revenu par tête d'habitant était en 1929 respectivement de 47.936 et 44.447 lei (v. annexe 43), contre 11.105 lei en Roumanie, c'est-à-dire qu'il lui était 4,7 et 4,4 fois supérieur. (Vis-à-vis de l'Angleterre, le rapport des deux revenus était de 1 à 11 environ).

Or, le prélèvement d'un pourcentage de 25% impose au contribuable roumain, dont le revenu est bien plus faible, un sacrifice beaucoup plus considérable que celui qui est imposé au contribuable étranger.

Le contribuable roumain se voit donc contraint de renoncer à satisfaire des besoins plus pressants, dont l'abandon implique une diminution progressive de son standard d'existence.

En conséquence, indépendamment du niveau absolu de la fiscalité qui dépasse en Roumanie celui des pays d'occident, la charge devient d'autant plus lourde qu'elle est prélevée sur un revenu plus réduit.

L'effort fiscal de la Roumanie, durant la période de crise, est plus frappant encore si l'on se rapporte à 1928, — année antérieure à l'augmentation des impôts — quand la fiscalité était de 19,11% (revenu par tête d'habitant 11.546 lei, charge fiscale 2.207 lei). Par rapport à l'année 1928, le taux de fiscalité de 1931 est de 61% supérieur, et celui de 1933, en dépit des réduc-

¹⁾ Bulletin de Statistique Générale de la France, Janvier 1932.

tions opérées, se maintient encore à un niveau supérieur de 39% à celui de 1928 (v. annexe 43).

L'augmentation de la fiscalité roumaine présente donc une double aggravation: d'une part, majoration du taux prélevé, et d'autre part, prélèvement de ce taux sur un revenu fortement réduit.

En même temps qu'on rapporte la charge fiscale au revenu national, il y a lieu de comparer, parallèlement, l'évolution des recettes générales assurées par le fisc à l'Etat et l'évolution de la production brute des principales branches d'activité, afin d'écarter certaines objections qui pourraient être opposées à la méthode de calcul du revenu national.

Bien que cette comparaison ne soit pas propre à permettre le calcul du niveau absolu de la fiscalité, elle peut cependant indiquer dans quelle mesure cette fiscalité a pu s'aggraver dans la même période de temps.

105. *Evolution de la production brute et des recettes fiscales.*

Années	Production brute ¹⁾		Recettes fiscales		Evolution de la fiscalité (indices dérivés)
	Milliards de lei	Indices	Milliards de lei	Indices	
1928	244,8	100	38,4	100	100,
1929	222,4	91	40,3	104,9	115,3
1930	167,8	68	40,9	106,5	156,6
1931	126,4	51,3	34,0	88,5	172,5
1932	126,1	51,1	26,2	68,2	132,5
1933	121 ²⁾	49,6	26,4	68,8	138,7

Les résultats obtenus par cette voie, pour les années 1932 et 1933 notamment, sont analogues à ceux résultant de la comparaison de la charge fiscale et du revenu national.

En conséquence, indépendamment de la précision du calcul du revenu national, on obtient ainsi une nouvelle confirmation de l'aggravation de la fiscalité, vis-à-vis de l'évolution de la capacité contributive de la population.

En dehors de sa répercussion sur les recettes budgétaires, qui est visible en 1932, l'accroissement de la fiscalité a exercé une influence préjudiciable sur l'activité économique du pays en général.

¹⁾ Production brute agricole, animale, minière et industrielle (voir annexe 26).

²⁾ Estimation approximative.

En effet, outre les répercussions directes de la fiscalité, les entreprises avaient encore à supporter par l'élévation du prix de revient, qui, parfois, attaquait leur substance même, les conséquences de la diminution du pouvoir de consommation de la population, consécutive à la baisse générale des revenus et à la hausse du pourcentage de fiscalité.

106. *Influence de la fiscalité sur la capacité de consommation.*

Années	Revenu national par habitant	Impôts par habitant	Capacité de con- sommation dé- duction faite des impôts par hab.	Indices de la capacité de consommation
1929	11.105	2.285	8.820	100
1930	8.099	2.288	5.811	65,9
1931	6.086	1.871	4.215	47,8
1932	5.610	1.422	4.188	47,5
1933 ¹⁾	5.327	1.414	3.913	44,4

La fiscalité a comprimé progressivement le pouvoir de consommation de la population, jusqu'à atteindre en 1933 le pourcentage de 55,6%, ce qui explique le rétrécissement du marché intérieur pour toutes les catégories de produits.

Au cours des trois dernières années, l'Etat roumain s'est vu dans l'obligation de recourir à la pratique des engagements irréguliers ; en même temps, le non-paiement des ordonnances émises a donné naissance à une dette flottante qui devait être normalement réglée, soit au moyen de recettes additionnelles (impôts), soit au moyen d'emprunts, lesquels eussent encore exigé une augmentation de la fiscalité pour la couverture des charges résultant de leur service.

Il est évident que c'eût été une erreur d'englober cette dette flottante dans le calcul de la fiscalité. Toutefois, il importe de tenir compte que :

a) une grande partie de cette dette vis-à-vis des fournisseurs de l'Etat, de ses fonctionnaires et de ses retraités, n'a pas encore été réglée à ce jour. En conséquence, les créanciers de l'Etat ont dû supporter de ce fait une charge au moins égale à l'intérêt normal de ces sommes.

Pour les fonctionnaires et les retraités, le non-paiement des sommes qui leur étaient dues s'est traduit par une diminution de leur pouvoir de consommation et a joué le rôle d'emprunt forcé.

b) Dans l'hypothèse ci-dessus, on a envisagé uniquement le cas d'un retard dans le paiement des sommes dues et payées ultérieurement. Mais, dans la majorité des cas, tous les arriérés jusqu'au 31 décembre 1931 sont réglés en bons d'impôts. Or, le paiement en bons d'impôts, dont le cours est actuellement inférieur à la valeur nominale (40%), équivaut à un nouveau

¹⁾ Evaluation approximative.

prélèvement sur les sommes dues par l'Etat, c'est-à-dire à un nouveau sacrifice imposé aux fournisseurs ou aux autres créanciers de l'Etat. Ce sacrifice peut être chiffré en moyenne à 60% du montant des créances, hors le cas assez peu fréquent où les bons d'impôts ont servi au paiement d'arriérés d'impôts, donc au cours nominal).

On voit donc que, pour certaines catégories de contribuables, le non paiement à temps par l'Etat de ses dettes et l'adoption de la modalité de liquidation ci-dessus indiquée représentent une charge nouvelle d'autant plus lourde qu'elle intéresse un nombre limité de contribuables.

La conclusion catégorique qui se dégage de cette analyse est : *l'impossibilité de recourir à une augmentation des recettes budgétaires dans la conjoncture actuelle, par un accroissement de la pression fiscale ou des taux d'imposition.*

Bien plus, les conditions actuelles de l'activité économique réclament un allègement de la charge fiscale, afin de rendre aux entreprises la rentabilité qu'elles ont perdue.

LA CAPACITÉ DE TRANSFERT DE LA ROUMANIE

La capacité de transfert constitue le second élément fondamental du problème des engagements extérieurs relatifs à la dette publique.

Le problème de la *capacité de transfert* est déterminé par la contraction de l'activité économique, résultant de l'effondrement catastrophique des prix des principaux produits de l'économie roumaine, ainsi que par le mouvement défavorable des capitaux.

Pour se rendre compte des possibilités de transfert actuelles et des modalités par lesquelles ce transfert a été effectué au cours des dernières années, il y a lieu d'analyser en détail la *composition de la balance des paiements de la Roumanie*, ainsi que l'évolution de ses principaux éléments et les répercussions exercées par eux sur la situation monétaire de l'Institut d'émission.

Normalement, l'État se procure les ressources nécessaires à ses paiements extérieurs au moyen des disponibilités existant à l'intérieur du pays (sur le marché ou à l'Institut d'émission). Ces disponibilités résultent du solde favorable des mouvements internationaux de marchandises, services et capitaux, qui trouvent leur expression dans la balance des paiements.

Les disponibilités en devises de l'Institut d'émission sont limitées à l'excédent du montant de la couverture exigée par les statuts. Une fois la limite de cette couverture atteinte, l'Institut d'émission se trouve dans l'impossibilité de céder des devises sans risquer de mettre gravement en péril la stabilité de la

monnaie et sans nuire à l'élasticité de la circulation monétaire.

Cependant, si l'évolution des éléments de la balance des paiements devient défavorable et si les moyens propres à effectuer les paiements extérieurs ne peuvent être procurés, selon le mode ordinaire, par l'Institut d'émission ou par le marché intérieur, les devises nécessaires au transfert ne peuvent être obtenues que par la voie de crédits extérieurs ou d'emprunts publics, contractés dans le but exclusif de faire face aux paiements extérieurs de l'État.

Toutefois, cette pratique constitue en réalité un grave danger pour l'évolution de la politique monétaire d'un pays. La réalisation de l'équilibre de la balance des paiements, particulièrement par la voie de crédits à court terme, n'est qu'apparente. En effet, on se trouve en présence d'un ajournement des difficultés, qui conduit à *une accumulation excessive des charges extérieures et impose ultérieurement une revision radicale du mécanisme tout entier, en vue d'obtenir un équilibre réel et permanent.*

L'examen de la balance des paiements de la Roumanie et de son évolution au cours des dernières années met en évidence les conditions dans lesquelles la Roumanie pourrait encore effectuer le transfert de l'annuité de la dette publique, sans avoir à recourir à de nouveaux emprunts publics extérieurs.

La balance des paiements

La Roumanie, qui est un *pays producteur de matières premières* et particulièrement de produits agricoles et animaux, est en même temps un *pays débiteur*. Dans la période immédiatement antérieure à la crise, sa balance des paiements présentait les caractéristiques communes à tous les pays de structure économique et financière analogue, à savoir :

1. *Balance commerciale excédentaire;*
2. *Déficits importants, résultant de services commerciaux et spécialement financiers* (intérêts, commissions, assurances, etc.);
3. *Solde favorable du mouvement des capitaux, résultant d'investissements, d'emprunts ou de crédits extérieurs.*

Avant la guerre, ces trois caractéristiques se présentaient avec une régularité quasi-automatique, ce qui permettait à la Roumanie de couvrir aisément le paiement de son annuité extérieure. Dans les années où, par suite d'une récolte médiocre, les disponibilités devenaient insuffisantes, l'afflux de devises, provenant d'investissements extérieurs particuliers ou de crédits commerciaux qui alimentaient normalement le commerce d'importation et d'exportation, venait combler ce déficit. Et, dans les cas exceptionnels où ces ressources se trouvaient elles-mêmes insuffisantes, l'Etat contractait, dans des conditions avantageuses, des emprunts affectés à peu près exclusivement à des travaux productifs.

De la sorte, et grâce aux excédents considérables de la balance commerciale des années qui ont précédé la guerre, la Banque Nationale de Roumanie avait réussi à se créer un important stock de devises et à placer ainsi la monnaie à l'abri des fluctuations économiques.

Après la guerre mondiale, ce mécanisme a cessé de fonctionner avec la même régularité qu'auparavant, en raison des modifications survenues dans les éléments essentiels de la balance des paiements, à savoir :

1. *La diminution de l'excédent de la balance commerciale;*
2. *Le resserrement des opérations de crédit et des mouvements internationaux de capitaux.*

La diminution de l'excédent de la balance commerciale est due, en grande partie, au fléchissement du rendement agricole, consécutif à la modification de la structure de la propriété rurale et au rattachement des nouvelles provinces, dont le caractère agraire est beaucoup moins accentué.

C'est ainsi que l'excédent de céréales, susceptibles d'être exportées, a sensiblement diminué et que le solde favorable de la balance commerciale s'est trouvé réduit dans une mesure correspondante, atténuée toutefois, par l'exportation accrue des produits pétroliers.

Quoi qu'il en soit, la balance commerciale est restée, à l'exception de deux ou trois années déficitaires, le principal élément actif de la balance des paiements, comme avant la guerre.

L'importance prépondérante du commerce extérieur, en tant qu'élément d'équilibre de la balance des paiements et comme moyen propre à fournir les devises nécessaires au paie-

ment des engagements extérieurs, ressort tout particulièrement de son évolution au cours des dernières années. Son examen permet de constater quels efforts s'est imposé l'économie roumaine, afin de réaliser un équilibre permanent de la balance des paiements et il mérite à ce titre une analyse détaillée.

A. La balance commerciale

1. Causes qui ont contribué à l'affaiblissement du commerce extérieur

Pays producteur de matières premières, agricoles et industrielles, matières qui constituent la grande majorité de ses exportations, la Roumanie se trouve gravement atteinte par la dépression économique mondiale, marquée particulièrement par un *effondrement des prix de ses principaux produits*.

Au cours des deux premières années de la crise, *la Roumanie s'est efforcée de compenser la baisse des prix par une augmentation de 40 à 45% du volume de ses exportations*, par rapport à l'année 1929 (voir tableau no. 114). En dépit de cet effort, la valeur des produits exportés a continué de baisser, par suite de la chute des prix, qui a dépassé 50% entre les années 1927 et 1931.

La crise bancaire de 1931 et les graves perturbations d'ordre financier et monétaire qui en ont résulté ont déterminé une rupture d'équilibre dans l'organisme économique européen et provoqué une *nouvelle baisse des prix*. Dans ces nouvelles circonstances, la majorité des pays ont adopté des *mesures de restriction directes et indirectes dans le libre échange des marchandises*, comme par exemple: le contrôle du commerce des devises, les contingentements, les majorations tarifaires, les taxes contre le dumping et même les prohibitions d'importation. Mais si la défense de leur équilibre économique et spécialement de leur monnaie imposait à certains pays de telles mesures, il n'en allait pas de même pour quelques autres pays d'occident, qui, par suite de leur caractère industriel et de leur qualité de créanciers, ne semblaient nullement désignés pour recourir à de semblables mesures à tendances autarchiques.

La tendance des pays industriels à se „réagrariser“, pour employer un terme consacré par la Conférence économique de

Londres, a contribué à son tour. à aggraver singulièrement les manifestations de la crise.

La baisse des prix des matières premières agricoles, qui, au début, était due à la conjoncture générale, *s'est aggravée progressivement, sous l'effet du protectionnisme agraire exagéré, pratiqué par les pays d'occident*, parmi lesquels ceux qui constituaient les principaux marchés où s'écoulaient auparavant les produits agricoles de la Roumanie (Italie, France, Allemagne, Tchécoslovaquie). Ce protectionnisme a fini par dépasser de beaucoup le niveau moyen de la protection dans les pays agraires en voie d'industrialisation.

Il résulte des calculs de l'Institut International d'Agriculture de Rome que les taxes frappant les produits agricoles ont parfois été augmentées de 600—650% par rapport à leur niveau d'avant-guerre. Un rapport, présenté par la délégation roumaine à la Conférence économique mondiale de Londres, a montré que la protection agraire des pays industriels va jusqu'à atteindre souvent 200 et 250% de la valeur des produits agricoles (voir annexe 45).

Ces chiffres, comparés au niveau moyen de la protection douanière en Roumanie, laquelle n'a jamais dépassé 16% en moyenne et n'a atteint que très rarement 50 à 70% ad valorem, illustrent d'une manière caractéristique le rôle du phénomène „d'agrarisation“ dans la baisse des prix des produits agricoles. Il importe d'autant plus de mettre en évidence l'accentuation et la généralisation de cette politique agraire, que les conférences internationales ont maintes fois recommandé l'abaissement des barrières douanières. Or, tandis que la Roumanie se conformait exactement à ces recommandations et procédait, dès 1929, à des réductions de tarifs, une politique diamétralement opposée se faisait jour en occident et ne tardait pas à prendre des proportions considérables. Cette politique, poussée à l'excès, a fini par appauvrir les pays de caractère agricole et par réduire au minimum la capacité contributive et de transfert de la Roumanie. Le tableau No. 108, qui indique l'évolution générale du commerce extérieur, fait ressortir une baisse continue depuis l'année 1927. Par rapport à ladite année, *la contraction de la valeur globale du commerce extérieur a atteint 60% en 1932 et 65% en 1933* (11 mois), pourcentage qui dépasse la baisse moyenne du commerce mondial.

A partir de l'année 1929, les importations ont subi une forte contraction. Quant aux exportations, après avoir baissé de 56,3% jusqu'en 1932, elles ont continué à fléchir en 1933, pour arriver à un pourcentage total de réduction de 62,9%.

107. Commerce extérieur de la Roumanie.

Années	Valeurs (millions de lei)			Total des importa- tions et des exportations (millions de lei)	Indices		
	Importations	Exportations	Soldes		Importations	Exportations	Total
1927	33.853	38.111	+ 4.258	71.964	100	100	100
1928	32.145	26.919	— 5.226	58.064	94.9	70.6	80.7
1929	29.628	28.960	— 668	58.588	87.5	76	81.4
1930	23.044	28.522	+ 5.478	51.566	68	74.8	71.7
1931	15.754	22.197	+ 6.442	37.951	46.5	58.2	52.7
1932	11.953	16.654	+ 4.701	28.508	34.4	43.7	39.6
1933 (11 mois)	10.486	12.970	+ 2.486	23.456	33.8	37.1	35.5
Total...	156.863	174.333	+ 17.530				

2. Evolution des exportations.

La Roumanie exporte surtout: des céréales et leurs dérivés, des animaux vivants, des pétroles et du bois. Ces quatre groupes de produits ont représenté, en 1927, environ 89% de la valeur totale des exportations. En 1933, ce pourcentage est resté sensiblement le même, mais l'importance respective des groupes a largement varié.

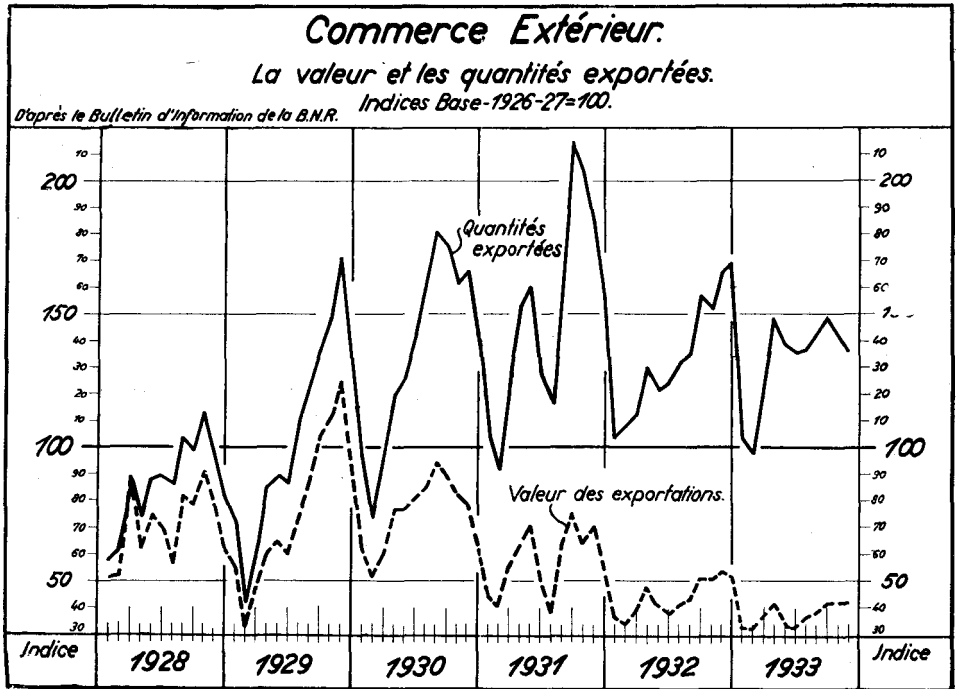
108. Répartition des exportations. (Millions de lei).

	1927	1929	1930	1931	1932	1933 11 mois
Animaux vivants	2.563	1.993	1.878	1.550	635	374
Céréales et dérivés . . .	19.016	8.954	9.988	8.764	5.728	3.063
Bois et dérivés	4.610	4.679	3.096	2.375	1.225	919
Pétrole et dérivés	7.517	9.629	10.437	6.833	7.196	7.202
Autres produits	4.405	3.705	3.123	2.675	1.871	1.411
Total . . .	38.111	28.960	28.522	22.197	16.655	12.969

109. Répartition des exportations.

(Pourcentages)

	1927	1929	1930	1931	1932	1933 11 mois
Animaux vivants	7 ⁹ / ₀	6.9 ⁰ / ₀	6.6 ⁰ / ₀	7 ⁰ / ₀	3.8 ⁰ / ₀	2.9 ⁰ / ₀
Céréales et dérivés . . .	49.9 ⁰ / ₀	30.9 ⁰ / ₀	35. 0 ⁰ / ₀	39.5 ⁰ / ₀	34.4 ⁰ / ₀	23.6 ⁰ / ₀
Bois et dérivés	12.1 ⁰ / ₀	16.2 ⁰ / ₀	10.9 ⁰ / ₀	10.7 ⁰ / ₀	7.4 ⁰ / ₀	7.1 ⁰ / ₀
Pétrole et dérivés	19.7 ⁰ / ₀	33.2 ⁰ / ₀	36.6 ⁰ / ₀	30.8 ⁰ / ₀	43.2 ⁰ / ₀	55.5 ⁰ / ₀
Total . . .	88 7 ⁰ / ₀	87.2 ⁰ / ₀	89.1 ⁰ / ₀	88 ⁰ / ₀	88.8 ⁰ / ₀	89.1 ⁰ / ₀
Autres produits	11.3 ⁰ / ₀	12.8 ⁰ / ₀	10.9 ⁰ / ₀	12 ⁰ / ₀	11.2 ⁰ / ₀	10.9 ⁰ / ₀
Total général . . .	100.—	100.—	100.—	100.—	100.—	100.—



BCU Cluj / Central University Library Cluj

a) *Les animaux vivants.*

L'exportation des animaux vivants, dont la valeur, en 1927, représentait 70% de la valeur totale des exportations, a subi, en 1932, outre la réduction générale commune à toutes les marchandises exportées, une nouvelle diminution relative de 50% ainsi que l'indique le tableau No. 110.

110. *Exportations de bétail.*

Années	Milliers de quintaux	Millions de lei	Valeur moyenne par quintal (lei)	I n d i c e s		
				Quantités	Valeurs	Valeurs moyennes
1927	732	2.563	350	100	100	100
1929	663	1.993	301	90,6	77,8	86
1930	872	1.878	215	119,1	73,3	61,4
1931	900	1.550	172	123,—	60,5	49,—
1932	409	635	155	55,9	25	44,3
1933 (11 mois)	273	374	137	40,0	15,9	39,0

L'augmentation de près de 35% des quantités exportées, que l'on constate en 1931, par rapport à l'année 1929, a été impuissante à compenser la baisse des prix qui, en 1931, a atteint 43% par rapport à la même année.

A partir de la fin de l'année 1931, les exportations de bétail sont devenues pratiquement impossibles du fait des contingents, des taxes douanières et même des interdictions vétérinaires, qui, peu à peu, en sont venues à jouer le rôle d'instruments de prohibition. La diminution du volume des exportations d'animaux a dépassé 44⁰/₀ pour l'année 1932 et a atteint 60⁰/₀ en 1933. Quant à la valeur totale de ces exportations, elle a subi une réduction encore plus importante en raison d'une nouvelle baisse des prix de près de 10 ⁰/₀, ce qui explique que la valeur des exportations de bétail ne représente plus aujourd'hui que 2, 9 ⁰/₀ de la valeur totale des exportations.

b) *Les céréales et leurs dérivés.*

Les céréales ont subi, à l'exportation, les mêmes avatars que le bétail (à part les interdictions vétérinaires) et il y a même lieu d'y ajouter la réglementation de la mouture et les primes à la production et à l'exportation, octroyées par certains pays industriels à leurs agriculteurs.

La diminution du volume des exportations de céréales au cours des deux dernières années a eu pour cause principale la médiocrité des récoltes.

En ce qui concerne les oscillations de la valeur moyenne par tonne exportée, telles qu'elles résultent du tableau No. 111, elles ne laissent aucun doute sur l'étendue de la détresse des agriculteurs roumains.

111 *Exportations de céréales et de leurs dérivés*

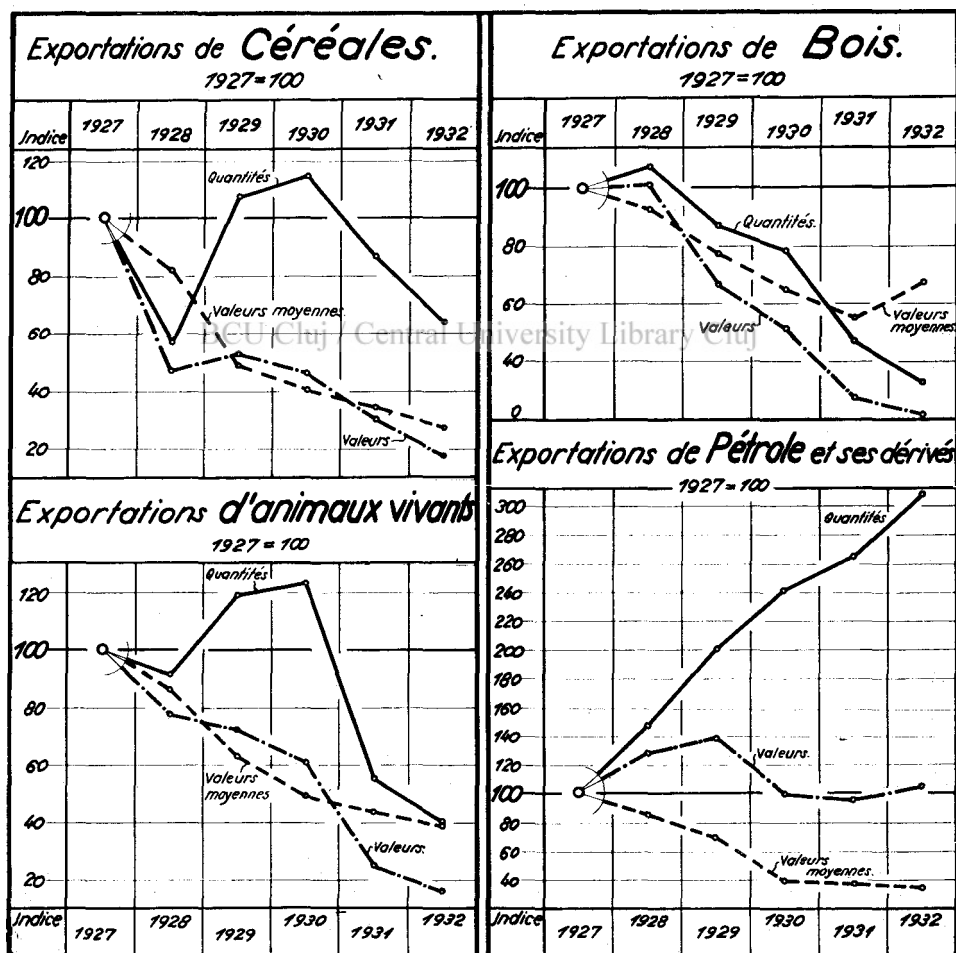
Années	Milliers de tonnes	Millions de lei	Valeur moyenne par tonne (lei)	I n d i c e s		
				Quantités	Valeurs	Valeurs moyennes
1927	3.007	19.016	6.324	100	100	100
1929	1.726	8.954	5.188	57.4	47,1	82
1930	3.238	9.988	3.085	107.7	52,5	48,8
1931	3.449	8.764	2.541	114.7	46,1	40.2
1932	2.625	5.730	2.182	87.3	30,1	34.5
1933 (11 mois)	1.775	3.063	1.726	64.2	17,5	27,3

La baisse des prix des céréales, qui, jusqu'en 1931, s'était maintenue à 51 ⁰/₀, s'est accentuée en 1932 pour atteindre, en 1933, 73 ⁰/₀ en moyenne. Les chiffres de l'année 1933 sont particulièrement éloquentes à cet égard, puisque, malgré une hausse légère du volume des exportations par rapport à 1929, les valeurs réalisées en 1933 sont inférieures de 65,8 ⁰/₀ à celles de la même année.

Si la valeur des exportations de céréales n'a cessé de diminuer progressivement, elle a été compensée en partie par l'accroissement des exportations de produits pétroliers. De ce fait, les céréales, qui occupaient en 1927 la première place dans les exportations totales (50⁰/₀) et représentaient encore en 1932, 34, 4⁰/₀, sont tombées en 1933 à 24⁰/₀ pour les onze premiers mois, et, selon toutes probabilités, elles ne dépasseront pas 28⁰/₀ pour l'année entière.

c) *Le bois et ses dérivés.*

Le bois et ses dérivés ont également subi les conséquences de la crise. Mais la baisse de prix de cette catégorie de produits, où figurent certains articles soumis à un premier degré de transformation, n'a pas dépassé 45% en 1932, ce qui pourrait apparaître comme un fléchissement relativement moins important; par contre, les quantités exportées en 1933 sont tombées à 32% de ce qu'elles étaient en 1929. La conséquence en est que la réduction de la valeur totale du bois exporté est d'environ 72%. C'est là un pourcentage de baisse qu'on ne trouve dans aucune des catégories de produits exportés.



112. Exportations de bois et de ses dérivés.

Années	Milliers de tonnes	Millions de lei	Valeur moyenne par tonne (lei)	I n d i c e s		
				Quantités	Valeurs	Valeurs moyennes
1927	1.817	4.610	2.537	100	100	100
1929	1.979	4.679	2.364	108,9	101,5	93,2
1930	1.591	3.096	1.946	87,6	67,2	76,7
1931	1.438	2.375	1.652	79,1	51,5	65,1
1932	874	1.232	1.410	48,1	26,7	55,6
1933 (11 mois)	537	919	1.713	32,2	21,7	68,3

Les restrictions, les contingentements et les autres mesures analogues dont l'action s'est exercée parallèlement à la contraction de l'activité des constructions, ont ralenti singulièrement la production nationale du bois.

Les marchés qui, ordinairement, absorbaient les bois de Roumanie, se sont resserrés progressivement, soit par l'effet de la crise elle-même, qui a raréfié la demande, soit par l'effet des contingents attribués par les pays importateurs aux pays exportateurs.

d) Le pétrole et ses dérivés.

La crise de l'industrie du pétrole, dont l'origine remonte à 1927, s'est aggravée au cours de la dépression. Les conférences internationales, qui se sont efforcées de stabiliser et même de relever les prix des pétroles par des restrictions imposées aux producteurs, se sont révélées impuissantes à en arrêter la chute. La dépréciation des pétroles a en 1933. atteint 65,7 % par rapport aux prix de 1927, année où la baisse avait déjà commencé.

113. Exportations de pétrole et de ses dérivés.

Années	Milliers de tonnes	Millions de lei	Valeurs moyennes par tonne (lei)	I n d i c e s		
				Quantités	Valeurs	Valeurs moyennes
1927	1.953	7.517	3.849	100	100	100
1929	2.881	9.629	3.342	147,5	128,1	86,8
1930	3.905	10.437	2.673	200	138,8	69,4
1931	4.697	6.833	1.455	240,5	90,9	37,8
1932	5.185	7.206	1.390	265,4	95,9	36,1
1933 (11 mois)	5.453	7.202	1.321	307,6	104,8	34,3

Les pétroles constituent les seuls produits nationaux dont les quantités exportées aient pu, non seulement se maintenir à leur ancien niveau, mais encore accuser une hausse de proportions impressionnantes en l'espace de quelques années seulement.

Et cependant, malgré cet effort considérable, la valeur totale des produits pétroliers a baissé progressivement jusqu'en 1932, pour se redresser et atteindre, en 1933, l'indice 104,8.

L'augmentation des exportations de pétroles a modifié profondément la composition du commerce extérieur de la Roumanie, attendu que ces exportations sont maintenant passées au premier rang, avec tendance soutenue à la hausse. Les pétroles qui, en 1927, représentaient en valeur 19,7 % sont montés, en 1932, à 43,2% et, en 1933, à 55,5% des exportations totales. Alors que la Roumanie était considérée, il y a quelques années, comme un pays exportateur de céréales et de produits animaux, elle se trouve être aujourd'hui principalement un pays exportateur de combustibles liquides.

Le volume des exportations de la Roumanie qui, en dépit de la crise, avait augmenté jusqu'en 1931, a baissé sensiblement en 1932 et 1933, par suite de la médiocrité de la récolte des céréales ainsi que des multiples barrières, opposées par les pays importateurs et même par les pays de transit.

La baisse des prix a complètement annulé les effets de l'augmentation des quantités exportées, augmentation qui a représenté 45% en 1931 et 25% en 1933, par rapport à l'année 1929 (voir tableau No. 114).

114. Commerce extérieur de la Roumanie

Années	Chiffres absolus				Indices			
	Importations		Exportations		Importations		Exportations	
	Millions de tonnes	Millions de lei	Millions de tonnes	Millions de lei	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités
1927	1.008	33.852	7.337	38.111	100	100	100	100
1928	448 <i>a)</i>	32.145	5.885	26.919	94,9	88,8	70,6	82,—
1929	1.102	29.628	7.065	28.960	87,5	109,—	76,—	96,3
1930	805	23.044	9.215	28.522	68,—	80,—	74,8	125,6
1931	560	15.754	10.047	22.197	46,5	55,6	58,2	136,9
1932	450	11.953	9.057	16.654	34,4	44,7	43,7	123,—
1933 <i>b)</i>	411	10.486	8.139	12.970	33,8	44,4	37,1	121,—

e) Les prix des produits exportés et l'annuité extérieure.

Afin de mettre en évidence l'importance des pertes subies par l'économie roumaine au cours des quatre dernières années, il faut rapporter le volume des exportations pendant cette période, aux prix moyens de la tonne exportée en 1929. Ces pertes se montent à 74 milliards de lei environ :

a) 6 mois.

b) 11 mois.

115. *Valeur des exportations, calculée aux prix de 1929*
(Milliards de lei)

Années	Valeur calculée	Valeur réelle	Pertes
1930	40.2	28.5	11.7
1931	43.4	22.2	21.2
1932	37.8	16.6	21.2
1933 *)	33.3	13.0	20.3
Total	154.7	80.3	74,4 soit 48,1%

Ce chiffre approximatif de 74 milliards de lei représente le déficit en devises du commerce d'exportation et permet d'entrevoir les difficultés de transfert causées par la baisse des prix. Ces difficultés ressortent d'ailleurs, d'une manière frappante, de la comparaison de l'indice des valeurs moyennes par tonne exportée et de l'indice de l'annuité extérieure.

116. *Charge de la dette publique extérieure, par rapport à la valeur des produits exportés*

Années	Valeur moyenne par tonne exportée (lei)	Indices	Annuité de la dette publique extérieure (millions de lei)	Indices	Indice dérivé de la charge relative
1927	5.194	100	4.279	100	100
1928	4.575	88	4.012	93.8	106.6
1929	4.099	78.9	5.392 <i>a</i>	126	150.7
1930	3.095	59.6	5.032	117	196
1931	2 209	42.6	6.090 <i>b</i>	142	333
1932	1.839	35.4	4.776 <i>c</i>	111	313
1933	1.594	30.6	2.901 <i>d</i>	67,8	221
1933 <i>e</i>)	1.593	30.6	3.745 <i>f</i>	88	287

*) 11 mois.

a) Dont environ 1.355 millions de lei représentant l'annuité de l'emprunt de stabilisation ;

b) Inclusive le contrat des routes et certains rachats obligatoires d'effets publics ;

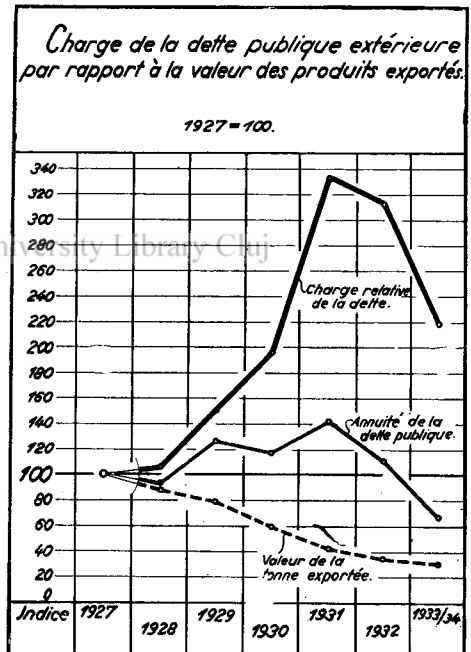
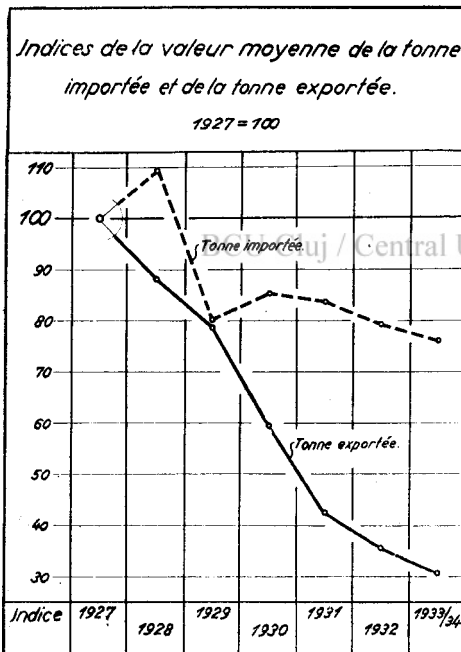
c) Idem, plus la commission des crédits à court terme ;

d) Sommes effectivement transférées (12 mois) voir note *c*, p. 129 ;

e) Pour 1933, l'annuité de la dette publique se serait élevée, conformément à l'exposé des motifs du budget de 1933/1934, à la somme de 5.278 millions, si la dévalorisation du dollar et la suspension du paiement des dettes de guerre et de l'amortissement de la dette publique de la Roumanie n'étaient survenues. A la charge de la dette publique extérieure de 5.278 millions eussent correspondu un indice d'accroissement de 125,35 et un indice dérivé de la charge relative de **408,8**.

f) Crédits ouverts dans le budget 1933/34, en dehors du contrat des routes et des commissions payées, compte tenu de la suspension des amortissements.

Actuellement, malgré la réduction partielle de l'annuité extérieure résultant de la suspension des amortissements, l'économie roumaine ne s'en trouve pas moins obligée de fournir, pour ses paiements, une quantité de produits à peu près triple de celle qu'il lui fallait fournir en 1927. Si l'on tient compte des sommes effectivement transférées, en 1933, pour le service de la dette publique (y compris les paiements relatifs au contrat des routes et les commissions concernant les crédits à court terme), lesquelles représentent à peine les 2/3 des paiements effectués en 1927, le rapport de la valeur des produits nécessaires à assurer ce service en 1933 à celle qui fut nécessaire en 1927 se trouve être de 1 à 2,19.



3. Evolution des importations

L'évolution des importations roumaines et les changements qu'on observe dans leur composition constituent une nouvelle preuve des effets de la crise sur l'activité industrielle, sur la puis-

sance d'achat de la population et sur la capacité de transfert du pays.

La première constatation frappante est la *réduction progressive et rapide du volume et de la valeur des importations* qui, à l'inverse des exportations, ont suivi une courbe à peu près parallèle (voir tableaux Nos. 108 et 114). En 1932, cette réduction était de 65% pour les valeurs et de 55% pour le volume, par rapport à 1927, ce qui indique, d'une manière générale, une *résistance à la baisse des prix des produits industriels, qui constituent la majorité des importations roumaines*.

117. Evolution des importations (valeurs)

Pourcentages

	1927	1929a)	1930	1931	1932	1933 b)
Textiles	40.4	32.8	34.9	35.0	38.8	42.7
Denrées coloniales, fruits.	3.2	3.8	3.5	3.9	4.8	3.7
Fer, cuivre, métaux, métalloïdes	17.0	19.1	19.8	19.8	25.1	13.1
Moteurs, véhicules	14.1	18.6	16.2	14.2	10.5	10.8
Produits chimiques	3.4	3.5	4.2	5.7	6.6	7.6
Total	78.1	77.8	78.6	78.6	85.8	77.9
Produits divers	21.9	22.2	21.4	21.4	14.2	22.1
Total général	100	100	100	100	100	100
Articles de consommation (Textiles et denrées)	43.6	36.6	38.4	38.9	43.6	46.4
Moyens de production (Fer, moteurs, produits chimiques)	34.5	41.2	40.2	39.7	42.2	31.5

Sur le montant total des importations, 91% représentent des importations de matières premières industrielles et de produits plus ou moins finis, destinés à la production ou à la consommation.

La fixité relative des prix industriels qui, malgré la baisse accentuée des prix des matières premières, sont restés quasi stationnaires, durant les années 1929 et 1931, *n'a fait qu'accentuer l'écart entre le pouvoir d'achat des pays agricoles et celui des pays industriels* c).

Ce fait ressort, d'ailleurs, des chiffres du tableau No. 118, qui

a) Les chiffres détaillés de l'année 1928 n'ont pas été publiés.

b) 11 mois.

c) Il faut aussi tenir compte de la modification intervenue dans la nature des importations.

indiquent les valeurs moyennes d'une tonne importée et d'une tonne exportée. *L'écart entre les deux catégories de prix n'a cessé d'augmenter, au détriment des produits exportés par la Roumanie, pour atteindre en 1933 (11 mois) le rapport de 1 à 2, 5.*

118. *Valeurs moyennes des produits importés et des produits exportés (par tonne)*

Années	Valeurs moyenne (lei)		Indices		Indices dérivés	Indices dérivés
	Import.	Export.	Import.	Export.	Export.	Import.
					Imp.	Exp.
1927	33.315	5.194	100	100	100	100
1928	36.279	4.575	108,3	88	81,3	123
1929	26.886	4.099	80,1	78,9	98,5	101,5
1930	28.626	3.095	85,2	59,6	70	142,9
1931	28.132	2.209	83,7	42,6	50,9	196,5
1932	26.562	1.839	79,1	35,4	44,8	223,4
1933 ¹⁾	25.513	1.594	76	30,6	40,3	248,3

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Cette discordance entre les prix industriels et les prix agricoles, qui s'est superposée à la diminution absolue du pouvoir d'achat, a été la cause du resserrement considérable constaté dans les importations roumaines, tel qu'il ressort des tableaux N^{os} 119 et 120.

119. *Valeur des importations (par catégories)*
(Millions de lei)

Années	Couleurs	Laines et ouvrages de laine	Textiles végétaux	Denrées coloniales Fruits	Produits chimiques	Fer et ouvr. en fer	Machines et moteurs	Véhicules
1927	491	3.589	10.074	1.101	666	4.821	3.202	1.588
1929	375	2.068	7.639	1.123	657	4.658	4.001	1.508
1930	374	1.359	6.678	818	607	3.701	2.852	872
1931	326	853	4.662	613	571	2.311	1.650	585
1932	333	700	3.934	568	458	1.268	1.028	233
1933 ¹⁾	339	914	3 562	391	456	1.083	941	196

¹⁾ 11 mois.

120. Quantités importées

(Milliers de quintaux)

Années	Laines et ouvrages en laine	Textiles végétaux	Denrées colon.Fruits	Produits chimiques	Couleurs	Fer et ouvrages en fer	Machines et moteurs	Véhicules
1927	118	634	341	262	106	2.922	464	218
1929	83	546	348	185	91	3.523	515	164
1930	59	496	333	146	76	2.631	349	124
1931	46	472	318	114	67	1.443	175	95
1932	60	483	335	111	73	828	127	24
1933 a)	74	467	257	125	72	969	125	21

Les changements signalés dans la composition des exportations s'observent de même dans la composition des importations.

121. Valeurs moyennes des importations

(Milliers de lei par tonne)

Années	Laines et ouvrages en laine	Textiles végétaux	Fer et ouvrages en fer	Machines et moteurs	Véhicules	Denrées colon. et fruits	Produits chimiques
1927	304.2	169.4	16.5	69	72.8	32.3	25.4
1929	249.1	139.9	13.2	77.7	92	32.5	35.5
1930	230.4	134.6	14.1	81.8	70.3	24.6	41.6
1931	185.5	94.8	16	94.3	61.6	19.3	50.1
1932	116.7	81.4	15.3	81	97.2	17	41.3
1933 a)	123.5	76.3	11.2	75.3	93.3	15.2	36.5

Il importe de souligner tout spécialement que la diminution des importations, jusqu'à la fin de l'année 1932, a représenté le processus spontané d'adaptation de l'économie roumaine au nouvel état de choses et surtout l'effort déployé pour équilibrer la balance des paiements. Le fait est d'autant plus remarquable que la Roumanie se trouve être l'un des derniers pays qui aient adopté le contrôle des changes (mai 1932) et le contingentement des importations. (décembre 1932).

D'ailleurs, la forme anodine donnée au régime en vigueur depuis le mois de décembre 1932, s'est traduite par un accroissement de 7% des importations roumaines au cours du premier semestre 1933 (5.899 millions lei, contre 5.481 millions en 1932), ce qui

a) 11 mois.

a entraîné la nécessité de reviser le système à partir du 19 juillet 1933.

Cette revision était devenue indispensable par suite de la baisse considérable des exportations durant cet intervalle de temps et de la diminution constatée de 1.300 millions de lei dans l'excédent de la balance commerciale par rapport à la période correspondante de l'année 1932. Cette baisse ne pouvait être, compensée que par une nouvelle réduction des importations.

En effet, *le solde favorable de la balance du commerce extérieur*, qui avait augmenté au cours des années 1930/1931, *a accusé en 1932 une baisse importante de 1.741 millions lei*, ce qui a ramené le solde de ladite année, année de restrictions, à 4.701 millions de lei, avant qu'il ne soit réduit de nouveau en 1933. *L'excédent de l'année 1933^{a)} est inférieur de 1.992 millions de lei à celui de 1932.^{b)}* Si l'on juge d'après l'évolution observée dans les exportations, il est probable qu'il souffrira encore au cours de l'année 1934 de nouvelles réductions, étant donné surtout la faiblesse des récoltes de blé et de maïs des années 1932 et 1933 (voir annexe 46).

Un autre aspect défavorable de la balance commerciale ressort de l'examen des soldes par pays (voir annexe 47). A part de légères exceptions, les soldes sont en baisse vis-à-vis des pays avec lesquels la Roumanie bénéficie normalement d'une balance active. ^{c)}

En outre, il y a lieu de constater que les accords de paiement et de clearing, conclus avec certains pays, ont donné de médiocres résultats, puisque le solde favorable existant vis-à-vis de certains d'entre eux a baissé et parfois s'est même transformé en déficit (Autriche), tandis que le solde négatif s'est maintenu ou même a augmenté.

Enfin, on doit souligner également qu'une partie importante du solde de la balance commerciale se trouve indisponible, par suite des restrictions de transferts, dans certains pays, comme par exemple:

Bulgarie,	solde	+	66,6 millions lei		
Grèce	„	+	194,4	„	„
Yougoslavie	„	+	83,8	„	„
Hongrie	„	+	195,1	„	„
	Total	+	539,9	„	„

Il s'ensuit que le solde total réel, pour les onze premiers mois de 1933, se trouve réduit à 1.946 millions de lei, en baisse de 2.531 millions de lei par rapport à la même période de l'année 1932.

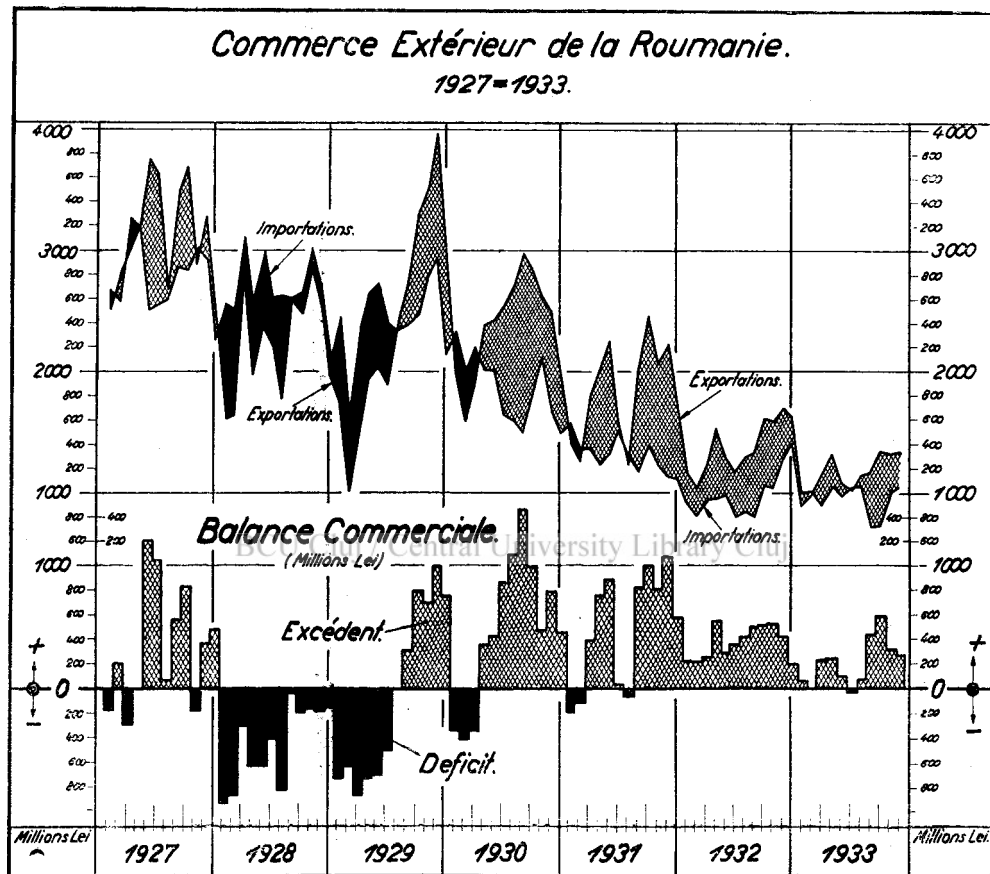
a) Le solde favorable des onze premiers mois de l'année 1933 est de 2.485 millions de lei.

b) Le solde favorable pour les onze premiers mois de l'année 1932 était de 4.477 millions de lei.

c) Autriche, Hongrie, Tchécoslovaquie, Grèce, Allemagne et Italie.

4. La dette publique extérieure et la balance commerciale

De l'analyse de la balance commerciale, il résulte que la consommation des produits importés a fléchi dans des conditions qui dénotent une réduction sérieuse de la capacité d'acquisition du



pays. Ce fléchissement a atteint en 1933, 55,6%, au point de vue des quantités, et 66,2%, au point de vue des valeurs.

D'autre part, la nécessité d'équilibrer la balance des paiements et le souci d'assurer un solde actif à la balance commerciale ont nécessité une augmentation des quantités exportées. Cette augmentation, qui a été en 1933 de 21% par rapport aux exportations de 1927, a naturellement exigé un effort supplémentaire de l'économie nationale.

Si l'on compare les années 1927 et 1933, on constate que, pour

une même quantité de marchandises importées, il faut fournir deux fois et demie plus de marchandises exportées.

En second lieu, la baisse des prix des produits exportés implique, pour l'économie roumaine, une perte nette qui, pour les quantités exportées de 1930 à 1933, et calculée aux prix de 1929, représente un total de 74,4 milliards, soit 18,6 milliards en moyenne par an, c'est-à-dire une somme de 379% plus élevée que les paiements au titre de la dette publique extérieure pendant la même période.

Troisièmement, *l'indice dérivé de la charge de la dette publique extérieure* par rapport à la valeur moyenne des produits exportés *est passé* de 100 en 1927, à 287 en 1933, après avoir atteint un moment le chiffre de 333.

L'accroissement de la charge de la dette extérieure a pu être limité aux environs de l'indice 287, d'une part, grâce à la dévalorisation du dollar qui s'est produite en avril 1933 et à celle de la livre sterling qui s'est produite en septembre 1931, et, d'autre part, grâce à la suspension des amortissements intervenue en 1933 et à la suspension du paiement des dettes de guerre. Si ces événements ne s'étaient pas produits, la Roumanie eût dû supporter une charge dont l'indice se fût exprimé par le coefficient 4,09.

Enfin, il y a lieu de souligner encore le *rapport entre l'annuité de la dette publique extérieure*, d'une part, et, d'autre part, la *valeur des exportations*.

122. *L'annuité extérieure et les exportations*

Millions de lei

Années	Annuité de la dette extérieure	Exportations	Rapport de l'annuité aux exportations
1927	4.279	38.111	11,22
1928	4.012	26.919	14,91
1929	5.392	28.960	18,60
1930	5.032	28.522	17,64
1931	6.090	22.197	27,43
1932	4.776	16.654	28,60
1933	3.745 a)	14.150 b)	26,46
1933	2.901 c)	14.150	20,50

a) Chiffre prévu au budget 1933/34. Conformément aux prévisions budgétaires, la dette publique eût été fixée au chiffre de 5.278 millions lei, soit un pourcentage de 37,30%, si les causes propres à en déterminer la réduction, telles qu'elles sont exposées ci-dessus, n'étaient survenues.

b) Les exportations du mois de Décembre évaluées à 1.180 millions de lei.

c) Somme effectivement transférée en 12 mois, d'après les données de la Banque Nationale (en millions):

Dette publique — Ministère des Finances	1210,1
" " — C. A. M.	1217,8
Contrat des routes	265,4
Commissions (pour le crédit de campagne et le crédit suisse)	208,1
	2901,4

La charge de la dette publique s'est donc accrue dans une importante proportion, puisqu'elle a atteint, au cours des trois dernières années, une moyenne approximative de 27,5% par rapport à la valeur des exportations et que ce pourcentage se trouve aujourd'hui 2, 3 fois plus élevé qu'il n'était en 1927.

Ce pourcentage d'accroissement s'est maintenu pendant les trois dernières années, malgré les réductions qui ont été opérées.

La présente analyse fait ressortir avec évidence les *difficultés, de plus en plus graves, que présente le transfert de l'annuité de la dette publique extérieure*. Ces difficultés sont dues aussi bien à la réduction de la valeur des exportations, qui implique un sacrifice progressif pour les producteurs, qu'à *l'accroissement continu de l'annuité de la dette publique jusqu' en 1932.*

Une double difficulté découle de ces faits.

Pour en mesurer la gravité, il est nécessaire d'examiner toutes les autres charges de la balance des paiements et d'apprécier exactement l'importance de la charge de l'annuité en rapport avec les autres éléments de la balance des paiements.

B. Le mouvement des capitaux et des crédits

Le relâchement des liens financiers entre la Roumanie et le groupe des pays de l'Europe centrale, après la guerre, a sensiblement réduit le courant de capitaux étrangers venant de ces pays.

C'est ainsi que le marché des crédits s'est trouvé privé d'un apport normal de disponibilités et que la tension du crédit en Roumanie est apparue. Le marché monétaire, d'autre part, a manqué de l'afflux de devises qui était nécessaire pour équilibrer la balance des paiements. Tel a été notamment le cas des cinq ou six premières années qui suivirent la guerre.

Mais, à partir de l'année 1923, lorsqu'un redressement de la balance se produisit et que l'inflation fut arrêtée, la balance des paiements s'en trouva sensiblement améliorée. Ce redressement s'accrut davantage encore en 1926. Par suite de la limitation de l'émission fiduciaire, un timide courant de capitaux étrangers apparut sur le marché roumain.

Ce fait est devenu plus visible encore en 1927, ⁽¹⁾ lorsque les paiements courants de la balance des paiements (voir annexe 58), comprenant l'annuité extérieure, les versements aux légations et autres, furent couverts à peu près intégralement au moyen des rentrées normales. Le déficit d'environ 300 millions de lei, existant dans ces postes de la balance, s'est trouvé compensé et au delà par les mouvements invisibles de capitaux et de crédits, soldés, après avoir satisfait aux paiements de l'annuité privée et des dividendes, par une somme de 2.657 millions de lei en faveur de la Roumanie (voir annexes 56—58).

Ce courant de capitaux s'est poursuivi durant l'année 1928, quoique cette année ait été extrêmement défavorable. En effet, le déficit des paiements courants (voir annexe 58) s'est élevé en cette année à 9,4 milliards de lei. Il put cependant être couvert de la manière qui suit:

1928. (millions de lei)

1. Crédits obtenus par l'Etat roumain	4.646
2. Ventes de devises	2.733
3. Solde favorable des postes invisibles	2.097
Total	9.476

La stabilisation monétaire de 1929, en assurant à l'Etat les fonds nécessaires à la liquidation de certaines opérations financières et de trésorerie, antérieures à février 1929, devait permettre d'épurer le marché roumain et de créer un milieu favorable à l'afflux de capitaux étrangers.

Ces capitaux devaient à leur tour assurer le redressement définitif de la situation financière du marché intérieur.

Cependant le solde des postes invisibles passa de 2.097 millions de lei en 1928 à 713 millions en 1929. Cette réduction est due au reuversement du mouvement des capitaux étrangers vers le marché roumain. En effet les crédits étrangers à court terme, ont été rapatriés à la suite de l'abolition des restrictions du commerce des changes, et les fournisseurs de l'Etat profitèrent de ce que celui-ci avait liquidé ses arriérés pour liquider à leur tour leurs dettes extérieures.

¹⁾ Les premières statistiques concernant la balance des paiements remontent à 1927.

Dès la première année de stabilisation, 3/5 environ du produit net de l'emprunt, augmenté des versements allemands, représentant un total de 16.273 millions de lei, ont été utilisés de la manière qui suit:

Déficit des paiements courants en 1929 (millions de lei).

Balance commerciale	668
Annuité extérieure	5.392
Divers	310
Remboursements de crédits à court terme ¹⁾	2.656
Total	9.026

A ce total de 9 milliards environ, il faut ajouter le montant des crédits étrangers rapatriés.

Il est probable que les retraits de crédits étrangers à court terme ont été provoqués également par la tension du crédit sur les marchés financiers occidentaux, tension consécutive aux spéculations boursières des Etats-Unis.

La Banque Nationale de Roumanie fut contrainte de procéder, au mois d'avril 1929, à une majoration progressive du taux de l'escompte qui passa de 6% à 9,50% (hausse de 60%), dans le but de défendre ses disponibilités en devises.

D'autre part, dans le même but, l'Etat fut obligé de ralentir le paiement des arriérés.

L'année 1930 a été caractérisée par deux tendances divergentes:

a) La première, vers un redressement de l'économie roumaine par ses propres moyens et par la réalisation de l'équilibre de la balance des paiements;

b) La seconde, vers un courant de retraits importants de crédits extérieurs à court terme, qui annihila les efforts réalisés en matière d'échanges internationaux.

L'effort de redressement de l'économie roumaine s'est manifesté par une activité considérable de l'exportation et un resserrement parallèle de l'importation. C'est ainsi que, malgré la dépréciation considérable des produits exportés, la balance commerciale se solda par un excédent de 5.478 millions de lei.

¹⁾ Etat et Banque Nationale de Roumanie.

Paiements courants en 1930 : (millions de lei)

Annuité de la dette publique	— 5.032	
Divers	— 342	— 5.374
Balance commerciale		+ 5.478
Excédent des postes courants		+ 104

Mouvements des capitaux et des crédits.

Versements I. T. T. et autres	+ 2.067
Total . . .	+ 2.171

Retraits de crédits extérieurs particuliers (solde invisible)	— 4.667	
Remboursements de crédits publics	— 1.225	— 5.896
Déficit couvert en devises et en or		— 3.725

L'année 1930 a été d'ailleurs, depuis 1927, la première où la balance des paiements courants se soit soldée par un excédent qui a atteint 104 millions de lei.

Toutefois, ce résultat favorable a été compensé par les mouvements des capitaux étrangers à court terme. Le solde négatif des mouvements invisibles s'est élevé à 4.667 millions de lei et il a représenté une différence de 5.380 millions de lei par rapport à 1929 (solde favorable: 713 millions de lei).

Ainsi donc, au lieu du mouvement de capitaux, qu'on espérait voir contribuer à l'assainissement de la vie économique, il s'est produit au contraire un épuisement progressif du stock de devises, ce qui ne pouvait manquer de rendre difficile le transfert de l'annuité extérieure. Devant la diminution de l'élasticité de l'Institut d'émission et le resserrement des disponibilités en devises libres, le Gouvernement s'est vu contraint de recourir, en 1930, au crédit à court terme de l'I. T. T. (8 millions \$) dont le produit s'ajoutait au prix de la concession des téléphones (4 millions \$). Cependant, le stock de devises de la Banque Nationale se trouvait à la fin de cette année inférieur à celui de l'année précédente.

Ce fait apparut avec plus d'évidence encore en 1931 lorsque, devant l'épuisement du stock de devises, la Roumanie obtint

l'emprunt de développement d'une valeur nominale de 8.715 millions de lei, dont 3.784 millions lei seulement furent utilisés pour augmenter l'encaisse de l'Institut d'émission.¹⁾

Aussitôt après le versement des fonds de l'emprunt, les sorties de devises se sont intensifiées progressivement, au fur et à mesure qu'avait lieu le retrait des crédits extérieurs sous l'influence de la crise bancaire en Europe Centrale.

Paiements courants en 1931 :

Annuité extérieure (y compris le contrat des routes et les rachats)	— 6.090	
Divers	— 209	— 6 299
Excédent de la balance commerciale		+ 6.442
Excédent courant		+ 143
Emprunt de développement		3.784
		+ 3.927
Remboursements de crédits publics et de la Banque Nationale de Roumanie	— 166	
Déficit invisible (retraits de crédits) (2)	— 7.381	— 7.542
Déficit couvert par des cessions de devises et d'or		— 3.620

Il y a lieu d'ajouter encore la fuite des capitaux nationaux.

Donc, en dépit d'un excédent des paiements courants de 143 millions de lei, la Banque Nationale s'est vue dans l'obligation de céder une valeur de 3.620 millions de lei en devises et en or. On peut ajouter qu'elle avait également subi une très forte pression due au retrait des dépôts en banque, pression qui l'obligea à procéder à une extension des crédits accordés pour secourir l'organisme bancaire roumain.

A la fin de l'année 1931, le solde de devises de la Banque Nationale se trouvait extrêmement réduit et les nécessités de transfert pour les premiers mois de l'année 1932 l'obligèrent à contracter des crédits à court terme d'une valeur nette de 1.647 millions de lei. De la sorte seulement il a été possible de faire face aux échéances de 1932. Bien plus, le problème du maintien

¹⁾ Le reste représente le remboursement de l'avance I. T. T. et le montant bloqué au titre du contrat des routes, ainsi que la différence du nominal au cours d'émission.

²⁾ Au cours de l'année 1931, il a été retiré des cinq principales banques, constituant le syndicat des banquiers, des crédits extérieurs représentant une valeur de 1.800 millions lei.

de la couverture dans les limites statutaires, d'une part, et les difficultés budgétaires, d'autre part, ont obligé l'Etat à contracter un crédit de 150 millions de francs français, soit environ 987 millions de lei, par l'intermédiaire de la Caisse Autonome des Monopoles de l'Etat, (crédit bloqué, utilisé dans une proportion de 35% à la couverture de l'avance accordée à l'Etat). Ce crédit a majoré encore d'environ 90 millions de lei la charge des paiements extérieurs pour l'année 1932. Une opération similaire portant sur 50 millions francs suisses a été effectuée en août 1932 pour les nécessités de la Trésorerie.

Le retrait des crédits extérieurs, qui a persisté en 1932, parallèlement à la diminution du solde excédentaire de la balance commerciale dont une grosse partie était indisponible, a contraint le Gouvernement roumain à recourir à des mesures de contrôle concernant le commerce des devises, en limitant les versements extérieurs au paiement des importations et de certaines dettes financières. D'autre part, la diminution continuelle du stock de devises a obligé la Banque Nationale à procéder en deux étapes à des ventes d'or pour une valeur de 547 millions de lei (mai et août) et à recourir à une avance sur or auprès de la Banque d'Angleterre pour un montant d'environ 680 millions de lei (juin). Cette dernière avance fut remboursée avant la fin de l'année.

La baisse de l'excédent favorable de la balance commerciale en 1932 a déterminé un déficit d'environ 540 millions de lei dans les postes courants de la balance des paiements, bien que les paiements relatifs à l'annuité de la dette publique aient été de 1.314 millions de lei inférieurs à ceux de l'année 1931, par suite des économies réalisées du fait de la dévalorisation de la livre sterling et de la suspension du paiement des dettes de guerre.

Paiements courants en 1932
(millions lei).

Annuité extérieure	— 4.776	
Divers paiements	— 476	— 5.242
Excédent de la balance commerciale	+ 4.701	
Déficit des paiements courants	— 541	
Crédits à court terme . . . (net)	+ 1.647	
	+ 1.106	
Solde des mouvements invisibles	— 1.460	
Déficit couvert en or et en devises	— 354	

L'adoption des restrictions au commerce de devises a ralenti les retraits de crédits et l'exode des capitaux en les ramenant à 1.460 millions de lei; de même, le déficit des postes courants a été couvert au moyen des crédits et des avances dont il est parlé plus haut. Toutefois, il importe de considérer qu'une partie de cet exode apparent représente des créances commerciales que la Roumanie n'a pu récupérer par suite du contrôle des devises existant dans certains pays.

En 1933 (11 mois), l'équilibre des postes courants n'a pu être réalisé que grâce à la réduction considérable, d'environ 2.354 millions de lei, opérée sur les paiements effectués au compte de la dette publique, par suite de la suspension de l'amortissement (avril 1933), de la dépréciation du dollar et plus tard de la suspension partielle du transfert (octobre 1933). *La réduction de l'excédent de la balance commerciale, dans les proportions ci-dessus indiquées, aurait rendu le transfert de l'annuité intégrale, matériellement impossible.*

Il eut été impossible de contracter de nouveaux crédits à court terme, en raison du danger pour la stabilité de la monnaie résultant d'une accumulation excessive d'engagements à court terme.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Bien plus, la Banque Nationale a procédé à un remboursement partiel des crédits à court terme contractés en 1931 et 1932. Ces remboursements se sont chiffrés à 208 millions de lei.

Il importe d'ajouter, en outre, la charge d'environ 205 millions lei, supportée par l'Etat et représentant les commissions payées pour le crédit de 150 millions de francs français contracté en 1932 (et porté en 1933 à 170 millions) et pour le crédit de 50 millions de francs suisses (porté à 70 millions), crédits qui s'étaient révélés indispensables pour le maintien de la couverture statutaire.

Le mouvement des postes invisibles a été de nouveau défavorable à la Roumanie en 1933, bien qu'il soit extrêmement probable qu'il corresponde plutôt aux créances commerciales des exportateurs roumains bloquées à l'étranger (voir annexes 56, 57, 58).

Pour faire face aux paiements extérieurs, la Banque Nationale a cédé en 11 mois pour 593 millions de lei en devises.

A la fin de l'année 1933, d'après le bilan, le stock de devises de la Banque Nationale se chiffrait à 258 millions de lei seulement.

C. Répercussions exercées sur la Banque Nationale.

L'évolution défavorable de la balance des paiements, au cours des dernières années, a exercé de graves répercussions sur la situation de la Banque Nationale. L'impossibilité de réaliser un équilibre normal de la balance des paiements, quel que soit l'effort déployé par l'économie nationale, a influencé la situation de l'Institut d'émission dont la capacité de transfert et les possibilités d'intervention sur le marché intérieur sont aujourd'hui limitées.

Si l'on compare la situation, telle qu'elle existait à la fin de l'année 1929 (31 décembre), à celle au 31 décembre 1933, on constate en effet, d'après les chiffres officiels, une diminution de 5.778 millions de lei dans le stock de couverture, soit 36,3%.

123. Encaisse de la Banque Nationale

BCU Cluj / Cei (Millions de lei) ity Library Cluj

	31. XII. 1929	31. XII. 1933	Différences
Or			
en Roumanie . . .	5.266	6.673	+ 1.407
à l'étranger . . .	3.919	3.222	— 697
Total . . .	9.185	9.895	+ 710
Devises-or	6.746	258	— 6.488
Couverture totale .	15.931	10.153	— 5.778

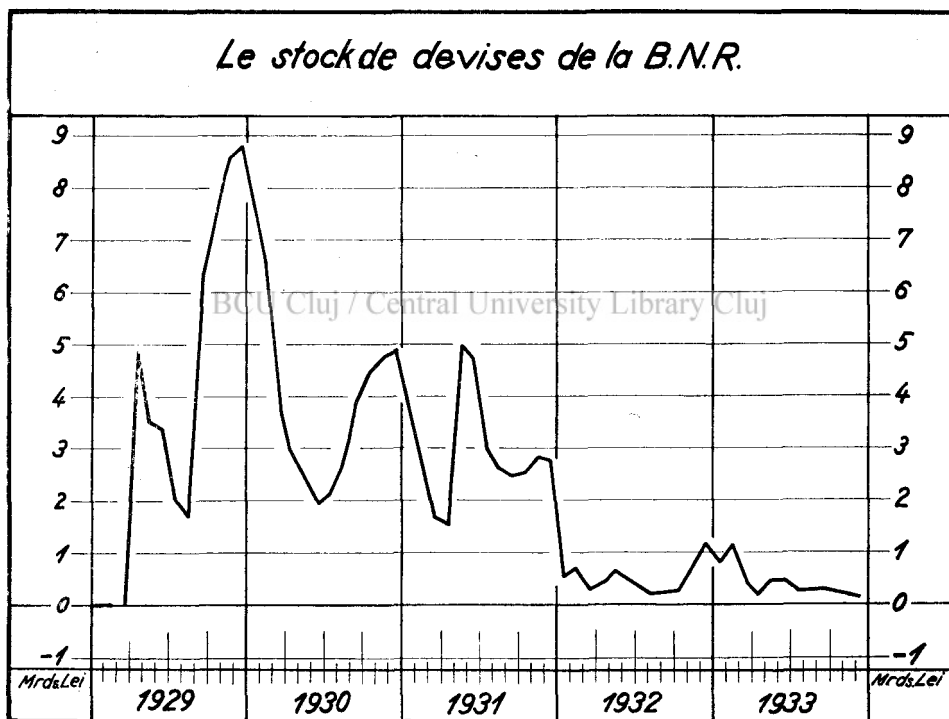
Cette importante réduction de la couverture n'ayant eu pour corollaire qu'une diminution de 1.839 millions de lei (28.476 millions contre 30.315 millions) des engagements à vue, le pourcentage de couverture a fléchi de 52,2% en 1929 à 35,65% au 31 décembre 1933, c'est-à-d re qu'il a à peu près atteint la limite légale fixée par les statuts de l'Institut d'émission.

De l'examen du mouvement des devises à la Banque Nationale au cours des cinq dernières années, il résulte que:

1) Normalement, l'excédent de la balance commerciale n'a jamais été suffisant pour le paiement de toutes les sommes (dettes

publiques et particulières) dont le versement doit être effectué chaque année à l'étranger.

2) Pour fournir les devises nécessaires à tous les paiements extérieurs, l'Etat, aussi bien que la Banque Nationale, ont été constamment contraints de faire appel à des emprunts et à des crédits étrangers; ces emprunts ont servi uniquement aux paiements relatifs à des emprunts antérieurement contractés et ils ont contribué à augmenter les obligations de la Roumanie vis-à-vis de l'étranger.



3) Au cours des années 1932 et 1933, la Banque Nationale ne pouvant obtenir d'emprunts importants à l'étranger, a dû céder des devises prélevées, sur son stock de couverture lequel, de ce fait,

a considérablement diminué; à la fin de l'année 1933 le total des devises disponibles ne dépassait pas la somme de 258 millions de lei.

4) A défaut d'une réserve plus considérable, l'élasticité de la circulation a complètement disparu et la Banque Nationale se trouverait hors d'état d'intervenir dans le cas où l'activité économique intérieure exigerait un accroissement de l'émission actuelle.

* * *

La baisse générale des prix a eu une influence extrêmement défavorable sur le volume et l'excédent de la balance commerciale. C'est là que réside principalement la cause des difficultés qui ont empêché le fonctionnement normal du mécanisme économique et financier de la Roumanie.

D'autre part les mouvements de capitaux et de crédits privés qui, jusqu'en 1929, étaient favorables à la Roumanie, ont subi également une profonde modification.

Dans ces conditions, la stabilisation monétaire de 1929, réalisée à la veille de la crise mondiale, n'a pu donner les résultats qu'on en attendait. *Les retraits continuels de crédits extérieurs, surtout à partir de 1930, ont exercé une pression constante et une influence entièrement défavorable sur la balance des paiements.*

L'élément d'équilibre, dans l'alimentation du marché roumain des devises, s'est trouvé remplacé par un élément de déséquilibre permanent, causé par les retraits des placements étrangers et même, dans une moindre mesure, par l'évasion des capitaux. La balance des paiements est ainsi devenue déficitaire et c'est la raison pour laquelle le marché des devises s'est trouvé dans l'impossibilité de satisfaire normalement aux nécessités du transfert.

L'Etat a dû intervenir sur le marché et recourir à des emprunts, afin d'assurer les devises nécessaires au paiement de l'annuité extérieure.

Le problème s'est encore aggravé ultérieurement par l'intervention d'un nouvel élément. *L'excédent des exportations a diminué considérablement* du fait de la réduction des contingents accordés à la Roumanie par les pays importateurs (voir an-

nexe 56), de la généralisation du système des compensations et de l'indisponibilité frappant nos créances provenant de l'exportation, par suite des restrictions instituées par certains pays importateurs.

La meilleure preuve en est que, malgré une hausse de 25%, des quantités exportées en 1933, par rapport à l'année 1929 et bien que l'année 1933 accuse également une baisse légère des importations, le solde de la balance commerciale en 1933 a cependant fléchi à 56% du solde de 1932.

124. *Balance commerciale (11 mois)*

(Millions de lei)

Années	Soldes (11 mois)	Différences	% de baisse
1931	+ 5.850		
1932	+ 4.477	— 1.373	23,4
1933	+ 2.485	— 1.992	44,5

Le montant des emprunts publics et des crédits obtenus par l'Institut d'émission, au cours des années 1929 à 1933 inclusivement, peut se chiffrer approximativement à 19.512 millions de lei, auxquels il faut ajouter le prix de la vente des téléphones, d'environ 670 millions de lei. Le déficit total des mouvements invisibles de capitaux et de services pour la même période de temps s'élève, sur la base de la statistique des soldes de la Banque Nationale et de ceux du commerce extérieur à 13.230 millions de lei. En ajoutant à ces sorties les paiements effectués par l'annuité de la dette publique, soit 23.711 millions de lei, il apparait que le total des devises exigées pour le transfert de ces deux postes représente un total de 36.941 millions de lei.

Si l'on tient compte que le solde actif de la balance commerciale n'a été que de 18.438 millions de lei pour l'ensemble des années 1929 à 1933 inclusivement, il en résulte que, pour le paiement de la dette extérieure, la Banque Nationale a été obligée de vendre 593 millions d'or et d'utiliser en outre les 19,5 milliards fournis par les emprunts et crédits successifs contractés à l'extérieur (voir annexe 57).

Par suite, la charge de la dette publique a dépassé de 5.273 millions de lei les possibilités normales de transfert du pays en ces dernières années, telles qu'elles résultaient du solde favorable de la balance commerciale, seul poste actif de la balance des paiements.

125. *Récapitulation de la balance des paiements (1929—1933)*

Actif	Ventes d'or et de devises	330	
	Excédent de la balance commerciale	18.438	
	Emprunts, crédits, avances	19.512	
	Divers (légations, différences de cours)	<u>764</u>	<u>39.044</u>
Passif	Annuité de la dette extérieure	23.711	
	Paievements de l'Etat, des régies, des légations, etc.	<u>2.103</u>	<u>25.814</u>
	Solde défavorable des mouvements invisibles		<u><u>13.230</u></u>

Le reste des nécessités de toute nature a été couvert par des emprunts dont l'annuité vient, pour son compte, accroître encore les difficultés rencontrées actuellement dans la réalisation du transfert.

Considérant que la couverture actuelle de l'émission de la Banque Nationale de Roumanie ne permet plus de faire appel au stock d'or pour le réglément des déficits de la balance des paiements; que l'équilibre de la balance des paiements n'a été assuré que par le produit des emprunts et des crédits à court terme; considérant enfin la baisse accentuée et progressive du solde favorable de la balance commerciale, déterminé par la baisse catastrophique des prix des produits d'exportation, il faut reconnaître que c'est une *nécessité inéluctable pour la Roumanie de réaliser un nouvel équilibre normal et permanent de sa balance des paiements*.

Cet équilibre deviendrait chose possible dès l'instant où, les restrictions au commerce international de marchandises et de capitaux venant à disparaître, on pourrait entrevoir, d'une part, une *expansion des exportations* et, d'autre part, une reprise des *investissements particuliers de capitaux étrangers*.

Mais en l'absence de telles possibilités, qui, étant donné les expériences faites en ces dernières années et les caractéristiques essentielles de la crise en Roumanie, paraissent peu probables, du moins pour un certain temps, *il ne reste, comme solution, que la réduction des postes passifs de la balance des paiements. Or, la chose ne peut être réalisée que par un resserrement des importations ou par un aménagement adéquat de la dette publique.*

Le resserrement des importations, à supposer qu'il soit encore

possible, aurait pour effet de réduire encore les débouchés que notre pays offre au commerce international, et serait susceptible de donner naissance à des représailles économiques de nature à ajouter encore à la confusion de la politique commerciale actuelle.

En même temps, la réduction excessive et anti-économique des importations serait de nature à exercer une répercussion défavorable sur le processus de la production nationale. La preuve en est dans le fait même que le pourcentage des éléments destinés à la production, dans les importations, est allé en diminuant, ce qui pourrait provoquer une nouvelle réduction du revenu national et, par suite, de la capacité contributive du pays.



ANNEXES

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Annexe 1.

*Prix des céréales en Roumanie.**Prix intérieurs comparés aux prix de Braïla (sur wagon).*

(lei par 100 kgr.).

Années	Tri- mestre	Blé		Maïs		Orge		Avoine		Seigle
		Intérieur	Braïla	Intérieur	Braïla	Intérieur	Braïla	Intérieur	Braïla	Intérieur
1913	lei-or	17,20	—	11,25	—	11,50	—	10,85	—	12,50
1913	„ stab.	556	—	364	—	372	—	351	—	404
1928	IV	650	780	650	580	535	555	375	595	610
1929	I	—	840	—	725	—	570	—	600	—
	II	—	815	—	775	—	475	—	545	—
	III	—	705	—	600	—	450	—	380	—
	IV	600	625	350	385	366	380	365	385	455
1930	I	575	580	290	280	270	285	280	245	315
	II	510	530	260	295	220	235	250	215	280
	III	430	435	325	350	205	245	225	230	225
	IV	311	325	232	215	167	180	188	175	215
1931	I	304	320	219	210	193	215	216	230	250
	II	321	310	259	215	245	280	300	325	245
	III	245	265	230	250	185	220	250	265	200
	IV	242	280	158	175	206	260	258	300	200
1932	I	266	300	181	185	254	285	288	310	223
	II	314	328	210	203	265	295	310	300	250
	III	390	410	200	193	200	210	250	210	275
	IV	555	580	172	169	195	198	231	200	382
1933	I	609	570	168	160	181	180	235	250	456
	II	580	540	157	150	156	165	216	215	427
	III	400	410	181	165	142	145	188	175	280
	IV	320	335	180	172	120	130	160	165	215

Annexe 2.

Prix annuels des céréales.

(lei par 100 kgr.).

Années	Blé		Maïs		Orge		Avoine		Seigle
	Intérieur	Braïla	Intérieur	Braïla	Intérieur	Braïla	Intérieur	Braïla	Intérieur
1929	—	746	—	621	—	469	—	477,5	—
1930	457	468	277	285	216	236	236	216	259
1931	278	294	217	212	207	244	256	280	224
1932	381	405	191	188	229	247	270	255	283
1933	477	464	172	162	150	155	200	201	345

Annexe 3.

Rentabilité de la culture du blé.

(lei par hectare)

F r a i s d e p r o d u c t i o n

F r a i s d e m a i n - d ' o e u v r e

Années	Superficies cultivées millions ha.	Deux labours	Ensemencement	Moisson	Battage	Total des frais de main- d'oeuvre	Semences *)	Total des frais de production	Valeur de la production	Différences
1930	3,06	1.020	100	395	210	1.725	1.080	2.805	3.610	+ 805
1931	3,47	830	80	430	170	1.510	540	2.050	2.549	+ 499
1932	2,87	665	70	335	150	1.220	430	1.650	2.923	+ 1.273
1933	3,12	620	65	320	120	1.125	990	2.115	3.310	+ 1.195
Total	12,52					5.580	3.040	8.620	12.392	+ 3.772
Moyenne	3,13					1.395	760	2.155	3.098	+ 943

*) Semences : 180 kgr. par ha. au prix du 4^eme trimestre de l'année précédente :

trim. IV	1929=600 lei.
"	1930=300 "
"	1931=240 "
"	1932=550 "

Annexe 4.

Rentabilité de la culture du maïs

(lei par hectare).

F r a i s d e p r o d u c t i o n

F r a i s d e m a i n d' o e u v r e

Années	Superficies cultivées millions ha.	Lehours de printemps	Ensemencement	Binage	Cueillette	Transport	Total des frais de main- d'oeuvre	Coût des semences *)	Total des frais de production	Valeur de la production	Différences
1930	4,43	510	100	930	395	185	2.120	116	2.236	2.399	+ 163
1931	4,75	385	80	780	430	135	1.810	88	1.898	1.976	+ 78
1932	4,78	350	70	640	335	120	1.515	72	1.587	2.133	+ 546
1933	4,83	325	65	590	320	120	1.420	68	1.488	1.500	+ 12
Total . . .	18,79						6.865,—	344	7.209,—	8.008	+ 799
Moyenne .	4,6975						1.716,25	86	1.802,25	2.002	+ 200

*) Semences : 40 kgr par ha. au prix du
I-er trimestre de 1930 = 290 lei
1931 = 220 "
1932 = 180 "
1933 = 170 "

Annexe 5.

Rentabilité de la culture de l'orge

(lei par hectare).

Années	F r a i s d e p r o d u c t i o n					
	F r a i s d e m a i n - d ' o e u v r e					
	Superficies cultivées millions ha.	Frais de main- d'œuvre comme pour le blé	A déduire les labours d'automne	Total des frais de main- d'œuvre	Coût des semences *)	Total des frais de production
1930 . . .	1,98	1,725	550	1,175	430	1,605
1931 . . .	1,92	1,510	445	1,065	320	1,385
1932 . . .	1,79	1,220	315	905	400	1,305
1933 . . .	1,81	1,125	295	830	290	1,120
Total . . .	7,50			3,975	1,440	5,415
Moyenne . .	1,875			993,75	360	1,357,75
						Valeur de la production
						2,040
						1,510
						1,601
						1,250
						6,401
						1,600,25
						Différences
						+ 435
						+ 125
						+ 296
						+ 130
						+ 986
						+ 246

*) Semences : 160 kgr. par ha. au prix du I-er trimestre
des années . . . 1930=270 lei
1931=200 " "
1932=250 " "
1933=180 " "

Annexe 6.

Rentabilité de la culture de l'avoine

(lei par hectare)

Années	Superficies cultivées millions ha.	Frais de production			Valeur de la production	Différences
		Frais de main- d'oeuvre (Comme pour l'orge)	Coût des semences *)	Total des frais de production		
1930	1.09	1.175	320	1.495	2.021	+ 526
1931	0.87	1.065	250	1.315	1.999	+ 676
1932	0.79	905	335	1.240	1.867	+ 627
1933	0.83	830	270	1.100	1.550	+ 450
Total . . .	3.58	3.975	1.175	5.150	7.437	+ 2.279
Moyenne .	0.895	993,75	293,75	1.287,50	1.859,25	+ 570

*) Semences : 115 kgr. par ha. aux prix du
I-er trimestre des années 1930=280 lei
1931=215 „
1932=290 „
1933=235 „

Annexe 7.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Rentabilité de la culture du seigle.

(lei par hectare)

Années	Superficies cultivées millions ha.	Frais de production			Valeur de la production	Différences
		Frais de main- d'oeuvre (comme pour le blé)	Semences *)	Total des frais de production		
1930	0,39	1.725	500	2.225	2.120	— 105
1931	0,41	1.510	400	1.910	1.825	— 85
1932	0,35	1.220	360	1.580	1.505	— 75
1933	0,39	1.125	720	1.845	1.785	— 60
Total . . .	1,54	5.580	1.980	7.560	7.235	— 325
Moyenne .	0,385	1395	495	1.890	1.808,75	— 81

*) Semences : 160 kg par ha. au prix du
IV-ème trimestre de l'année 1930=315 lei
1931=250 „
1932=225 „
1933=450 „

Situation de la grande industrie manufacturière de la Roumanie.

Années	Nombre des entreprises	Force motrice C. V.	Capital investi (millions de lei)	Personnel		Valeur des matières premières (millions de lei)	Valeur du combustible (millions de lei)	Salaires (millions de lei)	Valeur de la production (millions de lei)	Taux du profit industriel (%)
				Fonctionnaires	Ouvriers					
1929	3.736	497.963	40.284	24.305	176.879	201.184	2.620	7.723	56.128	29,90/0
1930	3.646	492.715	40.390	22.769	151.458	174.227	2.111	6.944	48.353	25,50/0
1931	3.524	498.059	40.543	19.950	132.289	152.309	1.467	5.368	33.150	14,80/0
1932	3.557	514.745	39.904	18.688	134.510	152.198	1.368	4.379	32.475	12,40/0
<i>Industrie alimentaire.</i>										
1929	1.004	126.396	11.686	4.855	20.789	25.644	453	928	15.312	26,40/0
1930	991	124.875	11.280	4.630	20.566	25.196	448	859	16.134	41,60/0
1931	1.030	127.906	11.237	4.286	17.808	24.094	276	700	7.561	11,30/0
1932	1.028	130.570	11.078	3.995	16.725	20.720	264	586	8.515	13,20/0
<i>Industrie métallurgique et industrie de l'électricité.</i>										
1929	460	86.801	6.527	4.683	36.392	41.075	669	2.076	8.651	24,60/0
1930	455	89.190	6.358	4.392	28.625	33.017	588	1.838	7.815	19,20/0
1931	415	90.582	6.153	3.100	21.393	24.493	279	1.254	5.460	17,10/0
1932	409	105.217	5.732	2.819	23.856	26.675	251	976	4.425	14,50/0
<i>Industrie chimique (y compris les distilleries de pétrole et les fabriques d'allumettes).</i>										
1929	248	69.326	6.131	3.048	16.154	19.238	624	899	11.011	50,60/0
1930	261	65.216	6.542	2.992	14.623	17.715	329	901	9.003	21,60/0
1931	256	67.013	7.393	2.877	15.566	18.445	366	847	7.340	25,00/0
1932	278	65.659	7.159	2.531	11.222	13.753	353	559	7.384	25,40/0

(*) Le taux du bénéfice industriel a été calculé en tenant compte d'un amortissement de 10 % du capital investi.

Annexe 8 (suite)

Années	Nombre des entre- prises	Force motrice C. V.	Capital investi (millions de lei)	Personnel			Valeur des matières premières (millions de lei)	Valeur du com- bustible (millions de lei)	Salaires (millions de lei)	Valeur de la produc- tion (millions de lei)	Taux du profit indus- triel (% *)
				Fonction- naires	Ouvriers	Total					
Industrie du cuir.											
1929	211	15.117	1.406	1.034	6.894	7.928	1.628	45	310	2.614	34,80/0
1930	186	14.384	1.278	861	6.209	7.070	1.290	32	260	2.091	29,80/0
1931	174	12.140	1.246	742	4.960	5.702	975	35	214	1.548	16,00/0
1932	162	12.679	1.009	897	5.750	6.647	996	30	197	1.492	16,60/0
Industrie textile.											
1929	516	40.421	5.515	3.599	92.364	35.963	4.776	213	1.171	8.448	31,40/0
1930	517	43.312	5.797	3.582	31.240	34.822	4.407	190	1.112	7.506	21,00/0
1931	473	42.525	5.618	3.379	30.943	34.322	3.117	164	923	5.827	18,90/0
1932	470	42.941	5.681	3.541	34.533	38.074	3.331	165	909	6.138	20,50/0
Industrie du bois.											
1929	787	73.825	3.457	3.689	37.967	41.056	2.801	94	1.211	5.363	26,40/0
1930	717	69.645	3.448	3.188	27.817	31.005	2.157	96	902	3.706	6,00/0
1931	662	68.479	3.080	2.481	21.785	24.266	1.071	64	556	2.133	4,40/0
1932	692	68.526	3.038	2.158	21.898	24.056	724	49	411	1.508	0,70/0
Industrie des arts graphiques et de l'imprimerie.											
1929	147	29.971	2.128	1.573	9.095	10.668	988	143	512	2.447	27,80/0
1930	154	29.984	2.297	1.433	7.752	9.185	817	145	526	2.227	22,20/0
1931	145	34.590	2.497	1.683	7.482	9.165	867	98	505	2.056	13,40/0
1932	162	33.652	2.577	1.528	7.388	8.916	711	85	406	1.834	14,50/0
Industrie des constructions.											
1929	296	52.981	2.805	1.187	12.776	13.963	243	305	411	1.573	11,90/0
1930	302	53.333	2.967	1.164	11.162	12.326	206	299	366	1.309	7,10/0
1931	303	51.762	2.720	980	9.647	10.597	148	145	253	847	1,10/0
1932	288	52.720	3.043	923	8.884	9.807	138	139	244	862	1,20/0

Annexe 9.

La rentabilité des sociétés anonymes industrielles.

(Millions de lei)

Années	Capital social et réserves	Résultats (Bénéfices moins les pertes)	Rentabilité
1929	34.114	+ 1.354	+ 4,00/o
1930	36.238	+ 430	+ 1,20/o
1931	38.112	— 2.078	— 5,50/o
1932	36.689	— 2.249	— 6,10/o

1. Industrie du pétrole

1929	12.152	+ 513	+ 4,20/o
1930	13.855	+ 528	+ 3,80/o
1931	13.751	— 530	— 3,80/o
1932	12.803	— 371	— 2,90/o

2. Industrie forestière et industrie du papier

1929	2.295	+ 19	+ 0,80/o
1930	2.315	— 147	— 6,30/o
1931	2.291	— 524	— 22,90/o
1932	1.780	— 350	— 19,70/o

3. Industrie alimentaire

1929	3.681	+ 191	+ 5,20/o
1930	4.001	+ 109	+ 2,70/o
1931	4.079	— 7	—
1932	4 172	— 255	— 6,10/o

4. Industrie meunière

1929	595	— 72	— 120/o
1930	527	— 95	— 180/o
1931	462	— 92	— 200/o
1932	467	— 112	— 240/o

5. Industrie chimique

1929	1.113	+ 63	+ 5,60/o
1930	1.394	+ 6	+ 0,50/o
1931	1.386	— 47	— 3,40/o
1932	1.458		

Annexe 9 (suite)

La rentabilité des sociétés industrielles (suite)

(Millions de lei)

6. Industrie textile.

Années	Capital social et réserves	Résultats (Bénéfices moins les pertes)	Rentabilité
1929	2.421	+ 55	+ 2 ⁰ / ₀
1930	2.590	— 9	— 0,3 ⁰ / ₀
1931	2.615	— 218	— 8,3 ⁰ / ₀
1932	2.750	— 321	— 11,7 ⁰ / ₀

7. Industrie métallurgique.

1929	3.970	+ 142	+ 3,5 ⁰ / ₀
1930	4.071	+ 21	+ 0,5 ⁰ / ₀
1931	4.312	— 567	— 13,1 ⁰ / ₀
1932	4.254	— 708	— 16,6 ⁰ / ₀

8. Industrie du cuir.

1929	382	— 45	— 11,7 ⁰ / ₀
1930	350	— 54	— 15,4 ⁰ / ₀
1931	447	— 84	— 18,7 ⁰ / ₀
1932	453	— 111	— 25 ⁰ / ₀

BCU Cluj / Central University Library Cluj

9. Industrie des arts graphiques et de l'imprimerie.

1929	609	— 16	— 2,6 ⁰ / ₀
1930	487	— 26	— 5,3 ⁰ / ₀
1931	494	— 41	— 8,2 ⁰ / ₀
1932	457	— 31	— 6,7 ⁰ / ₀

10. Industrie des constructions.

1929	512	+ 29	+ 5,6 ⁰ / ₀
1930	533	+ 4	+ 0,8 ⁰ / ₀
1931	535	+ 19	+ 3,4 ⁰ / ₀
1932	547	+ 2	+ 0,4 ⁰ / ₀

11. Industrie du ciment et de la chaux.

1929	769	+ 88	+ 11,4 ⁰ / ₀
1930	777	+ 47	+ 6,0 ⁰ / ₀
1931	889	+ 43	+ 4,8 ⁰ / ₀
1932	898	+ 39	+ 4,3 ⁰ / ₀

12. Industrie du gaz et de l'électricité.

1929	541	+ 80	+ 10,7 ⁰ / ₀
1930	1.206	+ 118	+ 9,7 ⁰ / ₀
1931	1.569	+ 43	+ 2,7 ⁰ / ₀
1932	1.709	— 6	— 0,3 ⁰ / ₀

Annexe 10.

Bilans résumés des sociétés anonymes industrielles.

(Millions de lei).

<i>Actif :</i>	1929	1930	1931	1932
Disponible	1.679	2.250	2.116	2.847
Débiteurs	23.258	21.666	20.815	21.602
Produits fabriqués, matières premières	18.247	17.169	13.775	11.086
Immobilisations	50.724	54.158	57.624	54.046
Participations	3.367	2.779	3.328	3.200
Pertes nettes	—	—	2.078	2.249
<i>Passif :</i>				
Capital et fonds divers	46.107	50.697	60.025	56.964
Créditeurs	46.401	43.543	41.811	38.935
Bénéfices nets	1.354	430	—	—

Annexe 11.

Indices des prix de gros.

1929 = 100

Prix agricoles et prix industriels.

1 9 2 9

	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX	X	XI	XII	Moyenne annuelle
Produits agricoles	126	131	130	122	112	111	99	84	74	70	70	68	100
Produits pétroliers (marché intérieur)	86	81	81	85	91	87	96	112	114	112	122	126	100
Produits textiles	100	100	97	100	102	102	102	99	99	99	99	100	100

1 9 3 0

	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX	X	XI	XII	Moyenne annuelle
Produits agricoles	69	67	57	63	60	55	65	60	50	49	45	46	57
Produits pétroliers (marché intérieur)	130	130	128	124	122	117	112	112	111	115	112	97	118
Produits textiles	100	97	97	97	95	95	95	95	89	87	81	78	92

1 9 3 1

	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX	X	XI	XII	Moyenne annuelle
Produits agricoles	47	48	51	49	52	51	51	43	40	39	40	39	46
Produits pétroliers (marché intérieur)	74	65	63	66	64	63	81	75	75	73	79	79	71
Produits textiles	75	75	75	72	67	70	67	67	67	67	67	67	70

1 9 3 2

	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX	X	XI	XII	Moyenne annuelle
Produits agricoles	42	41	43	50	51	47	47	51	49	52	53	57	49
Produits pétroliers (marché intérieur)	65	65	67	67	67	66	69	69	69	69	69	69	68
Produits textiles	67	63	63	53	50	50	52	58	69	69	66	88	62

1 9 3 3

	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX	X	XI	XII	Moyenne annuelle
Produits agricoles	57	59	54	52	53	49	50	39	38	37	36	42	47
Produits pétroliers (marché intérieur)	71	71	72	69	69	65	64	67	74	81	81	77	72
Produits textiles	66	66	66	66	64	64	65	58	58	58	58	58	62

Annexe 12.

*Indices des prix des marchandises vendues et indices des prix des
marchandises achetées par la population rurale*

(Le déséquilibre du budget paysan)

1929 = 100

1 9 2 9

	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX	X	XI	XII	Moyenne annuelle
Produits agricoles	126	131	130	122	112	111	99	84	74	70	70	68	100
Instruments agricoles.	101	100	100	99	97	98	98	97	95	96	99	92	100

1 9 3 0

	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX	X	XI	XII	Moyenne annuelle
Produits agricoles	69	67	57	63	60	55	65	60	50	49	45	46	57
Instruments agricoles.	96	94	94	96	97	97	96	96	94	94	89	87	97

1 9 3 1

	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX	X	XI	XII	Moyenne annuelle
Produits agricoles	47	48	51	49	52	51	51	43	40	39	40	39	46
Instruments agricoles.	80	83	83	83	83	83	83	79	75	74	78	76	82

1 9 3 2

	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX	X	XI	XII	Moyenne annuelle
Produits agricoles	42	41	43	50	51	47	47	51	49	52	53	57	49
Instruments agricoles	79	76	76	78	73	73	74	74	77	75	75	75	75

1 9 3 3

	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX	X	XI	XII	Moyenne annuelle
Produits agricoles	57	59	54	52	53	49	50	39	38	37	36	42	47
Instruments agricoles.	74	74	78	78	78	77	78	74	72	72	71	71	75

Annexe 13.

Indices des prix des produits pétroliers.

1929 = 100

	1 9 2 9												Moyenne annuelle
	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX	X	XI	XII	
Prix d'exportation	93	96	91	97	103	108	104	101	102	101	102	101	100
Prix à l'intérieur	86	81	81	85	91	87	96	112	114	112	122	126	100

	1 9 3 0												Moyenne annuelle
	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX	X	XI	XII	
Prix d'exportation	99	93	87	85	76	75	67	75	75	75	60	56	77
Prix à l'intérieur	130	130	128	124	122	117	112	112	111	115	112	97	118

BCU Cluj / Central University Library Cluj

	1 9 3 1												Moyenne annuelle
	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX	X	XI	XII	
Prix d'exportation	50	46	50	47	43	38	37	37	36	35	41	42	42
Prix à l'intérieur	74	65	63	66	64	63	81	75	75	73	79	79	71

	1 9 3 2												Moyenne annuelle
	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX	X	XI	XII	
Prix d'exportation	44	41	41	40	42	43	44	44	45	44	42	45	43
Prix à l'intérieur	65	65	67	67	67	66	69	69	69	69	69	69	68

	1 9 3 3												Moyenne annuelle
	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX	X	XI	XII	
Prix d'exportation	46	45	44	42	40	36	38	40	49	52	49	46	46
Prix à l'intérieur	71	71	72	69	69	65	64	67	74	81	81	77	72

Annexe 14.

Variations du nombre et du capital des sociétés anonymes en Roumanie.

(La situation au 31 décembre, en millions de lei).

	1922		1923		1924		1925		1926		1927	
	Nombre	Capital	Nombre	Capital	Nombre	Capital	Nombre	Capital	Nombre	Capital	Nombre	Capital
Banques	683	3.335	756	4.253	844	5.176	928	6.277	1.029	7.505	1.054	8.319
Industries	720	7.549	874	11.934	1.014	15.633	1.108	19.106	1.171	24.818	1.168	27.893
Commerce	218	1.125	277	1.416	293	1.617	352	1.861	368	1.491	414	2.037
Assurances	—	—	—	—	—	—	—	—	24	251	24	317
Diverses	29	153	35	205	37	265	52	319	30	160	34	173
Total	1.650	12.162	1.942	17.808	2.188	22.691	2.440	27.563	2.622	34.225	2.694	38.739

	1928		1929		1930		1931		1932	
	Nombre	Capital	Nombre	Capital	Nombre	Capital	Nombre	Capital	Nombre	Capital
Banques	1.122	10.000	1.097	11.178	1.102	11.628	1.037	11.880	953	10.487
Industries	1.123	29.962	1.078	31.436	1.063	33.603	1.054	35.253	1.049	33.121
Commerce	415	2.465	418	2.418	448	2.730	463	2.785	514	2.946
Assurances	30	348	31	353	25	351	27	383	27	387
Diverses	39	200	38	235	44	353	39	356	46	396
Total	2.729	42.975	2.662	45.620	2.682	48.665	2.620	50.657	2.589	47.337

Annexe 15.

La rentabilité des sociétés anonymes

(en millions de lei)

	Nombre des sociétés	Capital + réserves	Bénéfices — pertes	Rentabilité
<i>Sociétés bancaires</i>				
1927	1.054	10.083	1.620	16,07
1928	1.122	12.276	1.786	14,55
1929	1.097	13.781	1.792	13
1930	1.102	14.498	1.416	9,77
1931	1.037	14.492	— 193	—
1932	953	12.698	— 470	—
<i>Sociétés industrielles</i>				
1927	1.168	29.476	1.593	5,40
1928	1.123	31.684	1.201	3,79
1929	1.078	33.631	1.354	4,03
1930	1.063	35.740	430	1,20
1931	1.054	37.816	— 2.078	—
1932	1.049	36.419	2.249	—
<i>Sociétés commerciales</i>				
1927	414	2.064	8	0,39
1928	415	2.509	124	—
1929	418	2.503	— 99	—
1930	448	2.827	— 273	—
1931	463	2.899	— 422	—
1932	514	3.017	— 482	—
<i>Assurances</i>				
1927	24	397	67	16,88
1928	30	431	83	19,26
1929	31	473	79	16,70
1930	25	454	61	13,44
1931	27	498	43	8,63
1932	27	505	7	1,39
<i>Sociétés diverses</i>				
1927	34	192	9	4,69
1928	39	314	6	1,91
1929	38	261	— 4	—
1930	44	345	— 1	—
1931	39	257	— 32	—
1932	46	396	— 18	—

Indices des cours des valeurs mobilières.
(base : la moyenne des cours mensuels en 1929)

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
Sociétés bancaires (8)	124	118	107	102	89	81	85	90	83	76	74	72
" pétrolières (4)	132	149	143	127	108	95	85	70	59	54	66	70
" industrielles (5)	121	120	118	113	98	84	83	84	68	71	67	64
" d'assurances (2)	103	110	104	98	102	97	90	98	80	86	87	78
" de transport S. T. B. (1)	124	118	112	95	—	85	88	90	83	80	78	75
Indices des valeurs à revenu variable	132	131	125	115	100	88	84	77	65	65	68	69
Emprunts d'Etat (5)	108	115	106	109	97	95	96	99	101	98	95	95
Obligations départementales (1)	107	106	103	102	96	95	99	97	100	98	100	101
Lettres de gage (3)	110	114	107	107	98	99	96	97	97	96	96	96
Indices des valeurs à revenu fixe	108	114	107	107	97	97	96	97	99	95	95	96
Sociétés bancaires (8)	71	68	72	63	58	55	58	61	66	53	54	50
" pétrolières (4)	61	53	43	55	54	42	39	43	53	38	33	29
" industrielles (5)	63	61	56	54	54	51	51	54	53	53	51	50
" d'assurances (2)	85	86	82	81	50	76	65	65	66	59	59	56
" de transport S. T. B. (1)	77	74	69	73	69	64	75	80	77	69	67	71
Indices des valeurs à revenu variable	58	50	53	58	55	49	46	53	56	47	45	42
Emprunts d'Etat (5)	92	92	92	97	91	91	89	91	92	90	82	82
Obligations départementales (1)	103	97	98	—	97	96	98	—	—	96	97	98
Lettres de gage (3)	91	90	91	91	93	93	88	89	88	88	90	93
Indices des valeurs à revenu fixe	88	91	92	95	92	92	89	90	90	90	87	89
Sociétés bancaires (8)	51	49	47	45	41	40	39	43	31	31	29	30
" pétrolières (4)	26	30	27	25	22	24	21	17	13	16	15	13
" industrielles (5)	48	49	45	49	45	33	34	28	30	33	32	35
" d'assurances (2)	58	62	61	57	57	51	44	47	36	34	26	31
" de transport S. T. B. (1)	71	68	65	65	67	64	65	63	63	68	68	67
Indices des valeurs à revenu variable	41	41	41	40	38	31	33	32	26	24	26	26
Emprunts d'Etat (5)	87	86	88	91	89	86	90	86	80	76	72	65
Obligations départementales (1)	100	95	94	96	97	94	96	89	101	79	72	69
Lettres de gage (3)	100	95	97	102	104	104	103	101	95	97	98	94
Indices des valeurs à revenu fixe	89	90	91	96	95	94	95	92	85	80	80	74

Annexe 16 (suite)

Indices des cours des valeurs mobilières (suite)

(base : la moyenne des cours mensuels en 1929)

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
	1 9 3 2											
Sociétés bancaires (8)	31	29	28	27	25	24	23	24	29	31	25	26
" pétrolières (4)	13	14	14	14	13	12	13	16	22	27	23	22
" industrielles (5)	31	29	27	40	25	26	19	22	32	40	38	46
" d'assurances (2)	25	27	24	30	23	24	22	18	29	31	31	33
" de transport S. T. B. (1)	68	70	69	68	69	73	69	72	80	87	87	92
Indices des valeurs à revenu variable	24	23	19	25	21	23	19	20	24	32	28	31
Emprunts d'Etat (5)	64	63	60	54	47	50	50	51	55	53	50	48
Obligations départementales (1)	70	66	65	63	52	53	52	50	54	54	55	57
Lettres de gage (3)	86	81	76	70	62	72	41	59	66	63	65	58
Indices des valeurs à revenu fixe	72	71	66	61	52	56	45	54	58	57	57	53
	1 9 3 3											
Sociétés bancaires (8)	27	29	26	25	28	33	39	37	39	38	40	44
" pétrolières (4)	22	23	22	22	27	37	29	26	33	33	32	31
" industrielles (5)	48	22	22	46	47	52	50	48	53	32	37	33
" d'assurances (2)	27	34	25	35	31	34	16	35	25	36	37	37
" de transport S. T. B. (1)	96	93	87	94	100	95	95	97	106	110	129	131
Indices des valeurs à revenu variable	28	16	25	35	35	43	41	33	36	36	34	34
Emprunts d'Etat (5)	42	45	45	48	39	41	52	40	54	59	56	65
Obligations départementales (1)	55	54	53	55	57	59	59	61	65	61	67	78
Lettres de gage (3)	38	44	46	39	43	41	41	43	54	55	58	61
Indices des valeurs à revenu fixe	52	53	54	55	56	56	49	59	56	60	57	68

Annexe 17.

Volume des transactions en bourse.

(en millions de lei)

1 9 2 8				1 9 2 9			
M o i s	Valeurs à revenu fixe	Valeurs à revenu variable	Total	Valeurs à revenu fixe	Valeurs à revenu variable	Total	
I	57,3	255,1	312,5	33,8	517,2	551,0	
II	54,7	210,1	264,7	19,6	460,8	480,4	
III	44,8	499,2	544,0	20,9	160,7	181,6	
IV	41,5	222,8	264,3	26,1	175,0	201,1	
V	40,3	972,8	1.013,2	22,2	127,4	149,6	
VI	43,2	868,2	911,4	22,9	118,8	141,7	
VII	40,3	563,3	603,6	28,4	100,2	128,6	
VIII	46,2	344,8	391,0	29,6	34,3	63,9	
IX	46,4	255,1	301,5	14,9	79,1	94,0	
X	34,6	360,9	395,5	27,1	95,9	123,0	
XI	26,3	303,9	330,3	35,1	118,2	153,3	
XII	19,5	149,4	168,9	49,0	77,8	126,8	
	495,1	5.005,6	5.500,9	329,6	2.065,4	2.395,0	

1 9 3 0				1 9 3 1			
M o i s	Valeurs à revenu fixe	Valeurs à revenu variable	Total	Valeurs à revenu fixe	Valeurs à revenu variable	Total	
I	48,4	53,7	102,1	34,7	19,7	54,4	
II	36,5	48,8	85,3	35,7	21,9	57,6	
III	54,1	61,9	116,0	37,7	17,7	55,4	
IV	22,8	29,8	52,6	49,3	16,5	65,8	
V	25,4	32,7	58,1	65,3	20,1	85,4	
VI	16,4	28,9	45,3	52,4	27,1	79,5	
VII	22,3	26,7	49,0	78,4	17,1	95,5	
VIII	15,4	21,7	37,1	81,3	16,3	97,6	
IX	21,7	20,0	41,7	106,4	18,3	124,7	
X	22,6	32,5	55,1	101,8	19,7	121,5	
XI	23,4	22,0	45,4	111,2	14,9	126,1	
XII	30,2	29,6	59,8	88,3	23,9	112,2	
	339,2	408,3	747,5	842,5	233,2	1.075,7	

1 9 3 2				1 9 3 3			
M o i s	Valeurs à revenu fixe	Valeurs à revenu variable	Total	Valeurs à revenu fixe	Valeurs à revenu variable	Total	
I	83,4	12,9	96,3	51,5	33,0	84,5	
II	80,9	18,5	99,4	50,2	28,6	78,8	
III	80,1	18,2	98,3	56,1	21,0	77,1	
IV	85,2	15,3	100,5	55,2	27,1	76,9	
V	62,4	12,1	74,5	70,0	70,0	140,0	
VI	83,1	11,0	94,1	72,3	58,7	131,0	
VII	68,5	9,9	78,4	62,6	74,3	136,9	
VIII	54,4	17,0	71,4	32,8	34,7	67,5	
IX	63,5	78,9	142,4	42,5	206,9	249,4	
X	57,3	130,7	188,0	49,2	105,8	155,0	
XI	77,8	43,6	121,4	72,5	65,8	138,3	
XII	58,1	25,1	83,2	82,3	47,6	129,9	
	854,7	394,2	1.248,9	697,2	773,5	1.470,7	

Annexe 18.

*Evolution mensuelle du portefeuille commercial de la
Banque Nationale.*

(en millions de lei).

	Portefeuille commercial	Portefeuille agricole en souffrance	Portefeuille commercial	Portefeuille agricole en souffrance	Portefeuille commercial	Portefeuille agricole en souffrance
	1 9 2 9		1 9 3 0		1 9 3 1	
I	—	—	8.657	—	7.144	55
II	9.121	—	8.800	—	7.261	30
III	7.085	—	9.742	—	7.172	28
IV	8.465	—	9.541	—	7.162	33
V	8.525	—	8.861	—	7.252	43
VI	8.644	498	8.107	505	7.621	353
VII	9.063	—	7.923	—	9.217	70
VIII	9.110	—	7.867	—	11.464	186
IX	9.063	—	7.577	—	11.726	271
X	9.025	—	7.529	—	13.091	309
XI	8.919	—	7.266	—	13.336	717
XII	8.850	802	7.254	156	13.116	1.853

	Portefeuille commercial	Portefeuille agricole en souffrance	Portefeuille commercial	Portefeuille agricole en souffrance
	1 9 3 2		1 9 3 3	
I	12.594	1.521	9.735	4.807
II	12.357	1.712	9.603	4.971
III	12.399	1.760	9.632	5.013
IV	12.748	2.527	9.543	5.101
V	12.498	2.682	9.347	5.178
VI	12.307	2.860	9.485	4.745
VII	11.376	3.690	9.380	4.882
VIII	10.961	3.946	9.430	4.955
IX	10.701	4.249	9.400	5.006
X	10.557	4.271	9.297	5.127
XI	10.019	4.714	8.493	5.438
XII	9.958	4.661	8.823	5.435

Annexe 19.

*Volume des effets présentés et admis à l'escompte
de la Banque Nationale*
(en millions de lei)

	1 9 2 9			1 9 3 0		
	Effets présentés	Effets admis	o/o	Effets présentés	Effets admis	o/o
Janvier	2.031	1.583	78 o/o	2.164	1.731	80 o/o
Février	1.726	1.281	74 o/o	2.037	1.706	84 o/o
Mars	2.323	1.743	75 o/o	1.905	1.469	77 o/o
Avril	3.085	2.581	84 o/o	2.032	1.456	72 o/o
Mai	1.750	1.126	64 o/o	1.779	1.125	63 o/o
Juin	2.619	1.938	74 o/o	1.640	1.104	67 o/o
Juillet	2.088	1.652	79 o/o	1.620	1.196	74 o/o
Août	1.298	998	77 o/o	1.343	1.116	76 o/o
Septembre	2.011	1.535	76 o/o	1.445	1.063	74 o/o
Octobre	2.319	1.735	75 o/o	1.315	929	71 o/o
Novembre	1.753	1.310	75 o/o	1.360	962	71 o/o
Décembre	1.579	1.122	71 o/o	1.403	1.070	76 o/o
Total	24.582	18.604	75 o/o	20.043	14.827	74 o/o

	1 9 3 1			1 9 3 2		
	Effets présentés	Effets admis	o/o	Effets présentés	Effets admis	o/o
Janvier	1.478	1.066	72 o/o	2.835	2.160	76 o/o
Février	1.310	896	68 o/o	3.806	3.004	79 o/o
Mars	1.225	854	70 o/o	2.844	2.129	75 o/o
Avril	1.635	1.169	71 o/o	2.836	2.289	81 o/o
Mai	1.538	1.192	78 o/o	3.436	2.856	83 o/o
Juin	2.287	1.564	68 o/o	2.575	2.058	80 o/o
Juillet	4.465	2.612	58 o/o	2.241	1.917	86 o/o
Août	4.302	2.836	66 o/o	3.575	3.089	86 o/o
Septembre	3.099	2.366	76 o/o	2.084	1.810	87 o/o
Octobre	5.569	4.447	80 o/o	1.745	1.477	85 o/o
Novembre	3.367	2.277	68 o/o	2.971	2.694	91 o/o
Décembre	2.862	2.228	78 o/o	2.275	2.044	90 o/o
Total	33.137	23.507	71 o/o	33.223	27.527	83 o/o

1 9 3 3			
	Effets présentés	Effets admis	o/o
Janvier	1.637	1.397	85 o/o
Février	2.467	2.261	92 o/o
Mars	2.376	2.113	89 o/o
Avril	1.601	1.367	85 o/o
Mai	2.204	2.002	91 o/o
Juin	2.909	2.735	94 o/o
Juillet	1.557	1.327	85 o/o
Août	1.905	1.719	86 o/o
Septembre	2.783	2.611	94 o/o
Octobre	1.518	1.376	91 o/o
Novembre	1.367	1.234	90 o/o
Décembre	2.918	2.806	96 o/o
Total	25.242	22.948	99 o/o

Annexe 20.

L'activité de la Chambre de Compensation.

(en millions de lei)

	<u>1929</u>	<u>1930</u>	<u>1931</u>	<u>1932</u>	<u>1933</u>
I	4.295	4.467	8.516	727	734
II	4.297	5.699	6.489	677	561
III	3.994	6.270	8.904	624	543
IV	4.862	6.569	9.016	719	558
V	6.319	7.716	10.039	656	641
VI	5.540	7.290	8.119	471	510
VII	5.023	8.492	5.631	552	510
VIII	5.318	7.306	1.775	648	466
IX	5.522	7.681	1.275	755	540
X	6.417	8.234	1.831	805	579
XI	6.318	9.738	933	822	563
XII	<u>4.360</u>	<u>10.405</u>	<u>962</u>	<u>665</u>	<u>622</u>
Total	62.265	89.867	63.490	8.121	6.827

Annexe 21.

L'activité du service des virements
(en millions de lei)

	1 9 2 9			1 9 3 0		
	Crédit	Débit	Solde	Crédit	Débit	Solde
Janvier	11.227	11.103	838	16.100	16.378	1.382
Février	8.577	8.607	808	16.243	15.819	1.806
Mars	13.756	11.020	3.533	21.707	20.849	2.664
Avril	14.813	16.742	1.604	24.956	24.251	3.369
Mai	14.375	14.678	1.301	18.981	19.689	2.662
Juin	13.821	14.033	1.089	23.945	24.454	2.153
Juillet	14.370	14.044	1.315	19.837	19.710	2.280
Août	15.694	15.754	1.255	18.757	18.474	2.563
Septembre	15.423	15.320	1.358	17.935	18.070	2.428
Octobre	18.254	17.980	1.632	18.512	19.067	1.873
Novembre	15.820	15.689	1.763	16.467	16.343	1.997
Décembre	16.193	16.296	1.660	22.000	22.048	1.949
	172.323	171.266	18.156	235.440	195.774	27.126

	1 9 3 1			1 9 3 2		
	Crédit	Débit	Solde	Crédit	Débit	Solde
Janvier	15.326	16.084	1.191	9.180	9.225	1.460
Février	9.940	9.897	1.234	8.871	9.125	1.206
Mars	10.356	10.319	1.271	7.724	7.549	1.381
Avril	12.719	12.974	1.016	9.026	8.894	1.513
Mai	12.456	12.246	1.226	8.101	7.993	1.621
Juin	13.367	13.597	996	6.887	6.474	2.034
Juillet	14.980	14.813	1.163	7.818	7.715	2.137
Août	14.082	13.898	1.347	8.370	8.127	2.380
Septembre	15.012	14.978	1.381	8.242	8.213	2.409
Octobre	18.438	18.355	1.465	7.601	7.257	2.753
Novembre	13.132	13.202	1.396	9.792	9.508	3.037
Décembre	11.770	11.661	1.535	9.273	8.801	3.509
	161.578	162.024	15.221	100.885	98.881	25.440

	1 9 3 3		
	Crédit	Débit	Solde
Janvier	6.825	6.723	3.611
Février	8.098	8.328	3.381
Mars	10.906	11.191	3.096
Avril	6.795	7.634	3.257
Mai	7.714	7.886	3.115
Juin	7.246	7.272	3.089
Juillet	5.818	5.931	2.976
Août	7.200	6.710	3.466
Septembre	6.745	6.637	3.574
Octobre	6.353	6.123	3.804
Novembre	6.278	6.160	3.922
Décembre	8.110	8.214	3.818
	88.088	88.809	41.109

(La situation au 31 Décembre, — en millions de lei).

	1928	1929	1930	1931	1932	D i f f é r e n c e s									
						1928—1929	1929—1930	1930—1931	1931—1932	1932—1930	1930—1932	1930—1932	1930—1932	1930—1932	1930—1932
<i>Passif :</i>															
Ressources propres :															
1. Capital versé	9.707	10.830	11.329	11.589	10.275	+ 1.123	+ 499	+ 260	— 1.314	—	1.314	—	1.054	—	894
2. Réserves	3.831	4.432	5.353	4.919	4.459	+ 601	+ 921	— 434	—	460	—	—	—	—	—
Ressources empruntées :															
3. Comptes-courants	17.541	19.841	18.431	12.962	11.870	+ 2.300	— 1.410	— 5.469	— 1.092	—	1.092	—	6.561	—	—
4. Dépôts	29.655	31.753	35.112	17.366	14.469	+ 2.098	+ 3.359	— 17.746	— 2.897	—	2.897	—	20.643	—	—
5. Effets réescomptés	11.385	12.170	10.033	16.258	14.454	+ 785	— 2.137	+ 6.225	— 1.804	—	1.804	—	4.421	—	—
6. Comptes divers	19.684	22.399	11.262	18.116	8.892	+ 2.715	— 11.137	+ 6.854	— 9.224	—	9.224	—	2.370	—	—
7. Bénéfices	1.868	1.947	1.638	493	188	+ 79	— 309	— 1.145	— 305	—	305	—	1.450	—	—
<i>Actif :</i>															
Actif disponible :															
1. Avoir en caisse et disponible en banques	6.209	6.629	8.010	3.060	2.522	+ 420	+ 1.381	— 4.950	— 538	—	538	—	5.488	—	—
Actif réalisable :															
2. Portefeuille commercial	29.103	31.826	31.078	25.815	21.985	+ 2.723	— 748	— 5.263	— 3.830	—	3.830	—	9.093	—	—
3. Comptes-courants	28.240	28.907	28.114	21.047	18.083	+ 667	— 793	— 7.067	— 2.964	—	2.964	—	10.031	—	—
4. Divers débiteurs	4.771	5.597	6.361	3.905	3.797	+ 826	+ 764	— 2.456	— 108	—	108	—	2.564	—	—
5. Actionnaires	290	419	600	938	216	+ 129	+ 181	+ 338	— 722	—	722	—	384	—	—
6. Portefeuille d'effets	2.877	2.781	2.804	2.625	2.227	— 96	+ 23	— 179	— 398	—	398	—	577	—	—
Actif immobilisé :															
7. Participations	3.589	3.582	3.300	3.667	2.535	— 7	— 282	+ 367	— 1.132	—	1.132	—	765	—	—
8. Immeubles et mobilier	2.339	2.602	2.782	3.478	3.533	+ 263	+ 180	+ 696	— 55	—	55	—	751	—	—
9. Comptes divers	16.171	20.874	9.886	16.482	9.051	+ 4.703	— 10.988	+ 6.596	— 7.431	—	7.431	—	835	—	—
10. Pertes	82	155	222	686	658	+ 73	+ 67	+ 464	— 28	—	28	—	436	—	—
Total du bilan	93.671	103.372	93.158	81.703	64.607	+ 9.701	— 10.214	— 11.455	— 17.093	—	17.093	—	28.551	—	—
Comptes d'ordre	22.636	19.112	25.831	22.793	15.063	— 3.524	+ 6.719	— 3.038	— 7.730	—	7.730	—	10.768	—	—

Bilan des grandes banques ayant un capital de plus de 100 millions de lei (17 banques).

(La situation au 31 décembre (en millions de lei))

	1928	1929	1930	1931	1932	1928—1929	1929—1930	1930—1931	1931—1932	1930—1932
<i>Passif :</i>										
Ressources propres.										
1. Capital	2.760	3.214	3.464	3.329	3.109	+	454	+	250	— 135 — 220 — 355
2. Réserves	1.481	1.809	2.022	1.802	1.598	+	328	+	213	— 220 — 204 — 424
Ressources étrangères :										
3. Comptes-courants	12.842	15.634	16.506	10.530	7.292	+	2.792	+	872	— 5.976 — 3.238 — 9.214
4. Dépôts	7.900	9.347	11.026	3.153	3.731	+	1.447	+	1.679	— 7.973 — 678 — 7.295
5. Effets réescomptés	5.100	3.594	2.719	6.699	6.843	—	1.506	—	875	— 875 — 144 — 4.124
6. Comptes divers	1.015	846	998	716	528	—	169	+	152	— 282 — 188 — 470
7. Bénéfice	582	714	589	195	107	+	132	—	125	— 394 — 88 — 482
<i>Actif :</i>										
Actif disponible :										
1. Avoir en caisse et disponible en banques	2.547	3.372	4.427	1.367	1.264	+	825	+	1.055	— 3.060 — 103 — 3.163
Actif réalisable :										
2. Portefeuille commercial	8.608	8.962	8.680	7.404	6.100	+	354	—	282	— 1.276 — 1.304 — 2.580
3. Portefeuille d'effets	1.268	1.208	1.245	1.404	1.121	—	60	+	37	— 159 — 283 — 124
4. Comptes-courants	15.210	16.440	17.227	12.526	11.030	+	1.230	—	787	— 4.701 — 1.496 — 6.197
5. Actionnaires	—	—	100	—	—	+	—	—	100	— 100 — 100
Actif immobilisé :										
6. Participations	2.978	3.086	2.995	1.918	2.076	+	108	—	91	— 1.077 — 158 — 919
7. Immeubles et mobilier	932	979	1.083	1.382	1.402	+	47	+	104	— 299 — 20 — 319
8. Comptes divers	137	1.111	1.567	311	189	+	974	+	456	— 1.256 — 122 — 1.378
9. Pertes	—	—	—	12	26	—	—	+	12	— 12 — 14 — 26
Total	31.680	35.158	37.324	26.324	23.208	+	3.478	+	2.166	— 10.100 — 3.116 — 14.116
Comptes d'ordre	21.148	25.963	25.589	24.533	23.903	+	4.815	—	374	— 1.056 — 1.230 — 2.286

Annexe 24.

La circulation monétaire

(millions de lei)

<u>Années et mois</u>	<u>Circula- tion fi- duciaire</u>	<u>Circula- tion mé- tallique</u>	<u>Total</u>
1929 ¹⁾	21.150	418	21.568
1930 ¹⁾	19.605	1.414	21.019
1931 ¹⁾	23.750	2.233	25.983
1932 ¹⁾	21.594	3.682	25.276
1933 I	21.090	3.615	24.705
„ II	20.883	3.473	24.356
„ III	21.604	3.347	24.951
„ IV	21.322	3.200	24.522
„ V	21.470	3.213	24.683
„ VI	21.355	3.229	24.584
„ VII	21.229	3.307	24.536
„ VIII	21.159	3.318	24.477
„ IX	21.193	3.308	24.501
„ X	20.885	3.502	24.387
„ XI	20.671	3.583	24.254
„ XII	21.218	3.634	24.852

¹⁾ Fin de l'année.

Annexe 25.

Le revenu national

(en pourcentages)

	1928	1929	1930	1931	1932
<i>Biens</i>					
Agriculture et élevage . . .	61.10	60.4	50.55	55.—	56.5
Forêts	3.49	3.1	3.79	4.7	3.3
	64.59	64.5	54.34	59.7	59.8
Industrie et mines . . .	19.5	19.78	25.24	19.46	22.93
Total biens	84.09	83.28	79.58	79.16	82.73
<i>Services</i>					
Transport, commerce . .	3.49	3.40	4.14	3.42	2.12
Autres services	12.42	13.32	16.28	17.42	15.15
Total services	15.91	16.72	20.42	20.84	17.27
Total général	100.—	100.—	100.—	100.—	100.—

Annexe 26 a.

Valeur de la production brute

(milliards de lei)

	1928	1929	1930	1931	1932	1933
Agriculture	105,3	96,6	56.-	46,4	47,8	45.-
Industrie	61.-	56.-	48,4	33,1	32.-	—
Constructions	10,9	5,8	5.-	4,3	6,8	—
Mines	12.-	12.-	10,4	5,7	6,1	—
Production animale . .	56,-	52.-	48.-	36,9	33,4	—
Total	244,8	222,4	167,8	126,4	126,1	121 ¹⁾

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Annexe 26 b.

Annuité extérieure rapportée à la production brute

	Production brute (milliards de lei)	Indice	Annuité extérieure (milliards de lei)	%	Indice
1928	244,8	100.—	4,0	1,63	100
1929	222,4	91.—	5,2	2,34	149
1930	167,8	68.—	5,2	3,10	190
1931	126,4	51,3	6,1	4,84	297
1932	126,1	51,1	4,8	3,81	227
1933	121 ¹⁾	49,5	3,75 ²⁾	3,10	190

¹⁾ Evaluation.

²⁾ Crédits ouverts au budget de 1933/1934.

Annexe 27.

Le revenu national comparé

	Angleterre ³⁾	Allemagne ³⁾	France ³⁾	Yougoslavie ⁴⁾	Grèce ⁵⁾	Hongrie ⁶⁾
Année de comparaison	1931	1932	1929	1923/925	1928	1926/928
Revenu net ¹⁾	3.499	46.475	277.865	69.608	45.000	4.383.1
Population (milliers d'hab.) . .	46.000	—	41.130	—	6.205	8.526
Revenu par tête d'habitant ²⁾ .	76.06	716	6.755	5.371	7.413	514.13
Cours du change (lei)	815	40	6.58	—	2.169	31.5
Revenu net (lei)	61.989	28.640	44.447	18.541	16.079	16.195
Roumanie (revenu net par tête d'habitant)	6.086	5.610	11.105	11.546 ⁷⁾	11.546	11.546
Différences absolues	— 55.903	— 23.030	— 33.342	— 6.995	— 4.533	— 4.649
„ en %	— 90,1%	— 80,52%	— 75%	— 37 %	— 28%	— 27,4%

¹⁾ En millions d'unités monétaires du pays respectif.

²⁾ En unités de la monnaie nationale du pays respectif.

³⁾ D'après le Bulletin de Statistique générale de la France, Janvier 1932.

⁴⁾ D'après le Weltwirtschaftliches Archiv 1927.

⁵⁾ D'après le Bulletin de la Banque d'Athènes 1932.

⁶⁾ D'après l'étude de Fellner publiée dans le Bulletin de l'Institut International de Statistique Tome XV.

⁷⁾ Revenu national pour 1928.

Annexe 28.

Taux annuel moyen de l'impôt agricole.

(en ‰)

Année	Période	Etat	Départa- ments	Commu- nes	Chambres agricoles	Caisse autonome des routes	Total	Taux moyen annuel
1929	{ 1-er semestre	12	5	3	0,50	—	20,50	21,1
	{ 2-ème „	13,2	5	3	0,50	—	21,70	
1930	—	13,2	5	3	0,50	3 *)	24,7	24,7
1931	—	13,2	5	3	0,50	3 *)	24,7	24,7
1932	{ 3 trimestres .	12	5	3	0,50	3 *)	23,5	21,6
	{ 4-ème „ .	6	3,75	2,25	1 —	3	16	
1933	—	6	3,75	2,25	1 —	3	16	16

*) Taux minimum.

Annexe 29.

Les recettes publiques totales de 1929 à 1932

(en milliers de lei)

Exercices	Etat ¹⁾	0/0	Régies autonomes ²⁾	0/0	Administra- tions locales ³⁾	0/0	Chambres profession- nelles	0/0	Total général	0/0
1929	26.662.771	41,82	23.678.398	38,02	10.373.336	16,66	1.554.717	2,50	62.269.222	100
1930	25.793.806	40,78	24.352.830	38,50	11.574.470	18,30	1.525.952	2,42	63.247.058	100
1931	21.069.199	33,44	21.306.538	38,88	10.936.123	19,96	1.488.751	2,72	54.800.611	100
1932	15.154.984	35,60	18.777.055	44,12	7.389.223	17,36	1.243.231	2,92	42.564.493	100
1932 (15 mois)	19.171.131	35,80	23.575.240	44,02	9.251.678	17,28	1.554.039	2,90	53.552.088	100

¹⁾ Budget ordinaire et extraordinaire, non compris les excédents des régies publiques autonomes ;

²⁾ Non compris les subventions versées par l'Etat.

³⁾ Recettes nettes, non compris le fonds départemental et communal et les subventions.

Annexe 30.

*L'évolution des recettes de l'Etat, par années budgétaires, comparables
à l'exercice 1933/34 *).*

	Millions de lei					Indices				
	1929/30	1930/31	1931/32	1932/33	1933/34	1929/30	1930/31	1931/32	1932/33	1933/34
Impôts directs . . .	8.882	8.844	6.991	4.586	3.068	100	99,56	78,70	51,63	34,54
Douanes	5.672	3.815	2.288	2.099	1.741	100	67,27	40,35	37,01	30,69
Alcool	1.641	1.196	971	938	1.039	100	72,90	59,20	57,18	63,34
Taxes de consomm.	1.676	2.010	2.188	2.432	2.557	100	119,91	130,56	145,12	152,58
Chiffres d'affaires .	1.948	1.798	1.294	1.268	1.645	100	92,32	66,45	65,12	84,45
Spectacles	134	89	63	56	55	100	66,15	47,42	41,48	41,42
Timbre et enregist.	4.429	3.660	2.697	1.968	1.870	100	82,63	60,87	44,44	42,21
Exc. Caisses Aut. . .	4.766	5.515	4.417	5.333	4.967	100	115,70	92,67	111,80	103,99
Adm. des Ministères.	1.464	2.398	1.186	1.308	944	100	163,79	80,99	89,31	64,50
Total général budget ordinaire	30.612	29.325	22.095	19.988	17.886	100	95,83	72,18	65,29	58,43
Total budget ex- traordinaire	592	1.070	1.109	1.197	1.310	100	180,79	187,24	202,26	221,21
Total général . . .	31.204	30.395	23.204	21.185	19.196	100	97,41	74,36	67,89	61,52

*) Années commençant le 1-er Avril et allant jusqu'au 31 Mars de l'année suivante.

Annexe 31.

La distribution des recettes de l'Etat par années budgétaires, comparables à l'exercice 1933/34.

	(en pourcentages)				
	1929/30	1930/31	1931/32	1932/33	1933/34
Impôts directs	28,47	29,10	30,13	21,68	15,98
Douanes	18,18	12,55	9,86	9,91	9,07
Alcool	5,26	3,94	4,19	4,43	5,41
Taxes de consommation .	5,37	6,61	9,43	11,48	13,32
Chiffre d'affaires	6,24	5,92	5,58	5,99	8,57
Impôts sur les spectacles .	0,43	0,29	0,27	0,26	0,29
Timbre et enregistr.	14,19	12,04	11,62	9,29	9,74
Excédents	15,27	18,14	19,03	25,17	25,87
Adm. des ministères . . .	4,69	7,89	5,11	6,17	4,92
Budget ordinaire	98,10	96,48	95,22	94,35	93,18
Budget extraordinaire . .	1,90	3,52	4,78	5,65	6,82
Total général	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00

Les recettes des administrations locales

	1929		1930		1931		1932	
	Millions de lei	Indices	Millions de lei	Indices	Millions de lei	Indices	Millions de lei	Indices
Départements	2.127	100	2.964	139,32	2.503	117,66	1.728	81,22
Communes urbaines	5.481	100	5.332	97,29	5.238	95,56	3.797	69,28
Communes rurales	3.337	100	3.833	114,87	3.843	115,16	1.987	59,57
Total	10.945	100	12.129	110,82	11.584	105,83	7.512	68,64
Fonds départemental et communal et subventions	572	100	555	97,06	648	113,21	123	21,56
Total net	10.373	100	11.574	111,58	10.936	105,43	7.389	71,23
Total des recettes de l'Etat *)	50.341	100	50.147	99,61	42.376	84,18	33.932	67,40
Total des revenus publics	60.714	100	61.721	101,66	53.312	87,81	41.321	68,06

Les dépenses des administrations locales

Départements	2.132	100	3.136	147,04	2.448	114,78	1.727	80,97
Communes urbaines	5.452	100	5.323	97,69	5.225	95,84	3.676	67,44
Communes rurales	3.062	100	3.829	125,05	3.700	120,85	1.981	64,70
Total des dépenses des administra- tions locales	10.646	100	12.288	115,42	11.373	106,83	7.384	69,36
Total des dépenses de l'Etat *)	50.725	100	51.311	101,16	46.018	90,72	33.407	65,86
Total des charges publiques	61.371	100	63.599	103,63	57.391	93,52	40.791	66,47

*) et des régies autonomes.

Annexe 33.

*Les dettes des départements et des communes urbaines et rurales,
le 1-er janvier 1933*

(millions de lei)

**Emprunts accordés par diverses
institutions de crédit :**

	Emprunts accordés par le Crédit Départe- mental et Com- munal	Départements et communes urbaines	Communes rurales	T O T A L	TOTAL GÉNÉRAL
Mounténie	129	8	6	14	142
Moldavie	187	56	2	58	246
Olténie	39	37	13	50	89
Dobroudja	8	3	2	5	13
Transylvanie	30	47	24	71	100
Banat	15	5	3	8	24
Bessarabie	37	10	—	10	47
Bucovine	24	13	2	15	40
Bucarest	11	3.004	—	3.004	3.015
Chiffres non classés	—	—	5	5	5
Total général . . .	481	3.183	57	3.240	3.721

Annexe 34.

Les paiements de l'Etat et des collectivités publiques de 1929 à 1932.

(en milliers de lei)

Exercices	Etat ¹⁾	o/o	Régies autonomes	e/o	Administra- tions locales	o/o	Chambres profession.	o/o	Total général	o/o
1929	30.017.735 ²⁾	47,83	20.706.943	33,00	10.646.254	16,97	1.382.421	2,20	62.753.353	100
1930	31.386.538	48,06	19.924.526	30,51	12.287.614	18,82	1.704.476	2,61	65.303.154	100
1931	28.468.307	48,06	17.549.605	29,63	11.373.226	19,20	1.841.514	3,11	59.232.452	100
1932 (12 luni)	19.024.194	44,79	14.383.096	33,86	7.384.487	17,39	1.681.107	3,96	42.472.884	100
1932 (15 luni)	25.590.470	46,51	18.099.950	32,89	9.230.609	16,78	2.101.384	3,82	55.022.413	100

¹⁾ Budget ordinaire et budget extraordinaire.

²⁾ Non compris les dépenses des régies publiques, rendues autonomes en 1930.

Annexe 35.

Evolution des dépenses de l'Etat de 1929 à 1932.

Budget ordinaire.

(en millions de lei)

Exercices	Credits définitifs	0/0	Engagements	0/0	Ordonnancements	0/0	Paievements	0/0
1929	37.194,3	100	35.644,4	95,8	35.017,5	94,1	34.607,0	93,0
1930	36.200,3	100	33.559,5	92,7	31.634,7	87,4	30.884,6	85,3
1931	32.677,7	100	31.670,5	96,9	30.753,7	94,1	25.616,6	78,4
1932 (15 mois)	33.766,0	100	26.937,9	79,8	26.694,3	79,1	25.661,0	76,0
1933/34	18.494,3	100	15.776,9 *	85,3	14.887,0	80,5	14.355,9	77,6

Budget extraordinaire.

(en millions de lei)

Exercices	Credits définitifs	0/0	Engagements	0/0	Ordonnancements	0/0	Paievements	0/0
1929	—	—	—	—	—	—	—	—
1930	1.768,5	100	695,4	39,92	695,4	38,82	693,9	39,24
1931	3.298,7	100	3.049,8	92,45	2.932,6	88,90	2.851,7	86,45
1932 (15 mois)	9.765,0	100	377,3	3,86	374,6	3,84	368,4	3,77
1933/34	9.631,9	100	1.038,3	10,78	728,5	7,56	563,7	5,85

*) Total des décrets mensuels.

Ministères	Millions de lei				D i f f é r e n c e s e n %		
	Crédits définitifs	Engage- ments	Ordonnan- cements	Paiements	Engagements par rapport aux crédits	Ordon. par rapport aux engagements	Paiements par rapport aux ordon- nancements
Finances	15.529,5	14.027,5	13.761,7	13.519,7	90,3	98,1	98,2
Intérieur	2.002,5	2.097,8	1.986,5	1.949,1	104,8	94,7	98,1
Justice	1.154,7	1.170,4	1.128,4	1.128,3	101,4	96,4	100,0
Affaires Étrangères	120,7	120,7	120,7	120,7	100,0	100,0	100,0
Agriculture	1.485,6	1.469,3	1.469,1	1.471,8	98,9	100,0	100,2
Travail	1.388,6	1.391,7	1.370,0	1.369,3	100,2	98,4	99,9
Industrie	459,6	449,1	449,0	455,8	97,7	99,9	101,5
Armée	7.874,5	7.863,0	7.693,3	7.534,7	99,9	97,8	97,9
Travaux Publics	942,1	892,0	882,4	882,9	94,7	98,9	100,1
Instruction Publique	6.221,7	6.150,2	6.143,4	6.161,8	98,9	99,9	100,2
Présidence du Conseil	14,7	12,4	13,0	12,9	84,4	104,8	99,2
Total	37.194,3	35.644,4	35.017,5	34.607,0	95,8 ⁰ / ₁₀	98,2 ⁰ / ₁₀	98,8 ⁰ / ₁₀
							97,1 ⁰ / ₁₀

1) Y compris les dépenses pour les régies autonomes.

Annexe 37

Compte d'exécution de l'exercice 1930

Ministères	Millions de lei				D i f f é r e n c e s e n %		
	Crédits définitifs	Engage- ments	Ordonnan- cements	Paiements	Engagements par rapport aux crédits	Ordon. par rapport aux engagements	Paiements par rapport aux ordon- nancements
Finances	13.489,5	13.532,1	13.494,0	11.109,0	100,3	99,7	82,3
Intérieur	2.043,9	1.875,2	1.815,1	1.785,5	91,7	96,8	98,4
Justice	1.382,5	1.355,3	1.297,1	1.287,1	98,0	95,7	99,2
Affaires Étrangères	376,1	367,9	362,9	362,9	97,8	98,6	100,0
Agriculture	1.120,8	1.064,8	1.024,5	999,1	95,0	96,2	97,5
Travail	1.535,9	1.494,5	1.395,9	1.326,7	93,4	93,4	95,0
Industrie	547,9	523,7	508,4	505,6	97,1	97,1	99,4
Armée	8.567,0	8.047,5	7.260,1	7.044,9	93,9	90,2	97,0
Travaux Publics	137,4	117,9	107,4	99,6	85,8	91,1	92,7
Instruction Publique	6.875,1	6.593,4	6.434,1	6.248,1	95,9	97,6	97,1
Présidence du Conseil	124,2	120,1	120,1	116,2	100,0	100,0	96,8
Arriérés	1.768,5	695,4	695,4	693,9	39,3	100,0	99,8
Total	37.968,8	34.254,9	32.330,1	31.578,5	90,2	94,4	97,7
							92,3

Compte d'exécution de l'exercice 1931

Ministères	Différences en %			
	(Millions de lei)	Engagements	Ordonnan- cements	Paiements
Finances	13.248,6	12.808,3	12.788,0	10.909,8
Intérieur	1.604,4	1.596,7	1.551,8	1.333,1
Justice	1.113,6	1.103,6	1.079,3	938,3
Affaires Étrangères	239,3	231,2	231,2	202,6
Agriculture	789,4	774,5	739,8	629,8
Travail	1.104,8	1.092,2	1.065,7	887,0
Industrie	350,6	344,2	338,2	281,2
Armée	8.624,3	8.299,1	7.556,2	5.738,3
Travaux Publics	168,8	122,9	108,0	88,9
Instruction Publique	5.366,1	5.231,6	5.239,3	4.550,3
Présidence du Conseil	67,8	66,2	66,2	57,3
Arriérés	3.298,7	3.049,8	2.932,6	2.851,7
Total	35.976,4	34.720,3	33.686,3	28.468,3

	Différences en %			
	Engagements par rapport aux crédits	Ordonnan- par rapport aux engts	Paiements par rapport aux ordon- nancements	Paiements par rapport aux enga- gements
	96,7	99,8	85,3	85,2
	99,5	97,2	85,9	83,5
	99,1	97,8	86,9	85,0
	96,6	100,0	87,6	87,6
	98,1	95,5	85,1	81,3
	98,9	97,6	83,2	81,2
	98,2	98,3	81,7	81,7
	96,2	91,0	75,9	69,1
	72,8	87,9	82,3	72,3
	97,5	99,9	87,0	87,0
	97,6	100,0	86,6	86,6
	92,5	96,2	97,2	93,5
	96,5	97,0	84,5	82,0

Annexe 39.

Compte d'exécution de l'exercice 1932 (15 mois)

Ministères	Différences en %			
	(Millions de lei)	Engagements	Ordonnan- cements	Paiements
Finances	13.694,7	11.440,1	11.373,4	11.275,9
Intérieur	2.472,2	1.948,3	1.932,7	1.830,6
Justice	1.481,1	1.063,1	1.062,3	1.026,7
Affaires Étrangères	365,2	356,9	356,9	356,0
Agriculture	709,4	542,6	519,3	490,5
Travail	1.481,2	805,2	779,1	726,6
Industrie	519,8	224,4	213,5	206,3
Armée	7.050,9	5.089,3	4.991,1	4.737,5
Travaux Publics	202,8	86,3	84,3	82,1
Instruction Publique	5.685,8	5.104,0	5.104,0	4.670,8
Présidence du Conseil	402,9	277,7	277,7	268,0
Arriérés	9.765,0	377,3	374,6	368,4
Total	43.531,0	27.915,2	27.068,9	26.029,4

	Différences en %			
	Engagements par rapport aux crédits	Ordonnan- par rapport aux engts	Paiements par rapport aux ordon- nancements	Paiements par rapport aux enga- gements
	83,54	99,42	99,14	98,56
	78,81	93,20	94,72	93,96
	90,01	99,92	96,65	96,58
	97,73	100,00	99,75	99,75
	76,49	95,71	94,45	90,40
	54,36	96,76	93,36	90,24
	43,17	95,14	96,63	91,93
	72,18	98,07	97,39	93,09
	42,55	97,68	93,92	95,13
	89,77	100,00	91,51	91,51
	68,93	100,00	92,91	92,91
	38,64	99,28	98,34	97,64
	62,75	99,10	96,16	95,29

Annexe 40.

Compte d'exécution (provisoire) de l'exercice 1933/34 (neuf mois)

(millions de lei)

Ministères	Crédits définitifs	Décrets mensuels	Enga- gements	Ordonnance- ments	Paiements
Finances	6.424,4	5.847,8	5.675,9	5.628,2	5.546,2
Intérieur	1.468,5	1.362,8	1.290,4	1.290,0	1.205,5
Justice	657,4	622,8	603,6	603,3	587,8
Affaires Etrangères	278,4	255,2	251,9	251,9	235,9
Agriculture	375,1	339,7	323,9	314,4	308,5
Travail	616,4	524,9	474,4	467,7	437,1
Industrie	133,0	110,8	105,8	103,5	98,6
Armée	4.181,3	3.721,2	3.414,1	3.360,4	3.150,5
Travaux Publics	81,8	87,9	75,1	70,0	69,1
Instruction Publique	2.846,9	2.790,3	2.724,6	2.722,1	2.648,9
Présidence du Conseil	109,9	113,5	75,5	75,5	67,8
Arriérés	9.631,9	875,6	1.038,3	728,5	563,7
Total	28.136,2	16.652,5	16.053,5	15.615,5	14.919,6

Différences en %

Ministères	Décrets men- suels par rapport aux crédits	Engag. par rapport aux décrets	Ordonnance- ments par rapport aux eng.	Paiements par rapport aux ordon.	Paiements par rapport aux décrets
Finances	91,0	97,1	99,2	98,5	94,8
Intérieur	92,8	94,7	99,9	93,4	88,5
Justice	94,7	96,9	99,9	97,4	94,4
Affaires Etrangères	91,7	98,7	100,0	93,6	92,4
Agriculture	90,6	95,3	97,1	98,1	90,8
Travail	85,2	90,4	98,6	93,5	83,3
Industrie	83,3	95,5	97,8	95,3	89,0
Armée	89,0	91,7	98,4	93,8	84,7
Travaux Publics	107,5	85,4	93,2	98,7	78,6
Instruction Publique	98,0	97,6	99,9	97,3	94,9
Prés. Cons. Min.	103,3	66,5	100,0	89,8	59,7
Arriérés	91	118,6	70,2	77,4	64,4
Total	91,8	96,4	97,3	95,5	89,6

Annexe 41.

Le revenu national et la fiscalité ¹⁾

	<u>1927</u>	<u>1928</u>	<u>1929</u>	<u>1930</u>	<u>1931</u>	<u>1932</u>
<i>Allemagne</i>						
Revenu national (mil. Rm) . . .	70.754	75.373	76.098	70.125	57.074	46.475
Impôts	13.544	14.297	14.279	14.116	12.000	
Charges sociales	1.194	4.886	5.170	5.040	4.500	
Rapport entre le revenu et la fiscalité (‰)	25,1‰	25,4‰	25,6‰	27,3‰	28,9‰	

<i>France</i>						
Revenu national (millions frs)	249.203	266.968	277.865	277.865		
Impôts	51.971	56.683	62.548	59.763		
Fiscalité (‰)	20,8‰	21,2‰	22,5‰	22‰		

BCU Cluj / Central University Library Cluj

<i>Angleterre (Stamp)</i>						
Revenu national (millions £) . . .	4.350	4.250	4.400	4.000	3.499	
Impôts	881.5	852.2	829.3	861.7		
Charges sociales	56.9	79.4	82.5	79.7	85	
Fiscalité	21,6‰	21,9‰	20,7‰	23,5‰		

<i>Angleterre ²⁾</i>						
Revenu national (millions £) . . .	3.887	3.849	3.996	3.938	3.499	
Fiscalité (‰)	24,1‰	24,2‰	22,7‰	23,5‰		

¹⁾ Les chiffres relatifs à la France, à l'Allemagne et à l'Angleterre (Stamp.) sont extraits du Bull. de la Statistique Générale de la France, Janv. 1932.

²⁾ Le revenu national d'après l'ouvrage de Colin Clark.

Annexe 42.

Charge fiscale totale (en millions).

<i>Recettes de l'Etat.</i>	1929	1930	1931	1932	1933 (1)
Impôts	25.631	23.810	17.679	14.855	14.145
Monopoles (C. A. M.) ³⁾	4.345	4.919	3.970	3.502	4.181
Arriérés	577	692	1.442	1.118	1.209
Total Etat	31.056	30.776	24.346	19.475	19.535
<i>Recettes locales et autres.</i>					
Administrations locales ⁴⁾	7.686	8.531	8.147	5.475	5.619 ⁽²⁾
Chambres professionnelles	1.555	1.626	1.489	1.243	1.205 ⁽²⁾
Total	9.241	10.157	9.636	6.718	6.824 ⁽²⁾
Total général	40.297	40.933	33.982	26.193	26.359
Population (1.000 hab.)	17.637	17.889	18.166	18.426	18.642
Impôts par tête d'habitant	2.285	2.288	1.871	1.422	1.414
Revenu national par habitant	11.105	8.099	6.086	5.610	5.327
Fiscalité en %	20,58 %	28,25 %	30,74 %	25,35 %	26,54 %
Indices de fiscalité	100	137,32	149,4	123,2 ^{0/0}	129 %
Indices des recettes de l'Etat	100	101,6	84,3	65,0	65,4

1) Année de 12 mois.

2) Prévisions budgétaires.

3) Excédent.

4) Revenus du domaine fiscal seulement.

Annexe 43.

Le revenu national et la fiscalité

Années	Revenu par habitant	Charge fiscale par habitant	% de la charge fiscale	Indices de fiscalité	Revenu après paiement des impôts	Indices
1928	11.546	2.207	19,11%	100	9.339	100
1929	11.105	2.285	20,58%	107,7	8.820	94,4
1930	8.099	2.288	28,25%	147,8	5.811	62,2
1931	6.086	1.871	30,74%	160,9	4.215	45,1
1932	5.610	1.422	25,35%	132,7	4.188	44,8
1933	5.327	1.414	26,54%	138,9	3.913	41,9

Annexe 44.

Le capital de la dette publique de la Roumanie

— au 1 janvier 1934 —

Emprunts extérieurs	<u>Milliers de lei</u>	<u>‰</u>
A) Emprunts contractés, avant-guerre, pour des investissements (Accords de Paris-Berlin-Londres)	18.602.088	14,80
B) Emprunts faits pour subvenir aux dépenses de la guerre :		
a) dettes interalliées	35.756.331	28,46
b) relief bond	1.389.315	1,11
C) Emprunts pris en charge par la Roumanie en exécution des traités de paix	14.232.249	11,33
D) Emprunts résultant de la consolidation des bons du trésor, émis pendant et immédiatement après la guerre	15.829.267	12,60
E) Arrangements spéciaux	5.750.844	4,57
F) Emprunts émis pour des investissements (et pour la liquidation de certaines charges budgétaires)	20.562.215	16,36
Total des emprunts extérieurs . . .	<u>112.122.309</u>	<u>89,23</u>
Emprunts intérieurs		
A) Emprunts faits avant guerre pour des investissements	531.255	0,42
B) Emprunts faits pour subvenir aux dépenses de la guerre et de la réfection du pays.	4.101.984	3,26
C) Emprunts faits après la guerre pour la réalisation des réformes à caractère social.	8.899.000	7,09
Total des emprunts intérieurs . . .	<u>13.532.239</u>	<u>10,77</u>
Total général . . .	<u>125.654.548</u>	<u>100</u>

Note. — Les emprunts libellés en monnaies étrangères ont été calculés sur la base des cours suivants :

£ = 560 lei
 ₤ = 120 „
 frs. suisse } = 32,25 lei
 leu-or {
 lire = 8,90 „
 frs. français = 6,55 „

Annexe 45.

*Taxes douanières à l'importation des céréales dans les
pays industriels ¹⁾*

(par quintal)

Allemagne:

blé, 25 reichsm. (26 oct. 1930).
orge, 20 „ (26 „ 1930).
maïs, 2,50 „ (1 avril 1930).

Angleterre:

orge, seigle, farine, 10 % ad valorem (1 mars 1932).

Belgique:

sous le nom de taxe de transmission :

orge et maïs, 5 % ad valorem }
blé 2,50 % ad valorem } 16 janvier 1933.

France:

blé, 80 frs. (20 mai 1930).
maïs, 24 frs. (12 septembre 1930).
orge, 21 frs. (19 juillet 1930).
depuis le 1 septembre 1932, en plus 2 % ad valorem.

Italie:

blé, 75 lire (19 août 1931).
maïs, 30 lire (2 septembre 1931).
orge, 14 lire (1 mars 1931).

Tchécoslovaquie:

blé, 30 couronnes (6 juillet 1930) plus 25 couronnes supplémentaires (15 décembre 1930).
maïs, 18 couronnes.
orge, 34 couronnes (6 juillet 1930) plus 36 couronnes supplémentaires (9 août 1931).

1) D'après les chiffres publiés par l'Institut International d'Agriculture de Rome.

Annexe 46.

Commerce extérieur de la Roumanie

(Millions de lei)

ANNÉES	Janvier			Février			Mars		
	Import.	Export.	Solde	Import.	Export.	Solde	Import.	Export.	Solde
1927. . .	2.687	2.522	— 165	2.588	2.798	+ 210	3.278	2.989	— 289
1928. . .	2.564	1.627	— 937	2.521	1.645	— 876	3.120	2.822	— 298
1929. . .	2.470	1.751	— 719	1.653	1.033	— 620	2.364	1.493	— 871
1930. . .	2.354	2.022	— 332	2.003	1.604	— 399	2.228	1.898	— 330
1931. . .	1.593	1.423	— 170	1.367	1.273	— 94	1.372	1.790	+ 418
1932. . .	932	1.174	+ 242	828	1.067	+ 238	955	1.233	+ 278
1933. . .	913	1.005	+ 92	1.002	1.099	+ 7	900	1.157	+ 257

ANNÉES	Avril			Mai			Juin		
	Import.	Export.	Solde	Import.	Export.	Solde	Import.	Export.	Solde
1927. . .	3.216	3.233	+ 17	2.528	3.757	+ 1.229	2.562	3.621	+ 1.059
1928. . .	2.590	1.975	— 615	2.998	2.387	— 611	2.619	2.221	— 398
1929. . .	2.654	1.941	— 713	2.747	2.048	— 699	2.388	1.905	— 483
1930. . .	2.021	2.392	+ 371	2.016	2.436	+ 420	1.653	2.530	+ 877
1931. . .	1.235	2.018	+ 783	1.347	2.254	+ 907	1.542	1.599	+ 57
1932. . .	968	1.532	+ 564	988	1.307	+ 319	810	1.192	+ 382
1933. . .	1.061	1.320	+ 259	972	1.000	+ 118	1.052	1.032	— 20

ANNÉES	Juillet			Août			Septembre		
	Import.	Export.	Solde	Import.	Export.	Solde	Import.	Export.	Solde
1927. . .	2.617	2.696	+ 79	2.876	3.463	+ 587	2.855	3.704	+ 849
1928. . .	2.627	1.799	— 828	2.618	2.592	— 26	2.654	2.484	— 170
1929. . .	2.351	2.367	+ 16	2.396	2.725	+ 329	2.477	3.290	+ 813
1930. . .	1.600	2.705	+ 1.105	1.506	2.990	+ 1.484	1.834	2.848	+ 1.014
1931. . .	1.295	1.242	— 53	1.190	2.029	+ 839	1.414	2.437	+ 1.023
1932. . .	857	1.304	+ 447	809	1.339	+ 530	1.071	1.609	+ 538
1933. . .	1.064	1.156	+ 92	724	1.186	+ 462	736	1.340	+ 604

ANNÉES	Octobre			Novembre			Décembre		
	Import.	Export.	Solde	Import.	Export.	Solde	Import.	Export.	Solde
1927. . .	3.030	2.856	— 174	2.907	3.288	+ 381	2.284	2.776	+ 492
1928. . .	3.024	2.871	— 553	2.697	2.520	— 167	2.113	1.966	— 147
1929. . .	2.791	3.510	+ 719	2.947	3.965	+ 1.018	2.159	2.919	+ 760
1930. . .	2.130	2.616	+ 486	1.680	2.498	+ 818	1.515	1.987	+ 472
1931. . .	1.240	2.068	+ 828	1.139	2.235	+ 1.096	1.125	1.717	+ 592
1932. . .	1.055	1.598	+ 543	1.283	1.706	+ 423	1.415	1.639	+ 224
1933. . .	1.004	1.329	+ 325	1.056	1.346	+ 290			

Annexe 47:

Le commerce extérieur par pays

(Soldes — Millions de lei)

	1927	1929	1930	1931	1932	1933 11 mois
<i>Pays à balance excédentaire pour la Roumanie</i>						
Bulgarie	+ 353	+ 603	+ 347	+ 208	+ 110	+ 67
Grèce *)	+ 969	+ 765	+ 495	+ 481	+ 605	+ 194
Hongrie *)	+ 1.906	+ 1.737	+ 1.219	+ 1.679	+ 646	+ 195
Yougoslavie	+ 444	+ 227	+ 430	+ 192	+ 178	+ 84
Espagne	+ 132	+ 108	+ 196	+ 474	+ 261	+ 232
Egypte	+ 849	+ 1.013	+ 942	+ 669	+ 560	+ 562
Italie *)	— 404	+ 210	+ 1.849	+ 551	+ 457	+ 97
Pays-Bas	+ 549	— 217	+ 960	+ 498	+ 711	+ 656
Belgique	+ 258	— 476	+ 501	+ 1.444	+ 336	+ 240
Angleterre	— 609	— 293	+ 1.357	+ 940	+ 1.038	+ 511
France	+ 1.254	+ 345	+ 252	+ 1.167	+ 489	+ 489
Gibraltar	+ 3.415	+ 1.348	+ 293	+ 172	+ 137	+ 104
Autres pays	+ 337	+ 316	+ 758	+ 982	+ 436	+ 939
<i>Pays à balance déficitaire pour la Roumanie</i>						
Autriche *)	+ 524	— 932	— 90	+ 969	+ 430	— 101
Pologne	+ 1.071	— 931	— 531	— 283	— 303	— 103
Allemagne *)	+ 549	+ 870	— 413	— 2.046	— 777	— 723
Tchécoslovaquie *)	— 2.685	— 2.230	— 1.385	— 366	— 297	— 394
Suisse *)	— 639	— 587	— 558	— 355	— 301	— 251
Etats-Unis	— 916	— 1.757	— 1.179	— 551	— 352	— 311
Solde général	+ 4.258	— 668	+ 5.477	+ 6.442	+ 4.701	+ 2.485

En italiques : Pays ayant introduit le contrôle des changes.

*) Pays avec lesquels ont été conclus des accords de paiement ou de compensation.

Annexe 48. *Evolution mensuelle des quantités exportées, au cours de l'année 1930*

Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	juin	Juillet	Août	Sép- tembre	Octobre	No- vembre	Dé- cembre	TOTAL
Froment												
4.011	3.956	3.808	4.840	8.643	18.351	8.502	81.587	81.496	58.424	41.002	22.829	337.449
Maïs												
82.829	47.363	61.984	107.531	138.206	213.892	197.920	58.529	36.334	52.055	100.803	83.326	1.180.792
Orge												
42.962	24.000	47.574	56.692	61.057	51.978	84.154	219.370	250.845	194.394	208.615	201.772	1.443.413
Bois de construction d'essence résineuse												
45.296	34.357	48.358	63.059	74.798	67.381	93.765	69.055	63.684	58.595	73.515	57.805	749.668
Essences												
65.776	77.573	82.668	119.075	107.241	92.045	107.775	118.366	83.649	99.031	88.116	78.148	1.119.463
Essence Lampant												
54.032	60.152	61.113	77.771	72.173	81.342	94.341	99.686	75.391	84.452	77.675	103.553	941.701
Gasoil												
46.151	27.380	34.635	35.637	44.882	51.253	62.005	48.920	57.873	45.066	55.000	38.306	547.108
Mazout												
68.252	68.851	84.986	93.735	84.428	89.596	108.569	129.872	107.401	98.549	74.111	95.305	1.103.655

Evolution mensuelle des exportations, en valeurs au cours de l'année 1930

Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septem- bre	Octobre	Novem- bre	Décem- bre	TOTAL
F r o m e n t												
25.476	24.531	28.764	28.758	45.797	100.530	42.510	416.094	325.986	204.259	133.143	78.225	1.454.073
M a ï s												
331.319	165.773	205.788	401.091	483.723	748.624	663.032	193.148	121.787	140.549	226.808	204.150	3.885.791
O r g e												
167.553	87.840	156.926	188.218	186.226	137.742	201.969	428.616	614.572	427.667	438.092	494.347	3.583.834
Bois de construction d'essence résineuse												
129.096	94.484	132.986	181.612	211.681	188.689	267.230	188.522	165.578	157.036	202.167	164.747	2.083.808
E s s e n c e s												
420.970	496.472	487.742	702.545	627.361	529.263	603.545	727.952	52.297	569.432	383.306	273.520	5.874.405
L a m p a n t												
149.724	163.614	139.339	159.431	144.348	161.057	174.532	179.436	128.166	126.679	93.210	129.442	1.748.978
G a s o ï l												
90.919	52.571	63.383	62.366	67.324	71.756	88.707	68.489	92.597	69.852	83.250	51.713	857.927
M a z o u t												
62.110	68.851	79.037	79.675	67.542	71.677	86.856	106.496	107.401	108.405	88.933	95.305	1.022.258

Evolution mensuelle des quantités exportées, au cours de l'année 1931.

Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	TOTAL
F r o m e n t												
6.055	5.684	10.994	17.501	50.007	26.766	9.088	170.325	339.348	147.410	154.707	39.328	986.213
M a ï s												
48.865	41.677	78.342	89.841	108.449	76.738	56.483	71.137	40.239	50.805	163.623	200.982	1.027.181
O r g e												
91.650	49.339	78.342	90.898	101.057	50.349	10.376	140.404	137.970	134.459	94.925	62.468	1.032.237
Bois de construction d'essence réineuse												
40.317	35.121	66.602	56.833	90.549	90.328	75.352	53.064	53.073	57.868	58.247	66.302	743.660
Essence légère												
58.636	60.753	118.078	163.494	110.486	106.710	100.364	72.347	88.594	89.808	82.151	80.274	1.131.695
Essence lourde												
10.846	23.519	38.823	54.788	38.177	31.460	47.820	26.481	22.408	39.000	40.442	39.314	413.078
L a m p a n t												
97.309	64.457	84.019	85.932	114.254	70.907	76.677	91.328	85.142	116.531	72.690	86.276	1.045.482
G a s o ï l												
39.895	61.569	57.727	75.940	68.016	52.812	70.242	64.868	64.684	89.501	69.961	64.711	779.926
M a z o u t												
96.951	84.286	73.130	89.910	81.031	100.113	92.241	92.965	105.633	120.175	98.652	103.200	1.138.287

Annexe 51

Evolution mensuelle des exportations en valeurs, au cours de l'année 1931

Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septem- bre	Octobre	Novem- bre	Décem- bre	TOTAL
Froment												
21.191	20.467	37.379	57.754	167.524	78.959	29.535	511.076	882.306	368.528	409.973	106.183	2.690.875
Maïs												
107.506	95.861	184.097	247.062	299.320	207.959	148.590	152.944	78.466	83.828	294.522	341.689	2.241.844
Orge												
199.795	113.482	184.097	230.559	313.277	146.011	26.978	315.908	289.737	322.701	270.536	174.909	2.587.990
Bois de construction d'essence résineuse												
112.889	91.310	153.186	147.965	180.000	196.894	156.733	108.781	106.146	115.636	125.531	149.178	1.642.249
Essence légère												
175.908	165.248	321.171	461.052	293.893	275.311	255.929	191.720	243.632	237.991	234.951	237.611	3.094.417
Essence lourde												
23.319	42.790	71.822	100.810	64.137	45.932	70.296	36.544	34.733	58.499	62.685	78.629	690.196
Lampant												
108.174	85.084	130.329	123.743	123.395	66.709	63.642	73.062	72.372	99.051	72.690	107.845	1.125.996
Gasoi												
47.874	67.725	66.387	91.128	76.177	52.812	59.705	48.649	43.985	59.966	51.071	55.007	720.486
Mazout												
77.561	69.114	62.161	71.029	62.394	72.081	62.724	59.638	63.380	68.500	54.259	56.760	779.601

Evolution mensuelle des quantités exportées, au cours de l'année 1932.

Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sep- tembre	Octom- bre	Novem- bre	Décem- bre	TOTAL
12.436	14.581	14.770	32.654	14.074	10.224	2.759	1.026	4	25	—	—	102.553
142.131	99.244	131.457	205.097	100.339	119.942	130.993	91.635	87.555	89.333	249.582	292.623	1.739.931
19.955	8.894	12.201	36.822	20.675	34.313	18.742	10.395	144.918	82.306	34.147	25.517	448.885
26.015	17.851	31.598	33.053	68.309	39.974	58.008	46.746	46.882	44.922	46.545	57.630	517.533
74.569	95.909	80.528	84.139	92.052	79.787	102.821	88.869	119.059	114.236	102.211	100.065	1.134.245
28.573	32.507	46.375	41.093	56.161	38.053	49.362	43.133	45.146	45.956	41.963	36.673	504.995
56.310	83.935	59.550	66.593	77.083	63.909	77.448	69.992	95.940	101.339	96.104	72.715	920.918
64.391	65.503	57.977	53.859	64.359	76.912	97.571	67.452	74.945	83.747	101.356	79.085	887.157
71.986	112.605	113.844	86.038	109.211	141.231	115.664	136.285	127.714	54.387	148.324	152.151	1.369.440

Evolution mensuelle des exportations, en valeurs, au cours de l'année 1932.

Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sep- tembre	Octobre	Novem- bre	Décem- bre	TOTAL
F r o m e n t												
34.820	41.848	46.527	107.758	51.369	34.761	8.553	4.617	20	137	—	—	330.410
M a i s												
262.943	203.451	308.922	481.978	220.745	244.651	268.536	183.270	183.866	165.265	436.767	503.311	3.463.705
O r g e												
57.868	26.682	39.652	125.196	60.991	94.359	44.345	223.460	326.067	181.072	73.416	53.076	1.306.184
Bois de construction d'essence résineuse												
52.029	28.562	50.556	52.885	109.295	63.958	95.712	77.131	75.012	78.614	81.453	100.853	866.060
Essence légère												
201.335	249.365	207.762	225.493	255.905	207.020	273.646	245.279	325.865	347.277	297.426	284.187	3.125.560
Essence lourde												
51.432	57.536	81.629	75.201	111.198	74.204	96.259	87.990	92.999	104.781	94.003	79.946	1.007.178
L a m p a n t												
67.572	89.810	61.337	68.590	80.937	68.383	85.193	79.791	106.494	125.660	120.130	94.529	1.048.426
G a s o ï l												
52.157	55.677	51.020	46.857	59.211	75.373	105.377	78.919	89.185	100.496	118.587	94.111	926.970
M a z o u t												
38.873	57.428	59.199	43.879	56.790	70.616	55.519	65.417	57.471	71.018	65.262	68.468	709.940

Evolution mensuelle des quantités exportées au cours de l'année 1933.

Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septem- bre	Octobre	Novem- bre	Décem- bre	TOTAL
F r o m e n t												
1	3	—	1	—	—	—	—	—	1.896	1.450	2.794	6.144
M a ï s												
82.926	131.596	136.719	185.469	127.479	125.779	122.034	48.639	31.824	19.228	19.622	40.774	1.072.089
O r g e												
1.925	7.095	7.702	10.216	24.891	43.507	47.728	78.093	119.844	115.118	110.266	55.288	621.673
Bois de construction d'essence résineuse												
13.123	13.789	20.387	34.958	36.533	40.134	40.334	54.990	48.920	32.119	58.012	42.488	435.787
Essence légère												
98.142	88.854	120.906	126.775	116.281	135.755	142.782	136.499	115.074	99.350	103.891	109.494	1.393.803
Essence lourde												
35.437	21.470	45.640	42.204	42.442	33.061	24.765	29.707	17.249	21.983	20.905	28.553	363.416
Pétrole lampant												
71.861	77.494	65.807	109.218	82.384	55.034	70.087	94.805	100.899	89.882	64.694	68.636	950.801
G a s o ï l												
68.717	70.502	92.476	98.267	99.166	76.280	83.187	100.006	79.090	81.531	93.536	74.831	1.017.589
M a z o u t												
152.184	93.513	133.763	143.428	192.260	171.427	150.853	162.140	174.053	162.406	133.697	121.889	1.791.413

Evolution mensuelle des exportations en valeurs, au cours de l'année 1933

Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	TOTAL
7	18	—	5	—	—	—	—	—	6.920	5.220	10.562	22.732
Froment												
M a i s												
165.853	250.033	239.258	319.006	210.339	206.278	222.103	82.686	55.697	32.495	31.396	61.161	1.876.305
O r g e												
4.139	15.255	15.558	18.900	44.802	76.133	89.251	121.045	173.774	155.409	165.399	88.462	968.126
Bois de construction d'essence résineuse												
22.965	24.131	35.677	63.623	63.934	66.221	67.761	90.734	78.272	53.960	96.299	71.380	734.957
Essence légère												
274.798	226.576	287.757	285.244	211.631	210.420	232.708	300.298	310.699	258.310	246.222	251.836	3.146.499
Essence lourde												
76.897	42.941	86.717	76.811	70.029	47.938	44.825	506.443	36.568	43.965	38.883	48.825	1.120.842
Pétrole lampant												
100.605	100.743	76.336	120.140	96.389	60.537	81.301	127.987	161.438	148.305	100.922	103.640	1.278.343
G a s o ï l												
87.270	93.768	123.918	127.747	119.991	76.280	78.196	104.007	126.217	108.436	124.403	100.273	1.270.506
M a z o u t												
73.048	46.756	68.219	76.117	101.898	80.571	70.901	81.070	104.432	102.316	82.892	76.664	963.884

La balance des paiements

(Millions de lei)

	Marchandises		Or et devises		Emprunts, cré- dits et avances sur or ¹⁾		Régies autonomes, Légations, Etat,		Dettes publiques		Divers ²⁾		Invisibles ³⁾	
	Actif	Passif	Actif	Passif	Actif	Passif	Actif	Passif	Actif	Passif	Actif	Passif	Actif	Passif
1927	38.110	33.852	—	2.820	434	—	—	600	—	4.279	350	—	2.657	—
1928	26.919	32.145	2.733	—	4.646	—	—	586	—	4.012	350	—	2.097	—
1929	28.960	29.628	—	7.962	16.273	2.656	—	660	—	5.392	350	—	713	—
1930	28.522	23.044	3.725	—	2.067	1.229	—	662	—	5.032	320	—	—	4.667
1931	22.196	15.754	4.274	654	3.784	166	324	516	—	6.090	529	546	—	7.381
1932	16.654	11.953	547	193	2.320	673	271	655	—	4.776	454	536	—	1.460
1933 (11 mois)	12.970	10.485	593	—	445	653	190	395	—	2.423	478	285	—	435
1927—33 . .	174.331	156.861	11.872	11.629	29.969	5.377	785	4.074	—	32.004	2.831	1.367	5.467	13.943
Solde . . .	+ 17.470	—	+ 243	—	+ 24.592	—	—	- 3.289	—	- 32.004	+ 1.464	—	—	- 8.476
1929—33 . .	109.302	90.864	9.139	8.809	24.889	5.377	785	2.888	—	23.711	2.131	1.367	713	- 13.943
Solde . . .	+ 18.438	—	+ 330	—	+ 19.512	—	—	- 2.103	—	- 23.711	+ 764	—	—	- 13.230

¹⁾ Contractés par l'Etat ou la Banque Nationale.²⁾ Légations étrangères, différences de cours, intérêts crédités et autres.³⁾ Dépenses du tourisme, dividendes et intérêts de la dette privée, primes d'assurances, frêts et mouvements de capitaux et crédits, non profités.

Annexe 57.

La balance des paiements (soldes) :

(Millions de lei).

	Marchandises	Or et devises	Emprunts, crédits, avances	Dette publique extérieure ¹⁾	Régies publi- ques et Etat	Divers	Invisibles
1927	+ 4.258	— 2.820	+ 434	— 4.279	— 600	+ 350	+ 2.657
1928	— 5.226	+ 2.733	+ 4.646	— 4.012	— 586	+ 350	+ 2.097
1929	— 668	— 7.962	+ 13.617	— 5.392	— 660	+ 350	+ 713
1930	+ 5.477	+ 3.725	+ 838	— 5.032	— 662	+ 320	— 4.667
1931	+ 6.442	+ 3.620	+ 3.618	— 6.090	— 192	— 17	— 7.381
1932	+ 4.701	+ 354	+ 1.647	— 4.776	— 384	— 82	— 1.460
1933 (11 mois)	+ 2.485	+ 593	— 208	— 2.423	— 205	+ 137	— 435
Total 1927—1933	+ 17.470	+ 243	— 24.592	— 32.004	— 3.289	+ 1.464	— 8.476
Total 1929—1933	+ 18.438	+ 330	— 19.512	— 23.711	— 2.103	+ 764	— 13.230

¹⁾ Sommes transférées à l'étranger au titre de l'annuité extérieure. À partir de 1931, y compris les rachats des obligations „Stab“, les paiements au titre du contrat de routes, et les intérêts et commissions de la dette flottante à l'étranger.

La balance des paiements

(Milliards de lei)

Paiements courants ¹⁾

Actif	1927	1928	1929	1930	1931	1932	1933 11 mois	Passif	1927	1928	1929	1930	1931	1932	1933 11 mois
Excédent de la balance commerciale	4,2	—	—	5,5	6,3	4,7	2,5	Déficit de la balance commerciale	—	5,2	0,6	—	—	—	—
Légations	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	Légations	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2
Divers	—	—	—	—	0,2	0,2	0,5	Dette publique extérieure	4,2	4,0	5,4	5,0	6,1	4,8	2,4
								Régies Autonomes de l'Etat	0,3	0,3	0,3	0,4	0,2	0,2	0,2
Total	4,5	0,4	0,3	5,8	7,0	5,2	3,2	Divers	—	—	—	—	0,2	0,5	0,3
								Total	4,8	9,8	6,6	5,7	6,8	5,7	3,1
Mouvement des capitaux et des crédits															
Excédent en compte courant	—	—	—	0,1	0,2	—	0,1	Déficit en compte courant	0,3	9,4	6,1	—	—	0,5	—
Ventes de devises	—	2,7	—	3,7	3,4	—	0,6	Achats de devises	2,8	—	7,7	—	—	0,2	—
Ventes d'or (net)	—	—	—	—	0,2	0,6	—	Achats d'or	—	—	0,3	—	—	—	—
Emprunts et crédits.	0,5	4,6	16,3	1,5	3,8	2,3	0,4	Remboursement de crédits	—	—	2,7	1,2	0,2	0,7	0,7
Solde des mouvements invisibles	2,6	2,1	0,7	—	—	—	—	Solde du mouvement des invisibles	—	—	—	4,7	7,4	1,5	0,4
Divers	—	—	—	0,6	—	—	—	Total	3,1	9,4	17,0	5,9	7,6	2,9	1,1
Total	3,1	9,4	17,0	5,9	7,6	2,9	1,1								

¹⁾ Non compris les dépenses des touristes et les paiements au titre de services et de l'annuité de la dette privée, impossible à déterminer par voie statistique.

²⁾ Voir note 3, page 190.

SOMMAIRE

	Page
LA SITUATION ÉCONOMIQUE GÉNÉRALE	3
A. L'agriculture	5
1. Prix	6
2. Superficies	8
3. Rendement	10
4. Production	11
5. Valeur de la production	12
6. Rentabilité des exploitations	15
a) Grandes et petites exploitations	15
b) Bilans agricoles	16
c) Frais de main-d'œuvre	16
d) Coût des semences	18
e) Frais de production	19
f) Valeur de la production	19
g) Rentabilité	19
h) Bilan moyen par hectare	20
i) Conséquences des déficits	21
j) Estimation des déficits	22
B. L'industrie	23
1. Les prix	24
2. La production	26
3. La rentabilité	27
4. La capacité contributive de l'industrie	29
C. Le commerce	31
1. Les prix d'exportation et les prix d'importation	32
2. Les prix agricoles et les prix industriels	32
3. Le déséquilibre du budget paysan	34
4. Les prix des produits pétroliers	35
5. Le déséquilibre du budget individuel	36
D. Le marché des capitaux et le crédit	36
1. Le mouvement des sociétés anonymes	38
2. Le mouvement de la bourse	42
3. L'organisation bancaire et la crise	44

	Page
E. Le revenu national	50
1. La capacité contributive de l'agriculture	53
2. Le pouvoir d'achat de l'agriculture	55
3. L'industrie et les services	57
4. Le revenu national en 1933	58
F. La dette publique et le revenu national.	60
LA CAPACITÉ DE PAIEMENT	63
A. Les finances publiques et la crise	63
I. <i>Les recettes publiques</i>	70
1. Impôts directs	75
2. „ indirects	77
3. Droits de timbre et d'enregistrement	80
4. Excédents des Régies publiques commerciales et des Caisses autonomes	81
5. Recettes des Ministères	82
6. Arriérés	83
II. <i>Les dépenses publiques</i>	84
B. Les finances des administrations locales et des Chambres professionnelles	95
1. Evolution des finances locales	95
2. Evolution des budgets des Chambres professionnelles	99
C. Les difficultés du Trésor	100
1. Ressources extra-budgétaires du Trésor	101
2. Dette flottante envers les particuliers	103
D. La charge fiscale et le revenu national	105
LA CAPACITÉ DE TRANSFERT	111
LA BALANCE DES PAIEMENTS	114
A. La balance commerciale	114
1. Causes qui ont contribué à l'affaiblissement du commerce extérieur	114
2. Evolution des exportations	116
a) Les animaux vivants	117
b) Les céréales et leurs dérivés	118
c) Le bois et ses dérivés	119
d) Le pétrole et ses dérivés	120
e) Les prix des produits exportés et l'annuité extérieure	121
3. Evolution des importations	123
4. La dette publique extérieure et la balance commerciale	128
B. Le mouvement des capitaux et des crédits	130
C. Répercussions sur la Banque Nationale	137
Annexes	145—200

TABLEAUX STATISTIQUES

I. SITUATION ÉCONOMIQUE GÉNÉRALE

	Page
1. Prix annuels moyens des céréales à Braïla	6
2. Nature des dépenses	8
3. Superficies cultivées	9
4. Superficies cultivées en céréales des principales catégories	9
5. Superficies cultivées en plantes textiles	10
6. Production moyenne à l'hectare	10
7. Production des principales catégories de céréales	11
8. Valeur de la production agricole	12
9. Valeur de la production des principales catégories de céréales	12
10. Prix moyens de la journée de travail	17
11. Frais moyens de la main-d'œuvre agricole par hectare	17
12. Indices de prix et de la main-d'œuvre agricole	17
13. Frais de main-d'œuvre agricole par hectare	18
14. Coût des semences	18
15. Frais de production par hectare	19
16. Valeur de la production par hectare	19
17. Rentabilité des cultures de céréales par hectare	20
18. Rentabilité moyenne des cultures de céréales par hectare de 1930 à 1933	20
19. Participation de l'industrie au revenu national	23
20. Indices des prix de gros des produits industriels	24
21. Indices de la production quantitative des principaux produits industriels	26
22. Indices de l'importation quantitative de cuirs et de textiles	26
23. Situation de la grande industrie manufacturière roumaine (I)	27
24. Situation de la grande industrie manufacturière roumaine (II)	29
25. Disponibilités théoriques pour les charges fiscales	30
26. Moyenne mensuelle des ouvriers chômeurs	31
27. Volume du trafic par chemin de fer	32
28. Valeur moyenne de la tonne exportée et importée	32
29. Indice des prix agricoles et industriels	33
30. Indice des prix des produits achetés et vendus par les agriculteurs	34
31. Indice des prix des produits pétroliers	35
32. Indice des prix de gros et de détail	36
33. Nouvelles émissions d'actions	39

	Page
34. Nouvelles émissions d'actions	40
35. Les émissions nettes de capital	40
36. Rentabilité des sociétés anonymes	41
37. Activité du marché des capitaux	41
38. Indices des cours des valeurs mobilières	42
39. Volume des transactions en bourse	43
40. Taux de capitalisation des valeurs mobilières	43
41. Indice des valeurs à revenu variable	44
42. Mouvement des institutions de crédit	43
43. Niveau moyen des intérêts	45
44. Escompte de la Banque Nationale	47
45. Revenu national de la Roumanie	51
46. Revenu national par tête d'habitant	51
47. Composition du revenu national	51
48. Le revenu national et l'agriculture	52
49. Evolution de la charge fiscale réelle de l'agriculture	53
50. Evolution de la charge fiscale réelle d'après la production des céréales	53
51. Production agricole destinée à la vente	54
52. Evolution de la charge fiscale réelle de la production des céréales	55
53. Pouvoir d'achat de l'agriculture en articles industriels	55
54. Pouvoir d'achat de la production des céréales en articles industriels	56
55. Pouvoir d'achat réel de la production des céréales en articles industriels	56
56. Revenu national	57
57. Indices de la production industrielle	59
58. Indices des prix industriels	59
59. Moyennes mensuelles des recettes des C. F. R. et des P. T.	60
60. Le revenu national et la dette publique	51

II. CAPACITE DE PAIEMENT

61. Recettes publiques	64
62. Dépenses publiques	65
63. Recettes de l'Etat (y compris les recettes brutes des régies autonomes)	70
64. Recettes de l'Etat (non compris celles des régies autonomes)	70
65. Recouvrement des arriérés	71
66. Evolution des recettes courantes de l'Etat de 1929 à 1932	71
67. Participation des diverses catégories de recettes aux recettes totales	73
68. Indice de l'évolution des recettes de l'Etat par rapport à 1929	74
69. Recettes provenant des impôts directs	75
70. Evolution des recettes provenant des impôts directs par rapport aux débits	76
71. Recettes provenant des impôts directs (par catégories)	77
72. Evolution des recettes douanières	77
73. Recettes provenant des taxes sur l'alcool	78
74. Recettes provenant des taxes sur l'alcool (par catégories)	78
75. Recettes provenant des taxes sur divers articles de consommation	79
76. Indices de l'évolution des taxes de consommation	79
77. Recettes provenant de la taxe sur le chiffre d'affaires	80

	Page
78. Recettes provenant de la taxe sur les spectacles	80
79. Recettes provenant des droits de timbre et d'enregistrement	80
80. Recettes et dépenses de la C. A. M.	81
81. Recettes et dépenses des autres régies autonomes.	82
82. Recettes provenant de l'administration des Ministères	82
83. Evolution des arriérés	83
84. Paiements de l'Etat (comparables à l'année 1929)	84
85. Rapport des paiements de l'Etat et des régies autonomes	84
86. Evolution des paiements de l'Etat par exercices, rapportés aux crédits ouverts	85
87. Evolution des paiements et des recettes	85
88. Evolution des paiements de l'Etat par Ministères	86
99. La distribution des paiements par Ministères en pourcentages	88
90. Engagements non couverts en fin d'année (de 1929 à 1933)	89
91. Comptes d'exécution de l'exercice 1929	89
92. Comptes d'exécution de l'exercice 1930	90
93. Comptes d'exécution de l'exercice 1931	91
94. Comptes d'exécution de l'exercice 1932	92
95. Comptes d'exécution (provisoire) de l'exercice 1933/34 (9 mois)	94
96. Recettes des administrations locales	95
97. Dépenses des administrations locales	98
98. Prévisions des recettes (1933/34)	98
99. Recettes des chambres professionnelles	99
100. Participation des chambres professionnelles aux recettes publiques (pourcentages)	100
101. Total des fonds extrabudgétaires du Trésor, utilisés de 1930 à 1933	102
102. Recettes fiscales de l'Etat	105
103. Charge fiscale par habitant	106
104. Le revenu national et la fiscalité	106
105. Evolution de la production brute et des recettes fiscales	108
106. Influence de la fiscalité sur la capacité de consommation	109

III. CAPACITÉ DE TRANSFERT

107. Commerce extérieur de la Roumanie	116
108. Répartition des exportations (pourcentages)	116
109. Répartition des exportations (millions)	—
110. Exportations de bétail	117
111. Exportations de céréales et de leurs dérivés	118
112. Exportations de bois et de ses dérivés	120
113. Exportations de pétrole et de ses dérivés	120
114. Commerce extérieur de la Roumanie (quantités et valeurs)	121
115. Valeur des exportations calculée au prix de 1929	122
116. Charge de la dette publique extérieure par rapport à la valeur des produits exportés	122
117. Evolution des importations (valeurs)	124
118. Valeurs moyennes des produits importés et des produits exportés (par tonnes)	125
119. Valeur des importations (par catégories)	125
120. Quantités importées (milliers de quintaux)	126
121. Valeurs moyennes des importations (par catégories)	126
122. L'annuité extérieure et les exportations	129
123. Encaisse de la Banque Nationale de Roumanie	137
124. Balance commerciale (11 mois)	140
125. Récapitulation de la balance des paiements (1929 — 1933)	141

TABLE DES ANNEXES.

	Page
Annexe 1. Prix de céréales en Roumanie.	145
„ 2. Prix annuels de céréales	145
„ 3. Rentabilité de la culture du blé,	146
„ 4. „ „ „ „ maïs.	147
„ 5. „ „ „ „ l'orge	148
„ 6. „ „ „ „ l'avoine	149
„ 7. „ „ „ „ seigle	149
„ 8. Situation de la grande industrie manufacturière de la Roumanie	150
„ 8. „ „ „ „ „ „ „ „ (suite).	151
„ 9. La rentabilité des sociétés anonymes industrielles	152
„ 9 „ „ „ „ „ „ „ (suite).	153
„ 10. Bilans résumés des sociétés anonymes industrielles	154
„ 11. Indices des prix de gros	155
„ 12. „ „ „ des marchandises vendues et indices des prix des marchan- dises achetées par les paysans.	156
„ 13. Indice des prix des produits pétroliers	157
„ 14. Variation du nombre et du capital des sociétés anonymes en Roumanie	158
„ 15. La rentabilité des sociétés anonymes	159
„ 16. Indice des cours des valeurs mobilières	160
„ 16. „ „ „ „ „ „ „ (suite).	161
„ 17. Volume des transactions en bourse	162
„ 18. Avances de la Banque Nationale	163
„ 19. Volume des effets présentés et admis à l'escompte de la Banque Nationale	165
„ 20. L'activité de la Chambre de Compensation	165
„ 21. L'activité du service des virements	166
„ 22. Bilan général des banques roumaines	167
„ 23. Bilan des grandes banques ayant un capital de plus de 100 millions de lei	168
„ 24. La circulation monétaire	169
„ 25. Le revenu national	170
„ 26 a. Valeur de la production brute	171
„ 26 b. Annuité extérieure rapportée à la production brute	171
„ 27. Le revenu national comparé	172
„ 28. Taux annuel moyen de l'impôt agricole	173
„ 29. Les recettes publiques totales de 1928 à 1932	174
„ 30. L'évolution des recettes de l'Etat, par années budgétaires, comparables à l'exercice 1933/34	175

	Page
Anexe 31. La distribution des recettes de l'Etat par années budgétaires, comparables à l'exercice 1933/34	176
„ 32. Les recettes et les dépenses des administrations locales	177
„ 33. Les dettes des départements et des communes urbaines et rurales, le 1-er janvier 1933	178
„ 34. Les paiements de l'Etat et des collectivités publiques de 1929 à 1932	179
„ 35. Evolutions des dépenses de l'Etat de 1929 à 1932	180
„ 36. Compte d'exécution de l'exercice 1929	181
„ 37. „ „ „ „ 1930	181
„ 38. „ „ „ „ 1931	182
„ 39. „ „ „ „ 1932 (15 mois)	182
„ 40. „ „ „ „ 1933/34 (9 mois)	183
„ 41. Le revenu national et la fiscalité	184
„ 42. Charge fiscale totale	185
„ 43. Le revenu national et la fiscalité	185
„ 44. Le capital de la dette publique de la Roumanie	186
„ 45. Taxes douanières à l'importation des céréales dans les pays industriels . .	187
„ 46. Commerce Extérieur de la Roumanie	188
„ 47. Le commerce extérieur par pays	189
„ 48. Evolution mensuelle des quantités exportées 1930	190
„ 49. „ „ „ exportations (valeurs) 1930	191
„ 50. „ „ „ quantités exportées 1931	192
„ 51. „ „ „ exportations (valeurs) 1931	193
„ 52. „ „ „ quantités exportées 1932	194
„ 53. „ „ „ exportations (valeurs) 1932	195
„ 54. „ „ „ quantités exportées 1933	196
„ 55. „ „ „ exportations (valeurs) 1933	197
„ 56. La balance des paiements	198
„ 57. „ „ „ „ (soldes)	199
„ 58. „ „ „ „ paiements courants	200

